

LE GÉNÉRAL
ABDALLAH MENOU

ET LA DERNIÈRE PHASE
DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE
(1799-1801)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE
A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

GEORGES RIGAULT
LICENCIÉ ÈS LETTRES ET EN DROIT
DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (SECTION HISTOIRE)



PARIS
IMPRIMERIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE GÉNÉRAL
ABDALLAH MENOÛ

ET LA DERNIÈRE PHASE
DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE

THE GAZETTE

AND OFFICIAL RECORDS

OF THE GOVERNMENT OF INDIA

IN THE YEAR 1901

PART II

THE GOVERNMENT OF INDIA
OFFICE OF THE SECRETARY
TO THE GOVERNMENT

PRINTED BY THE GOVERNMENT OF INDIA
AT THE GOVERNMENT PRESS, CALCUTTA

1901

GOVERNMENT OF INDIA

OFFICE OF THE SECRETARY

TO THE GOVERNMENT

OF INDIA

PRINTED BY THE GOVERNMENT OF INDIA

AT THE GOVERNMENT PRESS, CALCUTTA

1901

GOVERNMENT OF INDIA

OFFICE OF THE SECRETARY

TO THE GOVERNMENT

OF INDIA

LE GÉNÉRAL
ABDALLAH MENOU

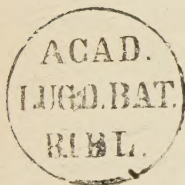
ET LA DERNIÈRE PHASE
DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE
(1799-1801)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE
A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
GEORGES RIGAULT

LICENCIÉ ÈS LETTRES ET EN DROIT
DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (SECTION HISTOIRE)



PARIS
IMPRIMERIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}
8, RUE GARANCIÈRE — 6°

1914

INTRODUCTION

De 1899 à 1907, M. le capitaine (puis commandant) C. de La Jonquière a publié cinq volumes d'une importante *Histoire de l'expédition d'Égypte*. Il est mort sans avoir pu terminer ses travaux. Le tome V s'arrête au départ de Bonaparte et à la « transmission du commandement. »

Cette œuvre, en même temps qu'elle constitue un recueil inappréciable de documents, détruit toute légende sur la préparation, le but et la conduite des campagnes d'Égypte et de Syrie. Il faudrait, pour l'achever, posséder toute la science militaire de son premier auteur.

Aussi bien, n'ai-je aucunement la prétention de continuer ni de compléter M. de La Jonquière et je laisse à de plus autorisés que moi le soin d'étudier, au point de vue technique, l'organisation des troupes et les opérations de guerre de 1799 à 1801.

Le présent essai se borne à préciser le rôle du général Jacques-Abdallah Menou dans la dernière phase de l'expédition d'Égypte. Connaître les idées et les actes du second successeur de Bonaparte m'a paru le meilleur moyen de comprendre et d'expliquer le caractère de la domination française sur le Nil et l'état d'esprit des sol-

faits de la République avant la défaite qui nous arracha notre conquête orientale.

Le personnage est bien effacé auprès de Bonaparte et de Kléber. Les manuels d'histoire ont tout dit sur son compte lorsqu'ils l'ont nommé « l'incapable Menou ». Il a seul porté le poids de la capitulation d'Alexandrie. Inconnu, semble-t-il, à la veille de l'assassinat de Kléber, il rentre dans l'oubli dès qu'il a remis l'Égypte aux mains des Anglo-Turcs.

Il eut le malheur d'être vaincu. Il eut la malchance d'entendre condamner son échec par deux juges partiaux et prévenus, dont l'arrêt n'a pas comporté d'appel.

Le premier de ces juges fut son propre lieutenant, le général Jean-Louis-Ebénézer Reynier, qui, dès l'an X (1802), publia chez Pougens un volume de 288 pages in-8° intitulé : *De l'Égypte après la bataille d'Héliopolis et considérations générales sur l'organisation physique et politique de ce pays*. « Quoique l'impartialité, dit l'auteur dans un avant-propos, soit difficile à conserver lorsqu'on écrit sur des événements dans lesquels on a joué un rôle, j'ai tâché de ne pas m'en écarter. » J'ai voulu seulement, « pour l'honneur de l'armée d'Orient, publier les causes de ses revers afin qu'on sache qu'elle s'est toujours montrée digne de son ancienne gloire ». Nous verrons comment, après de déplorables démêlés avec son chef, Reynier, expulsé d'Égypte pendant le blocus d'Alexandrie, s'empressa dès son retour en France de rassembler les lettres, mémoires, relations, fragments de journal qu'il avait, durant une année, fiévreusement écrits contre son ennemi personnel : comment, en composant son livre, il prétendait « poursuivre le procès de cet infâme scélé-

rat (1) ». Le pamphlet de Reynier expose l'état de l'armée d'Orient après la rupture de la Convention d'El Arisch, raconte à sa manière l'histoire du gouvernement de Kléber et de celui de Menou, et marque les fautes qui, selon l'écrivain, furent la cause unique de la désastreuse campagne de 1801. Il eut grand succès. Bonaparte, peu désireux de laisser le public commenter les fâcheux résultats de son expédition d'Orient, en ordonna la saisie. Une nouvelle édition, accompagnée de pièces justificatives tirées des Archives de la Guerre et d'un « extrait du journal d'Hautpoul, chef de brigade du génie », en fut donnée en 1827, treize ans après la mort du général, sous le titre de : *Mémoires de Reynier*. Comme cet ouvrage est le seul qui soit exclusivement consacré à la dernière partie de la campagne d'Égypte, les historiens l'ont fort utilisé et Menou est demeuré tel que l'avait dépeint son plus implacable ennemi.

Les dictées de Napoléon I^{er}, à Sainte-Hélène, ont confirmé ce premier jugement. L'Empereur, dans son exil, condamne les hommes de son règne autant sur leurs propres démérites qu'en raison de ses déceptions et de ses regrets personnels. Lorsque le 15 octobre 1815 il arrive en vue de sa prison : « Ce n'est pas un joli séjour, dit-il à Gourgaud ; j'aurais mieux fait de rester en Égypte, je serais à présent empereur de tout l'Orient (2). » Le voilà, aux approches de la captivité, ressaisi de son premier rêve.

Parmi les livres qui font partie de sa bibliothèque à cette époque, on remarque le voyage de Volney en Égypte.

(1) Arch. hist. du ministère de la Guerre. Correspondance de l'armée d'Orient, lettre de Reynier au général Moreau, 26 germinal an IX, 16 avril 1801.

(2) Journal de Gourgaud.

les voyages aux sources du Nil du capitaine Bruce, les planches du voyage en Égypte de Vivant-Denon, la *Description de l'Égypte* publiée par l'ordre de l'Empereur : la plupart de ces ouvrages sont annotés de sa main (1). Si de septembre 1815 à mai 1816 il dicte au général Bertrand les mémoires de la Campagne d'Égypte (2), c'est poursuivi par la vision de l'Orient perdu. Il narre avec complaisance ses succès d'Alexandrie et des Pyramides, il exagère son prestige sur les cheiks et sur les ulémas, il « amplifie et dénature les circonstances » de sa fameuse excursion dans le désert (3). Combien ses récits sont-ils plus inexacts et ses appréciations plus faussées, lorsqu'il en vient aux faits dont il n'a pas été le témoin ! Bertrand est resté en Égypte après lui et c'est Bertrand qui le renseigne sur la campagne de 1801, qui lui suggère une longue page sur sa propre attitude lors de la capitulation d'Alexandrie. « Le grand-maréchal, dit Las Cases, complétait la campagne d'Égypte, autant que le manque de matériaux pouvait le permettre (4). »

Les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon, écrits à Sainte-Hélène par les généraux qui ont partagé sa captivité* et publiés en 1823, ne continrent que quelques lignes relatives au commandement du général Menou. Bertrand gardait manuscrite la dictée des *Campagnes d'Égypte*. Ce ne fut qu'en 1842 qu'il se décida à en donner une édition. Lorsqu'il mourut en 1844, l'impression n'était pas terminée et les fils du général s'adressèrent au comte de Las Cases pour l'éta-

(1) Victor ADVIELLE, *la Bibliothèque de Napoléon à Sainte-Hélène*. Paris, Lechevallier, 1894.

(2) *Mémorial de Sainte-Hélène*, éd. 1823, I, p. 235 ; IV, p. 183.

(3) LA JONQUIÈRE, *Expédition d'Égypte*, III, p. 499.

(4) *Mémorial*, II, p. 341.

blissement du texte. Enfin, en 1847, l'ouvrage parut en deux volumes sous ce titre : *Guerre d'Orient. Campagnes d'Égypte et de Syrie (1798-1799), mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon, dictés par lui-même à Sainte-Hélène et publiés par le général Bertrand* (1). Le manuscrit qui servit de base à cette publication fut une copie prise sur les brouillons de Bertrand par Saint-Denis, valet de chambre de l'Empereur et corrigée au crayon par Napoléon. Plusieurs de ces corrections, quoiqu'elles aient été mises à l'encre par Méneval, ne purent être déchiffrées. Quelques paragraphes, affirme Las Cases, ne se trouvent pas dans le manuscrit. « Une note du général Bertrand tendrait à faire croire que Napoléon ne les a pas dictés (2). »

Cette œuvre qui, en dépit de sa rédaction de seconde main et de sa publication tardive, ne semble pas dépourvue d'authenticité, exprime donc la dernière pensée de l'Empereur sur l'issue de l'expédition d'Orient.

Or, le Premier Consul a-t-il, sur les personnages et sur les événements d'Égypte, porté les mêmes arrêts que l'Empereur déchu? S'il en est ainsi, il est difficile de comprendre pourquoi en fructidor an IX (septembre 1800), il maintint le général Menou au commandement en chef, pourquoi, en frimaire an X (décembre 1801), il l'accueillit sans reproches. Cette attitude s'explique au contraire si l'on veut bien reconnaître en Menou l'un de ceux qui servirent la politique orientale de Bonaparte et — plus encore — l'un de ceux qui, dès le commencement du dix-neuvième siècle, se dévouèrent à la politique coloniale de la France.

(1) Malgré les dates indiquées, le récit se termine en 1801.

(2) Ce sont les §§ 5 à 10 du chap. viii du t. II. Le manuscrit a été donné à la bibliothèque de Châteauroux.

Notre peuple a surtout songé à arrondir son héritage aux dépens de ses proches voisins. En paysan qui aime la terre et l'a faite sienne morceau par morceau, il s'est constitué un beau domaine autour de son lot primitif et, jusqu'au jour où ses espoirs ont été cruellement déçus, il a guetté l'occasion favorable pour reculer les bornes de la France. La seule politique vraiment populaire, ce fut, dans le passé, la politique des « frontières naturelles ». Quand la royauté, la Révolution ou l'Empire ont voulu conquérir ou garder les marches des Alpes et du Rhin, la nation les a compris, les a suivis avec enthousiasme et les a soutenus sans défection.

Mais trop longtemps les Français — bien qu'excellents colonisateurs — ont apporté aux questions coloniales une attention distraite et « l'expansion de la France hors d'Europe » est restée une formule de chancellerie, un principe de gouvernement plutôt qu'un vœu de la nation.

L'histoire de l'expédition d'Égypte met en bonne lumière cette vérité. Et la figure de Menou est curieuse, ses idées sont intéressantes parce que, dans une armée tout imbuë des préjugés populaires, il représente les traditions de gouvernement, parce que, au milieu des hommes de guerre, il est avant tout un homme d'État. Cette différence essentielle est à l'origine du conflit entre Kléber et Menou, se retrouve dans toute l'histoire du commandement de ce dernier, et — en partie du moins — explique les revers de 1801.

Afin de mettre en présence *Kléber et Menou*, les deux adversaires, je dois reprendre la suite des événements depuis le départ de Bonaparte. Il serait difficile d'analyser la politique du troisième général en chef de l'armée d'Orient si l'on ignorait son opposition formelle aux actes

de son prédécesseur. La convention d'El Arisch, qui réalise les vœux des soldats d'Égypte et qui ruine une première fois les espoirs de Menou, est la conséquence fatale des résolutions de Kléber. Sans faire un long récit des négociations, du rôle de Sydney Smith, de la rupture provoquée par l'Angleterre et de la victoire d'Héliopolis, je m'efforcerai de saisir la pensée du général en chef et de déterminer l'état d'esprit de ses troupes pendant toute cette période.

Dès lors il me sera possible d'aborder l'étude du *gouvernement de Menou*. Le 14 juin 1800, Kléber est assassiné. Menou, étant le plus ancien divisionnaire, doit assumer le commandement provisoire que, dans l'émoi et l'inquiétude de la première heure, nul ne songe à lui disputer. Le voici libre d'appliquer son système. La proclamation du 5 messidor an VIII (24 juin 1800) apprend à l'armée d'Orient ses véritables devoirs. En même temps, le général en chef se donne à son œuvre de colonisation et organise l'Égypte française. Les amis et les partisans de Kléber murmurent, Menou les tient en suspicion : à l'hostilité contre la politique coloniale s'ajoutent les rancunes personnelles ; on parle ouvertement de déposer le général en chef. Mais le choix de Bonaparte établit définitivement l'autorité de Menou et justifie sa politique : l'Égypte est dès cet instant le grand souci du Premier Consul : des bâtiments de guerre apportent à Alexandrie armes et munitions ; une expédition maritime se prépare à Brest, que dirigera Ganteaume et qui débarquera à Alexandrie des bataillons de renfort ; la conclusion de la paix avec l'Angleterre est suspendue à la question d'Égypte. Menou semble le plus apte à comprendre les visées de Bonaparte et le mieux désigné pour garder sa

conquête. Sûr de l'appui du gouvernement français, le général en chef n'hésite pas à compléter ses réformes. L'opposition et la malveillance de ses divisionnaires le paralysent et les haines éclatent violemment à la veille même de la reprise des hostilités.

La campagne de 1801 débuta par conséquent sous de fâcheux auspices. Il paraît évident que le général Menou n'avait pas de génie militaire. S'il eut le tort de ne pas écouter les avis de Reynier, Reynier vint très mollement à son aide. Après la défaite du 30 ventôse, l'armée était résignée à perdre l'Égypte. Découragé par les nouvelles qu'il recevait d'Alexandrie, abandonné par Menou, sans instructions précises, fatigué de l'exil, Belliard, qui tenait le Caire avec 10 000 hommes, pensa dès le premier instant à renouveler la convention d'El Arisch et, dès l'apparition de l'armée anglo-turque, se décida à capituler. La capitulation du Caire entraîna à brève échéance la chute d'Alexandrie.

Voilà déterminés l'objet et le plan de ce travail. Il me reste à en indiquer les sources.

BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES ET DOCUMENTS PUBLIÉS

De 1800 à 1911 de nombreux documents officiels et privés, de très nombreux journaux, mémoires et écrits de témoins de la dernière phase de l'expédition d'Égypte, ont été publiés. Je les indiquerai dans l'ordre chronologique de leur apparition en notant, s'il est possible, l'époque de leur composition. Je relèverai au passage les titres des ouvrages de seconde main que j'ai eu également l'occasion de consulter.

Je signale en premier lieu quelques gazettes du temps : le *Moniteur universel* ou *Gazette nationale*, devenu seul journal officiel à dater du 27 nivôse an VIII ; il reçoit par Constantinople des nouvelles d'Égypte qui manquent assez souvent d'exactitude et reproduit les courriers des généraux en chef ; on y trouve aussi les pièces relatives à la convention d'El Arisch.

La *Gazette de France* publie les nouvelles d'Orient apportées par la malle de Hambourg. — Le *Moniteur* et la *Gazette de France* sont envoyés en Égypte, y sont lus et commentés par les officiers de l'armée française (1).

Deux autres journaux s'impriment au Caire : le *Courier* (sic) de l'Égypte, né le 12 fructidor an VI et disparu le 8 messidor an IX. La Bibliothèque nationale possède la collection complète des

(1) J'ai consulté en outre le *Journal de Paris*. On sait qu'à partir du 27 nivôse an VIII (17 janvier 1800) le nombre des journaux politiques fut réduit à treize et les journalistes contraints de renoncer à toute opposition sérieuse. J'ai emprunté quelques renseignements utiles au recueil de M. AULARD, *Paris sous le consulat*, qui contient les rapports de la préfecture de police et du ministère de la police générale ainsi que des extraits de journaux. (3 volumes parus en 1909. Paris, Cerf.)

118 numéros, *ex libris* Jomard, membre de l'Institut d'Égypte. Le *Courier*, journal semi-officiel de l'armée d'Orient, rédigé par le médecin en chef Desgenettes, paraissait plusieurs fois par mois, à date un peu irrégulière : il contenait des extraits d'ordres du jour, le compte rendu des événements intéressant l'armée, des nouvelles d'Europe, des récits de voyages, des dissertations scientifiques et historiques, l'annonce des pièces du théâtre du Caire, la prose et les vers des officiers français.

La *Décade égyptienne*, « journal littéraire et d'économie politique », était en quelque sorte l'organe de l'Institut d'Égypte. Elle se proposait de « faire connaître l'Égypte aux Français qui s'y trouvaient, à la France et à l'Europe (1) ». C'est une véritable revue scientifique où l'on trouve d'abondants renseignements sur la géographie, l'histoire, la faune et la flore, l'agriculture et l'administration du pays. Publiée d'abord tous les dix jours, puis seulement tous les mois, elle forme trois volumes, datés l'un de l'an VII, les autres de l'an VIII et dédiés respectivement à Bonaparte, à Kléber et à Menou.

Non content d'instruire le public des affaires d'Égypte par le *Moniteur universel*, le gouvernement consulaire prit une importante mesure pour attirer l'attention sur l'armée d'Orient : les *pièces diverses et la correspondance relatives aux opérations de cette armée* furent imprimées « en exécution de l'arrêté du Tribunal en date du 7 nivôse an IX » et publiées en messidor chez Beau-douin (un volume de 600 pages in-8°). Les ordres et proclamations, les lettres officielles des généraux en chef jusqu'au 10 brumaire an IX (1^{er} novembre 1800) y sont compris.

A peine l'armée était-elle de retour en France, que déjà les membres de l'expédition en racontaient l'histoire. L'an X (1802) voyait paraître *l'Égypte après Héliopolis* du général REYNIER, le *Voyage dans la Basse et la Haute-Égypte pendant les campagnes du général Bonaparte*, de VIVANT-DENON, l'*Histoire médicale de l'armée d'Orient*, du médecin en chef R. DESGENETTES. Le premier de ces ouvrages a été commenté plus haut (2). — Le dessinateur Denon conte avec quelque affectation ses promenades et note les impressions des soldats ; son livre se termine au départ de Bonaparte. L'œuvre de Desgenettes est entièrement scientifique : un « rapport adressé au conseil de santé des armées » en forme la première partie. La seconde se compose de notices et d'observations médicales et est suivie des « tables nécrologiques du Caire ».

En 1804, Antoine GALLAND, ancien membre de la Commission des sciences et arts, fit paraître en deux volumes un *Tableau de l'Égypte pendant le séjour de l'armée française*. Cet ouvrage, qui

(1) Tome I^{er}, p. 6, introduction (par TALLIEN).

(2) J'indique pour cet ouvrage la pagination de 1802. (Édition POUGENS.)

débute sous forme de lettres, a probablement été écrit au Caire et revu à Paris. L'auteur est assez hostile à Kléber et favorable à Menou. La même année, MIOT, commissaire des guerres, publia la première édition de ses *Mémoires pour servir à l'histoire des expéditions en Egypte et en Syrie* qui lui attirèrent la colère de Bonaparte.

Pendant toute la période de l'Empire, l'armée d'Orient parut oubliée. Ce fut pourtant en 1809 que furent édités aux frais de l'État les premiers tomes de la *Description de l'Egypte*, le grand monument scientifique de l'expédition, synthèse de tous les travaux de l'Institut du Caire.

Aussitôt après la chute de Napoléon, les publications se multiplièrent, et, comme il était naturel après quinze ans de silence forcé, elles furent surtout des pamphlets. C'est ainsi qu'en 1814 Miot donna une seconde édition de ses *Mémoires* : il joignit à son premier récit l'histoire du gouvernement de Kléber et de Menou, dont il ne fut pas jusqu'au dernier jour le témoin puisqu'il quitta l'Égypte avec Desaix. En 1815, P. MARTIN, ancien membre de la commission des sciences et arts, lança une *Histoire de l'expédition française en Egypte* dont l'avant-propos attaque violemment l'Empereur et dont le deuxième volume, relatif à Kléber et à Menou, est une copie assez servile de Reynier. En 1823 fut traduit en français un *Journal de l'expédition anglaise en Egypte dans l'année mil huit cent*, du capitaine Th. WALLS, « avec des notes fournies par d'anciens officiers de notre armée d'Égypte » et un « appendice contenant des pièces officielles ». Ce livre d'un témoin oculaire, rédigé après la paix d'Amiens à l'aide de notes prises au jour le jour, est clair, intéressant et fournit des renseignements utiles. En 1825, M. de Beauchamp recueillit les *Mémoires secrets et inédits pour servir à l'histoire contemporaine sur l'expédition d'Egypte*, de Jean-Michel DE NIELLO-SARGY, officier attaché à l'état-major général, mort à Saint-Domingue en 1802 ; le chapitre xvii de cet ouvrage, qui relate le débarquement des Anglais et toute la campagne de 1801, est, d'après l'auteur, la simple transcription de notes rédigées sur place. En 1826, le vicomte DE NOÉ, officier au service de la Grande-Bretagne durant l'émigration, publia ses *Mémoires relatifs à l'expédition anglaise partie du Bengale pour aller combattre l'armée d'Orient*.

Notons à la même date une *Histoire de l'expédition d'Egypte et de Syrie*, par ADER, revue pour les détails stratégiques par le général BEAUVAIS : ce Beauvais, adjudant général et chef de l'état-major de Reynier en Égypte, s'étant plaint des souffrances imposées à la division Reynier et ayant donné sa démission, fut très cruellement malmené par Bonaparte dans un ordre du jour et quitta l'armée d'Orient profondément ulcéré (1). J'ai lu avec

(1) LA JONQUIÈRE, *Expédition d'Égypte*, III. p. 190.

fruit, dans l'*Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsitt*, de M. BIGNON, les chapitres III du tome I^{er} et XV du tome II consacrés aux « événements d'Égypte ».

Pendant la Restauration, les ennemis de Napoléon ou les anciens adversaires de l'armée d'Orient avaient, à peu près seuls, rappelé les souvenirs de la campagne d'Égypte. A la gloire du conquérant et de ses soldats, les hommes de Juillet dressèrent l'obélisque de la Concorde et publièrent l'*Histoire scientifique et militaire de l'expédition française en Egypte*, dont le roi Louis-Philippe fut un des premiers souscripteurs. Ce grand ouvrage, qui comprend non seulement le récit des campagnes de 1798 à 1801, mais un « tableau de l'Égypte ancienne et moderne » et l'exposé « des événements survenus en ce pays depuis le départ des Français et sous le règne de Mohammed-Ali », fut composé de 1830 à 1836 sous la direction de Saintine, d'après les « mémoires, matériaux, documents inédits » de Belliard, Berthier, d'Aure, Desgenettes, Geoffroy Saint-Hilaire, Larrey, Poussielgue, Peyrusse, Rampon, Reynier, etc., etc. Sur les dix volumes de texte (1), six sont consacrés à l'expédition : Louis Reybaud les a rédigés ; les généraux Belliard et Rampon lui ont fourni la relation des opérations militaires ; Daure, ancien ordonnateur en chef de l'armée d'Orient, des notes sur l'administration générale, une collection complète des ordres du jour, la copie de sa correspondance administrative ; enfin, Gourgaud lui a confié un « ouvrage important dicté par Napoléon ». Je doute qu'il soit ici question du manuscrit possédé par Bertrand : Gourgaud devait être, si l'on en croit son journal, détenteur d'une autre *Campagne d'Égypte* (2). Reybaud s'inspire aussi de Reynier, mais s'efforce de demeurer impartial.

Je signale rapidement le tome VII de *Victoires et conquêtes* (Panckoucke, 1835). On trouve dans les *Mémoires de Desgenettes* (1835-1836), quelques anecdotes caractéristiques (3).

(1) Il existe en outre deux volumes de planches et un volume de portraits : ce dernier reproduit les dessins de Dutertre, membre de la commission des arts. On connaît deux séries de portraits d'officiers de l'armée d'Orient, toutes deux exécutées par Dutertre. L'histoire scientifique et militaire donne la première, formée de 155 têtes de profil. La deuxième, qui comprend trente personnages en pied, est au musée de Versailles dans une des salles de l'Attique. J'en parle *infra*, liv. II, chap. 1^{er}, p. 405.

(2) Cf. Journal de Gourgaud du 12 au 15 décembre 1813, du 10 au 29 janvier 1816. Le 31 janvier, Gourgaud « lit à haute voix le chapitre II sur l'Égypte ». (Paris, Flammarion, 1899.)

(3) Je n'ai pu retrouver l'*Histoire de l'expédition d'Égypte sous le règne de Napoléon le Grand*, par THIBAudeau, livre que M. de La Jonquière signale dans sa préface. Mais j'ai lu dans l'*Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte, de 1799 à 1815*, par le même Thibault, les chapitres VI et IX du tome I^{er} et XIX du tome II qui forment sur la

La publication de l'ouvrage de Saintine et Reybaud fut bientôt suivie de la traduction de deux livres arabes concernant l'occupation de l'Égypte par les Français : le *Journal d'ABDURRAHMAN GABARTI*, traduit par CARDIN (1838) et l'*Histoire de l'expédition des Français en Égypte* de NAKOULA EL TURK, traduite par DESGRANGES (1839). Abdurrahman Gabarti, El Akili, de la secte hanéfite, né en 1756, mort en 1825, fut membre du divan du Caire pendant notre domination : il a donc vu de près les chefs de l'armée française. En dépit de ses préjugés, il est intelligent et assez modéré : s'il déteste les Français parce qu'ils sont des infidèles, il leur rend parfois justice. Au reste, il se contente habituellement d'être un simple narrateur et laisse sur le même plan les événements graves et les incidents minimes. Quant à Nakoula, c'est un témoin de moindre valeur : Syrien catholique, né en 1763, il fut envoyé en Égypte par l'émir des Druses et y résida pendant tout le séjour des Français ; il ne savait pas notre langue ; ses erreurs sur les faits, les dates et les personnes sont innombrables. Cependant son œuvre n'est pas banale : il note les ruses de Bonaparte pour capter la confiance des musulmans, les hostilités auxquelles le général se heurta et reconnaît l'excellence de l'administration française. Ces deux auteurs ont probablement composé leurs livres peu après le départ de l'armée d'Orient.

On croirait volontiers que les *Mémoires du comte Belliard*, recueillis par Vinet, l'un de ses aides de camp (1842), nous renseignent sur les campagnes d'Égypte, expliquent ou excusent la capitulation du Caire. Il n'en est rien. Les tomes I et II concernent les affaires de Belgique. L'appendice du tome III, ajouté par Vinet « pour noircir les cent vingt pages » que réclamait l'éditeur, contient bien quelques notes sur l'expédition, découvertes dans les « vieux manuscrits » du général : mais ces notes s'arrêtent avant la campagne de Syrie (1).

Le récit de Thiers dans les tomes II et III de l'*Histoire du Consulat* (1845) est clair et exact : très nettement partisan de la politique de Bonaparte en Égypte, Thiers condamne Kléber et les « anticolonistes ». Il a lu certainement Reynier, mais se montre assez modéré à l'égard de Menou.

Je ne m'arrête plus sur le livre du général Bertrand, paru en 1847 (2) et j'en viens aux *Nouveaux mémoires sur l'armée fran-*

dernière phase de l'expédition d'Égypte des conclusions très voisines de celles auxquelles je suis arrivé. (Paris, Renouard, 1834-1835, 10 volumes.)

(1) M. le général DERRÉCAGAIX vient de publier (1908) une importante biographie du *Lieutenant général comte Belliard*. Le chapitre VIII de la première partie est consacré à l'évacuation de l'Égypte.

(2) J'indique la pagination de l'édition de 1847. (Paris, au Comptoir des Imprimeurs unis.) L'ouvrage a été réimprimé dans les *Commentaires de Napoléon*.

çaise en Egypte et en Syrie ou la vérité mise au jour sur les principaux faits et événements de cette armée, etc... que le lieutenant-colonel RICHARDOT, ancien officier d'artillerie, fit paraître en 1848. Richardot, qui écrit quarante-sept ans après ses campagnes d'Égypte, est sujet à caution : très partial, il sabre ses adversaires avec une *furia francese*. Il nie formellement la véracité de Reynier aussi bien que celle de Napoléon. S'il accable Menou, il attribue la perte de l'Égypte autant à l'incapacité du général en chef qu'au mauvais vouloir des divisionnaires. J'aurai à discuter sa curieuse opinion sur la bataille du 22 ventôse an IX. Plusieurs pièces justificatives, lettres de Damas, de Lagrange, de Reynier, de Lanusse, accompagnent cet ouvrage.

L'*Histoire maritime de France*, de GUÉRIN, publiée de 1842 à 1848, m'a fourni quelques données pour le récit des expéditions de Ganteaume. A vrai dire, en ces chapitres, Guérin ne fait pas autre chose que de transposer les phrases de Mathieu Dumas au tome VII de son *Précis des événements militaires ou essais historiques sur les campagnes de 1799 à 1814* (paru en 1819).

Les *Mémoires de Marmont* (1857) font un portrait méchamment satirique du général Abdallah Menou.

Des tomes VI et VII de la *Correspondance de Napoléon I^{er}*, publiée par ordre de l'empereur Napoléon III (édition de 1858), j'ai extrait tous les passages de lettres intéressant l'armée d'Orient. Pour ne plus revenir sur les œuvres de l'Empereur, j'ajoute aussitôt que j'ai consulté les volumes de M. DE BROTONNE (Paris, Champion, 1898 et 1903), et ceux de M. LECESTRE (Paris, Plon, 1897), *Lettres inédites de Napoléon*.

Pendant les trente dernières années, les historiens ont vu faciliter leur tâche par la publication de documents inédits : en même temps, le public s'est montré curieux de « mémoires » historiques, que ceux-ci fussent « livres de bonne foi » ou flagrants mensonges, œuvres littéraires ou compositions d'écoliers de village. Les soldats d'Égypte ne font pas trop mauvaise figure auprès de Coignet, de Fricasse et de Bourgogne. Leurs récits, joints aux lettres d'Égypte publiées jusqu'à ce jour, ont certainement contribué à dissiper beaucoup d'illusions. J'énumère ci-dessous bon nombre de ces ouvrages, sans avoir la prétention de n'en oublier aucun.

Le livre du général comte PAJOL, *Kléber, sa vie, sa correspondance* (Paris, Didot, 1877), est avant tout un recueil de documents ; il permet d'étudier, pièces en mains, l'histoire du commandement de Kléber en Égypte.

Puis vient une première série de journaux et souvenirs :

Journal d'un officier de l'armée d'Égypte (1798-1801), manuscrit mis en ordre et publié par H. GALLI, Paris, Charpentier, 1883. Ces pages ont, paraît-il, été rédigées « d'après les notes laissées par VERTRAY », sous-lieutenant à la 9^e demi-brigade (division

Reynier), retraits en 1801. Dans quelle mesure l'éditeur a-t-il retouché les notes? M. Galli ayant une science historique peu sûre et un parti pris étonnant, il est bon de se défier du texte qu'il nous présente.

Le *Journal du canonnier Bricard* (1792-1802), publié par ses petits-fils avec une introduction de M. LORÉDAN-LARCHEY (Paris, Delagrave, 1891), vaut beaucoup mieux. Bricard, en Égypte, est sergent-major et tient garnison à Alexandrie. M. Larchey le remarque avec raison, Bricard « se contente de nous dire ce qu'il voit et, comme il voit juste, son journal est toujours précieux ».

Nous avons un témoin plus important en la personne du chef de brigade Etienne-Louis MALUS DE MITRY, l'illustre physicien, dont l'*Agenda*, très concis, écrit au jour le jour à partir du 11 novembre 1799, a été publié en 1892 chez Champion, par M. le général THOMAS.

Le commandant GUITRY, dans son livre *l'Armée de Bonaparte en Egypte*, où il laisse parler les soldats et les savants de l'expédition, a réuni des fragments de très nombreux ouvrages, déjà publiés ou encore inédits. Cette intéressante compilation s'arrête avec la première partie de l'occupation française (1799). J'ai pu cependant m'en servir pour analyser l'état d'esprit de l'armée d'Orient. (Paris, Flammarion, 1897.)

M. de La Jonquière nous avertit à bon droit de nous défier des *Mémoires du général baron Desvernois*, qui, « écrits en 1844, contiennent de grosses erreurs en dépit de la précision trompeuse des détails (1) » (publiés par Albert DUFOURCQ, Paris, Plon, 1898).

Au contraire, le *Journal d'un dragon d'Egypte*, recueilli par le commandant M*** (Paris, Dubois, 1899), mérite confiance : l'auteur, qui appartenait au 14^e dragons, est un officier distingué, passionné pour son arme. Il écrit au jour le jour d'un style simple, avec beaucoup de franchise et d'impartialité.

Le *Journal et les souvenirs sur l'expédition d'Egypte* (1798-1801), de E. DE VILLIERS DU TERRAGE, membre de la Commission des sciences et arts, mis en ordre et publiés par le baron Marc DE VILLIERS DU TERRAGE (Paris, Plon, 1899), écrits pendant l'expédition, retouchés vers 1835, sont principalement curieux en ce qui concerne les travaux archéologiques des savants français, mais ils contiennent aussi de piquants détails sur la psychologie des jeunes ingénieurs « déportés » en Égypte.

A la date de 1900, nous trouvons une publication assez complète de documents : *Kléber et Menou en Egypte depuis le départ de Bonaparte* (août 1799-septembre 1801), lettres et ordres du jour de ces deux généraux, réunis par M. François ROUSSEAU pour la Société d'histoire contemporaine (Paris, Picard). Des deux

(1) LA JONQUIÈRE. *Expédition d'Egypte*, II, p. 436, n° 2, et p. 437.

parties du livre, la première, consacrée au gouvernement de Kléber, est de beaucoup la plus considérable et m'a été d'un grand secours pour les premiers chapitres du présent volume. M. Rousseau a fait précéder les documents d'une introduction fort intéressante, mais dont je n'admets pas toutes les conclusions.

Témoignage sérieux que les *Lettres écrites d'Égypte par Etienne Geoffroy Saint-Hilaire*, à Cuvier, à Jussieu, aux professeurs du Muséum, à sa famille, et publiées par le docteur HAMY (Paris, Hachette, 1901). A notre point de vue particulier, nous y relevons des appréciations bienveillantes et modérées du gouvernement de Menou en même temps que l'expression de la lassitude et de l'ennui qui accablent les membres de l'Institut d'Égypte.

De 1902 à 1905, seconde série de journaux et souvenirs :

Je cite pour mémoire le *Journal historique des faits de l'armée d'Orient rapportés par un militaire de cette armée*, publié par M. M. CALENDINI dans la *Revue de l'Anjou* (janvier-février 1902, tome XLIV) : il est dépourvu d'intérêt. J'insiste par contre sur les *Souvenirs du capitaine Thurman*, publiés par le comte FLEURY (Paris, Emile-Paul, 1902). Le titre me semble assez inexact, puisque le livre se compose de lettres et de notes écrites en Égypte. Thurman est une intelligence nette et sûre en même temps qu'un esprit curieux. Il se tait généralement sur les questions politiques, mais l'inspiration générale de son journal est assez pessimiste.

Pas de renseignements à tirer d'Antoine BONNEFOUS, dont les *Souvenirs* ont été publiés par M. Pélissier dans la *Sabretache* (tome XI, 1903) ; un peu davantage du chasseur Pierre MILLET, qui a rédigé les siens au temps où il était maître d'école, à en juger par les belles phrases, les commentaires de l'Ancien et du Nouveau Testament et des défaillances de mémoire (Paris, Émile-Paul, 1903).

On lira dans le *Journal de Jollois*, publié par M. LEFÈVRE-PONTALIS (Paris, Leroux, 1904), l'histoire des mésaventures des savants pendant le blocus d'Alexandrie.

Tandis qu'il préparait les derniers volumes de son grand ouvrage, M. de La Jonquière a publié, d'après le manuscrit original, le *Journal de l'expédition d'Égypte du général Jean-Pierre Doguereau*. (Paris, Perrin, 1904). Il le déclare rédigé « vers 1802, à l'aide des notes très complètes prises au moment des événements ». Doguereau, ancien officier de l'armée du Rhin, est assez favorable à Reynier.

Enfin, l'*Histoire de l'expédition d'Égypte*, par M. DE LA JONQUIÈRE, clôt cette longue liste. J'ai dit toute l'importance de cette œuvre, à laquelle je me référerai souvent (1).

(1) Je me suis permis de citer quelques phrases de M. Albert SOREL qui, au tome V de son grand ouvrage, *l'Europe et la Révolution française*, donne une merveilleuse analyse de la psychologie des armées en 1800 et en particulier de celle de l'armée d'Égypte.

II

PIÈCES D'ARCHIVES

Les *Ordres du jour du général Menou* sont conservés à la *Bibliothèque nationale* (département des imprimés) en trois in-folio les deux premiers volumes se composent d'ordres et de proclamations imprimés au Caire; le troisième est un recueil d'ordres manuscrits, rédigés au Caire, puis pendant la marche vers Alexandrie, enfin à Alexandrie du 15 ventôse an IX au commencement de vendémiaire an X. J'indique par les lettres B. N. les références à cette collection.

C'est aux *Archives historiques du ministère de la Guerre* que sont déposés la plupart des documents intéressant l'expédition d'Égypte. Ils forment quatre séries de pièces : la correspondance, les registres, les situations, les mémoires. *Je laisse sans référence les innombrables emprunts que je fais à la Correspondance de l'armée d'Orient* (1).

Celle-ci est contenue dans soixante-dix-sept cartons. J'y ai consulté :

1^o La correspondance — active et passive — des généraux en chef (minutes, originaux et copies).

2^o La correspondance du corps du génie.

3^o Les mémoires présentés aux généraux en chef.

4^o Les ordres du jour manuscrits et imprimés.

5^o Un certain nombre de numéros du *Courier de l'Égypte*.

6^o Les situations de la caisse de l'armée.

7^o Les circulaires du payeur général Estève à ses agents.

8^o Les papiers de Damas, de Dugua et de Reynier, versés au Dépôt de la Guerre après la mort de ces généraux.

9^o Les papiers de la donation Friant.

10^o Les copies des lettres adressées à Lannes par Lanusse et par Lagrange et communiquées par M. le duc de Montebello.

11^o Les copies des lettres communiquées par Belliard en 1829 et les papiers de la succession Belliard.

Toutes ces pièces sont classées, les unes avec les autres, par ordre chronologique.

Plus de cent *registres* s'ajoutent à cette correspondance : j'ai utilisé les principaux, en particulier le *Registre secret du général Kléber* (n^o 22) du 5 fructidor an VII au 2 floréal an VIII (22 août 1799-22 avril 1800), recueil de lettres et de notes relatives au traité

(1) Suivant l'exemple de M. de La Jonquière.

d'El Arisch, de la main de Decuers, secrétaire du général en chef avec des annotations au crayon du général Damas.

Le *Registre de lettres du général Damas*, chef de l'état-major général de Kléber (n° 29).

Le *Registre de lettres du général Lagrange*, successeur de Damas à l'état-major (nos 41 et 42).

Celui de *Louis Reynier*, directeur des revenus en nature (n° 69).

Le *Rapport sur l'évacuation de l'Égypte du général Friant* (n° 54) : « L'auteur de cet écrit — lit-on aux premières lignes — a cru faire plaisir à beaucoup de personnes en faisant connaître les premières causes de ces funestes revers et quelles furent aussi celles de la désunion des généraux qui les avait précédés et pour ainsi dire préparés depuis longtemps. » Nous entendrons ici le témoignage d'un homme assez tiède à l'égard de l'autorité de Menou et de la conservation de l'Égypte : ses affirmations, qui vont à l'encontre des dires de Reynier, nous paraîtront donc généralement peu suspectes.

Reynier, il est vrai, a prétendu que Menou avait terrorisé Friant en le menaçant de le rendre responsable des premiers échecs. Mais Friant écrit après son retour en France, alors que le pouvoir du général en chef ne pèse plus sur lui : il eût, s'il l'avait jugé bon, gardé le silence.

Trois cartons renferment les *états de situation* de l'armée sous les commandements de Bonaparte, de Kléber et de Menou.

Sous les numéros 32 et 32 A. B. C. D. E. F. des *Mémoires historiques militaires de la deuxième époque : République*, les Archives de la Guerre possèdent le *Journal, les mémoires et les notes du général Reynier pendant l'administration du général en chef Menou du 25 prairial an VIII au 12 fructidor an IX* (14 juin 1800-30 août 1801) (1). Ces documents, dont je dois communication à la complaisance de M. l'archiviste Martinien, sont très précieux puisqu'ils nous révèlent la genèse du livre *De l'Égypte après Héliopolis*. Ils comprennent en effet :

1° Un journal, tout entier de la main de Reynier, commentant quotidiennement les faits et gestes du général en chef ;

2° Un mémoire intitulé : *De l'Égypte sous le commandement du général Menou*, qui est certainement le premier brouillon d'une grande partie du livre précité ;

3° Deux *Précis des opérations de l'armée d'Orient*, en minutes et en copies, qui ont formé la fin de l'ouvrage ;

4° Des *Observations sur la dernière campagne d'Égypte*, manuscrit autographe de onze pages et épreuve imprimée extraite de la *Décade philosophique* ;

(1) La référence : REYNIER, *Mémoires*, se rapporte à ces documents et non à la deuxième édition du livre *De l'Égypte après Héliopolis*.

5° Des notes sur les tribus arabes de la province de Charkièh.

Les *Archives administratives du ministère de la Guerre* renferment les discours individuels de Jacques-François de Boussay, baron de Menou, et du général comte Reynier, dont on a bien voulu me laisser prendre connaissance.

J'ai parcouru, à la bibliothèque du même ministère, le *Journal manuscrit de Jouet*, ancien sous-lieutenant à la 9^e demi-brigade (1803). Le récit de la campagne d'Égypte, qui tient la plus grande place dans cet ouvrage, est tout à fait impersonnel et banal.

Les *Archives nationales* sont très pauvres en documents sur l'expédition : tout le dossier de l'armée d'Orient est compris dans le carton AF 1687 Relations extérieures, Pologne, Égypte, États barbaresques. An VIII-1813. Beaucoup de pièces ont été brûlées en 1807 par ordre de l'Empereur (1). J'ai consulté en outre une certaine quantité de plaquettes de la série AF IV et de la série AF* IV, où se trouvent les décrets intéressant les officiers et les soldats d'Égypte. La série F7 (police générale, affaires politiques) ne m'a fourni que quelques dénonciations contre Menou, accusé en l'an XII d'être l'ami des nobles dans le Piémont et de favoriser les partisans des Anglais.

Aux *Archives des affaires étrangères* j'ai emprunté des extraits de la *Correspondance politique de Turquie*, volumes 201 et 202 (an VIII et an IX, Ruffin, chargé d'affaires) et de la *Correspondance politique d'Angleterre*, volumes 593, 594, 595, 596 (ans VIII, IX, X, Otto, commissaire puis ministre plénipotentiaire). La *Correspondance consulaire de Turquie* n'est malheureusement pas encore accessible.

Désirant me renseigner sur les relations de la France avec l'Égypte pendant les années 1799, 1800, 1801 et sur l'activité déployée par Bonaparte, après son retour, pour secourir ses anciens compagnons d'armes, j'ai pris connaissance, aux *Archives de la Marine*, des dossiers BB¹ 128 (dépenses relatives à l'expédition d'Égypte), 148 et 157 (lettres de Menou, de l'ordonnateur Le Roy, du préfet maritime de Toulon, etc.), 154 (escadre du contre-amiral Ganteaume) et 159 (missions particulières).

M. Charavay m'a gracieusement autorisé à parcourir une collection d'autographes de l'armée d'Égypte, qu'il avait en vente au commencement de 1908 : j'y ai trouvé une lettre intéressante du général Beaudot.

M^e Berthier, notaire à Preuilly-sur-Claise (Indre-et-Loire), a eu la bonté de me faire part de tous les renseignements qu'il possédait sur la famille de Menou.

La bienveillante direction de M. Émile Bourgeois, les aimables

(1) Cf. LA JONQUIÈRE, *Expédition d'Égypte*, I, p. 7, texte et note 2.

conseils de M. Louis Madelin, l'obligeance de MM. les archivistes des ministères de la Guerre et des Affaires étrangères, et des Archives nationales, m'ont permis de mener à bonné fin ce travail. J'adresse ici à chacun d'entre eux l'expression de ma reconnaissance.

LE GÉNÉRAL ABDALLAH MENOU

ET LA DERNIÈRE PHASE DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE

LIVRE PREMIER KLÉBER ET MENOU

CHAPITRE PREMIER

KLÉBER ET L'ARMÉE D'ORIENT

Bonaparte s'éloignait de l'Égypte, le 5 fructidor an VII (1) à la nuit tombée. Il avait donné ses ordres et peut-être confié ses projets au général Menou, commandant d'Alexandrie, qui lui était dévoué (2). Les chaloupes

(1) 22 août 1799.

(2) Bonaparte à Menou, 3 fructidor an VII, ordre de se rendre à la fontaine entre Alexandrie et Aboukir pour recevoir les ordres du général en chef, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 4372. — Bonaparte à Menou, 3 fructidor : il part ce soir pour la France, *id.*, n° 4373. « Le général Menou était extrêmement peiné ; sa confiance dans le général en chef était exclusive, mais il savait combien il était important que Napoléon arrivât en Europe. C'est à cette occasion que se promenant sur l'estran mouillé par les flots de la mer vis-à-vis de sa tente, le général lui dit : « J'arriverai à Paris, je chasserai ce tas d'avocats qui se moquent de nous et qui sont incapables de gouverner la République, je me mettrai à la tête du gouvernement, je rallierai tous les partis, je rétablirai la République italienne et je consoliderai cette magnifique colonie. » (*Campagne d'Égypte*, I, p. 171-172.) Le 28 ventôse an VIII (19 mars 1800), Menou termine ainsi une lettre au Premier Consul : « J'ai cru devoir vous rendre compte de ce qui se passe ici, vous me l'avez ordonné en vous embarquant au Pharrillon d'Alexandrie. »

s'étant approchées du rivage, le général en chef et ses compagnons y avaient couru, « sans distinction de rang ni de grade » et « dans l'eau jusqu'aux genoux (1) ». On fuyait.

§ I^{er}

Menou prévint Kléber, commandant la province de Damiette, que Bonaparte le désignait pour son successeur. Kléber reçut la lettre le 8 fructidor, quelques heures après son arrivée à Rosette où Bonaparte l'avait appelé. Il venait de « traverser en deux jours le désert et le lac de Bourlos » et arrivé au rendez-vous il apprenait que « l'oiseau était déniché et n'avait pas même passé » par là (2). Il confiait déjà sa mauvaise humeur à son collègue d'Alexandrie lorsque le billet de Menou lui parvint. A l'improviste, sans libre choix, il se trouvait chargé d'une responsabilité écrasante : si le général en chef avait abandonné son armée, n'était-ce pas pour s'éviter à lui-même, pour rejeter sur autrui la honte d'un désastre? Kléber sut toutefois se contenir et répondit à Menou qu'« il approuvait le motif du départ de Bonaparte... Du moins lui restait-il quelque chose à dire sur la forme (3) ».

Kléber n'avait jamais été l'ami de Bonaparte. Général de l'armée de Sambre-et-Meuse, il n'avait approché qu'en 1798 le vainqueur d'Italie et son scepticisme railleur n'avait pas désarmé devant cette gloire. En consentant à accompagner vers l'inconnu un pareil chef, il voulait-« voir, disait-il, ce que ce petit b.....-là avait dans le ventre (4) ». Sa « langue de vipère » s'était exercée en Égypte contre les « capucinades alla turca (5) » de Bona

(1) Général Eugène Merlin, aide de camp de Bonaparte en Égypte. Note fournie à Arnault, Guirav, p. 360-361.

(2) Kléber à Menou, 8 fructidor.

(3) *Id.*, deuxième lettre.

(4) Cité par SOREL, *Europe et Révolution*, t. V, p. 301.

(5) Expressions de M. Albert Sorel, *op. cit.*, V, p. 442.

parte. Commandant d'Alexandrie, il avait sagement administré sa province, forcé les soldats à respecter les indigènes, constitué un divan, surveillé les cheiks, organisé avec les survivants de l'escadre de Brueys une légion nautique (1). Marmont, envoyé en mission auprès de lui, déclarait qu'ayant « su faire aimer le nom français et respecter son autorité, il avait rendu à la République des services incalculables (2) ». Cependant de graves différends s'étaient élevés entre Kléber et le général en chef : Bonaparte prétendait obliger tous les commandants des provinces à appliquer un rigoureux système de réquisitions ; Kléber s'y refusa pour ne pas jeter l'alarme dans un pays aussi dénué de tout que l'était Alexandrie (3), et préféra employer pour les services de la place cent mille francs que Bonaparte envoyait à l'ordonnateur de la marine.

Il reçut un blâme très dur : on lui reprocha non seulement son dernier virement de fonds, mais toutes ses dépenses administratives (4). « Vous avez oublié, citoyen général, écrivit Kléber au général en chef, que vous teniez en main le burin de l'histoire et que vous écriviez à Kléber. J'attends l'ordre de cesser mes fonctions non seulement dans la place d'Alexandrie, mais encore dans l'armée jusqu'à ce que vous soyez un peu mieux instruit de ce qui se passe ici (5). » Le 1^{er} vendémiaire an VII il demanda l'autorisation de rentrer en France. Bonaparte s'empressa de le retenir par une lettre flatteuse : « Croyez au prix que j'attache à votre estime et à votre amitié. Je crains que nous ne soyons un peu brouillés. Vous seriez injuste si vous doutiez de la peine que j'en

(1) LA JONQUIÈRE, II, p. 218 et p. 506-513.

(2) Marmont à Bonaparte, 19 fructidor an VI, cité dans LA JONQUIÈRE, III, p. 82.

(3) LA JONQUIÈRE, II, p. 513.

(4) Bonaparte à Kléber, 15 fructidor an VI, *op. cit.*, III, p. 87.

(5) 21 fructidor an VI, *op. cit.*, III, p. 93.

éprouverais... L'estime que j'ai pour vous est égale au moins à celle que vous m'avez quelquefois témoignée (1). » Kléber vint au Caire ; il prit à l'expédition de Syrie une part très importante : mais il était décidément hostile à Bonaparte et l'armée n'ignorait pas leur antipathie réciproque.

Quelques-uns s'étonnèrent que Bonaparte eût laissé le commandement à son ennemi (2). Ils devaient remarquer que le général en chef avait emmené avec lui presque tous ses fidèles : Berthier, Lannes, Marmont, Murat, Andréossy. Il avait ordonné à Kléber de remettre un passeport au général Desaix qui à cette heure pacifiait la Haute-Égypte. C'était aux soldats des armées du Rhin qu'il confiait la défense de sa conquête, le poste dangereux, la tâche ingrate : « utiles là encore » — comme ils le seraient plus tard à Saint-Domingue — « gênants ailleurs... pour les besognes politiques ». Il ramenait les siens vers les honneurs et vers la gloire : il croyait « avoir assez fait » pour les autres « en leur ménageant une fin épique et un illustre tombeau (3) ».

« La cour de Bonaparte », comme le disait Kléber (4), avait suivi son prince : le nouveau général en chef rapatriait les oubliés. Il envoyait Mme Fourès rejoindre « le héros et l'amant » qu'elle avait perdu : Bonaparte, pour mieux celer sa fuite, s'était gardé d'éloigner du Caire sa maîtresse. « La belle » arrivait à Alexandrie, où Menou préparait son départ, fort ennuyé de jouer malgré lui ce mauvais tour à son ancien chef (5). Junot était embarqué avec tous les égards dus à ses « talents guerriers » qu'on eût, selon Kléber, retrouvés dans les armées républicaines

(1) 13 vendémiaire an VII. Cf. dans LA JONQUIÈRE, III, p. 93-95, toute la correspondance des deux généraux à propos de cette affaire.

(2) GALLAND, I, p. 194.

(3) Expressions d'Albert Sorel, *op. cit.*, V, p. 449.

(4) Kléber à Lanusse, 3 nivôse an VIII (24 décembre 1799).

(5) Menou à Kléber, 18 vendémiaire an VIII (10 octobre 1799).

à cent cinquante mille exemplaires (1). Le citoyen Vigogne, écuyer du général Bonaparte, devait partir avec Junot, mais n'emmener qu'un cheval afin qu'« une spéculation de maquignonage ne se fit pas aux dépens des blessés qui avaient les premiers droits » à revenir en France (2). « Hommes bien portants, femmes de réputation équivoque », Kléber s'empressait de rendre tous « ces gens-là » à leur protecteur et maître (3).

La nomination de Kléber au commandement en chef allait transformer l'esprit de l'armée d'Orient et inaugurer en Égypte une politique nouvelle.

Dès le premier instant, le général en chef se trouva populaire. Il gagna d'un coup tout ce que Bonaparte venait de perdre. Abandonnées par celui-ci, les troupes s'attachèrent à son successeur de toute la force de leur déception. La fuite de leur chef les avait « mises au désespoir ». Les généraux, les administrateurs ne pardonnaient pas à Bonaparte de les avoir joués : « Est-il possible, lui écrivait Dugua, que vous n'ayez pas eu assez de confiance en personne de ceux que vous avez laissés pour leur dire que vous les y laissiez (4)? » Les soldats d'Alexandrie, qui avaient vu les frégates du fuyard gagner le large, s'étaient répandus en murmures : « leur consternation était générale. » La Méditerranée, disaient-ils, « est couverte de nos ennemis, l'Égypte menacée de toutes parts et, pour comble de maux, notre solde arriérée (5) ». La « nouvelle inattendue » avait « rempli toute l'armée de stupeur (6) ». — « On disait tout haut que Bonaparte abandonnait ses soldats à la merci de l'ennemi et qu'il se sauvait lâchement. » Et le prestige du général s'évanouissait dans un

(1) Damas à Menou, 10 brumaire (1^{er} novembre).

(2) Damas à Menou, 10 brumaire.

(3) Kléber à Lanusse, 3 nivôse.

(4) Dugua à Bonaparte, 9 fructidor an VII. GUITRY, p. 362

(5) BRICARD, p. 375-376.

(6) *Dragon d'Égypte*, p. 131.

calembour : on ne l'appelait que « Bonatrape (1) ».

Kléber apparut comme un libérateur. Beau, le regard fascinant, la voix sonore, l'allure superbe, « un dieu Mars au combat », il pouvait susciter les enthousiasmes. Napoléon, qui le juge durement, lui reconnaît « de l'esprit, du courage ; il savait la guerre, il était capable de grandes choses (2) ». Sa réputation était universelle : les Français admiraient depuis longtemps le général de Sambre-et-Meuse et de Syrie. Tous les mémoires des soldats d'Égypte sont unanimes à louer « les qualités militaires, la justice, l'intégrité de ce vertueux citoyen (3) ». Chacun « voyait dans son général un père, un ami (4) ». Kléber se montrait « plus soucieux du bien-être des troupes et plus ménager de leur vie que Bonaparte (5) » ; spontanément on lui vouait une affection que n'avait jamais inspirée son prédécesseur. Il eut bientôt plus de partisans que Bonaparte n'en avait compté depuis le jour du débarquement en Égypte (6).

Sa première proclamation calma les inquiétudes et apaisa les colères : « Des motifs impérieux, dit-il, ont déterminé le général Bonaparte à passer en France. Les dangers que présente une navigation entreprise dans une saison peu favorable sur une mer étroite et couverte d'ennemis n'ont pu l'arrêter : il s'agissait de votre bien-être. Soldats, un puissant secours va vous arriver ou bien une paix glorieuse, une paix digne de vous et de vos travaux va vous ramener dans votre patrie (7). » (12 fructidor an VII-29 août 1799.) Le retour en France ! Le mot réveilla les âmes. On pensa que Bonaparte n'avait quitté

(1) MERME, *Histoire militaire*, dans GUITRY, p. 367.

(2) *Campagne d'Égypte*, I, p. 7.

(3) *Dragon d'Égypte*, p. 121-122.

(4) BRICARD, p. 376.

(5) VERTRAY, p. 142.

(6) DE VILLIERS, p. 223.

(7) *Campagne d'Égypte*, II, p. 296-397.

ses troupes que pour leur préparer les voies de ce retour (1) : quant à Kléber, son nom fut lié désormais à tous les espoirs de rapatriement.

§ II

Les trente mille hommes qui avaient accompagné Bonaparte en Égypte étaient partis « avec une gaieté surnaturelle (2) ». Le goût des aventures, l'attrait du mystère, le charme de l'inconnu les entraînaient. Délaissant un instant la grande guerre européenne, ils étaient allés batailler pour la gloire, jouer un « intermède (3) » héroïque et divertissant. Bonaparte leur avait dit qu'ils devaient rendre la République « arbitre des mers et des contrées lointaines » ; il leur avait promis qu'« au retour de cette expédition chaque soldat aurait de quoi acheter six arpents de terre (4) ». Cette jeunesse, avide d'honneur, de plaisir, de brillants faits d'armes, crut qu'elle pourrait vivre ses plus beaux rêves.

Elle s'éveilla dans un affreux désert. Les Français marchèrent sous le soleil torride, dans les sables brûlants : ils furent tourmentés de la soif jusqu'à en mourir ; ils eurent peu d'ennemis à combattre, mais risquèrent à toute heure d'être assassinés par les Bédouins (5). « Une espèce de terreur les saisit (6) » ; la nuit, dans de fausses alertes, ils tirèrent les uns sur les autres ; ils se plaignirent très fort, soldats et officiers ; quelques-uns, de désespoir, se suicidèrent ; un général de cavalerie, Mireur, se laissa tuer par une bande d'Arabes. Entrés à Alexandrie, à Damanhour,

(1) Friant à Kléber, Verdier à Kléber, 18 fructidor.

(2) BRICARD, p. 298 (cité par SOREL).

(3) SOREL, *op. cit.*, V, p. 442.

(4) LA JONQUIÈRE, I, p. 461-465, proclamation de Bonaparte aux troupes.

(5) THURMAN, dans GUITRY, p. 83 ; note du colonel Vigo-Roussillon, dans LA JONQUIÈRE, II, p. 132.

(6) *Campagne d'Égypte*, I, p. 440.

ils trouvèrent « des rues étroites, mal percées, malpropres », de « petites boutiques renfermant des denrées dégoûtantes », des logements incommodes et malsains. Les habitants leur causèrent « un véritable effroi », ils prirent en horreur ces hommes aux « figures infâmes », à la peau olivâtre, aux yeux chassieux, ces femmes « ressemblant à la mort » avec leur « voile les couvrant de la tête aux pieds (1) ». Ils se vengèrent de leurs déceptions en insultant les indigènes, en pénétrant dans les harems, dans les bains et dans les mosquées (2), au risque de provoquer des soulèvements.

Bientôt les maladies s'ajoutèrent à leurs premières souffrances : maladies d'Orient, peu connues et terribles : la peste, alors endémique sur les bords du Nil ; l'ophtalmie, occasionnée par la réverbération des rayons solaires sur les sables, par les froids vifs de la nuit succédant brusquement aux chaleurs du jour. Ces maux d'yeux devinrent un fléau : quatorze cents hommes de la division Desaix en furent atteints en vendémiaire de l'an VII ; « cent de ces malheureux » étaient complètement aveugles (3).

On manquait de « souliers, de chirurgiens, de subsistances (4) » ; on manquait d'argent. En ventôse, les soldats de Desaix n'avaient pas été payés depuis cinq mois (5). La garnison d'Alexandrie « ne recevait pas un sou (6) ». Au départ de Bonaparte, la solde était arriérée pour toute l'armée.

Les troupes françaises n'eurent pas assez de patience et de discipline pour accepter leur sort. Trop souvent pillardes, elles en étaient venues, depuis les campagnes

(1) BRICARD, p. 314. SAVARY, *Journal* dans GUITRY, p. 79.

(2) *Id.*, p. 317.

(3) Desaix à Bonaparte, 29 vendémiaire an VII. LA JONQUIÈRE, III, p. 224.

(4) Desaix à Dugua, 19 ventôse an VII, *id.*, p. 591.

(5) *Id.*

(6) Marmont à Bonaparte, 11 vendémiaire an VII, *id.*, p. 126.

d'Italie, à considérer la guerre comme une opération aussi lucrative que glorieuse. En dépit des proclamations de Bonaparte, en dépit de ses colères contre les maraudeurs (1), elles dévastèrent les villages d'Égypte (2) ; les officiers les laissèrent agir à leur guise, par impuissance ou par indifférence (3) ; seule, la division Desaix, mieux dirigée, donna de bons exemples de probité (4). En même temps, les souffrances exaspérèrent les passions les plus basses : il y eut, en Égypte et en Syrie, des actes de cruauté barbare, viols, tortures et massacres (5).

Pendant la diversion des victoires, l'enchantement des plaisirs du Caire avaient paru dissiper la mélancolie et enlever à l'armée toute velléité de révolte. « Les regrets de la France [l'avaient] un moment cédé à l'amour de la gloire, à la haine contre l'Angleterre » et à la joie « de courir des aventures romantiques (6) ». Après la bataille des Pyramides, les soldats trouvèrent des fortunes dans les bagages des mamelouks ; la brigade du général Dupuy recueillit plus de trois cent mille francs, « l'or roulait et cent louis furent chose commune parmi les volontaires (7) ». Les officiers français s'installèrent princièrement dans les demeures des beys : ils eurent les armes, les chevaux, les esclaves de leurs adversaires vaincus. Alors, on s'aperçut que l'Égypte était florissante et fertile ; le Nil, entrevu pendant les jours d'été maigre rivière jaunâtre entre des rives boueuses, avait étalé aux approches de l'automne toutes les splendeurs de ses eaux ; après l'inondation, les plaines, couvertes de froment, d'orge, de cultures de lin et de fèves, semblèrent « de la plus grande

(1) SAVARY, dans GUITRY, p. 96.

(2) *Journal de Laugier*, LA JONQUIÈRE, II, p. 164, n° 1.

(3) *Journal de Belliard*, *id.*, III, p. 536-537.

(4) Belliard à Desaix, 29 pluviôse an VII, *id.*, p. 546.

(5) De Villiers, p. 237 et 239. — VERTRAY, p. 127. — LACORRE, dans GUITRY, p. 265, prise de Jaffa.

(6) Lettre du général Morand, dans GUITRY.

(7) Lettre de Dupuy, *id.*, p. 154.

beauté (1) » ; certaines villes, Rosette, Damiette, Koraim avec leurs frais jardins, leurs cours aux sveltes arcades, firent oublier aux troupes les maux du désert (2). En Haute-Égypte les soldats de Desaix, établis à Esnèh, à Syène, y exerçaient leurs anciens métiers : tailleurs, cordonniers, orfèvres, barbiers et restaurateurs tenaient boutique et quelques ouvriers prenaient les Égyptiens en apprentissage (3). Le Caire était plein de cafés, d'auberges et de salles de billard ; « la meilleure société » fréquentait un « jardin national », un « Tivoli » d'Orient où l'on donnait des bals et des concerts. La présence des Français et l'abandon des sérails des mamelouks avaient extraordinairement multiplié le nombre des femmes publiques (4).

En réalité l'armée s'étourdissait pour oublier ses tristesses. La nouvelle du désastre d'Aboukir l'avait épouvantée. L'Égypte devenait une prison. C'était pour longtemps « le blocus, l'exil, l'avancement suspendu ; les grandes occasions laissées aux camarades plus sages... restés aux campements consacrés, à la guerre commune, le long de la barrière du Rhin (5) ». Les communications avec la France étaient coupées ; les Turcs se déclaraient contre les envahisseurs de leur empire. Environnés d'ennemis, isolés de la mère patrie, les soldats d'Orient ne voyaient aucun espoir de salut (6). La fête du 1^{er} vendémiaire an VII fut, dans toutes les garnisons, « célébrée sans enthousiasme (7) ». Les troupes, mornes et silencieuses, firent sentir leur mécontentement (8). A Alexan-

(1) Journal de Belliard, dans LA JONQUIÈRE, III, p. 509.

(2) BRICARD, p. 342 ; VERTRAY, p. 76 ; Journal de Detroye, LA JONQUIÈRE, II, p. 372.

(3) DE VILLIERS, p. 154 ; DENON, *Voyage en Égypte* ; LA JONQUIÈRE, III, p. 543.

(4) BRICARD, p. 345-346.

(5) SOREL, *op. cit.*, V, p. 442.

(6) Cf. au sujet de l'abandon où le Directoire laissa l'armée d'Orient, le livre de M. BOULAY DE LA MEURTHE, *le Directoire et l'expédition d'Égypte*, Paris, Hachette, 1885.

(7) MALUS, p. 92.

(8) BRICARD, p. 331.

drie, elles tenaient « les yeux fixés sur la mer, semblables à la femme de Barbe-Bleue, plongées dans des rêveries douloureuses, pensant à leurs familles et à leur situation (1) ». Une véritable « épidémie morale (2) » se propageait dans l'armée. Les susceptibilités s'irritaient, il y avait des plaintes amères, d'aigres disputes : Lanusse se battait en duel avec Junot (3). On murmurait qu'on était « déporté » par les gouvernants ; on sollicitait de Larrey et de Desgenettes des certificats médicaux à l'appui des demandes de congé (4). Le désir du retour en France prenait la forme d'une obsession véritable. Plus l'exil se prolongea et plus cette obsession devint impérieuse. Les souffrances de l'expédition de Syrie, les revers de Saint-Jean-d'Acre, le départ du général Bonaparte enfin l'exaspérèrent. L'auteur responsable de l'expédition préférait les dangers d'un combat avec la croisière anglaise, l'humiliation de la captivité à Londres, à l'exil et à la mort partagés avec ses soldats : n'était-ce pas confirmer tous les soupçons, autoriser le découragement, donner une excuse aux révoltes et aux lâchetés ?

Comme tous ses compagnons d'armes, Kléber estimait que l'expédition d'Égypte avait été « l'une des grandes bêtises du Directoire (5) ». Il constatait avec quelle légèreté, avec quelle imprudence le gouvernement français avait engagé l'affaire ; il ne se doutait pas qu'il pût exister un devoir patriotique à civiliser la contrée où le sort le retenait. Une seule guerre lui paraissait utile à la République : la guerre sur le Rhin et sur les Alpes, une seule conquête nécessaire, la conquête des « frontières naturelles ».

Et certes ils n'avaient guère l'allure d'explorateurs

(1) BRICARD, p. 334.

(2) MALUS, *loc. cit.*

(3) LA JONQUIÈRE, III, p. 28-29.

(4) *Id.*, p. 389.

(5) Kléber à Menou, 16 vendémiaire an VIII (8 octobre 1799).

ni de « coloniaux », ces soldats de l'an VI, encore tout émus de leurs querelles avec le vieux monde. Leurs espérances étaient invinciblement tournées vers l'Occident. « Je ne vois pas de fin à notre séjour en Égypte, écrivait le capitaine Thurman... et le but actuel de tout cela? Je vous l'avoue, je ne vois pas trop ce que la France peut y gagner, si ce n'est quelques découvertes savantes... L'idée que tant de sang répandu et tant de souffrances sont en pure perte est ici au fond de tous les cœurs. Nos grognards la traduisent souvent par ces énergiques paroles : « Que diable f.....-nous ici (1)? »

Kléber ne le leur apprendra pas. Mais le 9 brumaire, dans le numéro 42 du *Courrier de l'Égypte*, il fera insérer « le rapport au Conseil des Cinq-Cents, préambule et base de l'acte d'accusation contre les ex-directeurs... Un des chefs d'accusation est d'avoir fait passer comme en exil 40 000 hommes dans les déserts de l'Arabie. » L'expédition d'Égypte est la cause des maux de la République.

Les ennemis de Bonaparte triomphent et l'armée du Rhin l'emporte sur l'armée d'Italie. Le vieil esprit révolutionnaire reprend sa force : les soldats ne veulent plus être les soldats d'un homme et batailler pour la gloire d'un individu. Puisque l'Égypte est inutile à la République, puisque la patrie a besoin de tous ses défenseurs, il faut évacuer l'Égypte.

L'entourage de Kléber l'insinue : « Le départ que quelques-uns appellent fuite nous fera peut-être jouir de quelque amélioration dans notre monotone colonie », écrit à Friant le nouveau chef d'état-major, Damas, ami intime de Kléber (2). Pourquoi, se demandent les officiers, ne pas traiter avec les Anglais et avec les Turcs : « Le devoir ne nous forcera sans doute point longtemps encore à demeurer sur cette terre... Une honorable négociation

(1) De Rahmanieh, 3 vendémiaire an VIII, THURMAN, p. 131.

(2) 19 fructidor an VII (5 septembre 1799).

nous permettra de rentrer en Europe où notre présence devient nécessaire si les journaux et les dépêches qui nous parviennent représentent avec sincérité les efforts de la nouvelle coalition (1). » Chacun s'entretient de ces espérances et ne les cache plus dès lors qu'elles sont partagées par le général en chef. Ainsi vont se précipiter les événements : la politique et les décisions de Kléber se confondront avec les préjugés et avec les désirs de son armée. L'attitude du chef et celle des soldats se détermineront mutuellement, et le système de Kléber autorisera les passions des officiers et des troupes autant qu'il cherchera en elles un appui et une justification. Une seule idée mènera tous ces Français : quitter le pays où leur guide les a délaissés, où sans utilité, sans raison, ils perdent leur temps, leurs efforts et leur vie, où végète leur ambition de gloire militaire tandis que leur idéal patriotique y demeure irréalisable.

La fête du 1^{er} vendémiaire an VIII scella l'union de Kléber avec l'armée d'Orient. On remarqua « le dévouement silencieux, la fermeté imposante (2) » des troupes. Le général en chef lança cette proclamation : « ... Vos drapeaux, braves compagnons d'armes, se courbent sous le poids des lauriers et tant de travaux demandent un terme, tant de gloire exige un prix. Encore un moment de persévérance et vous êtes près d'atteindre et d'obtenir l'un et l'autre en donnant une paix durable au monde après l'avoir combattu (3). »

§ III

Les difficultés de se maintenir en Égypte étaient-elles évidentes ? Les hommes et l'argent faisaient-ils entière-

(1) *Dragon d'Égypte*, p. 127, de Beltéis, 10 octobre 1799.

(2) BRICARD, p. 377.

(3) PAJOL, p. 356.

ment défaut? Devait-on sérieusement redouter l'hostilité des indigènes?

Un « état des soldats et officiers présents sous les armes le 3 vendémiaire an VIII » donne pour l'infanterie un effectif de 15 894 hommes, pour la cavalerie de 1 931, pour l'artillerie de 2 768, pour les dromadaires, sapeurs, mineurs, ouvriers, aérostiers de 1 053 : au total 21 646 hommes (1). Au départ de France l'armée comptait 29 402 présents sous les armes (2). Le nombre des morts, blessés, invalides, malades, se serait donc élevé à 7 756 en dix-huit mois. Ce chiffre est assez exact puisqu'un état nécrologique dressé par Desgenettes au dernier jour complémentaire de l'an VIII présente un total de 8 542 morts depuis l'embarquement jusqu'au lendemain de la bataille d'Héliopolis et du siège du Caire (3). Il faut remarquer cependant que les troupes s'étaient augmentées de quelques milliers de marins échappés au désastre d'Aboukir et de trois compagnies grecques formées par Bonaparte (4). On pouvait par conséquent mettre en ligne un peu plus de 22 000 hommes.

Dans un « état de situation générale de l'artillerie » au 15 fructidor an VII, le chef de l'état-major de l'artillerie Doguereau compte 166 bouches à feu pour l'armée, 237 dans les forts, 338 746 milliers de poudre, 5 788 931 cartouches d'infanterie. D'après le général Damas, l'armement d'Alexandrie comportait à lui seul 61 pièces de siège françaises, 88 étrangères, 18 pièces de campagne et 48 canons sans affût (5).

Les finances étaient depuis longtemps très obérées. Le 16 floréal an VII, Dugua, qui commandait au Caire pendant la campagne de Syrie, écrivait à Damas : « Il me

(1) Arch. hist. Guerre, Situations.

(2) LA JONQUIÈRE, I, p. 355-359.

(3) DESGENETTES, *Hist. médicale*, I, p. 177.

(4) *Dragon d'Egypte*, p. 49-50.

(5) Arch. hist. Guerre, Situations.

manque ici de l'argent, de l'argent et de l'argent (1). » La cavalerie, comme presque toute l'armée, n'avait pas au 30 août 1799 (13 fructidor an VII) touché sa solde depuis près de huit mois ; les parts de butin, la maraude, quelques distributions de loin en loin l'avaient seules fait vivre (2)... D'après l'ordonnateur en chef il était dû au 6 fructidor 4 015 000 francs pour la solde, 576 000 pour l'extraordinaire, 91 000 pour l'artillerie, et « approximativement » 3 millions pour la marine : au total, y compris diverses autres dettes, 9 550 795 francs. « Si, ajoutait Daure, dans la première année l'armée a un arriéré de 9 millions, il est facile à concevoir que jamais la recette n'égalera la dépense. » Les impôts levés en l'an VII n'avaient pu suffire à l'entretien des troupes, quoiqu'ils eussent été accrus de contributions extraordinaires, de confiscations, de réquisitions qu'il était impossible ou dangereux de renouveler. L'inondation ayant été insuffisante, beaucoup de terrains n'avaient pas été ensemencés et par conséquent il fallait prévoir pour l'an VIII des moins-values importantes (3). Or 1 300 000 francs par mois étaient indispensables pour assurer la solde (4). Il fallait bien l'avouer, la situation de l'armée d'Orient était difficile ; devait-on, sans plus attendre, en conclure à la nécessité de l'évacuation ?

Le pays conquis ne nous menaçait pas sérieusement de ses révoltes. Bonaparte s'était efforcé de gagner la confiance des Égyptiens. Dès les premiers jours de thermidor an VI, il avait proclamé son respect pour le Coran, affirmé qu'il venait détruire la tyrannie des mamelouks mais non

(1) GUITRY, p. 316.

(2) *Dragon d'Egypte*, p. 122.

(3) Aperçu des sommes dues au 6 fructidor an VII, époque à laquelle le général Kléber a pris le commandement de l'armée, copie certifiée par Kléber, 16 vendémiaire an VIII, 8 octobre 1799.

(4) Rapport de Daure, ordonnateur en chef, au général Kléber, 18 fructidor an VII (4 septembre 1799).

pas la souveraineté légitime du sultan; il ordonnait aux villages d'arborer le drapeau turc à côté du drapeau tricolore (1). Les soldats français devaient, « à l'exemple des légions romaines », protéger tous les cultes : « Le premier article de foi des peuples de l'Égypte, disait à son armée le général en chef, est celui-ci : il n'y a pas d'autre dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète; ne les contredisez pas (2). » Loin de les contredire, Bonaparte voulut leur persuader qu'il était tout prêt à embrasser l'islamisme : « Il nous a assurés, écrivirent les ulémas du Caire au chérif de la Mecque, qu'il reconnaissait l'unité de Dieu, que les Français honoraient notre Prophète ainsi que le Coran et qu'ils regardaient la religion mahométane comme la meilleure religion. » (15 fructidor an VI.) Bonaparte envoyait copie de cette lettre à Kléber, lui mandant de la faire imprimer et d'en répandre de nombreux exemplaires en Égypte et dans l'Archipel (3). On célébra en grande pompe la fête du Prophète. On reçut solennellement la caravane de la Mecque (4). Quelques indigènes semblèrent animés de dispositions favorables : « Il paraît évident, écrivait à Bonaparte l'adjudant général Boyer, que l'accueil du pays est un sûr garant du discrédit des mamloucks et de la puissance que nous y avons acquise (5). »

On ne pouvait prétendre s'être concilié au prix d'une profession de foi ces Orientaux tout ensemble ignorants et subtils. Leur défiance restait invincible à l'égard des infidèles, faussement dévots au Prophète (6); ils les méprisaient pour n'avoir aucune religion, ils les prenaient en aversion à cause de leurs mœurs. « L'amour des Français

(1) LA JONQUIÈRE, II, p. 63.

(2) Proclamation du 4 messidor an VI (22 juin 1798), LA JONQUIÈRE, II, p. 22-23.

(3) LA JONQUIÈRE, III, p. 8. Cf. *Campagne d'Égypte*, I, p. 200-222.

(4) Lettre du général Dupuy dans GUITRY, p. 152-154.

(5) 23 frimaire an VII, de Médinet-el-Fayoum, dans LA JONQUIÈRE, III, p. 364, note 1.

(6) ABDURRAHMAN, p. 167.

pour les femmes, dit le Syrien Nakoula, et leur manière de vivre avec elles » les fit haïr des musulmans (1). Ils demeuraient insensibles à leurs flatteries, ils assistèrent, impassibles, à leurs fêtes (2) ; les cheiks refusèrent formellement de porter la cocarde tricolore (3). Les innovations administratives des Français heurtèrent leurs préjugés sans ouvrir leur esprit : tout le journal d'Abdurrahman en témoigne. Il fallait se tenir en éveil contre leur hypocrisie et craindre beaucoup de leur fanatisme. Le mamelouk Ibrahim bey, réfugié en Syrie, conservait des correspondances avec l'Égypte ; des émissaires, venus des provinces turques, apportèrent en vendémaire an VII les firmans du Grand-Seigneur qui exhortaient les bons musulmans à se révolter contre les envahisseurs impies, négateurs de toute autorité divine et humaine, destructeurs de l'islamisme, et qui promettaient aux croyants les secours de la Sublime Porte (4). Ces firmans, lus et commentés dans les mosquées, soulevèrent le peuple du Caire. Le général Dupuy fut tué en chargeant les insurgés, le chef de brigade Sulkowski, aide de camp du général en chef, assommé par la populace : l'armée perdit une centaine d'hommes. La domination française parut, pendant quelques heures, véritablement compromise (30 vendémiaire an VII) (5).

Bonaparte usa tout à la fois de modération et de force. Il prévint ou punit les insurrections des villages par des exécutions capitales, par le pillage et par l'incendie (6). Il ménagea Tantah, la ville sainte, qui avait montré du mauvais vouloir (7). Enfin il amnistia le Caire, en dépit

(1) NAKOULA, p. 37.

(2) DESGENETTES, *Souvenirs*, III, p. 163.

(3) LA JONQUIÈRE, III, p. 16.

(4) *Id.*, III, p. 276-277; MARTIN, I, p. 243-251.

(5) *Id.*, III, p. 282-286.

(6) *Id.*, II, p. 320, 552, 548.

(7) *Id.*, III, p. 292-293.

des murmures de l'armée qui blâma l'indulgence de son chef envers ce peuple « grossier, ignorant, superstitieux et cruel (1) ». Les Égyptiens se sentirent les plus faibles : la capitale fut tranquille pendant la campagne de Syrie. Si l'émir Hadji, chef des pèlerins de la Mecque, se révolta dans la province de Charkièh et si un Barbaresque, « l'Ange El Modhi », agita le Bahirèh, on eut facilement raison de leurs bandes. Cependant Dugua, très pessimiste, croyait voir dans cette « fermentation » de l'Égypte l'indice d'une prochaine insurrection générale (2).

En réalité, les Égyptiens, habitués dès longtemps aux dominations étrangères, matés par les dures leçons qu'ils venaient de recevoir, ne songeaient pas à se soulever en masse ; alors que les Ottomans occupaient Aboukir et que toute l'armée française s'était concentrée sur la côte, ils n'avaient pas remué.

Les finances étaient mauvaises. Mais vraisemblablement l'Égypte eût nourri vingt mille soldats si l'administration française eût été mieux organisée et si les administrateurs n'eussent pas rançonné pour leur propre compte un pays dont les mamelouks tiraient soixante millions. Kléber se contentait de remarquer philosophiquement qu'il y avait des fripons partout et « qu'on n'en avait jamais chassé un qui n'ait été à l'instant remplacé par deux autres (3) ». Cependant il était capable d'opérer des réformes sérieuses : n'en donnait-il pas une preuve lorsqu'il divisait l'Égypte en huit arrondissements, établissant dans chacun d'eux un agent français, un agent cophte, un commissaire des guerres (4)? « Partout, notait, le deuxième jour complémentaire de l'an VII, le *Dragon*

(1) Lettre de Gratien Lepère à Menou, 9 brumaire an VII, dans LA JONQUIÈRE, III, p. 284, note 3. Cf. *Campagne d'Égypte*, I, p. 256-268.

(2) Lettre à Damas du 16 floréal an VII, dans GUITRY, p. 315.

(3) A Menou, 5 vendémiaire an VIII (27 septembre 1799), ROUSSEAU, I, n° 58.

(4) Ordre du jour du 28 fructidor an VII (14 septembre 1799).

d'Egypte, partout l'ordre le plus parfait succède à une prodigalité ruineuse (1). »

Les 22 000 hommes présents sous les armes étaient une force encore solide. On pouvait leur adjoindre de nombreux auxiliaires. Bonaparte avait prévu l'enrôlement de 2 000 nègres : l'administrateur Poussielgue, le général Desaix, le roi du Darfour devaient les lui procurer (2). Quelques-uns furent en effet incorporés dans la 21^e demi-brigade légère et au 22^e régiment de chasseurs à cheval. Par l'ordre du jour du 5 brumaire an VII, Kléber témoignait aux chefs de brigade Eppler et Lasalle sa satisfaction « pour le parti avantageux qu'ils avaient su tirer » de ces recrues. Il était prouvé que les nègres étaient aussi susceptibles d'instruction et d'émulation que les autres hommes. » En vendémiaire, l'armée fut habillée à neuf : et si le défaut de couleur bleue obligea à bigarrer à l'extrême les uniformes (3), le pittoresque y gagna, le bien-être du soldat n'en souffrit point.

La lettre que Kléber envoya au Directoire le 16 vendémiaire an VII (8 octobre 1799) fut moins un exposé de la situation qu'un réquisitoire contre Bonaparte. Bonaparte était parti « sans prévenir personne », laissant l'armée réduite de moitié pour résister aux Anglais, aux Turcs et aux Russes, dénuée d'armes, de poudre, de plomb, de fer coulé, de vêtements et d'argent : c'était en ces conditions que, « voyant s'approcher la crise fatale », il avait chargé Kléber de « l'immense fardeau de l'armée d'Orient ». La rancune contre son prédécesseur anime le général, elle l'empêche de mesurer sa tâche avec conscience. Il prétend qu'il ne pourra réunir plus de 5 000 hommes pour entrer en campagne ; il majore d'un million l'arriéré de la solde ; il affirme que Bona-

(1) Page 123.

(2) LA JONQUIÈRE, V, p. 206-207.

(3) *Dragon d'Egypte*, p. 127 ; GUITRY, p. 348-349.

parte a emporté ce qui restait de l'artillerie de siège d'Alexandrie ; il montre les Égyptiens « inquiets et désireux d'un changement (1) ».

« Si par des événements incalculables, lui avait prescrit Bonaparte, toutes les tentatives étaient infructueuses et qu'au mois de mai vous n'ayez reçu aucun secours ni nouvelles de France et si malgré toutes les précautions la peste était en Égypte cette année et vous tuait plus de 1 500 hommes, perte considérable puisqu'elle serait en sus de celles que les événements de la guerre vous occasionneront journellement, je dis que dans ce cas vous ne devez pas hasarder la campagne et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte ottomane quand même la condition principale serait l'évacuation de l'Égypte (2). » Aucune de ces hypothèses n'est vérifiée en vendémiaire an VII ; si l'on entame des négociations, l'intérêt de la République exige qu'elles soient traînées en longueur ; mais Kléber n'agit pas en homme d'État ; il prend brusquement, violemment parti pour le retour en France.

Tallien, Poussielgue, Dugua lui fournissent les raisons de sa conduite. Ils lui démontrent que l'Égypte est inutile à la France ; ils le persuadent qu'en restituant cette conquête à la Turquie, il rétablira la paix entre le sultan et la République et facilitera un rapprochement avec l'Angleterre. « L'empire ottoman n'est pas sûrement ruiné, il est de l'intérêt de la France, de l'Angleterre et même de l'empereur [d'Allemagne] de le conserver. » Il sera toujours temps de ressaisir l'Égypte (3)... Sans doute de tels arguments avaient leur valeur ; l'expédition d'Orient était bien, en 1799, une anomalie, elle ne se rattachait guère à la direction générale de la politique révolutionnaire.

(1) ROUSSEAU, I, n° 72. Cf. *Campagne d'Égypte*, II, p. 305-307.

(2) Bonaparte à Kléber, Alexandrie, 5 fructidor an VII, REYBAUD, VI, p. 296-298.

(3) Poussielgue au Directoire, 1^{er} vendémiaire an VIII (23 septembre 1799), REYBAUD, VI, p. 377-404.

Œuvre personnelle de Bonaparte, il semblait qu'elle dût se terminer dès lors que Bonaparte l'abandonnait. La nation s'en désintéressait complètement ; pour qu'une politique coloniale devînt populaire il eût fallu que la France renonçât soudain à ses ambitions de conquêtes en Europe, il eût fallu qu'elle préférât son expansion sur les terres nouvelles à une domination éphémère sur le vieux continent. Le 17 fructidor an VII, Talleyrand, qui deux ans plus tôt avait si fortement conseillé une entreprise coloniale (1), qui était l'un des auteurs responsables de l'expédition d'Égypte, Talleyrand proposait au Directoire d'ouvrir une négociation avec la Porte et avec l'Angleterre en vue d'une capitulation de l'armée d'Orient ; celle-ci devait être rapatriée sous la condition de ne pas servir pendant la guerre actuelle (2). S'il évacuait l'Égypte, Kléber se trouvait d'accord avec toute la France : il partageait l'erreur de ses contemporains.

Mais il s'érigait en arbitre d'un procès qu'il n'avait pas à juger. Il décidait souverainement du sort de l'Égypte alors que son rôle était d'en assurer la défense. Il engageait l'avenir qui ne lui appartenait pas.

Desaix, plus impartial et plus désintéressé, s'en tenait au devoir présent : « Je suis dans la joie du départ du général en chef et de la nomination du général Kléber, écrivait-il à Belliard. Cela ira bien ; nous nous tirerons d'affaire ; je compte sur le génie de notre général et sur son attachement pour nous. » (22 fructidor an VII- 8 septembre 1799.) Revenu au Caire, il disait y avoir vu « tout tranquille, en paix, les esprits contents, chacun rassuré... On n'avait pas très peur du vizir, son armée... n'était pas de 40 000 hommes ; quand les déserts, la

(1) Voir son *Essai sur les avantages à retirer des colonies nouvelles dans les circonstances présentes*, lu à l'Institut le 15 messidor an V. (Imprimé à Paris, an V) 16 pages in-4°.

(2) LA JONQUIÈRE, V, p. 184-187.

famine l'auraient un peu travaillée », il n'en resterait rien. L'Égypte était calme et « l'on ne devait pas se plaindre (1) ».

Kléber témoignait de l'incertitude, paraissait refuser de se prononcer nettement. Parlant de l'attitude de la Turquie à l'égard de la France : « A présent, disait-il à Menou, que les affaires n'ont plus ni règle ni mesure, il est très difficile de calculer ce qui se fera ou ce qui ne se fera point... Je négocierai, je combattrai, je ferai tout pour gagner du temps (2). »

Le 19 vendémiaire an VIII, il prévenait le gouverneur d'Alexandrie qu'il faisait partir le citoyen Barras (3), porteur des dépêches adressées au gouvernement. Le 14 brumaire (5 novembre), Barras quittait l'Égypte. Depuis le cinquième jour complémentaire de l'an VII, les négociations étaient décidément ouvertes par une lettre de Kléber au grand vizir.

(1) Desaix à Belliard, 27 vendémiaire an VIII (19 octobre 1799).

(2) Lettre du 16 vendémiaire (8 octobre).

(3) Cousin du membre du Directoire.

CHAPITRE II

LE GÉNÉRAL MENOUE

« L'armée d'Orient, dit Napoléon I^{er}, resta fidèle à la gloire et au devoir. Menou, Reynier, Lanusse, Lagrange, Songis, tous les officiers du génie, de l'artillerie, la plupart des colonels de la cavalerie, les cinq sixièmes de ceux de l'infanterie, manifestèrent ouvertement » leur désir de conserver l'Égypte. « L'état-major, une centaine d'officiers ou de commissaires des guerres voulaient au contraire à tout prix retourner en France (1). »

L'affirmation est audacieuse. En vérité, quelques hommes, et Desaix parmi eux, se montraient peu favorables aux projets de Kléber : capituler leur semblait indigne de leur gloire. Mais pour se prononcer nettement contre le système d'évacuation et pour entrevoir tout le prix de l'Égypte, on n'eût trouvé qu'un original incompris et raillé : le commandant d'Alexandrie et de Rosette, Abdallah-Jacques Menou.

§ I^{er}

Lorsque Menou apprit les pourparlers de Kléber avec les Turcs, il en augura favorablement : il pensait que le général en chef essayait de détacher la Porte ottomane de la coalition, par conséquent d'assurer la paix sur la frontière de Syrie. « Mon cher général, lui écrivit-il, dans

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 301.

quelle belle position vous vous trouveriez si vous pouviez avoir à envoyer un homme de confiance auprès du grand vizir ! Car, pour peu que les Turcs veuillent ouvrir les yeux ils sentiront combien leur alliance avec les Russes est monstrueuse ; quelle gloire pour vous, mon cher général, si vous pouviez dessiller les yeux de la Porte ottomane et poser les bases d'un traité avec les Turcs ! Cela est d'autant moins difficile quant au rôle que pourrait jouer le négociateur que relativement aux Turcs il n'y a que des vérités à dire (1). » Il estimait que Kléber devait en cette circonstance se montrer aussi habile diplomate qu'il était brillant soldat (2).

Le général en chef crut le prendre au mot. Dès que Barras eut quitté l'Égypte, emportant la lettre au Directoire, Kléber écrivit à Menou qu'il le remplaçait à Alexandrie par le général Lanusse et qu'il lui ordonnait de venir au Caire dans le plus court délai. « Si Menou arrivait à temps, il l'emploierait comme *un de ses chargés de pouvoirs* dans une négociation où il s'agissait de dessiller les yeux au pauvre grand vizir et de lui faire entendre raison (3). » Tout en paraissant souscrire aux vœux de son correspondant, Kléber usait déjà de l'ingénieux procédé qui devait réussir à l'égard de Desaix ; pour établir la nécessité de l'évacuation, il voulait que celle-ci fût négociée et conclue par celui-là même qu'il en savait le moins partisan.

Menou soupçonna le piège lorsqu'il apprit que Pousielgue lui serait adjoint. Servi cette fois par sa lenteur coutumière, il laissa tomber les offres, avertit Damas que « n'ayant pas le sol », il ne pouvait se rendre au Caire (4), et, après avoir remis à Lanusse le commandement de sa

(1) Menou à Kléber, 14 vendémiaire an VIII (6 octobre 1799).

(2) *Id.*, 5 brumaire (27 octobre).

(3) Kléber à Menou, 19 brumaire (10 novembre), ROUSSEAU, I, n° 100.

(4) Menou à Damas, 28 frimaire (19 décembre).

province, il se confina dans Rosette. On vit où tendait sa conduite, et certains l'accusèrent d'être plus Égyptien que Français. Indigné, il fit au général en chef une longue apologie de ses actes en Orient et ce fut là son premier manifeste en faveur de la conservation de l'Égypte :

« Plusieurs imbéciles disent et plusieurs sots répètent que vous ne me rappelez au Caire que parce qu'il n'était pas possible de lever un impôt sur les Turcs ou Égyptiens dans les pays où je commandais, que j'étais plus attaché aux habitants du pays qu'aux Français... Les ignorants qui s'amusement... à jaser sur mon compte ont-ils la première notion des moyens qu'il faut employer pour fonder une colonie?... Savent-ils que la possession de l'Égypte peut seule faire recouvrer à la République ce qu'elle a perdu aux Antilles et lui conserver son commerce du Levant et de l'Archipel? Savent-ils que pour posséder l'Égypte... il faut y gagner l'opinion et la confiance des habitants?... Savent-ils que malgré l'acharnement que mettent les Anglais à nous enlever l'Égypte, acharnement qui doit prouver de quelle importance ce pays est pour la République, savent-ils, dis-je, qu'il y aurait peut-être possibilité de s'entendre avec les Anglais qui nous verraient tranquillement en Égypte s'ils étaient assurés que nous ne voulussions pas les troubler aux Indes?... Savent-ils ces imbéciles qui me reprochent peut-être d'avoir épousé une femme musulmane que ce sont la politique et l'amour de mon pays qui m'ont dirigé (1)? »

Lorsqu'il vit Kléber tout près d'abandonner la partie, il voulut tenter un suprême effort. Le 16 nivôse an VIII (6 janvier 1800), il adressa au général un *Mémoire militaire et statistique sur l'Égypte*, que précédait cette lettre d'envoi :

(1) Menou à Kléber, 3 frimaire an VIII (24 novembre 1799).

« Vous m'avez permis et même ordonné de vous communiquer mes idées et mes observations. Dans les circonstances actuelles, je croirais vous manquer, manquer à mon pays, manquer à moi-même si je ne vous ouvrais pas mon âme tout entière... Je vous parle au nom de l'amitié, de l'attachement et de l'estime que je vous ai voués ; si vos idées politiques ne sont pas les miennes, au moins j'aurai rempli un devoir sacré en vous communiquant mes pensées. »

Dans la première et la seconde partie de son ouvrage, Menou présente deux tableaux statistiques du commerce extérieur de la France avant et depuis la Révolution. Il établit qu'en 1789 le bénéfice net de ce commerce s'élevait à 201 millions de livres. Mais, ajoute-t-il, la guerre nous a presque totalement ruinés ; les Antilles sont aux mains des Anglais ou en insurrection ; la pêche de la morue à Terre-Neuve devient presque impossible ; les Indes Orientales, la Réunion, l'île de France, la côte occidentale d'Afrique ne peuvent plus communiquer avec la France ; les États barbaresques, les Échelles du Levant, l'Europe enfin se trouvent armés contre elle ; sans doute elle a encore un commerce considérable avec l'Espagne et même, sous pavillon neutre, avec ses ennemis ; ses pertes annuelles ne s'en chiffrent pas moins par 100 millions de livres.

« Or, les Antilles sont à jamais perdues. L'Angleterre ne nous rendra pas nos possessions de l'Inde ; elle nous empêchera certainement de rétablir nos relations commerciales avec les puissances méditerranéennes ; et, par son traité d'alliance et de commerce avec les États-Unis, elle prendra notre place sur le continent américain.

« Il n'existe donc plus pour nous dans le monde un seul point où nous puissions commercer. Et cet état sans doute sera permanent, à moins que nous ne trouvions le moyen de faire un établissement qui puisse nous

dédommager en partie des belles possessions que nous avons perdues. »

« Que devrait faire la France? » C'est l'objet de la troisième partie du mémoire dans laquelle Menou plaide vigoureusement la cause de l'Égypte.

« Sans doute le gouvernement français... avait en vue de former en Égypte un établissement qui pût dédommager la République... Les dépenses énormes faites pour cette expédition, les moyens de toute espèce qu'on avait rassemblés, les hommes qu'on avait choisis, tout annonçait que ce n'était pas une excursion qu'on avait en vue, mais une invasion solide et permanente. »

Cette ambition se justifiait ; le pays « le mieux placé pour être l'entrepôt du commerce des Indes par la mer Rouge, le Nil et Alexandrie » était désigné pour une conquête. Mais puisque les Anglais étaient maîtres de l'Inde et qu'il fallait renoncer à les en éloigner, l'Égypte devenait-elle inutile?

Nullement. Elle possédait assez de ressources, elle promettait assez de richesses pour demeurer la plus admirable des colonies. Elle produisait une grande quantité de riz ; elle cultivait le blé, l'orge, l'indigo, le trèfle... La vigne y venait très bien, les chevaux et les bestiaux y appartenaient aux plus belles espèces. Le sel natron se trouvait en abondance dans certains cantons. Ses mûriers et ses oliviers permettraient de créer les florissantes industries du ver à soie et de l'huile d'olive. En outre, « tout y était préparé pour substituer aux cultures actuelles des cultures infiniment plus précieuses ; partout les canaux d'arrosage nécessaires à la végétation des cannes à sucre, existaient en grand nombre ». Le café et le cacao pousseraient sur les monts de la Haute-Égypte. Et le coton, originaire du pays, prospérerait encore sur les bords du Nil. Certainement la France ne pouvait souhaiter plus heureuse conquête. « L'Égypte,

possédée par elle, deviendrait d'ici à dix ans la première colonie du monde. Nous formerions des relations importantes avec l'intérieur de l'Afrique par les caravanes qui nous apporteraient la poudre d'or, l'ivoire et toutes les productions de ce vaste pays. On bâtirait des usines pour l'exploitation du sucre et de l'indigo. Les colons de Saint-Domingue pourraient apporter » leurs industries dans les nouveaux domaines de la France. Tel était le fécond avenir entrevu par le général Menou.

A vrai dire, celui-ci ne faisait que reprendre et développer la thèse soutenue par Talleyrand en 1797 ; il rappelait à l'armée d'Orient cet « essai sur les colonies nouvelles » qui avait donné le branle aux imaginations et aux ambitions françaises.

Nos établissements d'Amérique, avait déclaré Talleyrand, nous échapperont un jour, il faut « préparer leur remplacement ». Et c'est alors qu'en une phrase célèbre il avait lancé la première idée de l'expédition de Bonaparte : « M. le duc de Choiseul, un des hommes de notre siècle qui a eu le plus d'avenir dans l'esprit... cherchait dès 1769 à préparer par des négociations la cession de l'Égypte à la France (1). » Lui aussi, Talleyrand avait insisté sur la similitude des produits de l'Égypte et de ceux des Antilles ; il avait souligné « la convenance de placer la culture des denrées coloniales plus près du cultivateur » africain (2). Il avait montré l'Angleterre toute prête à nous devancer dans cette voie des conquêtes coloniales, gagnant tout ce que nous perdions et occupant toutes les terres libres.

Le mémoire du gouverneur de Rosette ranimait ces vérités et rendait à l'expédition d'Égypte sa valeur et sa raison d'être.

Mais il ne suffisait pas que l'armée d'Orient connût

(1) *Essai*, p. 14.

(2) *Id.*, p. 16.

l'importance de sa tâche, s'il demeurerait évident qu'elle était trop faible pour la remplir. Menou s'attaquait à toutes les objections.

Le fanatisme des habitants, disait Kléber, s'oppose à notre établissement définitif. — On pouvait, répliquait Menou, gagner les Égyptiens par la tolérance et par la justice. Et puis, n'étions-nous pas les maîtres du pays, ne le tenions-nous pas de tout côté par nos troupes et par nos places fortes?

Pendant la guerre, l'Égypte, privée de commerce, ne peut faire vivre nos soldats. — Il est possible cependant d'en tirer annuellement vingt-cinq millions.

Les Anglais ne nous laisseront pas nous installer ici? — Ce n'est pas sûr. Nous les apaiserons en leur abandonnant les Indes et le commerce du golfe Persique. Nous n'aurons pas de marine militaire sur la mer Rouge.

Les Russes nous menacent? — Mais l'intérêt des Anglais nous soutiendra contre eux. Car l'Angleterre, qui craint le développement colossal de la puissance russe en Asie, les empêchera de convoiter l'Égypte.

Quant aux Ottomans, il faut « s'arranger avec eux. Le Grand-Seigneur pourrait conserver une espèce de suprématie religieuse qui le rendrait presque co-souverain avec les Français. Tous les ans, on pourrait lui donner un subside ».

Nous n'avons pas de marine? — Une fois la paix conclue avec l'Angleterre, nous n'aurons pas besoin d'une marine militaire considérable.

La peste est un autre ennemi? — Nous la combattons. Est-elle plus terrible que la fièvre jaune des Antilles?

Si nous abandonnions l'Égypte, c'était sans espoir de retour. Les Russes ou les Anglais s'en empareraient; « s'ils laissaient la souveraineté apparente à la Porte ottomane, ils s'y établiraient de manière à dominer le Grand-Seigneur (1). »

(1) Minute autographe en vingt-trois pages de six feuillets in-4°. Arch. hist. de la Guerre.

Il y avait bien, entre beaucoup de raisonnements justes, quelques sophismes et quelques erreurs. Menou se faisait un espoir chimérique d'une entente avec l'Angleterre ; il s'imaginait trop facilement qu'une colonie peut subsister sans l'appui d'une forte marine de guerre ; il insistait plus sur la valeur commerciale de l'Égypte que sur son importance politique. Le devoir présent de l'armée d'Orient n'en était pas moins nettement révélé ; il fallait tout essayer pour sauver l'Égypte.

Que maintenant Kléber se hâte de négocier une capitulation : au risque de passer pour extravagant, Menou prendra fait et cause pour l'« absurde » conquête ; il condamnera la convention d'El Arisch, il opposera aux préjugés des soldats une foi solide dans l'avenir de la colonisation française.

L'intérêt d'une telle personnalité et l'importance de son rôle nous obligent à connaître la carrière et les origines de Menou. Ainsi comprendra-t-on mieux à quel point il diffère de ses compagnons d'armes.

§ II

« Le 3^e septembre mil sept cent cinquante » naquit et fut baptisé « Jacques-François, fils de haut et puissant seigneur messire René-François de Menou, chevalier, seigneur de Boussay, Genilly, Chambon et autres lieux, maréchal des camps et armées de Sa Majesté, et de haute et puissante dame Louise-Marie-Charlotte de Menou, sa femme et légitime épouse. Lui fut parrain » messire Jacques de Menou, vicaire général du diocèse de Nantes, et marraine « haute et puissante dame Magdeleine-Françoise Martineau, épouse de haut et puissant seigneur Michel-Étienne Turgot, marquis de Soumons, conseiller d'État (1) », le père du célèbre ministre.

(1) Arch. admin. de la Guerre : Dossier de Menou : extrait des registres de la paroisse de Boussay.

La famille de Menou comptait parmi les plus nobles de la Touraine et parmi les plus riches du pays de Loches. Jean, sire de Menou, originaire du Perche, était qualifié de chevalier en 1055. En 1338, Jeanne de Péan, épouse de Nicolas de Menou, lui apporta en dot la seigneurie de Boussay, aux environs de Preuilly-sur-Claise ; ce fief demeura aux mains de la branche aînée de 1338 à 1746. Le 5 janvier 1746, le mariage de demoiselle Charlotte de Menou, fille unique de René-Charles, avec son cousin Menou de Champlivault-Cuissy, fit passer les biens aux cadets de la famille et c'est au château de Boussay que vinrent au monde Jacques-François et ses frères, issus de cette union (1).

Magna sustentanda magnis, telle était l'orgueilleuse devise des Menou. Leurs armes portent « de gueules à la bande d'or (2) ». L'écusson avait primitivement pour supports « deux femmes vêtues en façon de déesses ou de sibylles de l'antiquité avec des manteaux couleur de ces armes », et « pour cimier une tête de Maure de sable ». Les alliances de la famille avec les races principales de Bretagne et d'Anjou, en 1228 et en 1253, vêtirent ces supports « de tuniques parsemées de fleurs de lis d'or et d'hermine ». Cette particularité héraldique dit assez l'illustration et l'ancienneté des Menou.

Le château de Boussay s'élève encore entre les vallons boisés du sud de la Touraine (3). Précédé d'une avenue de magnifiques tilleuls, entouré d'un beau parc, il offre, au delà de ses douves, l'union la plus hétéroclite du quatorzième, du quinzième et du dix-huitième siècle. A droite, légèrement saillante sur le bâtiment central, une aile primitive au toit surélevé ; castel d'arrière-

(1) *Histoire de la ville et du canton de Preuilly*, par AUDIGÉ et MOISAUD, à Tours, chez Aigre, 1846.

(2) CHALLEMEL, *Tablettes de Touraine*.

(3) Propriété du comte de Becdelièvre, gendre du dernier marquis de Menou.

province, armé de mâchicoulis ; à gauche, une énorme construction Louis XV, à trois étages, à longue façade de huit fenêtres sur la cour intérieure, en disproportion manifeste avec l'aile ancienne. Et, pour accentuer la difformité de ce château, en plein centre une tour cylindrique, appuyée d'une masure sans style et, depuis quelques années, réunie aux ailes par une véranda. Cependant avenue, parc et manoir ont l'allure seigneuriale et gardent le souvenir des gentilshommes qui ont coudoyé les courtisanes de Versailles.

L'église du village enferme une chapelle qui est la propriété particulière des descendants des seigneurs de Boussay. C'est là que se pressent les plaques funéraires des Menou, entre le tombeau de marbre noir du fondateur de la chapelle, Philippe, chambellan de Charles VIII, et un autel érigé par deux demoiselles de la famille, selon l'esthétique de l'an de grâce 1823 (1).

Jacques-François vécut ses quinze premières années au pays de Touraine, auprès des tombes de ses ancêtres. Le marquis de Menou, son père, entré dans l'armée royale en novembre 1709, — l'année même où, dit-on, vingt et un membres de sa famille étaient tués ou blessés à Malplaquet — exempt des gardes du corps du roi depuis 1728, avait pris sa retraite le 25 février 1748 avec le grade de maréchal de camp (2). Il mourait en 1765 et « la dame marquise de Menou, sa veuve, chargée d'une nombreuse famille, destinait ses quatre fils au service de Sa Majesté ». Les trois cadets recevaient chacun 300 francs de pension sur le trésor royal (3). Le baron Jacques s'enrôlait le 1^{er} janvier 1766 comme volontaire au régiment des carabiniers du comte de Provence ; il

(1) Le général Menou n'est pas enterré dans cette chapelle.

(2) Arch. admin. Guerre, Dossier Menou, copie de l'état arrêté par le roi le 15 mars 1766, certifiée par le duc de Villeroy.

(3) *Id.*

avait en 1768 le rang de sous-lieutenant sans appointements ; en 1773 il passait aux dragons et devenait l'année suivante capitaine au régiment de Lorraine. Allait-il combattre en Amérique et s'y passionner pour les idées nouvelles ? Une note concernant ses services, datée du 22 floréal an V, porte qu'il « exerça les fonctions de colonel pendant la guerre de 1778 à 1783 (1) », et lui-même assura en l'an VI qu'il comptait à son actif « six campagnes de guerre dont trois depuis la Révolution (2) ». D'après ses états de service, il a, du 1^{er} mai 1778 au 13 juin 1783, fait partie de l'armée employée sur les côtes d'Aunis, Poitou et Saintonge, en qualité d'aide maréchal général des logis. C'est le titre qu'il prend dans une pièce signée à Paris le 5 juillet 1780 (3). Il est donc probable qu'il a appartenu à l'état-major de l'armée destinée à opérer une descente en Angleterre.

Sa vie militaire lui avait laissé la liberté de voyager et de s'instruire. Napoléon I^{er} lui reconnaissait « un esprit agréable et des connaissances étendues (4) ». Menou prétendait « avoir beaucoup couru le monde... surtout examiné avec grand soin le régime des colonies européennes (5) ». Très lié avec Choiseul-Gouffier, qui fut ambassadeur de France à Constantinople (6), il s'intéressait aux questions diplomatiques ; il affirmait plus tard les avoir longtemps étudiées (7). Gentilhomme philosophe et « ami des lumières », il était de ceux qui réclamaient des réformes et devaient décider de la Révolution.

Lorsque Louis XVI convoqua les États généraux, le

(1) Arch. admin. Guerre, Dossier Menou.

(2) *Id.*, Mémoire pour J.-F. Menou, général de division.

(3) *Id.*, Reconnaissance des grâces pécuniaires reçues du roi.

(4) *Campagnes d'Egypte*, II, chap. xvii.

(5) Menou au comité administratif, 9 thermidor an VIII.

(6) Menou à Kléber, 17 prairial an VIII.

(7) Arch. admin. Guerre, Dossier Menou, Menou au directeur Rewbell, 15 vendémiaire an VI.

baron de Menou se présenta aux suffrages de la noblesse de Touraine. Il n'avait plus dans cette province d'attaches territoriales, le patrimoine foncier de sa famille ayant en 1777 entièrement passé aux mains de son frère aîné, le marquis René-Louis-Charles (1). Mais il représentait une des plus illustres maisons tourangelles : il fut élu député du bailliage.

Son rôle aux États généraux et à l'Assemblée nationale constituante mériterait une étude particulière. Je ne puis ici que l'indiquer brièvement. Menou, avec une trentaine de ses collègues, suit la direction du triumvirat Barnave-Duport-Lameth. Le 5 octobre 1789, il va en députation chez le roi pour le prier de donner son acceptation pure et simple à la déclaration des droits de l'homme. Il est élu secrétaire de l'Assemblée le 5 décembre 1789, commissaire pour la vente des biens domaniaux et ecclésiastiques le 27 mars 1790, président de l'Assemblée le 28, inspecteur des dépenses des bureaux des comités le 27 avril. Membre du comité militaire, il propose d'établir la conscription avec faculté de remplacement ou de libération par un impôt. Membre, avec Mirabeau, du comité diplomatique, il est chargé du rapport sur les affaires d'Avignon et conclut à la réunion de cette ville à la France (2). Il apparaît ainsi l'un des plus actifs parmi les « constitutionnels » qui ont la majorité dans l'Assemblée, partisan de la forme monarchique, mais résolu à fonder l'État sur la souveraineté du peuple et sur l'égalité des citoyens.

(1) Inventaire après le décès de M. le marquis de Menou, devant M^e de la Tremblaye, notaire à Preuilly, 24-27 avril 1822. Archives de M^e Berthier.

(2) Procès-verbaux de l'Assemblée constituante, imprimés par ordre de l'Assemblée (5 mai 1789-30 septembre 1791). Paris, Imprimerie nationale. On trouve sur le rôle du constituant baron de Menou un assez grand nombre de renseignements dans le *Journal* d'Adrien Duquesnoy, député du tiers-État de Bar-le-Duc (publié par R. DE CRÉVECOEUR, Paris, Picard, 1894).

Les travaux politiques avaient interrompu la carrière militaire du baron de Menou ; dès que l'Assemblée se fut séparée, il prit le commandement du 12^e régiment de chasseurs à cheval (21 octobre 1791) et l'année suivante il fut nommé maréchal de camp (8 mai 1792). Employé dans la 17^e division militaire, il assista à la journée du 10 août. Quelques mois après, Chabot l'accusa de « s'être trouvé aux Tuileries » ; Menou justifia sa conduite (1) et son dénonciateur lui adressa une lettre d'excuses, l'assurant qu'il avait « des remords bien cuisants » de sa conduite envers lui (2). Toutefois Menou, suspecté, ne put être choisi par la Convention comme ministre de la Guerre (3). Il fut réduit à solliciter un emploi : « Jacques Menou, écrivit-il au ministre Pache, qui longtemps avant la Révolution a bravé le despotisme et toutes ses fureurs, qui dans l'Assemblée constituante a toujours combattu avec la plus grande énergie pour la cause du peuple, qui a eu la plus grande part à la destruction de la noblesse et qui a fait la réunion d'Avignon à la France ; Jacques Menou qui a vingt-sept ans de services militaires et qui, après avoir passé par tous les grades, à commencer par celui de simple carabinier, est arrivé à celui de maréchal de camp par ancienneté, demande à être employé dans une des armées. Après avoir tout sacrifié à la liberté, parents, amis, fortune, il ne lui reste d'autre propriété que la vie, il l'offre à son pays (4). »

Ses appels furent entendus. Mais au lieu de l'envoyer à la frontière comme il le demandait et où l'un de ses

(1) Arch. admin. Guerre, Dossier Menou. Rapport au comité du Salut public, du 15 ventôse an III.

(2) *Id.*, Copie d'une lettre de François Chabot, député à la Convention nationale, au maréchal de camp Jacques Menou, 30 décembre 1792.

(3) *Id.*, Rapport du 15 ventôse an III, *cité*.

(4) *Id.*, Mémoire pour J.-F. Menou au citoyen Pache, ministre de la Guerre, *sans date*.

frères combattait déjà (1), il fut dirigé sur l'armée des Côtes de la Rochelle et y devint le 15 mai 1793 général de division. Battu à Saumur par les Vendéens, il fut mandé à Paris ; c'eût été pour lui un arrêt de mort s'il n'avait trouvé des défenseurs parmi les représentants du peuple. Déjà le 21 juin, Tallien l'avait assuré qu'« il s'empresserait de lui rendre une éclatante justice (2) ». Lorsqu'il fut rappelé, Choudieu, Richard, Goupilleau de Fontenay et Dandenai jeune déclarèrent qu'« il avait expié par des actes nombreux de patriotisme et par des blessures honorables le tort de sa naissance et qu'en quittant l'armée il emportait leur estime et leur confiance (3) ». Enfin, le représentant Talot, député de *Mayenne-et-Loire*, « l'avait vu déployer dans toutes les occasions de grands talents militaires, une bravoure et une intrépidité au-dessus de tous éloges ; Menou avait fait des prodiges de valeur à l'affaire de Saint-Pierre de Chemillé, à la malheureuse déroute de Saumur ».

Menou demanda l'autorisation de se retirer à Boussay, chez son frère : y « dût-il bêcher la terre », il voulait « bénir toute sa vie l'heureuse Révolution qui avait rendu la liberté à sa patrie (5) ». On refusa d'agréer la demande, Boussay se trouvant trop près du théâtre de la guerre vendéenne. Mais le 12 septembre 1794, le général fut admis à la retraite.

Dès l'année suivante, il était réintégré. Désigné pour être employé à l'armée des Alpes, puis à Amiens, puis à

(1) Arch. admin. Guerre. Dossier Menou, certificat délivré à Menou par le maire et les officiers municipaux de Boussay, constatant qu'aucun des siens n'a émigré, 30 pluviôse an III.

(2) *Id.*, Copie de la lettre de Bodin, Bourbotte, Ruelle et Tallien à Menou.

(3) *Id.*, Copie du certificat donné au général de division Menou, le 15 septembre 1793.

(4) *Id.*, Copie de la lettre de Talot à Menou, du 26 septembre, an II de la République.

(5) *Id.*, Rapport sur le général Menou, 28^e jour du 1^{er} mois de l'an II.

Lyon, enfin nommé commandant de la 17^e division militaire — titre bientôt transformé, après le succès de Menou contre les insurgés de prairial, en celui de général en chef de l'armée de l'intérieur, — il dut, au 13 vendémiaire an IV, assurer la défense de la Convention contre les sections révoltées. Il montra de la faiblesse, « délibéra » au lieu de mitrailler l'ennemi (1), fut immédiatement destitué et remplacé par Barras et par Bonaparte. Barras le malmena le 30 vendémiaire à la Convention : « Le général en chef de l'intérieur... se présenta à la commission des cinq : il était suivi de plusieurs personnes de son état-major et, prenant le ton arrogant d'un officier de cour : « Je suis instruit, dit-il, qu'on arme tous les bandits. » — C'est ainsi que ces tyrans appellent les républicains. — « Je déclare que je ne veux ni sous mes ordres ni dans mon armée... un tas de scélérats et d'assassins organisés en bataillons de patriotes de 1789 (2). » Menou fut décrété d'accusation, mais Bonaparte prit en main sa cause et le tribunal l'acquitta « de la manière la plus honorable (3) ». Dès ce moment Menou vouait à Bonaparte une reconnaissance profonde et Bonaparte ne démentait plus sa protection à l'égard de Menou.

La mise en réforme du général suivit de près son acquittement. Du 6 brumaire an IV au 17 floréal an VI, il est à la recherche d'une situation. Un arrêté de thermidor an V qui le rendait à l'activité et lui confiait le commandement de la 13^e division fut rapporté le 26 fructidor (4). Menou s'était trop peu pressé de rejoindre son poste : la lenteur devait toujours le perdre. Il rejetait son retard sur le défaut d'argent, déclarant que « pour s'en procu-

(1) Discours de Poulthier à la Convention. 15 vendémiaire an IV, réimpression de l'*Ancien Moniteur*, t. XXVI, n° 15.

(2) *Id.*, n° 35.

(3) Arch. admin. Guerre, Notes des services de Menou, 22 floréal an V.

(4) *Id.*, Rapport au Directoire.

rer, il avait été obligé de vendre le peu qui lui restait de son héritage (1) ».

« La calomnie, disait-il, ne cessait de le poursuivre. » Ne blâmait-on pas son attitude pendant la journée du 18 fructidor ? Il n'avait paru qu'à onze heures du matin à l'état-major de la 17^e division. Il déclara qu'il n'avait appris l'événement qu'à 9 heures, et comme il demeurait auprès de la barrière Clichy, il n'était arrivé qu'à 10 heures et demie chez le général Augereau (2).

Ainsi, à chacune des « journées révolutionnaires », le ci-devant baron se voyait accusé, dénoncé, suspect. Et tandis que les armées françaises avaient lutté sur les frontières, toute son activité militaire s'était réduite à une campagne contre les paysans de Vendée. Fatigué et déçu, il sollicitait une place qui le mit « à l'abri (3) » : il pouvait, assurait-il, « servir utilement soit aux colonies, soit comme inspecteur des troupes de la République (4) ». Si même les Directeurs « le jugeaient convenable, il remplirait une mission diplomatique (5) ». Il connaissait la limite de ses forces : diplomate, inspecteur des troupes, gouverneur de colonie, il aspirait à ces fonctions pacifiques où son expérience de la vie et des caractères, son intelligence érudite, sa passion du travail se seraient exercées à l'aise... Les années de l'Assemblée constituante ont mûri ses talents : il est l'un de ces hommes de 1789, qui ont appris la science politique en gouvernant la France, et parmi lesquels Napoléon choisira un si grand nombre de ses administrateurs. Encore quelque temps, et il va pouvoir donner sa mesure.

(1) Arch. admin. Guerre, Lettre au directeur Rewbell, 15 vendémiaire an VI.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*, Mémoire pour J.-F. Menou, général de division (du début de l'an VI).

(5) Lettre à Rewbell.

§ III

Lorsque Bonaparte prépare en 1798 son expédition mystérieuse, Menou ne songe plus qu'à s'attacher à lui : son esprit d'aventures s'éveille en même temps que l'espoir d'une carrière plus brillante et moins troublée. L'amitié de Bonaparte lui vaut d'être joint, le 17 floréal an VI, aux troupes rassemblées sur la côte méditerranéenne (1).

Le voici parmi les vétérans des guerres du Rhin et d'Italie. Officier de l'ancien régime, constituant de 1789, mêlé aux luttes civiles de la Révolution bien plutôt qu'à ses triomphes contre l'étranger, philosophe « idéologue », il ne connaît guère les soldats ni leurs chefs, il ignore leur tempérament, il demeure mal instruit de leurs traditions. L'armée se défie de ce général de quarante-huit ans qui compte moins de campagnes que les plus jeunes des divisionnaires. Elle est incapable de goûter la finesse de son esprit, le charme de sa conversation et sa bonne grâce de gentilhomme (2) : pour la plupart, ce ne sont là que façons de « vieux courtisan ». Le malheur veut aussi que Menou n'ait pas l'allure militaire : il est gros et chauve, on le prendrait pour un financier (3).

Pis encore, il prête au ridicule : sa face joyeuse et large est celle d'un bon vivant de Touraine et l'on conte les exploits galants du personnage. Il s'est endetté et, quoi qu'il en dise (4), ce n'est pas seulement au service de la République. Il a vécu à Paris avec une comédienne, la Beaujon, qu'il formait aux belles manières et rêvait d'épouser (5). « La citoyenne Menou » fait le

(1) Arch. admin. Guerre, Dossier Menou, lettre du ministre à Menou.

(2) MARMONT, *Mémoires*, I, p. 409-412.

(4) REICHARDT, *Un hiver sous le Consulat (1802-1803)*, p. 123, cité par MARMOTTAN, *Menou en Toscane, Sabretache*, 1903, t. XI, p. 184-188.

(4) Dans la lettre citée à Rewbell.

(5) MARMOTTAN, *loc. cit.*, p. 79-91.

voyage de Paris à Lyon pour dire adieu à son général (1).

Menou aurait dû forcer l'estime par son intelligence et par sa bravoure. Mais les extravagances de sa conduite, les bizarreries de son caractère, les indécisions de sa volonté le laissèrent sans prestige et sans autorité sur ses compagnons d'armes.

Il débarqua le premier sur la côte d'Égypte ; à la tête de ses troupes, il donna l'assaut à Alexandrie et planta sur une tour le drapeau tricolore. Le début était admirable mais une blessure assez grave obligea Menou à s'en tenir là. Il remit à Vial le commandement de sa division et Bonaparte le nomma gouverneur de Rosette.

Cette ville était calme, fort heureusement pour Menou, qui n'avait en hommes et en munitions que de très faibles ressources (2). Le gouverneur se signala par de nombreux conflits avec les administrations auxquelles il reprochait une conduite « entièrement contraire au bon ordre et à l'intérêt du peuple et de l'armée (3) ». Sa probité (4) connue surveillait de trop près les malversations.

Dès les premiers jours, il s'était montré enthousiaste de l'Égypte. L'expédition, disait-il, « pouvait avoir les résultats les plus heureux et les plus grands (5) ». Si le Directoire n'avait repris les projets de Choiseul que pour éloigner Bonaparte, si l'armée, étrangère aux conceptions des diplomates autant qu'aux intrigues des politiciens, s'était vite persuadée de l'inutilité de ses efforts, Menou, sur la foi de Talleyrand, avait cru « aux avantages à retirer des colonies nouvelles ». Le 27 messidor an VI il adressait au général en chef un rapport économique sur le territoire de Rosette (6). Le 17 fructidor, il détail-

(1) THURMAN, p. 3.

(2) LA JONQUIÈRE, II, p. 451.

(3) *Id.*, III, p. 117, Lettre à Berthier.

(4) REYNIER, I, chap. VII.

(5) Lettre à Berthier, *citée*.

(6) LA JONQUIÈRE, II, p. 238.

lait à Bonaparte les ressources de l'Égypte et préconisait des relations commerciales avec la côte d'Afrique et avec l'intérieur du continent (1). Il se déclarait prêt « à suivre Bonaparte au bout du monde » et ne laissait « passer un instant... sans réfléchir aux établissements de tout genre » qu'on pourrait créer (2). Comme on ne pouvait fonder de puissance durable sans l'amitié des Égyptiens, Menou s'efforçait de gagner ses administrés « par douceur et par persuasion » : il était satisfait de les voir s'accoutumer à la domination française (3).

Les principes et les actes du gouverneur de Rosette servent la politique du général en chef. Bonaparte est reconnaissant à Menou de se déclarer en faveur de l'Égypte, alors que de toute part lui parviennent des demandes de rapatriement. S'il veut se concilier les grands cheiks et les convaincre de son respect pour l'Islam, il apprend avec plaisir que Menou fréquente les mosquées, il le félicite « des honneurs rendus à *leur* prophète » : « J'ai reçu vos lettres, lui écrit-il, que je lis avec d'autant plus d'intérêt que j'apprécie davantage vos vues et votre manière de voir (4). » Le 29 vendémiaire an VII il lui confie les provinces de Bahireh et d'Alexandrie : « Cela contrariera le projet que Menou a de revenir au Caire ; mais le bien de l'armée à laquelle il a déjà rendu des services si essentiels exige encore pour quelque temps sa présence dans le nord (5). »

Menou ne cessa pas de résider à Rosette, à demi Égyptien déjà de mœurs et d'allure. L'attrait des plaisirs

(1) LA JONQUIÈRE, III, p. 108-109.

(2) *Id.*, II, p. 516, Lettre de Menou à Bonaparte du 6 fructidor an VI (23 août 1898).

(3) *Id.*, III, p. 109, Lettre de Menou à Bonaparte du 21 fructidor (7 septembre).

(4) Correspondance de Napoléon I^{er}, 9 fructidor an VI (26 août 1798), n° 3115.

(5) *Id.*, n° 3506.

d'Orient (1) avait accru son enthousiasme pour la colonie nouvelle. Ses passions s'allièrent à son système politique pour le déterminer à un éclat.

Au moment où se décidait l'expédition de Syrie, Bonaparte donnait à Menou l'ordre de venir prendre le commandement du Caire (2). Il témoignait ainsi de sa haute estime pour l'expérience et pour les aptitudes du général. Celui-ci répondit que les Anglais tentaient de bombarder Alexandrie et que, par conséquent, il ne pouvait, à cette heure, s'éloigner de la côte (3). Le motif était plausible et Menou fut libre de retarder son départ. Mais l'alerte passée, il ne sembla pas décidé à quitter sa province ; Marmont, son successeur désigné, le somma de lui remettre le commandement (4). Menou ne souleva aucune difficulté, se déclara prêt à remonter le Nil jusqu'à la capitale. Il ne partit jamais.

L'armée apprit bientôt que le général Menou, transformé en Abdallah pacha, s'était solennellement converti à l'islamisme et qu'il avait épousé la fille d'un maître de bains de Rosette. En présence des muftis, Abdallah « avait prononcé nettement et de sa propre bouche, et dans l'ordre consacré, la formule de la foi musulmane qui est : « Je confesse qu'il n'y a d'autre Dieu qu'Allah et que Mohammed est son prophète, sachant ce que cette formule veut dire et convaincu et pénétré de l'esprit de cette profession de foi, abandonnant la religion chrétienne et toute autre fausse religion (5). »

(1) Cf. dans le *Voyage en Haute et en Basse-Égypte*, de DENON. Voyage de Denon et de Menou aux environs de Rosette.

(2) Correspondance de Napoléon I^{er}, 1^{er} pluviôse an VII (20 janvier 1799), n° 3882.

(3) LA JONQUIÈRE, IV, p. 107-108.

(4) MARMONT, *Mémoires*, II, p. 4-6.

(5) Il est assez piquant de rapprocher de cette profession de foi musulmane les paroles prononcées huit ans auparavant par le baron de Menou à la tribune de la Constituante : « Je commence par faire hautement ma profession de foi : je respecte profondément la religion catholique, apostolique et romaine que je crois la seule véritable et lui suis soumis de

Les muftis avaient pris acte de cette déclaration et autorisé le mariage de la musulmane et du nouveau croyant. « Le susdit Abdallah pacha épousait la femme Zobeïdah, laquelle était fille de Mohammed Ali Bawab et femme divorcée de Salim Agha Ni'imat Allah. » L'épouse recevait « un douaire de deux mille riâles de monnaie courante et de cent dinars d'or » (25 du mois de Ramadan de l'an de l'hégire 1213) (1). « Ma femme, écrivait plus tard Menou à Bonaparte, est du sang de Mahomet, du côté de père et de mère : c'est ce qu'on appelle chérif (2). »

Ce mariage était bien dans le plan d'une politique coloniale. Il semblait préluder à la grande « islamisation » de l'armée française dont Bonaparte avait flatté les cheïks et les ulémas. Mais l'alliance était difficile avec les musulmans et Menou et les Français qui imitèrent son exemple ne furent au regard des Égyptiens que des simulateurs dont l'indifférence religieuse s'accommodait de toutes les professions de foi (3).

L'amour pouvait aussi expliquer cette conduite ou, à défaut de l'amour, le désir de jouir sans contrainte, selon la loi de Mahomet. A ce prix, l'« infidèle » avait peu de peine à se transformer en croyant : on a remarqué qu'un penchant naturel entraîne les Européens habi-

cœur et d'esprit. » (13 avril 1792, Archives parlementaires, t. XII, p. 714.)

Le cachet arabe de Menou (en l'an IX) porte cette phrase : « Mon Dieu, c'est toi qui as pitié de moi ; tu es mon espérance ; tu me pardonneras mes péchés ; tu ne me puniras pas pour mes crimes et tu me corrigeras de mes défauts. Abdallah Jacques Menou, le général de la République française en Orient. » (Sur une lettre de sauvegarde accordée à un pèlerin tunisien, le 4 ventôse an IX. Texte et traduction aux Archives historiques de la Guerre, Correspondance de l'armée d'Orient.)

(1) Acte de mariage du général Menou, conservé à la Makkamah de Rosette, publié par Ali-Effendi Baghat, de l'Institut égyptien, dans le *Bulletin de l'Institut égyptien*, année 1898, 3^e série, n^o 9.

(2) 1^{er} messidor an IX. ROUSSEAU, II, n^o 54.

(3) Cf. ABDURRAHMAN GABARTI, *Journal* : « Menou avait feint de se faire musulman. »

tant en pays d'Islam à se convertir au mahométisme dont la simplicité dogmatique les frappe autant que la morale facile les en séduit. Menou, plus qu'aucun autre, était prédisposé à pareille conversion (1).

S'il faut en croire Napoléon, il fut bon musulman, accomplissant les rites avec exactitude. Il écrit lui-même qu'en « vrai sectateur de l'islamisme il a deux Corans et trois ou quatre petits livres de prières (2) » et proteste auprès d'Houssein, capitán-pacha, qu'il a embrassé le mahométisme après mûre réflexion « comme la religion qui lui a paru la plus simple et la plus majestueuse (3) ».

Il épousa Sitti Zobeïdah sans trop la connaître, après avoir, dit-on, demandé la main d'une des filles d'Al-Garim, « chef d'une famille noble et très considérée à Rosette jusqu'à nos jours ». Al-Garim, pour éviter cet excès d'honneur, aurait prévenu la demande en se hâtant de marier ses deux enfants (4). Les mauvaises langues de l'armée assuraient que le général s'était contenté de la première musulmane qu'on lui avait désignée, « mal considérée, pauvre et nullement jolie (5) ». Menou la jugeait autrement : « Ma femme, écrit-il à Marmont, est grande, forte et en tout assez bien. Elle a de très beaux yeux, le teint du pays, les cheveux longs et extrêmement noirs ; elle est bonne et je lui trouve beaucoup moins de répugnance que je ne le croyais pour les usages français et surtout peu ou point de superstition. » Il ajoutait qu'« il ne suivrait pas la permission que donne Mahomet d'avoir quatre femmes sans compter les concubines (6) ». On ne pouvait l'en croire sur parole.

(1) Son âge lui évita la circoncision.

(2) Menou au général anglais Hutchinson, 26 fructidor an IX (13 septembre 1801), ROUSSEAU, II, n° 64.

(3) 19 fructidor an IX (1^{er} septembre 1801).

(4) Ali Effendi Baghat, *op. cit.*

(5) VERTRAY, p. 166.

(6) Lettre du 3 germinal an VII. LA JONQUIÈRE, V. p. 662-663.

Plus tard, il plaisantera agréablement son ménage oriental : « J'ai fait la folie de me marier, écrira-t-il à Dubois-Thainville ; je suis musulman presque autant que Mahomet. J'ai épousé une schériffe qui est une très bonne et excellente femme... Tous les turbans verts sont mes cousins (1). » Et il ajoute, dans une lettre à Latouche-Tréville : « Ma vie est un véritable roman (2). »

Le 17 frimaire an IX (8 décembre 1800) il lui naîtra un fils (3) qui recevra les noms de Jacques-Soleiman-Mourad. L'acte de naissance sera dressé « dans la maison de Madame de Menou » et une copie de cet acte déposée à la Makkamah de Rosette. « L'enfant est très joli, mandera au père le général Zayonschek : sa physionomie m'a paru absolument la vôtre (4). »

Sa lune de miel empêcha Menou d'aller prendre le commandement du Caire et, aussi, d'assumer le gouvernement de la Palestine, où Bonaparte l'appela en ventôse an VII. Lorsqu'en prairial le général en chef arriva à Katieh, sur la frontière, il y trouva son gouverneur qui lentement s'acheminait vers la Syrie. Il ne lui adressa point de reproches et l'envoya inspecter la place d'El Arisch (5). Puis, pour mieux connaître l'Égypte, Menou s'en fut en thermidor voyager aux lacs Natron (6). A l'heure où les Turcs débarquèrent à Aboukir, il avait réintégré Rosette et commandait la ville. Après la bataille, Bonaparte lui confia le siège du fort : secondé par les officiers du génie, Menou eut l'honneur de terminer la campagne (7). Ce fut, jusqu'en 1801, son seul fait d'armes.

(1) A Dubois-Thainville, commissaire aux relations commerciales près le gouvernement d'Alger, 6 brumaire an IX (28 octobre 1800).

(2) 7 frimaire an IX (28 novembre 1800).

(3) Lettre de Zayonschek, commandant à Rosette, à Menou, 17 frimaire.

(4) *Id.*, 14 nivôse an IX (4 janvier 1801).

(5) LA JONQUIÈRE, IV, p. 606.

(6) *Id.*, V, p. 351.

(7) *Id.*, p. 433.

Nous avons vu comment Bonaparte lui remit, en quittant l'Égypte, ses dernières instructions. Il le laissait, parmi les républicains du Rhin, ses ennemis personnels, comme son témoin et comme son mandataire. Menou revendiqua toujours l'honneur de lui rester fidèle : « Je fais profession, écrivait-il à Poussielgue, d'estimer et de vénérer le général Bonaparte. C'est un sentiment bien réfléchi chez moi et qui ne peut être que le résultat de la conviction. Ceux qui ne voient et ne jugent que par les apparences pourraient croire que j'aurais eu à me plaindre autrefois de ce général (1) : je déclare hautement que je n'ai jamais eu qu'à m'en louer. Mais n'eussé-je pas ce motif personnel, il en est un bien autrement puissant pour moi : c'est que Bonaparte est un homme utile à mon pays (2). » A la date du 25 fructidor an VII (11 septembre 1799), il n'y avait rien à gagner en Égypte à se dire l'ami de Bonaparte. En s'opposant à la politique de Kléber, Menou crut défendre la gloire de son premier général en chef en même temps que sauvegarder les intérêts de la France.

(1) Au 13 vendémiaire.

(2) Lettre du 25 fructidor an VII.

CHAPITRE III

LA CONVENTION D'EL ARISCH

En reprenant les négociations que Bonaparte, par une lettre du 30 thermidor an VII (17 août 1799), avait commencées avec le grand vizir, Kléber laissa immédiatement entrevoir son arrière-pensée : il prétendit en vain jouer au plus habile avec ses ennemis ; chacun de ses discours, chacune de ses lettres trahirent son secret : nul ne douta qu'il ne consentit à l'évacuation pure et simple de l'Égypte.

§ 1^{er}

Avant d'avoir reçu de Youseff-Pacha une réponse aux propositions de Bonaparte, le général en chef de l'armée d'Orient renouvela, de son propre mouvement, la démarche de son prédécesseur : « Il ne s'agit, dit-il, que de l'Égypte et l'Égypte est toujours à vous ; elle y est plus que jamais, puisque les Mameloucs n'y règnent et n'y régneront plus (1). »

De quelle manière entendait-il restituer à la Porte le pays conquis ? « Le Grand Seigneur, écrivait-il au Directoire, y établirait un pacha ; on lui abandonnerait le miry (2) ;... les Français demeureraient dans le pays, occuperaient les places et les forts, percevraient tous les autres

(1) REYBAUD, VI, p. 344-349. Lettre datée du 5 complémentaire an VII dans le Registre secret de Kléber.

(2) Impôt foncier établi au seizième siècle par le sultan Sélim.

droits avec ceux des douanes jusqu'à ce que le gouvernement français ait conclu la paix avec l'Angleterre (1). » Mais il s'empressait d'ajouter qu'il croyait ces conditions inacceptables pour la Turquie. Il en fut si bien persuadé que les parlementaires ottomans n'eurent pas longtemps à protester contre de semblables exigences.

Le 20 vendémiaire (12 octobre), l'effendi Mahmed-Ruschdy arriva de Syrie au Caire, apportant la réponse du vizir à Bonaparte : c'était un dédaigneux pardon accordé à l'envahisseur de l'Égypte : la loi de Mahomet permettait qu'on lui fit grâce de la vie et qu'on le rembarquât pour l'Europe avec ses troupes. Kléber déclara qu'il ne répliquerait pas à cette lettre insultante. Cependant il conféra avec l'Effendi : le principal ennemi, lui dit-il, est la Russie. Il faut lui cacher les négociations. Les Français n'évacueront pas l'Égypte immédiatement parce qu'en ce cas la Turquie ne serait pas garantie contre les Russes (2).

Il soutint sans conviction des prétentions qu'il estimait à part lui injustifiables. Dès que le grand vizir eut affirmé qu'il ne traiterait que de l'évacuation pure et simple (3), dès que Sydney Smith, intervenant au nom de l'Angleterre, eut proposé le transport de l'armée en France avec armes et bagages (4), Kléber s'apprêta à céder : tout en vantant au commodore la force de son armée, tout en proclamant que « l'Égypte n'était pas un exil », tout en constatant que la perte de l'Italie par la France « n'avait rien de commun avec la position des Français en Orient », il se dit prêt « à quitter l'Égypte avec autant de plaisir que d'empressement si cette éva-

(1) Lettre au Directoire du 16 vendémiaire an VIII (8 octobre 1799).
Registre secret.

(2) Conférence entre l'effendi Mahmed et Kleber (12 octobre). *Id.*

(3) Lettre reçue au Caire le 1^{er} brumaire (23 octobre). *Id.*

(4) Sydney Smith à Kléber, 4 brumaire (26 octobre).

cuation pouvait devenir le prix de la paix générale (1) ».

Le 10 brumaire, le général Verdier repoussa 3 000 Turcs débarqués près de Damiette : cette victoire, qui suivait l'heureuse défense de Kosséir contre les Anglais (2), ne changea pas les dispositions de Kléber. En vain Desaix lui adressait-il les conseils les plus sages : « Sydney Smith, lui écrivait-il, n'a qu'un but, qu'un désir, qu'une volonté, c'est de négocier avec nous pour nous prouver qu'il faut que nous nous en allions bien vite. La gloire qui lui en reviendrait dans son pays, chez les Russes et chez les Turcs lui fait tourner la tête. Il paraît qu'il a peur de la lui voir échapper car il a l'air inquiet... Je crois qu'encore quelques revers, les bonnes gens s'accommoderont. Battez le vizir et ils seront alors tout ce que vous voudrez... Smith tremblait de n'avoir pas de vos nouvelles : il frappait du pied, il s'écriait : « Le général « Kléber devrait me répondre, ce que je lui ai dit est « honnête, je le croyais plus raisonnable que le général « Bonaparte. » Ainsi, d'après tout cela, vous voyez, mon général, qu'il veut bien négocier ; mais tout ce qu'il veut, c'est de vous faire partir d'ici le plus tôt possible ; quand un ennemi demande quelque chose, c'est, je pense, que cela lui fait bien du mal et qu'il ne faut pas le lui accorder (3). »

Qu'importait à Kléber ? Il désirait, presque aussi vivement que Smith, l'évacuation de l'Égypte par les troupes françaises. Il ne craignait pas de convenir avec le grand vizir de l'inutilité de l'expédition d'Orient. Il faisait allusion, dans une lettre du 19 brumaire, aux « opinions manifestées sur cette campagne ». « J'ai offert d'évacuer l'Égypte, disait-il ; je ne crois pas que la guerre que nous nous faisons puisse avoir un autre objet ; cette évacuation

(1) Kléber à Sydney Smith, 8 brumaire (30 octobre). ROUSSEAU, I, n° 95.

(2) PAJOL, p. 354-355.

(3) Lettre du 18 brumaire (9 novembre).

doit donc être le prix de la paix. » Il laissait espérer à Youssef qu'il se relâcherait de ses dernières prétentions : « Quand même il ne s'agirait que de l'évacuation pure et simple de l'Égypte, il est indispensable de s'entendre et j'insiste d'autant plus que je donnerai à mes délégués des instructions telles qu'ils ne se sépareront pas des vôtres sans avoir terminé à la satisfaction de la Sublime Porte et à celle de votre Excellence (1). »

Après avoir engagé aussi maladroitement les négociations, Kléber pouvait écrire au Directoire (2) qu'« elles ne prenaient nullement la tournure qu'il désirait en obtenir. Gagner du temps », afin de connaître les ordres du gouvernement français, « était désormais tout le résultat qu'il osait s'en promettre ». Il avouait que « ses armes avaient eu plus de succès que sa correspondance », mais la victoire de Damiette lui coûtait cent vingt-deux hommes tués ou hors de combat, et il ne voulait « se réjouir de la défaite d'un ennemi qui, dans la bonne politique, devait être notre allié ». Sa situation, à l'entendre, empirait chaque jour ; les hôpitaux lui enlevaient près de 300 hommes par mois », la peste envahissait Alexandrie. (A la vérité, Lanusse lui écrivit le 30 brumaire qu'il y avait bien dans la ville quelques accidents de peste, mais « sans caractère malin ».)

Toutes les circonstances, concluait le général en chef, concourent à « me précipiter vers le terme fatal que le général Bonaparte avait prévu mais qu'il a voulu éviter. Si d'ici à deux mois je ne reçois point de nouvelles, ne comptez plus sur l'Égypte à moins d'un de ces événements extraordinaires que la sagesse ne doit pas admettre dans ses calculs ».

Les Ottomans analysaient finement la psychologie de

(1) Lettre du 19 brumaire (10 novembre).

(2) Lettre du 25 brumaire (26 novembre) : le Directoire était défunt depuis une semaine.

leur adversaire : Kléber, à leur gré, « disait et niait tout à la fois qu'il voulût évacuer l'Égypte ; il affirmait que l'occupation était l'œuvre d'intrigants et craignait en même temps qu'on le blâmât en France d'abandonner ce pays (1) ». Ils comprenaient qu'en dépit de leurs défaites ils restaient les maîtres de la situation.

Les hommes, plus encore que les circonstances, « précipitaient » Kléber « vers le terme fatal ». L'attente du retour en France surexcitait l'armée et cette impatience allait éclater en révolte. Le 2 frimaire an VIII (23 novembre 1799) Verdier informait le général en chef qu'au moment de s'embarquer pour Katiéh, la deuxième demi-brigade légère s'était mutinée et avait refusé de partir avant de recevoir sa solde. Les meneurs, qui appartenaient au 3^e et au 20^e dragons, avaient conseillé « de capituler avec l'ennemi pour aller en France,... se déchaînant contre les officiers généraux qui se retiraient les uns après les autres avec les trésors de l'Égypte ». Les mutins avaient reçu des lettres du Caire. Verdier fut obligé de leur remettre la solde de deux mois et de leur promettre l'impunité : à ces conditions, ils consentirent à rejoindre leur poste (2). Chemin faisant, ils répétèrent à l'adjudant-général Devaux que la cause réelle de leur soulèvement était beaucoup moins le manque d'argent que le désir de retourner en France « où le général Bonaparte les attendait (3) ». Le 9 frimaire, Kléber supprima la demi-brigade ; le 18, à la prière des officiers de ce corps, qui étaient demeurés étrangers à la révolte, il la rétablissait (4).

(1) Le Reis-Effendi, ministre des Affaires étrangères de la Sublime Porte, à Mustapha-Pacha, prisonnier de guerre des Français (depuis la bataille d'Aboukir), 22 novembre 1799. Original turc et deux traductions aux Archives historiques de la Guerre.

(2) Verdier à Kléber, 4 frimaire (25 novembre).

(3) Devaux à Kléber, 5 frimaire.

(4) ROUSSEAU, I, n^{os} 124 et 127.

Cet esprit de défiance et d'indiscipline agitaient toute l'armée. Les soldats « tenaient beaucoup de propos (1) », commentant toujours la fuite de Bonaparte et les négociations de Kléber. Le 26 frimaire, une partie de la garnison d'Alexandrie s'insurgeait à son tour. Un bâtiment marchand, l'*Amérique*, allait faire voile pour la France ; les soldats prétendirent l'en empêcher : « Il est plein de voleurs, s'écrièrent-ils, qui ont pris la place des blessés et qui emportent avec eux l'argent des troupes ! » Ils recommencèrent à se plaindre du départ de Bonaparte ; quelques-uns même assurèrent que Kléber, « déguisé en Turc », se cachait sur l'*Amérique* (2). Lanusse eut beaucoup de peine à calmer les mutins.

Selon l'expression de Nakoula, « le général en chef vit clairement que les cœurs des Français n'étaient plus animés des mêmes sentiments (3) ». Ces insurrections le découragèrent ; elles lui furent un nouveau motif de hâter le départ d'Égypte (4).

En même temps, ses conseillers les plus écoutés le pressaient d'en finir. « Je suis toujours du même avis, lui disait Dugua ; la seule chose qui m'en ferait changer serait l'arrivée officielle d'un courrier du gouvernement qui annoncerait qu'il pense à nous ; mais un pays ouvert où la mer Rouge et la Méditerranée, les déserts de l'Afrique et de l'Asie peuvent vomir des hordes de barbares au

(1) Destaing à Reynier, 4 frimaire.

(2) PAJOL, p. 424-425 ; Lanusse à Kléber, 26 frimaire (17 décembre). L'*Amérique* fut prise par l'ennemi, la *Marie-Anne* qui portait Barras et les lettres de Kléber le fut également ; seul des trois navires envoyés par Kléber en France avant la capitulation d'El Arisch, le *Saint-Jean-Baptiste* parvint à destination. (Arch. Marine. BB⁴ 148 : lettre de l'ordonnateur Le Roy au ministre, 4 germinal an VIII (25 mars 1800).

(3) NAKOULA, p. 165.

(4) Le 29 nivôse (19 janvier), il écrira à Desaix et à Poussielgue, ses plénipotentiaires : « Considérez que depuis votre départ d'Égypte une nouvelle insurrection de troupes a eu lieu à Alexandrie, qu'on a tiré le canon, que l'on a parlé hautement de se rendre aux Anglais. » (ROUSSEAU, I, n° 195.)

moment où vous vous y attendez le moins, où l'on craint un soulèvement général d'un moment à l'autre, où nous avons autant d'ennemis que d'individus et d'autant plus dangereux que le fanatisme les inspire, où la dysenterie nous tue tous les jours du monde en attendant la peste, est un pays détestable et qui, tant que nous ne serons pas les maîtres de la mer, ne pourra jamais nous être utile. Il faut se résoudre à s'y enterrer ou à le quitter (1). »

Tallien était le plus résolu partisan de l'évacuation. Le 30 frimaire (21 décembre), il envoyait à Barras, qu'il croyait encore directeur, un récit tendancieux des événements : La conquête, selon lui, n'avait été qu'un jeu ; mais bientôt Bonaparte, vaincu en Syrie et détrompé sur les ressources de l'Égypte, avait jugé l'œuvre inférieure à ses ambitions ; au moment où tout périssait, il avait disparu. Il était impossible de se maintenir en Orient ; l'armée se soulevait, redoutant que les généraux ne suivissent l'exemple de Bonaparte (2).

Kléber méprisait profondément Tallien : Lorsque en thermidor an VI, l'avis *le Vif* avait débarqué en Égypte l'ex-conventionnel, le commandant d'Alexandrie avait exprimé la crainte « que l'Égypte, regardée comme un second lieu de déportations, ne devint l'exil de tous ceux dont le gouvernement avait ombrage et le réceptacle de tous ceux qui avaient besoin de faire oublier leur conduite passée (3) ». Un peu plus tard, il écrivait ironiquement à Menou : « Il faut espérer que les mœurs s'amélioreront bientôt car on m'assure que Tallien occupe la chaire de morale à l'Institut du Caire (4) .»

Une commune haine rapprocha les deux hommes. Alors que les négociations avec l'ennemi s'engageaient, Tallien,

(1) Dugua à Damas, 3 nivôse (24 décembre).

(2) Registre secret de Kléber.

(3) Extrait du journal tenu à l'état-major de Kléber, 7 thermidor an VI, LA JONQUIÈRE, II, p. 232.

(4) LA JONQUIÈRE, III, p. 105.

persuadé que l'évacuation était déjà chose faite, conseilla au général de retarder le départ des savants pour hâter celui des blessés. « J'ai réfléchi à notre conversation d'hier soir, lui écrivit-il le 10 nivôse (31 décembre) ; nul doute que l'arrivée de ces blessés ne produise un grand effet surtout s'il a lieu à Toulon où les têtes ardentes des habitants sont susceptibles de prendre toutes les impressions ; l'entrée de ces tristes débris fera blâmer l'auteur de l'expédition et bénir celui qui aura mis un terme à tant de calamités (1). » Tallien se chargeait de les accompagner en France ; il « parlerait aux membres du gouvernement » et souhaitait que ce service l'unît à Kléber « par les sentiments d'une amitié durable (2) ». Le 14 nivôse, il fut nommé « commissaire civil auprès des blessés ».

En attendant la restitution de l'Égypte à la Porte ottomane, le général en chef ne prit, pour l'administration du pays, que des mesures toutes provisoires. Il confia entièrement aux Cophtes le soin de lever les impôts, quitte à leur abandonner une prime importante (3). Ces usuriers réalisèrent de gros bénéfices au détriment du pays et de l'armée ; escortés de troupes françaises, accompagnés d'une suite nombreuse de secrétaires et de domestiques, ils se répandirent sur l'Égypte, la mirent en coupe réglée et avivèrent ainsi les haines des musulmans contre leurs dominateurs (4). « Je suis convenu, écrit Kléber à l'administrateur Chanaleilles, d'un arrangement un peu cher avec les Cophtes... Mais sans cesse dans la perplexité sur les recettes, je n'ai jamais pu régler sagement mes dépenses et par le moyen que je viens de prendre j'aurai au moins quelque sécurité d'ici à quatre mois (5). » Il lui suffisait de vivre au jour le jour.

(1) Cité par ROUSSEAU, introduction, p. xxviii-xxix.

(2) Original de cette lettre, Arch. hist. Guerre.

(3) Arrêté du 30 frimaire an VII, ROUSSEAU, I, n° 144.

(4) ABDURRAHMAN GABARTI, p. 163-164.

(5) 7 nivôse an VII (28 décembre 1799), ROUSSEAU, I, n° 155.

Parfois il essayait d'échapper à l'influence de son entourage, il oubliait sa rancune contre Bonaparte. Jaloux de conserver sa réputation militaire, il se flattait de tout achever par une victoire : « Vous apprendrez, mande-t-il à Friant, de grandes nouvelles d'ici à quinze jours. J'ai le pressentiment que nous mettrons le grand vizir et son armée en pleine déroute (1). » Cette fièvre de combats le tourmentera encore au lendemain d'El Arisch...

§ II

Le 7 frimaire (28 novembre), le grand vizir avait accepté de négocier et chargé le commodore Sydney Smith de défendre les intérêts de la Turquie. « Cette mesure, assurait Kléber au Directoire, me mettra à même de tenir la main haute et de proposer des conditions plus difficiles... Je n'ai plus rien à craindre sur les côtes d'ici au printemps prochain et l'armée du vizir, campée dans les plaines humides de Jaffa et de Gaza, achèvera de se décourager par la misère et les maladies (2). » Il semblait enfin que l'armée d'Orient eût confiance en l'avenir et qu'elle fût résolue à ne pas céder sur-le-champ sa conquête (3).

Le général en chef choisit Desaix et Poussielgue pour ses plénipotentiaires et leur donna ses instructions ; en retour de l'évacuation de l'Égypte par l'armée d'Orient, la triple alliance de la Turquie, de l'Angleterre et de la Russie devait être dissoute, Zante, Corfou et Céphalonie restituées à la France, la possession de Malte garantie à la République par l'Angleterre, les hostilités closes

(1) 4 nivôse (25 décembre).

(2) 12 frimaire (3 décembre).

(3) Il est vrai qu'après avoir déclaré que l'armée turque allait se dissoudre d'elle-même, Kléber affirmait qu'« il était hors d'état d'ouvrir la campagne prochaine, surtout s'il était obligé d'accepter la bataille sur la frontière de Syrie ».

entre la France et la Turquie. « Si cependant, ajoutait Kléber, notre situation en Europe était telle que nos frontières fussent déjà envahies et nos places principales prises ou attaquées..., comme alors les plénipotentiaires adverses n'acquiesceront pas aux conditions ci-dessus et qu'ils insisteront au contraire sur l'évacuation pure et simple de l'Égypte, les plénipotentiaires déclareront dans ce cas que jamais le général français ne consentira à une semblable évacuation que sur les ordres par écrit de son gouvernement. Ils demanderont un sauf-conduit pour expédier un courrier extraordinaire au Directoire exécutif et une suspension d'hostilités jusqu'à son retour qui sera fixé à quatre mois (1). »

Les prétentions de Kléber étaient trop exorbitantes pour être sincères. Même en s'arrogeant de pleins pouvoirs diplomatiques, il ne devait rien stipuler à l'égard des îles Ioniennes, occupées par la Russie, qui demeurerait étrangère aux pourparlers. S'il n'avait pas le droit d'engager des négociations de paix, il ne pouvait obtenir ni la dissolution de la triple alliance, ni la levée du blocus de Malte, ni même la neutralité de la Porte. Et s'il traitait au nom de son armée, l'unique condition à laquelle les ennemis pussent souscrire était le rapatriement des troupes françaises avec armes et bagages, l'« évacuation pure et simple » du pays conquis. Kléber semblait reculer devant cette conséquence logique ; il affirmait bien haut qu'un ordre du gouvernement l'obligerait seul à restituer l'Égypte sans compensations. Pour tromper les ennemis sur ses intentions réelles, il eût fallu montrer une attitude plus ferme et une volonté plus persévérante.

Le 2 nivôse (23 décembre), Desaix et Poussielgue montèrent à bord du vaisseau anglais *le Tigre*. Sydney Smith parut écouter favorablement leurs discours. Le 8, les

(1) 16 frimaire (7 décembre). Registre secret de Kléber.

plénipotentiaires lui remirent une note officielle : « L'évacuation de l'Égypte effectuée aujourd'hui... satisfait pleinement aux intérêts de l'Empire ottoman ; elle procure en même temps un très grand avantage à l'Angleterre qu'elle délivre de toute inquiétude sur les Indes. » L'armée d'Orient se croyait donc en droit d'exiger la restitution des possessions françaises dont la Turquie pouvait s'être emparée pendant la guerre, le rétablissement des relations entre le sultan et la République sur le même pied qu'avant l'invasion de l'Égypte, une nouvelle garantie du territoire ottoman souscrite par l'Angleterre. Avant de discuter ces propositions, il fut convenu que Smith irait à Gaza convaincre Youssef de la nécessité d'un armistice.

Cependant Kléber s'inquiétait. Certain que les ennemis n'accepteraient pas ses premières demandes, il avait formellement recommandé aux plénipotentiaires de ne pas rompre les négociations sans l'avoir prévenu. Le 13 nivôse (3 janvier 1800), il se décida à intervenir ; il écrivit à Desaix et à Poussielgue qu'il avait reçu d'Europe les plus fâcheuses nouvelles : « L'Italie perdue, l'armée navale sortie de la Méditerranée et bloquée dans le port de Brest, les Anglais et les Russes dans la Hollande ; Müller battu sur le Rhin ; les frontières de l'Alsace livrées à la défense de ses habitants, la Vendée ressuscitée de ses cendres et Mayence en feu ; enfin le Corps législatif proposant de déclarer la patrie en danger et rejetant cette proposition non pas parce que le danger n'existe pas réellement, mais parce que le décret qui pourrait le constater n'y apporterait aucun remède. » Il fallait à tout prix sortir d'un pays qu'on ne pouvait conserver, « dont on ne paraissait même pas s'occuper en France sinon pour improuver sa conquête. » Le temps passé en Orient « était perdu pour la patrie : hâtons-nous, terminait le général en chef, de lui porter un secours qu'elle est hors d'état de nous

faire parvenir ». En conséquence, il ne réclamait plus que la neutralité de la Porte et la libre évacuation de l'Égypte.

L'élan patriotique de Kléber était tout naturel, tout spontané mais tout irréfléchi. Le brusque recul des Français devait éveiller l'attention des Anglo-Turcs ; si, les négociations à peine ouvertes, le général en chef cédait — de son plein gré — sur presque tous les points, à quelles capitulations ne le contraindrait-on pas ? L'impatience de Kléber aggrava bientôt cette faute.

Le 9 nivôse (30 décembre), avant la signature de l'armistice, les Turcs s'étaient emparés du fort d'El Arisch qui défendait l'entrée du désert. Une partie de la garnison, révoltée contre le commandant Casal, avait introduit l'ennemi dans la place. Le 15, Kléber prévint Desaix et Poussielgue de ce malheureux événement ; il pensait inutile d'insister sur la restitution du fort ; la conduite des soldats justifiait trop ses prévisions pessimistes pour qu'il ne pressât pas la conclusion des pourparlers. Deux jours après, sans avertir ses plénipotentiaires, le général en chef mandait directement à Youssef-Pacha qu'il acceptait l'évacuation de l'Égypte à la seule condition que la Porte se retirerait de la triple alliance. Copie de cette lettre était envoyée à Desaix et à Poussielgue ; Kléber leur annonçait qu'il « avait voulu d'un coup trancher les difficultés ».

Dès lors, il crut sa tâche accomplie ; le 19 nivôse, il écrivit au Directoire : « Au moment où je vous adresse cette lettre, l'expédition de l'Égypte touche à sa catastrophe. Le mot d'évacuation est prononcé et son exécution ne tient plus qu'à la discussion de quelques détails. J'avais envoyé par mer le général Desaix et le citoyen Poussielgue en qualité de négociateurs auprès du grand vizir et de sir Sydney Smith... Un coup de vent, au lieu de les approcher de Gaza, les a obligés de s'en éloigner.

Pendant ce temps le grand vizir s'est présenté avec son armée devant El Arisch et le septième jour... cette place a été enlevée ; circonstance qui m'a forcé de traiter directement avec ce ministre. Ainsi tout semble annoncer que l'armée que je commande entrera dans un des ports de la République vers la fin de germinal. » Il n'était plus question de gagner du temps, de ne rien décider avant de connaître les ordres du gouvernement français. Kléber demandait seulement qu'on ne le condamnât point sans l'entendre, « cette justice lui suffisait ». S'il avait besoin de réclamer l'indulgence du Directoire, il rappellerait comment Bonaparte lui avait laissé le fardeau de l'armée d'Orient.

Tandis que Kléber terminait la campagne d'Égypte au gré de ses désirs et de ses ressentiments, ses plénipotentiaires suivaient à la lettre les instructions qu'il leur avait données : « Nous avons observé que s'il était impossible aux alliés de consentir à nos propositions, sur lesquelles il pouvait être nécessaire d'avoir des ordres des gouvernements respectifs, il était également impossible que vous consentissiez l'évacuation pure et simple... sans y être autorisé par le gouvernement français, que dans ce cas il y avait un moyen simple pour terminer tous les débats ; c'était d'envoyer chacun de notre côté un courrier à nos gouvernements respectifs pour les informer du résultat des conférences et attendre leurs ordres » (18 nivôse-8 janvier).

A cette date, Sydney Smith avait conduit Desaix et Poussielgue devant Jaffa pour convenir enfin d'un armistice avec le grand vizir et pour fixer avec lui le lieu des conférences. Youssef les mena dans son camp d'El Arisch. Ils connurent alors la déplorable intervention du général en chef.

« Nous avons infiniment à regretter, écrivirent-ils à Kléber, les contraintes qui nous ont mis dans l'impossi-

bilité de vous faire parvenir nos dépêches assez à temps pour prévenir cette dernière démarche qui, nous le prévoyons, va multiplier les obstacles aux négociations dont vous nous avez chargés et nous priver selon toute apparence des avantages que nous avons lieu d'en attendre pour rendre plus honorable et plus utile l'évacuation de l'Égypte » (23 nivôse-13 janvier).

Effectivement, les Turcs devenaient intraitables. Le 22 nivôse, le grand vizir, d'accord avec Smith, répondait à Kléber qu'il ne consentait pas à neutraliser la Turquie. Le 24, Desaix et Poussielgue avertissaient le général de l'entêtement invincible de leurs adversaires ; quant à eux, ils ne se reconnaissaient pas le droit de signer une convention d'évacuation pure et simple et croyaient que Kléber lui-même n'en avait pas reçu le pouvoir. Les Turcs se montraient impatients de reprendre les hostilités ; il fallait choisir entre une rupture immédiate et une capitulation. Desaix se plaignait amèrement de sa « cruelle mission » et conjurait le général en chef de prendre les armes contre les barbares.

Kléber refusa de se déjuger. Sa lettre écrite au vizir, il avait quitté le Caire pour se rapprocher de la frontière de Syrie. Le 21 nivôse (11 janvier), il demandait à Youssef d'envoyer à Salahieh deux personnages de sa suite qui traiteraient directement avec le général en chef. Le 25, il autorisa ses plénipotentiaires à convenir de l'évacuation pure et simple « en évitant seulement de donner à cette reddition la formule d'une capitulation ». Il répondit à Desaix : « ... Il n'en faut pas douter, Bonaparte avait fait le sacrifice de ce pays longtemps avant son départ... et il ne l'a fui que pour éviter la catastrophe de sa reddition. Je dis plus, c'est que s'il avait trouvé à Toulon dix mille hommes destinés à me porter du renfort, il se serait bien gardé de les faire embarquer ; il en aurait plutôt renforcé l'armée dont il va prendre le commande-

ment, car c'est à présent plus que jamais le moment où il doit s'assurer de ses succès en Europe, puisque sans eux il serait perdu et culbuté en moins de temps qu'il ne s'est élevé. Vous me voyez agir en conséquence de tout ce que je vous dis. » Si Desaix improuvait la conduite de son chef, qu'il prît un commandement dont Kléber était chargé en dépit de lui-même (1).

La capitulation ainsi résolue, Kléber, inspiré par son chef d'état-major Damas (2), pensa couvrir sa responsabilité en rassemblant un conseil de guerre (30 nivôse-20 janvier). Trois généraux de division, six généraux de brigade et l'ordonnateur en chef s'y trouvèrent réunis (3). Ils signèrent tous le procès-verbal de la séance : « Ils furent tous d'opinion que d'après le silence constant du gouvernement, notamment depuis l'arrivée du général Bonaparte en France, il n'y avait plus à concevoir aucun espoir raisonnable de secours, que dès lors la conservation de l'Égypte était dans l'ordre des choses impossibles et qu'en conséquence il ne pouvait résulter aucun avantage de la bataille que nous étions prêts à livrer, dans le cas même où nous obtiendrions la victoire, tandis que l'armée serait perdue sans ressources si elle éprouvait un revers. » (Kléber à Desaix et à Poussielgue) (4). Le général en chef poussa le scrupule jusqu'à ordonner à Dugua de faire délibérer les généraux présents au Caire à l'exception de Vial qui s'était « lâchement conduit dans les dernières circonstances (5) ». Dugua adhéra, comme on pouvait s'y attendre, au vote de ses collègues (6).

Quant à Menou, obstinément reclus dans Rosette, on

(1) Kléber à Desaix, 16 janvier 1800, PAJOL, p. 432-433.

(2) Damas à Dugua, 30 nivôse.

(3) Damas, Reynier, Songis, Davout, Friant, Lagrange, Rampon, Robin, Sanson et Daure. Le procès-verbal est daté du 1^{er} pluviôse.

(4) 30 nivôse an VIII.

(5) Kléber à Dugua, 30 nivôse.

(6) Dugua à Kléber, 2 pluviôse (22 janvier).

négligea de le consulter. Cependant, de tout le mois de nivôse, il avait accablé Kléber de sa correspondance, le suppliant de songer à la République et à sa propre gloire (1).

§ III

La convention d'El Arisch fut signée le 4 pluviôse an VIII (24 janvier 1800). Les termes du traité sauvegardaient l'honneur de l'armée d'Orient. « L'armée française en Égypte, disait le préambule, voulant donner une preuve de ses désirs d'arrêter l'effusion du sang, de voir cesser les malheureuses querelles survenues entre la République française et la Sublime Porte, *consent* à évacuer l'Égypte d'après les dispositions de la présente convention, espérant que cette concession pourra être un acheminement à la pacification générale de l'Europe. » En stipulant la mise en liberté de tous les Français détenus dans les prisons turques et la restitution de leurs biens, le respect de la personne et des propriétés des Égyptiens amis de la France, les plénipotentiaires laissaient à la capitulation l'apparence d'un contrat bilatéral. Les passeports devaient être délivrés tant par la Sublime Porte que par ses alliés. Les frais de subsistance et d'embarquement restaient à la charge des Turcs. La convention portait les signatures des plénipotentiaires français et ottomans mais non celle de Sydney Smith, qui prétendait n'avoir joué que le rôle de médiateur.

Les représentants de Kléber n'estimèrent pas leur mission terminée : ils regardèrent la convention d'El Arisch comme le préliminaire de la paix. Youssef-Pacha parut les y inviter lui-même. Le 5 pluviôse (25 janvier), il leur fit dire par son drogman qu'« il fallait maintenant

(1) Plusieurs lettres aux Archives de la Guerre. Lettre du 27 nivôse (17 janvier), ROUSSEAU, I, n° 190.

travailler à la paix générale (1). » Pour répondre à ces ouvertures, Poussielgue adressa au vizir un mémoire : l'intérêt de la Sublime Porte, y affirmait-il, oblige le sultan à proposer sa médiation à l'Europe ; en effet, la guerre épuiserait les forces de la France et de l'Angleterre, protectrices naturelles de la Turquie, et la Russie deviendrait libre de détruire la puissance ottomane. Le sultan devra tout d'abord convaincre l'Angleterre de la nécessité de cette paix ; sinon, la France, s'alliant à la Russie, partagera avec elle les dépouilles des Turcs et menacera les Indes anglaises (2). Le vizir exprima le vœu qu'un commissaire français fût envoyé à Constantinople (3).

C'étaient là de vains discours. Quelle garantie de paix la Turquie, enchaînée à l'Angleterre, pouvait-elle offrir à la République ? Kléber abandonnait l'Égypte sans aucune compensation. Il ratifia cependant la convention le 8 pluviôse. « Mon intérêt particulier seul demanderait à ce que je livrasse le combat, écrivit-il à Dugua. Aussi me couché-je tous les soirs dans la résolution de le faire, et ce n'est que le matin à mon réveil que des idées plus calmes et plus raisonnables me suggèrent qu'il faut savoir sacrifier sa gloire personnelle à l'intérêt général et n'être pas même arrêté par l'injustice qui vous attend (4). »

Le texte du traité fut adressé « au Directoire ». Dans la lettre d'envoi, Kléber déclara que « si la véracité et la loyauté du général Bonaparte égalaient sa haute fortune », il trouverait en celui-ci « son plus intrépide défenseur ». « Dans le cas contraire, il saurait se défendre de ses propres armes. » Sans espoir de secours, incapable d'opposer plus de 8 000 hommes aux 40 000 du grand

(1) Desaix et Poussielgue à Kléber, 5 pluviôse (25 janvier).

(2) Mémoire remis au vizir le 8 pluviôse (28 janvier). Copie jointe à une lettre de Poussielgue à Kléber, du même jour.

(3) Desaix et Poussielgue à Kléber, 5 pluviôse.

(4) Lettre du 5 pluviôse (25 janvier).

vizir, chef d'une armée « dont la patience était à bout et sur laquelle le départ du général Bonaparte avait produit les impressions les plus funestes », il s'était cru en droit de signer « une reddition dont il n'eût jamais dû demeurer chargé (1) ». Desaix partit pour l'Europe où Kléber l'envoyait « soutenir contre la toute-puissance irritée le faible qui n'avait pour auxiliaires que raison et vérité (2) ».

« Tout est fait et fini, mon cher général, annonçait à Dugua le commandant de l'armée d'Égypte... Si la raison et la justice président au jugement que l'on portera sur ma conduite, je ne puis m'attendre qu'à être approuvé ; si c'est l'animosité, la sottise, la vengeance, quelque chose que j'eusse faite, quelque parti que j'eusse pu prendre, j'eusse toujours été blâmé... Je n'ai contre moi que des hommes faibles et lâches ou des esprits biscornus qui eussent tremblé à l'approche du danger (3). »

Une proclamation du général en chef apprit à l'armée d'Orient qu'elle allait revoir la France. Kléber y laissait maladroitement transparaître sa rancune contre Bonaparte : « Soldats, si j'avais été consulté pour me charger du fardeau que m'a laissé le général Bonaparte, certes, je ne l'aurais point accepté... mais il vous est connu que je ne pouvais opter (4). »

« Les cœurs » ne « se resserrèrent » point, comme le prétend Napoléon (5), à l'annonce de la capitulation d'El Arisch. On en trouva les conditions « très avantageuses (6) ». « Nous partons avec les honneurs de la guerre, tambours battant et enseignes déployées ; la joie la plus vive règne » dans toutes les âmes (7), voilà l'expression

(1) 8 pluviôse (28 janvier). Registre secret.

(2) Kléber à Desaix, 7 pluviôse, PAJOL, p. 441.

(3) 9 pluviôse, ROUSSEAU, I, n° 206.

(4) BRICARD, p. 391-392. JOLLOIS, dans son journal, estime cette proclamation « sinon coupable, du moins maladroite ».

(5) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 331.

(6) BRICARD, p. 391.

(7) *Dragon d'Égypte*, p. 131, écrit à Boulâq, 19 février 1800.

véritable des pensées des troupes. « L'allégresse était générale ; chacun comptait déjà les moments » qui le séparaient du retour (1). « Nous allons donc quitter la triste Égypte et ses plus tristes habitants, écrit le général Verdier au général Dugua. Mme Verdier ne se sent pas de joie et vous embrasse d'effusion de cœur ; je me joins à elle et tous trois répétons en chœur : « Au diable « l'Égypte et vive l'Europe et ses habitants (2) ! »

Les indigènes paraissent voir avec un vif plaisir le départ de leurs vainqueurs. Ils « s'étourdirent, note Abdurrahman, et montrèrent toute leur haine pour les Français ; ils les injuriaient, les maudissaient, les tournaient en ridicule ; sans considérer la fin des choses, ils ne laissèrent aucun moyen de pardon (3) ». Peuple conquis et armée conquérante se quittent sans regret.

Menou refuse de partager ces joies irréfléchies. Le 24 pluviôse (13 février), il blâme la conduite de Kléber dans des lettres au chef de bataillon d'Anthouard, à l'adjudant général Jullien, à Tallien. Le 4 ventôse (23 février), il écrit à Berthier : « Je ne puis t'exprimer mon chagrin ; on évacue l'Égypte purement et simplement... M. Schmidt (*sic*) doit bien triompher de nous chasser sans coup férir (4). » Enfin, il s'adresse à Bonaparte, l'assure qu'« il n'a voulu se mêler en rien de tout ce qui a eu rapport à la négociation ; il a donné son avis par écrit dans un mémoire qu'il a fait remettre au général en chef ; celui-ci a vu différemment... Il est presque évident, ajoute-t-il, que les Russes ou les Anglais deviendront maîtres de l'Égypte dès que nous en serons sortis (5) ».

Son opinion trouva quelques partisans. Tousard, chef de bataillon du génie, « quittait avec regret,

(1) BRICARD, p. 389.

(2) Lettre du 7 pluviôse (27 janvier).

(3) ABDURRAHMAN, p. 137.

(4) ROUSSEAU, I, n° 212.

(5) *Id.*, I, n° 213, 5 ventôse (24 février).

comme Français, un pays si bon et si riche (1) ». Le général Davout fit cause commune avec le vieil « Égyptien ». Il laissa entendre que, dans le conseil de guerre du 30 nivôse, il s'était opposé à la capitulation, mais le procès-verbal, signé et approuvé par lui, ne mentionne pas sa protestation. Lorsqu'en ventôse il s'embarqua pour la France, il « renouvela » à Menou « l'expression de son estime », l'invitant à venir le voir à Ravières, dans l'Yonne (2).

Il faut reconnaître que le nombre des adversaires de la convention semblait croître dans la mesure même où le retour en France devenait plus certain. « On commença, dit Doguereau, par n'être pas d'accord sur le mode d'évacuation, et plus tard, on cria sur le traité et sur l'évacuation (3). » Plusieurs ne cachèrent pas assez leur espoir « de tirer dans la suite tout le parti possible de leur conduite (4) ». Dugua, se plaignant à Damas de toutes les contrariétés qui ont retardé son départ, les impute à la malveillance et « au désir secret d'empêcher les voix qui peuvent parler pour la convention de se faire entendre ». Il soupçonne « les V*** et les Da**** d'y avoir été pour quelque chose (5) ». Kléber se sentait désavoué ; quelques propos tenus par des membres de la Commission des Arts lui vinrent aux oreilles, l'indisposèrent contre les « savants » et l'incitèrent à retarder leur départ (6). Il était troublé, il s'inquiétait de l'opinion de la France.

De fructidor an VII à ventôse an VIII, l'Égypte était restée séparée complètement de la République. Les nouvelles, enfin apportées au début de ventôse par le chef

(1) Tousard au général Sanson, pluviôse an VIII.

(2) Davout à Menou, 6 ventôse (25 février).

(3) DOGUEREAU, p. 305.

(4) *Id.*, p. 304.

(5) Dugua à Damas, 19 ventôse (10 mars), V = Vial. Da = Davout.

(6) DE VILLIERS DU TERRAGE, p. 243.

de brigade Latour-Maubourg, furent, pour le général en chef de l'armée d'Orient, une terrible surprise. Depuis six mois, Kléber dressait contre son prédécesseur un acte d'accusation ; le traité d'El Arisch devait ruiner l'ambition et compromettre la gloire de Bonaparte. Et Bonaparte était consul ! Chef du gouvernement, il avait reçu tous les réquisitoires envoyés contre lui par Kléber, il allait être instruit de la destruction de son œuvre.

Al'heure où il pouvait reprendre ses projets sur l'Égypte, sa politique orientale n'avait plus de raison d'être. Les lettres de Menou soulignent nettement l'étrangeté de cette aventure. Menou, fidèle du consul, triomphe de l'heureuse fortune de son protecteur, mais il regrette d'autant plus vivement la perte de l'Égypte qu'il se réjouit davantage de l'avènement de Bonaparte. Ses félicitations aux trois consuls, à Berthier, ministre de la Guerre, à Murat, gouverneur de Paris, à Maret, secrétaire du gouvernement, sont jointes à l'expression de la « tristesse », de l'« indignation », du « noir chagrin » qu'il ressent de la capitulation de Kléber (1).

Quel visage le général en chef allait-il montrer dans ces circonstances inattendues ? Il mit un point d'honneur à ne pas se démentir. Il s'abstint de mettre à l'ordre du jour les nouvelles arrivées de France ; « l'armée fut bien surprise (2) » de cette réserve. Toutefois, il soumit au vote des troupes la nouvelle constitution, qui fut unanimement acceptée.

Son inquiétude et son embarras se traduisirent en ironie amère et brutale : « Je vois qu'il y a eu encore de grands changements dans le gouvernement français. Il y a toute apparence que Lépide et Antoine ont été mis à la porte et que le nouvel Auguste aura voulu rester

(1) Menou au Premier Consul, à Lebrun, à Cambacérès, à Murat, à Berthier, à Maret, RÔUSSEAU, I, n° 215, 216, 217, 219, 220, 221.

(2) BRICARD, p. 396.

tout seul. Cela devait finir ainsi : un peu plus tôt, un peu plus tard, qu'importe? que ce soit Jacques, que ce soit Paul, qu'importe encore? Pourvu que nous puissions continuer à mettre à la tête de nos lettres : R. F. liberté, égalité, c'est l'essentiel, et je pense bien que personne ne sera assez ridicule pour en exiger davantage...

« Il faut avouer que nous avons bien choisi notre moment pour fonder notre colonie. Plus je réfléchis sur l'opération que je viens de terminer, plus je suis convaincu que la postérité me décernera une couronne pour avoir eu le courage de donner une issue raisonnable à une entreprise extravagante et lâchement abandonnée par son auteur. Mais si le roi voyait cela? S'il le voyait et qu'il fût juste, il dirait que cela est vrai; s'il est injuste, tant pis pour lui et je m'en f... (1). »

Poussielgue faisait remarquer à Kléber que les nouvelles apportées de France ne changeaient pas la situation de l'armée d'Orient : « Il n'y avait pour celle-ci ni un homme de plus ni un homme de moins. » Le général en chef avait, selon lui, « sauvé la vie à 20 000 hommes (2) ».

Latour-Maubourg n'annonçait aucun secours prochain. Kléber en conclut que « l'on se f...ait de l'armée d'Égypte (3) », et envoya à Berthier cette lettre insolente : « J'ai reçu avant-hier soir par le chef de brigade Latour-Maubourg vos dépêches des 22, 26 et 29 nivôse derniers; la première concernant le même officier pour être employé dans son grade à l'armée d'Orient; la seconde contenant quelques félicitations sur les succès obtenus à Cosséir et près de Damiette; et la troisième m'annonçait le capitaine Malaquès qui, de ma connaissance, n'est pas encore arrivé en Égypte. Je m'attendais à quelques nouvelles instructions, à une assurance posi-

(1) 9 ventôse (28 février), Kléber à Dugua, ROUSSEAU, I, n° 218.

(2) Lettre du 9 ventôse.

(3) Kléber à Dugua, 13 ventôse (4 mars).

tive de secours prochain en hommes et en armes, au lieu de cela, je ne lis que des promesses vagues de souvenir. Je m'abstiens de vous communiquer, citoyen ministre, les réflexions que cette conduite m'a suggérées, vous les devinerez bien aisément. Je m'abstiens également de vous donner des nouvelles de ce pays-ci : *Constantinople* paraît trop bien vous servir (1). Mais ce dont je ne puis m'abstenir, c'est de vous accuser réception de la lettre que vous voulûtes bien m'écrire au moment de votre embarquement pour la France et, les circonstances n'étant plus les mêmes, je vous engage aujourd'hui à faire connaître au public abusé ce que vous proposiez de *peindre avec les couleurs les plus fortes* au Directoire (2). »

« Ce que j'ai fait, je le ferais encore. » Voilà, après la nouvelle du 18 brumaire, l'invariable déclaration du général en chef. « Établir une colonie sans gouvernement stable, sans marine, sans finances et une guerre continentale sur les bras est le comble du délire (3). »

Eût-il longtemps gardé cette attitude? Eût-il au contraire cédé au désir de se concilier Bonaparte en dénonçant de lui-même le traité conclu avec les Turcs? Évidemment, il devait, en ventôse an VIII, hésiter à revenir en France; alors même que le Premier Consul eût, par politique, fait silence sur la convention d'El Arisch, Kléber fût demeuré suspect; l'indépendance de son langage et de ses opinions l'eût jeté dans les factions hostiles au nouveau régime. Qui sait jusqu'où l'aurait entraîné une disgrâce?

En dépit de ses fières maximes, il parut vouloir se

(1) *Nous avons appris par Constantinople*, portaient les dépêches du ministre.

(2) 16 ventôse (7 mars), Kléber a souligné une fois les mots imprimés en italique et deux fois le mot *fortes*. Damas, sur la minute, a remplacé au crayon le mot *abusé* par le mot *égaré*.

(3) Kléber à Poussielgue, 15 ventôse (6 mars) PAJOL, p. 459.

ménager une défense contre la colère de Bonaparte et chargea Dugua d'avertir le consul qu'il ne manquerait pas de motifs pour rompre la convention s'il lui arrivait des secours avant le terme fixé pour l'évacuation de l'Égypte (1).

La conduite de l'Angleterre brusqua heureusement ses décisions. Dès le 30 pluviôse (19 février), Lanusse avait prévenu Kléber que les commandants des corvettes anglaises, chargés de transmettre des ordres à Sydney Smith, déclaraient qu'ils ne laisseraient personne quitter l'Égypte. Le 2 ventôse (21 février), Smith envoya au général en chef une lettre de l'amiral Keith, datée du 8 janvier 1800. Le gouvernement de la Grande-Bretagne, entre les mains duquel était tombé le courrier de Kléber au Directoire (2), refusait d'accorder une capitulation aux débris des troupes françaises à moins qu'ils ne missent bas les armes. Le 19 ventôse (10 mars), le commodore jugeait « de son honneur » d'annoncer à l'armée d'Orient qu'elle ne devait pas s'embarquer (3).

Le même jour, à deux heures de l'après-midi, Kléber, qui, jusqu'alors, n'avait pas cessé ses préparatifs d'évacuation, fit réarmer les forts et la citadelle du Caire (4) et demanda au grand vizir explication franche et prompte sur la conduite qu'il pensait tenir en cette occurrence. Youssef-Pacha répondit en réclamant l'exécution immédiate de la convention, c'est-à-dire l'abandon immédiat du Caire (5).

Le 21 ventôse (12 mars), Kléber fit connaître aux troupes que « le commandement de la flotte anglaise

(1) Dugua au Premier Consul, 27 prairial (16 juin). ;

(2) Barras, sur le point d'être pris par les Anglais, avait jeté ses lettres à la mer. Elles surnagèrent, les Anglais les recueillirent et apprirent en quel désastreux état se trouvait, au dire de son propre chef, l'armée d'Orient.

(3) Smith à Poussielgue.

(4) Kléber à Songis, 19 ventôse. — Cf. BRICARD, p. 397.

(5) 20 ventôse (11 mars).

ayant changé de mains, il y avait quelques retards dans l'exécution du traité (1) ».

Le 23, Fourier, membre de l'Institut d'Égypte, se rendit chez Sitti-Néfisé, femme de Mourad-bey, pour obtenir, en cas de guerre, la neutralité des mamelouks. Damas écrivit à Lanusse que Keith serait plus souple après une victoire sur laquelle on avait le droit de compter (2).

Du 24 au 27, Damas et Gloutier conférèrent avec les Turcs : ils demandèrent que l'évacuation du Caire n'eût lieu qu'après l'acceptation de la convention d'El Arisch par les commandants des flottes anglaise et russe de la Méditerranée : tout au moins les forts de la capitale et du Delta devaient-ils, jusqu'à ce moment, appartenir aux Français. Ces exigences étaient modestes, Kléber se montrait exactement fidèle à la parole donnée. Cependant le vizir prétendit ne lui accorder que les approvisionnement nécessaires à l'armée pendant tout son séjour en Égypte.

Le 27 ventôse (18 mars), Kléber mit à l'ordre du jour la lettre de lord Keith et lança les mots célèbres : « Soldats, nous saurons répondre à de telles insolences par des victoires ! » Le 28, il prévint Youssef que les deux armées devaient se considérer comme en état de guerre. Menou mandait joyeusement au Premier Consul que les Anglais ne tenaient pas la capitulation (3).

Le 29 ventôse an VIII (20 mars), Kléber fut vainqueur à Héliopolis.

(1) BRICARD, p. 397.

(2) 23 ventôse (14 mars).

(3) Menou à Bonaparte, 28 ventôse (19 mars), ROUSSEAU, I, n° 240. Lettre imprimée au *Moniteur*, p. 1421, an VIII. L'original porte des corrections de la main de Bonaparte : en particulier dans cette phrase : « 6 000 Français la mettraient (l'armée du grand vizir) facilement en déroute et nous avons plus que le double à lui opposer ». Bonaparte a remplacé *double* par *triple*.

CHAPITRE IV

APRÈS HÉLIOPOLIS

Cette victoire d'Héliopolis, qui s'attache au nom glorieux du général Kléber, ne fut pour lui qu'un étrange accident. Elle le rendait, en dépit de lui-même, ennemi des Turcs, maître de l'Égypte. Elle transformait ce soldat du Rhin, ce batailleur des grandes guerres européennes en une sorte de héros d'Orient. Elle détruisait ses espoirs de retour et, l'emprisonnant dans sa conquête, elle allait bientôt l'y ensevelir.

Kléber, après l'événement, se résolut-il au moins à obéir aux destinées? Essayait-il de vouloir librement ce que le sort lui imposait? Fit-il, par une adroite volte-face, rentrer Héliopolis dans la logique de sa carrière, dans l'unité de sa conduite? Il lui fallait tout à coup prendre une âme coloniale et un cœur égyptien et imiter ce Menou qu'il avait tant raillé.

Napoléon assure que Kléber ne pensa plus qu'à « consolider la colonie » et par ce moyen à gagner l'esprit des troupes (1). L'ingénieur Martin prétend que Kléber prit la résolution de s'établir en Égypte pour échapper à la tyrannie de Bonaparte (2). Et Reynier proclame qu'après Héliopolis il n'était plus personne pour songer à l'évacuation.

En vérité, les idées de Kléber nous apparaissent beau-

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 349.

(2) MARTIN, II, p. 99.

coup plus complexes. Du 29 ventôse au 25 prairial an VIII (20 mars-14 juin 1800) elles se modifient lentement, hésitent à se fixer, tour à tour se contredisent et se confirment.

§ 1^{er}

Le 1^{er} germinal (22 mars), Damas, chef de l'état-major général, annonce à Rampon, commandant à Menouf, les succès de Matarieh, d'El Hanka et de Belbéis. Quel profit entend-on tirer de ces victoires? — Celui de rendre honorablement l'armée française à sa patrie. On conservera l'Égypte jusqu'à ce qu'on ait la certitude d'en sortir la tête haute.

Héliopolis n'est encore que la réponse aux insolences de lord Keith, l'*ultima ratio* qui doit amener les ennemis à observer la convention d'El Arisch. La matin même de la bataille, Kléber a envoyé au vizir son aide de camp Beaudot pour tenter une dernière conciliation ; les Turcs ont retenu prisonnier ce parlementaire. Réclamer après la victoire l'exécution du traité, c'est affirmer qu'il n'a pas été arraché par surprise ni par force à l'armée française, que Kléber l'a imposé aux Anglo-Turcs puisqu'il le leur impose encore. C'est montrer que le système d'évacuation ne tient nullement à la crainte d'une défaite mais qu'il est fondé en raison ; la raison ne cède pas au hasard d'un combat.

Incapable de se déjuger, Kléber n'ira pas faire hommage de sa victoire à Bonaparte. Héliopolis pouvait effacer l'injure de la lettre au Directoire et le tort de la capitulation. Le vainqueur dédaigne de trouver dans ses succès un titre au pardon. Sa lettre du 7 germinal au ministre de la guerre n'est qu'ironie et persiflage : le général Galbaud, dit-il, lui a remis de la part du gouvernement « un décret de bien mérité de la patrie pour l'armée ; son brevet de général en chef ; quelques circulaires ministérielles ou

journaux ; le tout accompagné de chansons. » Voilà son premier bulletin de victoire.

Que lui importe l'Égypte ? Témoigne-t-il à Menou la moindre reconnaissance d'avoir voulu l'éclairer sur le prix de cette possession ? Menou s'est plaint d'avoir été oublié à Rosette pendant la campagne militaire. Kléber lui rappelle qu'il a refusé d'être son plénipotentiaire ; il l'a laissé « faire tranquillement des mémoires sur les rapports commerciaux de la France avec les différentes colonies », et n'a pas « cru devoir entamer une discussion sur l'économie politique (1) ».

Il préfère encore écouter Tallien qui plus que jamais le presse d'abandonner l'Orient. « J'ai appris les derniers événements, lui mande Tallien le 19 germinal... Quoique le résultat des combats ait été glorieux pour l'armée et pour vous, je persiste à penser que votre position n'est pas améliorée et que vous êtes aujourd'hui comme il y a quatre mois dans l'impossibilité de garder longtemps l'Égypte. »

A cette date, il faut le remarquer, les Turcs ne sont pas encore chassés de tout le territoire. Ils tiennent encore la Haute-Égypte ; ils sont encore les maîtres de la capitale. Pendant la bataille d'Héliopolis, un parti de cavalerie commandé par Nassif-Pacha s'est glissé au Caire, en a soulevé la population ; quand, au retour de Kléber, Nassif a voulu capituler, les Égyptiens l'en ont empêché, pour échapper aux représailles de leurs vainqueurs (11 germinal-1^{er} avril). Kléber, qui veut ménager le sang de ses troupes, conduit lentement le siège. Peut-il dès lors agir en possesseur incontesté de l'Égypte ? Prudemment, il se refuse à engager l'avenir. Il conclut paix et alliance avec Mourad, auquel il cède dans la Haute-Égypte la province de Girgèh « à charge de payer à la République française

(1) Damas à Menou, de la part de Kléber, 1^{er} germinal (22 mars). ROUSSEAU, p. 239, note 1.

le miry dû au souverain d'Égypte ». Voici le mamelouk transformé en vassal de la France, assujetti à entretenir une garnison française dans le port de Kosséir, tenu de fournir son contingent en cas d'agression ennemie. (Traité du 15 germinal-5 avril.) Ses fidèles, Osman-bey Bardissi, Osman-bey Askar, Hussein-Kachef, reçoivent des villages dans les provinces de Siout, de Menouf, de Mansourah. Politique toute conforme aux circonstances puisqu'elle sépare la cause des mamelouks de celle des révoltés égyptiens et confie au bey le soin d'expulser les Turcs du haut Nil ; politique prévoyante puisqu'au jour où les Français quitteront l'Orient, il leur sera facile de rendre l'Égypte à Mourad, de l'en « faire roi », comme celui-ci l'espère (1), pour en soustraire l'aubaine aux Anglais.

C'est contre l'Angleterre que Kléber prétend diriger ses efforts. C'est elle — il l'écrira à l'administrateur Chanaleilles (2) — et elle seule qu'il cherche à rendre responsable des derniers événements. Persuadé qu'il a été dupe de Sydney Smith et de lord Keith, il ne leur pardonne pas d'avoir ruiné ses plans. Il exclut de sa diplomatie un accord possible avec de tels ennemis. Il souhaiterait au contraire se rapprocher des Turcs, renouer avec eux des négociations, les détacher de l'Angleterre et toujours au même prix : l'évacuation de l'Égypte. Il écrit le 20 germinal (10 avril), au caïmacan de la Sublime Porte, qu'il est « disposé à remettre le sultan en possession de l'Égypte aux conditions stipulées à El Arisch, sauf quelques modifications que les circonstances actuelles ont rendues nécessaires (3) ». A la même date, il ordonne à Lanusse de dire au capidji turc Mustapha « l'intention sincère » du général en chef « de renouer les anciennes liaisons d'intérêt, de commerce et

(1) Mourad-bey au général Donzelot, 22 prairial (11 juin).

(2) Kléber à Chanaleilles, 10 floréal (30 avril).

(3) ROUSSEAU, I, n° 249.

d'amitié avec la Porte et de lui restituer l'Égypte à des conditions toujours raisonnables (1) ».

Renoncer à la colonie africaine tout en éloignant les Anglais du territoire abandonné par la France, ménager à Mourad-bey le retour au Caire en sauvegardant la suzeraineté de la Porte ottomane, en un mot rétablir en Orient l'ancien ordre de choses, « follement » détruit par Bonaparte, tel est encore, trois semaines après Héliopolis, le principe invariable du général en chef. L'Égypte reste entre ses mains un gage provisoire qu'il remettra si l'honneur est sauf.

Cependant le siège du Caire se termine. Le 25 germinal (15 avril), le grand faubourg de Boulaq est brûlé, pris et pillé et l'épouvante décide les Égyptiens à s'en fier au pardon du vainqueur. Le 1^{er} floréal (21 avril), Nassif-Pacha et Ibrahim-bey capitulent : ils sont reconduits avec leurs troupes jusqu'à la frontière de Syrie. Enfin le 7 floréal an VIII Kléber fait au Caire une entrée triomphale. L'Égypte est tout entière reconquise, Mourad enfin soumis, et les Égyptiens, fatigués de tant de révoltes vaines, instruits de l'impuissance des Turcs, fatalistes et résignés, se plient au joug des infidèles (2).

§ II

Si indifférent qu'il soit à la conservation de l'Égypte, si hostile même à tout ce qui détourne la France de ses ambitions continentales, Kléber est trop intelligent et trop ami de sa propre gloire pour tirer mauvais parti de son heureuse fortune. En dépit de son indépendance frondeuse, il peut s'inquiéter des ressentiments de Bonaparte.

(1) ROUSSEAU, I, n° 250.

(2) REYNIER, p. 90. Cf. *contra* : *Campagnes d'Égypte*, II, p. 349; mais Napoléon cherche à grossir l'effet de ses victoires au détriment de celles de Kléber.

Puisque l'intransigeance des Anglais l'oblige à demeurer en Orient et que l'obéissance des Égyptiens et la faiblesse des Turcs le laisse maître assuré du pays, il lui est permis, sans désavouer sa conduite, de renoncer pour un temps à ses espoirs de retour.

Les premiers actes de Kléber, au lendemain de son entrée au Caire, ne laissent pas entrevoir encore de résolution nouvelle. En supprimant l'administration des finances, en confiant aux Cophtes le soin de percevoir les divers impôts réunis sous le nom de contribution générale en argent (1), Kléber n'a pas d'autre but que de se procurer des ressources immédiates. « De grandes réformes dans l'administration, écrit-il à Chanaleilles, exigeraient une grande réorganisation et je n'ai point l'esprit assez ouvert pour accoucher d'une telle œuvre en vingt-quatre heures (2). »

Avant tout, il s'agit de restaurer les finances. Le général en chef y parvient en exigeant du Caire une contribution de 10 millions en châtiment de sa révolte (3), en déclarant de bonne prise les bâtiments turcs entrés dans les ports de l'Égypte depuis la rupture de la convention (4). Aucun de ces actes n'implique sans doute une volonté ferme d'employer au bien de la colonie les richesses dont l'armée s'empare. Et le jour où Kléber ordonne de bâtonner pour refus de payer l'impôt le cheik Sadat, l'un des plus vénérés parmi les nobles personnages musulmans (5), il paraît bien sacrifier l'attachement des Égyptiens à la hâte de remplir son trésor de guerre.

La création d'un comité administratif (6) marquerait un progrès en sens contraire : Daure, ordonnateur en chef ;

(1) Arrêté du 8 floréal (28 avril). ROUSSEAU, I, n° 262.

(2) Lettre du 2 prairial (22 mai). ROUSSEAU, I, n° 284.

(3) 12 floréal (2 mai).

(4) 16 floréal (6 mai).

(5) ABDURRAHMAN, p. 160.

(6) 9 floréal (29 avril). ROUSSEAU, I, n° 263.

Le Roy, ordonnateur de la marine ; Estève, payeur général ; Baude, secrétaire de Kléber, et L. Reynier, frère du général, qui composent ce comité, formeraient une sorte de ministère des travaux publics, du commerce et de l'agriculture si le général en chef ne les occupait tout d'abord à presser la rentrée de la contribution.

L'ingénieur Martin lui attribue la pensée de « substituer en Égypte le système des propriétés territoriales à celui des concessions temporaires... et d'en investir les individus de l'armée chacun en raison de son grade et des services qu'il avait rendus (1) ». Il est au moins remarquable que Kléber n'accueille pas de mauvaise grâce les plans de réforme. Il annonce à Chanaleilles qu'on travaille à dresser un état de tous les impôts égyptiens ; si l'œuvre est lente, c'est qu'il en faut passer par les registres des Cophtes (2).

Il veut partout rétablir l'ordre, il surveille les administrateurs soupçonnés d'avoir tiré de la confiscation des navires turcs un profit illégitime ; il n'hésite pas à envoyer à Alexandrie son secrétaire Baude qui procède à une enquête en dépit des réclamations de Tallien et de Lanusse (3).

L'armée est solide et bien en main. Au 5 prairial (25 mai), 15 000 officiers et soldats sont en état d'entrer immédiatement en campagne et l'effectif total s'élève à 22 600 hommes (4). Kléber s'apprête à leur adjoindre des troupes auxiliaires, un bataillon de Cophtes, une légion grecque. Le corps du génie reprend activement les travaux de fortification, dresse un plan pour la défense du Caire (5) et se préoccupe même d'établir des postes en Haute-Égypte (6).

(1) MARTIN, II, p. 100.

(2) Lettre du 2 prairial, citée.

(3) Tallien à Kléber, 30 floréal (20 mai) ; Lanusse à Kléber, 11 prairial (31 mai).

(4) Arch. hist. Guerre. Situations.

(5) Voir *infra*, II, chap. II, § 3, *Mémoires de Sanson à Menou*.

(6) *Mémoire de Tousard au général du génie Sanson*, 12 prairial.

Les ruines du siège disparaissent avec une rapidité merveilleuse. Revenant à Boulâq un mois après l'incendie de ce faubourg, le « dragon d'Égypte » trouve « la joie et l'abondance » là où il avait laissé « les larmes et le sang ». Les travailleurs indigènes ont réparé les casernes, le soldat bien payé vit largement, les officiers occupent de jolies maisons de briques entourées de jardins (1).

Kléber et l'armée d'Orient s'accoutument-ils aux bords du Nil et, comprenant l'importance de leur mission, s'apprêtent-ils à fonder la colonie rêvée par Abdallah Menou? Si l'on croit facilement ce que l'on désire, Menou n'échappe pas à cette illusion : mais d'un mot brutal et railleur, Kléber le rendra vite aux déceptions de la réalité.

Le 1^{er} germinal (22 mars), Menou avait appris qu'on lui gardait rancune de son opposition à la politique d'El Arisch. Cependant le général en chef tenait à se montrer magnanime et faisait offrir à l'ex-gouverneur de Rosette le commandement du Caire. Menou, blessé du dédain qu'on affichait pour ses maximes et pour ses conseils, répondit que « si Kléber n'avait pas oublié qu'il existait en Égypte un vieux soldat qui avait des droits à son estime,... il lui aurait prouvé en combattant à ses côtés qu'il pouvait se servir beaucoup mieux de son épée que de sa plume ». « Du reste, ajoutait-il, lorsque j'ai fait des mémoires sur le coton et sur le sucre, j'ai rempli un devoir sacré, car les Français ne sont venus ici que pour fonder une colonie et il s'agissait de prouver que l'Égypte est la plus belle acquisition que pouvait faire la République. Voilà pourquoi je suis personnellement opposé au système d'évacuation. »

Quant à gouverner le Caire, il s'y déclarait « l'homme le moins propre » vu qu'il était « l'ennemi de l'intrigue et des administrations (2) ».

(1) *Dragon d'Égypte*, p. 139-140.

(2) 8 germinal (29 mars). ROUSSEAU, I, n° 246.

En floréal, il s'était pourtant décidé à quitter Rosette et à s'installer dans la capitale. Il n'exerçait alors aucune fonction et Kléber, tout en recommandant à Damas de le traiter avec les égards dus à son rang (1), ne paraissait pas lui avoir pardonné. Cette attitude inquiétait Menou. Sans doute, il avait formellement désapprouvé la convention d'El Arisch ; mais tout, depuis ventôse, n'avait-il pas changé de face ? La possession de l'Égypte n'était-elle pas assurée à la France plus solidement que jamais ? Les négociations de nivôse et de pluviôse devenaient une page d'histoire ancienne ; le système d'évacuation pouvait être désormais impartialement jugé par ses partisans mêmes. Héliopolis décidait en faveur des amis de l'Égypte, auxquels, depuis sa victoire, Kléber semblait donner raison. Menou crut dissiper les rancunes de son chef en reconnaissant l'heureuse transformation de la politique de l'armée d'Orient.

« Mon général, déclara-t-il à Kléber, vous ne me connaissez ni ne me rendez justice. Vous avez cru qu'une façon de penser, différente en matière politique, était de ma part le résultat de l'intrigue ou de manœuvres... que j'ai en horreur. Eh bien ! je vais vous parler... franchement... Oui, mon général, si dans mon opinion la capitulation faite à El Arisch était une faute politique, l'éclatante victoire que vous avez remportée et la conquête nouvelle que vous avez faite de l'Égypte vous ont couvert de gloire... Je ne veux être que votre coopérateur ainsi que tous les autres officiers généraux qui sont sous vos ordres. Rappelez-vous qui vous êtes, et soyez le fondateur d'une magnifique colonie si toutefois la France peut garder l'Égypte à la paix générale. Vous avez la plus belle mission que puisse avoir un général

(1) Kléber à Damas, 29 floréal an VIII (19 mai 1800).

français, mais moi, je vous le jure, je n'ai jamais eu en vue que la gloire de mon pays et la vôtre (1). »

La réponse de Kléber fut foudroyante. « Je reçois votre lettre, citoyen général. Tel est l'état de ma stupeur (*sic*) qu'aujourd'hui encore je ne crois pas plus que la convention d'El Arisch ait été une faute politique, que je ne pense que la victoire remportée par l'armée soit un sujet d'ivresse ; qu'aujourd'hui encore je suis dans la conviction la plus intime que *par ce traité j'étais parvenu à donner une issue raisonnable à l'entreprise la plus extravagante* ; qu'aujourd'hui encore je suis persuadé que nous n'avons aucun secours à espérer de la France et que jamais, ou du moins pendant cette guerre, nous ne formerons de colonies en Égypte, à moins toutefois que les cotonniers et les palmiers ne produisent bientôt des soldats et du fer coulé... Dans tous les cas, nous terminerons ici nos discussions politiques. *Vous avez, général, la face tournée vers l'Orient, moi vers l'Occident* ; nous ne nous entendrions jamais (2). »

§ III

Les regards de Kléber restaient donc invinciblement fixés vers l'Occident. Était-il impossible qu'il se déterminât à ne point céder sa conquête ? Et s'il ne la cédait pas, d'où venait cette contradiction entre ses paroles et sa conduite ?

Quelque temps après l'assassinat du général en chef, Lanusse écrivait à Menou : « Je ne sais quel motif faisait dire au général Kléber que *dans les circonstances actuelles* on ne pouvait pas adopter un plan de conduite pour terminer la campagne d'Égypte (3). » Aux fourches cau-

(1) 3 prairial (23 mai). ROUSSEAU, I, n° 290.

(2) *Id.*, n° 292.

(3) Lanusse à Menou, 9 messidor (28 juin).

dines où Bonaparte l'avait engagé, Kléber ne trouvait d'autre « issue » que la convention d'El Arisch. Pour qu'il se résignât maintenant à immobiliser l'armée dans une impasse, il devait avoir perdu l'espoir d'en sortir avec honneur.

Il s'était promis de ne jamais renouer avec les Anglais ; il se tenait parole. Le 3 floréal (23 avril), l'amiral Keith avertissait Poussielgue que le libre passage était accordé aux troupes françaises ; il demandait seulement que ces troupes ne revinssent pas en un seul corps et qu'elles s'abstinssent de toute hostilité contre les puissances coalisées (1). Kléber négligea cette lettre. Le 13 prairial (2 juin), lord Elgin, ambassadeur de Sa Majesté Britannique auprès de la Sublime Porte, par l'intermédiaire de son secrétaire Morier, prévint l'armée d'Orient que tout obstacle à la convention était désormais levé.

Morier, en fuyant Damiette après la bataille d'Héliopolis, avait eu la maladresse d'abandonner ses papiers aux mains des Français. Il y parlait d'une « ruse de guerre » qu'au moment des négociations d'El Arisch l'ambassadeur anglais aurait imaginée contre l'armée d'Égypte. Ce machiavélisme ne permettait guère de s'en fier à la parole d'Elgin. Kléber ordonna l'insertion du Journal de Morier dans le *Courier de l'Égypte* du 21 prairial. Puis il s'apprêta à renvoyer la lettre avec « avertissement au susdit Morier de ne pas se présenter à l'armée d'Orient sous peine d'être pendu comme espion. »

L'équipage anglais du *Cormoran*, échoué sur la côte d'Égypte, fut retenu prisonnier de guerre pour « répondre au général Kléber du moindre mauvais traitement que Beaudot pourrait essayer de la part des Turcs (2) ».

(1) Keith (devant Gènes) à Poussielgue. Copie, de la main de Poussielgue.

(2) La lettre fut signée de Peyrusse, secrétaire du général en chef. Elle ne fut envoyée qu'après la mort de Kléber et les signatures de Kléber et de Peyrusse remplacées par celles de Menou et Lévêque.

Décidé à faire aux Anglais mauvais visage, le général en chef ne gardait pas l'illusion qu'une entente avec la Porte pût lui assurer les avantages de la convention d'El Arisch. La Turquie n'étant pas maîtresse de la mer, il fallait bien se refuser à lui livrer l'Égypte. Rupture avec l'Angleterre entraînait rupture avec la Porte. Voilà l'unique motif qui empêchait de terminer la campagne d'Orient ; voilà pourquoi, malgré ses désirs et contre ses opinions, Kléber jouait, sur les rives du Nil, le rôle de gouverneur de colonie.

Le général en chef, estimant qu'il n'avait pas remporté à Héliopolis une victoire définitive, s'attendait à recevoir de nouveaux chocs. Les cavaliers et l'infanterie envoyés par le vizir au secours du Caire ne sont pas retournés à Gaza, mais campent à El Arisch, mandait-il à Reynier ; ils vont y être renforcés de 7 ou 8000 hommes ; ce corps envahira l'Égypte, sera soutenu d'un autre et ainsi de suite jusqu'à ce que la grande armée dirigée par le général anglais Kohler soit en mesure d'agir (1). Mais le pessimisme de Kléber ne paralysait plus sa volonté.

On apprend qu'Hussein, chef de la flotte ottomane, s'est approché d'Alexandrie avec des dispositions pacifiques et qu'il a dépêché à Lanusse un parlementaire (2). Cet envoyé est Isaac-bey, un Turc qui a longtemps vécu à Paris, qui se pique de connaître les manières et la politesse françaises, et se proclame, ainsi que son maître, l'ami de la République. Lanusse est pris au charme de sa conversation ; Vial est persuadé que, par l'intermédiaire d'Isaac-bey, Kléber entrera en relations directes avec le sultan (3). Évidemment, la capitain-pacha veut négocier ; il témoigne aux Français son désir de leur être agréable ; la lettre de lord Keith, dit-il, l'a indigné et il

(1) 20 floréal (10 mai).

(2) Lanusse à Kléber, 15 prairial (4 juin),

(3) Vial à Damas, 16 prairial (5 juin).

en a mandé les termes à Constantinople (1). Le 17 prairial, Menou avertit le général en chef d'user de circonspection ; Isaac est un intrigant, autrefois pensionné par le roi de France et « jeté dans le parti russe » depuis la Révolution.

Mais déjà la décision de Kléber est prise. Il concentre à Rahmanieh la division Friant et toutes les troupes disséminées dans le Delta (2). Il quitte lui-même le Caire pour observer les mouvements de l'ennemi. Le 19 prairial (8 juin), Lanusse reçoit l'ordre de cesser les pourparlers avec Isaac-bey et de lui déclarer, s'il se présente, que le général en chef a considéré comme de bonne prise les bâtiments turcs entrés à Alexandrie depuis la rupture de la convention.

Le crédit de Menou se ressentait des dispositions bellicieuses de Kléber. Abdallah était, au 3 prairial, un bien mince personnage quand, après avoir reçu les semonces de son chef, il suppliait celui-ci de ne pas le renvoyer à Rosette (3). Il avait hésité à prendre le commandement de Béni-souef et du Fayoum et s'était attiré cette riposte : « Après vous avoir proposé les plus beaux commandements, il ne me reste plus qu'à vous offrir celui de l'armée (4). »

Mais Kléber part contre l'ennemi. Aussitôt il confie à Menou le gouvernement du Caire, l'autorise à ouvrir ses lettres et lui recommande de s'entendre avec Reynier pour assurer la défense de la capitale et de la frontière (5). Le 16 prairial, il lui écrit de Terraneh qu'une flotte de quatorze vaisseaux croise devant Alexandrie mais qu'« il se fait fort de faire prendre au capitán-pacha la même route qu'au vizir ».

(1) Lanusse à Kléber, 15 prairial (4 juin).

(2) Damas à Reynier, 13 prairial (2 juin).

(3) Menou à Kléber, 23 mai. ROUSSEAU, I, n° 293.

(4) REYNIER, I, p. 94-95.

(5) Kléber à Menou, 13 prairial (2 juin).

Menou exulte et s'empresse de rendre à Kléber un éclatant hommage qui doit, dans sa pensée, terminer leurs dissentiments politiques et demeurer le gage de leur réconciliation : « Mon général, la lettre que j'ai reçue hier de vous m'a fait un plaisir que je ne saurais vous rendre. Je vois que les idées tristes (passez-moi ce terme), qui vous assiégeaient, se dissipent ; oui, mon général, vous êtes appelé à une grande et magnifique mission et quoique vous m'eussiez prescrit de ne plus vous parler politique, je ne puis m'empêcher de vous désobéir lorsqu'il s'agit de vous donner des preuves de mon inviolable dévouement, j'oserais dire de mon amitié et de mon attachement franc et inaltérable. Comptez sur moi à la vie et à la mort pour tout ce qui peut concourir au service de la République et pour tout ce qui peut vous intéresser personnellement, parce que je suis certain que vous ne voudrez jamais que ce qui peut être utile au bien général. Je sais que vous avez le cœur grand, généreux, libéral. Mon cher général, oubliez, je vous en conjure, quelques ressentiments personnels. On est si grand quand on sait pardonner ; on est si tourmenté quand on est affecté du sentiment contraire. On est si récompensé par l'estime générale quand on ne voit que la chose publique. On est si content de soi-même quand on n'écoute pas les passions personnelles. Je vous répète que je suis tout à vous, jour et nuit, en tout et partout. Ce n'est point flagornerie. Ce serait indigne de vous et de moi. C'est l'expression de mes sentiments. »

Après de telles déclarations, Menou s'enhardissait à donner un conseil : « Permettez-moi de vous rappeler, mon général, combien il est instant qu'on sache officiellement en France ce qui s'est passé ici depuis longtemps (1). » Il estimait que Kléber ne pouvait agir selon

(1) Lettre du 19 prairial (8 juin).

ses vues personnelles et que le devoir et l'intérêt même du général l'obligeaient à soumettre sa politique à l'examen des consuls.

Heureux désormais, il apportait tous ses soins à gouverner le Caire. La ville était tranquille, les contributions rentraient ; Menou organisait lui-même les légions grecque, copte et syrienne (1).

Puis Kléber, rassuré sur les mouvements des ennemis, revenait dans sa capitale, et, sur la place de l'Ezbéquièh, faisait aménager son palais par l'architecte Protain. Il préparait des arrêts nouveaux, établissait une douane à Siout entre les Français et Mourad, réglait l'administration des revenus indépendants de la contribution générale (2). Au fond, il n'était que résigné ; il eût volontiers contenté Desgenettes qui, le 23 prairial, lui adressait le n° 67 du *Courier de l'Égypte* avec ce billet : « Puissiez-vous donner bientôt matière à un beau numéro à la tête duquel je puisse placer la gracieuse antienne : *In exitu Israël de Ægypto*, qui serait chantée à grand cœur (*sic*) et voix concordantes. » Sur le projet d'un arrêté, il avait soin d'effacer le mot « colonie » et notait que l'Égypte ne pouvait en être une « sans une loi de l'État (3) ».

Si l'armée se berçait de l'espoir d'une nouvelle convention, il n'essayait pas de l'arracher à ses rêves. Tandis qu'en fructidor et en pluviôse, il avait annoncé aux troupes sa résolution de les ramener en Europe, depuis Héliopolis il ne rompait plus le silence et aucune proclamation officielle n'avait révélé aux soldats les intentions de leur chef. En se taisant sur l'avenir, en n'insérant à l'ordre du jour aucune nouvelle de France, Kléber rendait plus aiguës l'incertitude et la sensation d'isolement qui tourmentaient l'armée.

(1) 16 prairial.

(2) Minutes d'arrêtés, 23 prairial (12 juin), corrections de la main de Kléber.

(3) Projet d'arrêté relatif à la formation d'un conseil des capitaines de navires ; *sans date* ; classé en juin 1800.

En dépit de Menou, il ne se hâtait pas d'entrer en communication directe avec la France. Il prétendait diriger seul sa conduite et revenait, dans les derniers jours de sa vie, à une politique d'entente avec la Porte. Il confiait à Reynier ses projets. On profiterait, lui disait-il, « de la rupture du traité d'El Arisch et des arrangements pris par les Anglais à l'effet d'occuper Alexandrie, Damiette et Suez pour exciter contre eux le ressentiment des Turcs ». Il songeait à établir une correspondance avec Constantinople ; c'était, selon lui, le moyen de connaître les vues du gouvernement français et d'amener les Turcs à la neutralité (1). C'était, plus encore, s'engager en des négociations dangereuses et laisser les voies ouvertes aux partisans de l'évacuation.

Menou devina, s'il ne les connut, les arrière-pensées du général en chef. Ses longues illusions tombèrent une dernière fois. Il manifesta de l'humeur. Il annonça l'intention de se démettre de son commandement du Caire, prétextant que sa probité souffrait trop du voisinage des administrateurs, fâché aussi que Kléber ne tint nul compte de ses avis sur l'indiscipline des troupes. Le général en chef le mit en demeure d'opter entre le Caire et Béni-souef (2). Réflexion faite, Menou préféra ne pas s'éloigner de la capitale. Et le matin du 14 juin 1800, Kléber lui déclara qu'il était « fort aise » de le voir déterminé à rester avec tous (3).

(1) REYNIER, p. 95-96.

(2) Kléber à Menou, 24 plairial (13 juin).

(3) ROUSSEAU, I, dernière lettre.

LIVRE II

LE

GOUVERNEMENT DU GÉNÉRAL MENOÙ

CHAPITRE PREMIER

LA PROCLAMATION DU 5 MESSIDOR AN VIII

§ I^{er}

Le 25 prairial an VIII (14 juin 1800), Menou, commandant de la place du Caire, reçoit de l'adjudant de service à l'état-major général ce billet inquiétant : « Le général en chef venant d'être blessé dans son jardin, le général Damas me charge de vous prévenir de vous rendre sur-le-champ au quartier général. » Lorsque Menou arriva à l'Ezbéquiéh, Kléber avait expiré sous le poignard de Soleiman l'Alépin.

C'était une stupeur, un effroi, parmi les divisionnaires de l'armée d'Orient. Qui, en pareille circonstance, oserait assumer les responsabilités et affronter les dangers du commandement ? L'assassinat du général en chef préluait-il à une nouvelle insurrection du Caire ? A quels excès de vengeance les soldats français n'allaient-ils pas se porter ? La crainte de l'avenir se mêlait à la consternation des premières heures pour mettre obstacle à l'ambition per-

sonnelle et aux calculs intéressés, et chacun n'essayait que de se dérober à la tâche, pressentie trop effrayante et trop lourde.

Cependant, il fallait donner des ordres. Un aide de camp demande à Reynier si l'on doit introduire les cheiks et les aghas du Caire (1), Reynier le renvoie à Menou ; Menou le renvoie à Reynier, s'excusant de cette décision sur son inexpérience de la guerre, sur son manque de popularité parmi les troupes, prétextant même son changement de religion qui « a pu lui aliéner l'esprit des soldats ». Selon Reynier, il aurait prodigué sa parole d'honneur qu'il donnerait sa démission d'officier général plutôt que d'accepter... ou qu'il n'accepterait que pour ordonner à son collègue de lui succéder immédiatement (2). Mais « la loi était précise (3) » ; le plus ancien divisionnaire devait prendre l'intérim du commandement en chef. Ce fut Menou qui ordonna à l'aide de camp d'introduire les aghas du Caire.

Dès que le trouble du premier jour eut disparu, dès que le procès de Soleiman eut révélé dans l'assassinat de Kléber le crime d'un fanatique isolé, dès qu'on connut la tranquillité de l'Égypte et l'obéissance des troupes, Menou vit quel était son pouvoir. L'homme dont Kléber avait raillé les vues, l'unique « colonial » du corps expéditionnaire, le musulman de Rosette devenait le maître de l'Égypte et l'arbitre du sort de l'armée d'Orient. Un coup de fortune extraordinaire transformait les vains rêves de la veille en réalités prochaines. Menou, hier méconnu, allait démontrer la justesse de ses conceptions. Dès lors il n'était plus question de renoncer à cette autorité, aussi utile au bien de la France qu'à la gloire de Menou : la remettre à Reynier, c'eût été faillir à sa doctrine et à sa

(1) REYNIER, p. 97-98.

(2) *Id.*

(3) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 356.

réputation et prêter les mains à la destruction de l'œuvre de Bonaparte, puisque Reynier avait compté parmi les adversaires du système colonial. Et Menou s'attachait à son pouvoir avec une résolution d'autant plus grande que son collègue d'hier était plus affligé d'en avoir si facilement refusé l'aubaine.

En effet, l'attitude de Reynier s'était, elle aussi, modifiée au contact des événements. Il se reprochait d'avoir abandonné la succession de Kléber à ce général d'occasion, sorti tout récemment de son harem et connu seulement pour s'être opposé à la politique d'El Arisch. Le commandement pouvait-il donc revenir à cet intrigant d'ancien régime plutôt qu'à lui Reynier, jeune, actif, estimé des troupes pour ses connaissances techniques et pour ses faits d'armes?

Quels états de service Menou pouvait-il mettre en comparaison de ceux de Jean-Louis-Ebénézer Reynier? Né en 1771 à Lausanne, de protestants français réfugiés, Reynier était entré en 1790 à l'École des ponts et chaussées de Paris. En septembre 1792, il s'engageait comme canonnier au bataillon du Théâtre-Français. Dès le 21 octobre, il devenait adjoint à l'état-major de l'armée du Nord; il combattait à Jemmapes, servait aux avant-postes près de Lille. Le 29 pluviôse an II, il était adjudant général; le 26 prairial, Richard, représentant du peuple, lui conférait le grade de général de brigade. Mais Reynier refusait cet avancement, croyant, dit le général Souham, « pouvoir mieux servir la chose publique pendant cette campagne en demeurant dans la place qu'il occupait et dont il s'acquittait supérieurement ». Son « patriotisme était intact », sa probité éprouvée, son « républicanisme » excellent, et il était très apte à faire un bon général (1).

(1) Arch. admin. Guerre. Dossier Reynier. Renseignements exigés par l'arrêté du comité de Salut public du 30 germinal an II pour la nomination à tout emploi au service des armées; fournis au quartier général d'Helwoort, 22 vendémiaire an III. Cf. LA JONQUIÈRE, I, p. 289.

Brigadier le 24 nivôse an III, divisionnaire le 11 brumaire an V, Reynier était à cette époque chef d'état-major de Moreau, avec lequel il devait rester en relations amicales. En l'an VI il fut désigné pour commander une division de l'armée d'Orient et au début de la campagne de Syrie remporta un beau succès à El Arisch.

Évidemment, Reynier, volontaire de 1792, combattant des armées du Rhin, s'estimait mieux fait pour commander aux soldats de 1800 que l'ex-baron et l'ex-constituant Abdallah Menou. Si, le 25 prairial, il se fût empressé d'accepter la renonciation du plus ancien divisionnaire, l'armée d'Orient l'eût sans doute reconnu pour son chef. Mais Reynier n'était pas l'homme des situations difficiles. Napoléon I^{er} nous le dépeint « froid, silencieux », peu communicatif, ami de la solitude, incapable d'électrifier et de dominer les troupes (1). Un tel caractère hésite à violer les règles, à renverser les obstacles ; il craint de n'être ni compris ni soutenu. Mais, ambitieux, uniquement préoccupé de son intérêt et de sa gloire, il se repent d'avoir manqué d'audace ; il rumine sans cesse les causes de son échec ; il pense se justifier en censurant la conduite du rival qui a réussi.

Reynier se persuade que Menou l'a dupé. Ce n'était point comme successeur de Kléber que Menou devait prendre des décisions après l'assassinat du général en chef, mais en qualité de commandant du Caire. C'est à ce titre seulement que Reynier lui abandonnait les responsabilités de la première heure... Plus tard, lui avait-il dit, une « assemblée de généraux » élirait un chef : Menou n'avait pas voulu comprendre, « jurant ses grands dieux qu'il refusait le commandement (2) ». Telle était la version que, dans ses notes intimes, Reynier donnait de la

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, chap. xvii.

(2) Arch. hist. Guerre, Correspondance de l'armée d'Orient, note de R***** (Donation Friant).

fameuse discussion du 25 prairial ; il n'osa pas la reproduire textuellement dans son ouvrage, assuré peut-être que le Premier Consul n'y ajouterait pas foi ; il devait bien avouer qu'il avait suggéré à Menou les meilleures raisons de prendre le commandement de l'armée : la loi formelle qui lui en faisait un devoir, son changement de religion agréable apparemment aux indigènes, la promesse que tous les généraux et Reynier particulièrement lui viendraient en aide. Mais, prétendait-il, puisque Menou refusait d'assumer toutes les charges, il avait du moins voulu lui démontrer que ses fonctions de commandant du Caire l'obligeaient à donner des ordres (1).

L'effroi dissipé, l'avenir rasséréiné, Reynier ne se souvint plus qu'il avait, plus que tous, poussé Menou au poste enviable. « Il témoigna son mécontentement sur ce que le général Menou lui donnait des ordres... Il prétendit que le général avait bien le droit de prendre le commandement de l'armée pour le moment seulement, mais qu'il ne pouvait continuer de commander que lorsque tous les généraux assemblés en conseil de guerre lui auraient donné le titre de chef de l'armée (2). »

Il apprendra bientôt avec amertume que le bruit de sa propre élévation au commandement avait été accueilli par l'armée sans défaveur (3). Mécontent de lui-même, il s'irritera à tout propos. Si, au lieu de prendre rang aux angles du corbillard de Kléber avec les généraux de division, Menou marche seul en arrière, c'est une usurpation, un abus d'autorité injustifiable (4)... Ainsi chaque geste, chaque parole du nouveau chef seront commentés. Jour par jour, Reynier fera l'analyse ironique des décrets de Menou (5). Sans désobéissance, sans

(1) REYNIER, p. 97-98.

(2) Arch. hist. Guerre. Rapport de Friant.

(3) Donzelot, commandant à Siout, à Reynier, 23 messidor (12 juillet)..

(4) Arch. hist. Guerre, *Journal de Reynier*, n° 32.

(5) *Ibid.*

révolte formelles, il poursuivra le général d'une hostilité maussade et mesquine; il plaindra les victimes, ralliera les opposants autour de son nom, donnant à Menou, peut-être sans le vouloir, l'impression qu'il est un dangereux rival et le plus grand obstacle à la politique de colonisation.

§ II

Menou, général en chef, n'abandonne rien de son système. Si ses avis n'ont pu convaincre Kléber, son autorité entraînera toute l'armée d'Orient à s'attacher à l'Égypte. Mais les idées de l'armée sont les idées de Kléber. Les soldats étaient unis à leur général par une sympathie affectueuse que la douleur ravive et surexcite : « C'est un ami, c'est un père que nous avons perdu ! » Telles sont les expressions de tous (1). Lagrange n'ose qu'après vingt-quatre heures communiquer la fatale nouvelle aux troupes de Salahièh (2).

Il faut bien que Menou tienne compte de cet abattement universel et il est lui-même assez ému pour ne songer d'abord qu'à mêler « ses regrets » à ceux de toute l'armée (3). Le 26 prairial, il adresse aux troupes une première proclamation pour leur apprendre officiellement l'assassinat de leur chef; il loue vivement Kléber d'« avoir restauré les finances et réformé l'administration »; il veut, pour diriger sa conduite, « invoquer les mânes de son prédécesseur » en même temps que « le génie de Bonaparte (4). »

L'hommage rendu à Kléber « causa une vive satisfaction : les Français en répétèrent avec attendrissement »

(1) DOGUEREAU, p. 392; MILLET, p. 204; BRICARD, p. 423.

(2) Lagrange à Reynier, 28 prairial (17 juin).

(3) Menou à Damas, 26 prairial (15 juin).

(4) B. N.

tous les termes (1). Menou usait envers l'armée des ménagements nécessaires. Au moment même où l'assassinat du général en chef redoublait dans l'âme des soldats le dégoût et la haine de l'Égypte, qui prenait le commandement? — Un homme que le mariage et l'abjuration avaient fait Égyptien plus qu'à demi. L'élévation soudaine de Menou au pouvoir semblait un présage nouveau du sort réservé à l'armée d'Orient : l'exil et l'isolement perpétuels en pleine barbarie.

« Son âge, sa brillante bravoure, l'éclat qui rejaillissait sur lui d'avoir été l'un des pères de la liberté française, son attachement à Napoléon qu'il manifestait avec chaleur (2) », autant de raisons qui, au gré de l'Empereur, concilièrent à Menou les sentiments des troupes, autant de qualités ignorées, oubliées ou insuffisantes au 14 juin 1800. Pour les uns, Menou est un « vieux courtisan », sans talents militaires (3) », pour les autres un « officier sans mérite » et ridicule (4). « La majorité s'étonne » de le voir au commandement (5).

Le 5 messidor, Pépin, chef de la 9^e demi-brigade de ligne, écrit de Salahiéh au général Rampon : « Je ne dois pas vous laisser ignorer que la promotion du général Menou au grade de général en chef a excité de grands murmures au Caire et que j'ai été fort aise d'en partir pour ne pas avoir le chagrin de voir le corps que je commande prendre part au mouvement qui était prêt à éclater... Nous sommes tous consternés de la fin tragique de notre brave général en chef. Non seulement les services qu'il a rendus à la République depuis le commencement de la guerre nous l'avaient rendu estimable mais encore celui qu'il avait envie de nous rendre en nous

(1) Baude à Menou, 7 messidor (26 juin).

(2) *Campagnes d'Égypte*, II, chap. xvii.

(3) DOGUEREAU, p. 393.

(4) VERTRAY, p. 165.

(5) BRICARD, p. 423.

restituant à notre patrie. » En vain Reynier prétend-il qu'« après la bataille d'Héliopolis, après le 18 brumaire », les troupes sentaient « toute l'importance » de leur conquête et se plaisaient en Égypte (1). Goguett, en présentant sa demi-brigade, demandait à Menou « quand il comptait reconduire l'armée en Europe (2) ». Dans les derniers jours de prairial, Menou recevait d'Alexandrie le mémoire d'« un citoyen français » concluant que l'intérêt de la France, l'état de guerre en Europe, « la volonté même du nouveau gouvernement » faisaient de l'abandon de l'Égypte un devoir pour le général en chef (3). Le 2 messidor, Lanusse, voulant affirmer « son dévouement à la chose publique et son attachement » à la personne du nouveau chef, déclarait à Menou qu'« il ferait tout ce qui dépendrait de lui pour que la campagne d'Égypte se terminât au gré de tous les Français ». Parmi les troupes de ce divisionnaire les Anglais s'étaient ingéniés à semer le mécontentement, leur persuadant « qu'il ne tenait qu'à leur général en chef de se rendre en France, conformément au traité d'El Arisch (4) ». L'approche d'une escadre turque, l'attitude pacifique du capitán-pacha qui la commandait avaient réveillé encore dans la garnison d'Alexandrie le désir du rapatriement ; la nouvelle de l'assassinat de Kléber ne pouvait changer les dispositions des esprits (5). Les hommes de devoir, comme le capitaine Thurman, trouvaient une diversion dans leurs travaux militaires. Ils n'en avaient pas moins « la conviction de l'inutilité de leurs efforts (6) ».

Où Menou devait renoncer à sa politique, ou bien il devait y rallier l'armée et du même coup dissiper les

(1) REYNIER, p. 89-90.

(2) Rapport de Friant.

(3) 27 prairial (16 juin).

(4) BRICARD, p. 422.

(5) Baude à Menou, 7 messidor (26 juin).

(6) THURMAN, p. 161.

défiances, relever les courages et, selon le vœu d'un loyal officier, unir les volontés « dans un désir unanime de la gloire et de l'intérêt public (1) ».

Il résolut de rendre les Français juges de la situation, et, par un exposé sincère de son programme, de les amener à prendre ouvertement parti. Ce fut l'objet de la proclamation du 5 messidor an VIII (24 juin 1800).

Depuis deux années, l'expédition d'Orient semblait aux soldats une véritable énigme. « Qu'étaient-ils venus faire en Égypte? » et quel moyen d'expliquer le but d'une telle campagne? Il était insupportable de souffrir et de mourir sans savoir pourquoi. Ces esprits simplistes, abandonnés à leurs réflexions, s'étaient persuadés que le Directoire avait cherché à se débarrasser d'eux et ce soupçon autorisait les révoltes. Pour les fixer dans le devoir, il suffisait de les traiter en consciences raisonnables et, en leur donnant de l'expédition un motif plausible, de paraître les associer aux volontés de leurs chefs.

« Le gouvernement français, dit Menou, ayant appris en l'an VI que les ennemis de la République française formaient des projets pour s'emparer de l'île de Malte et de l'Égypte, résolut de les prévenir. Les intérêts du commerce du Levant, dont les bénéfices s'élevaient annuellement à près de 50 millions, commandaient impérativement cette mesure. L'expédition de Malte et d'Égypte fut ordonnée. » Lutte contre l'Angleterre, protection des intérêts français, ce ne sont pas là des raisons auxquelles les soldats pourrout demeurer insensibles.

Mais d'où vient que la Turquie se soit déclarée contre nous? « Il avait été arrangé qu'au même instant que partirait l'armée, un ambassadeur des Français se rendrait à Constantinople pour instruire le Grand Seigneur des motifs de l'invasion d'Égypte; par une fatalité dont

(1) Sorbier, chef de bataillon du génie, au général Sanson, 2 messidor (21 juin) (d'Alexandrie).

on ne peut que soupçonner la cause, l'ambassadeur ne fut point envoyé. »

Ainsi la Turquie et l'Angleterre se sont unies pour nous chasser d'Égypte ; mais leurs efforts sont restés vains. L'armée d'Orient livrera-t-elle à ses ennemis ce qu'ils n'ont pu lui arracher ? Qu'elle comprenne désormais son devoir ! Pour lui en donner toute l'intelligence, Menou n'hésite pas à séparer nettement la politique qu'il entend suivre de celle de son prédécesseur.

Narrant à grands traits l'histoire de la campagne d'Égypte, il en vient aux négociations de nivôse et de pluviôse an VIII. Comment les jugera-t-il ? Les condamner, n'est-ce pas condamner l'armée tout entière ? La minute de la proclamation est, à ce passage, couverte de ratures. Enfin, il écrit cette phrase qui va décider de l'avenir : « Une capitulation *sur laquelle je ne me permets aucune réflexion* fut conclue. »

Il convient que l'armée renonce à tout espoir de retour immédiat. Pour l'y décider, Menou ne veut en appeler qu'à l'obéissance militaire :

« Qui désormais dirigera notre conduite ? Qui nous dictera ce que nous avons à faire ? Celui qui seul en a le droit, le gouvernement de la République française. C'est à lui seul qu'il appartient de ratifier ou de rejeter tout ce qui pourrait avoir été conclu, tout ce qui pourrait l'être à l'avenir entre l'armée française et les puissances ennemies... Il ne peut exister d'autre voie légale et honorable de conclure un traité quelconque avec nos ennemis. »

Cependant Menou ne veut pas qu'on l'accuse d'emprisonner les Français en Égypte par caprice ou avec l'arrière-pensée de sa gloire et de ses avantages particuliers :

« Si je ne consultais que mon intérêt privé, si j'oubliais pour un instant que je suis républicain, si je pouvais préférer à la prospérité publique ce qui m'est personnel,

ainsi que vous je ne balancerais pas un instant à vouloir retourner dans mon pays. Je viens de parler le langage de la vérité. »

Au prix de cette franchise, le général en chef croit devoir compter sur l'obéissance et sur la discipline de l'armée. Il se défend au reste d'être infidèle aux traditions de Bonaparte et de Kléber. C'est en imitant leurs exemples qu'il tâchera de mériter la confiance et l'estime. « Kléber avait commencé à rétablir les finances, il achèvera son ouvrage. » Et comme les murmures et les séditions des troupes et leur dégoût de l'Égypte ont toujours eu pour prétexte le manque d'argent, Menou appuie ses arguments de cette promesse solennelle : « Désormais, votre solde sera journellement assurée. » Engagement téméraire peut-être, mais auquel les circonstances ne permettent pas d'échapper.

Instruits des motifs de la conquête, éclairés sur les dispositions de leur chef, assurés du paiement de leur solde, les Français comprendront-ils « de quel poids est l'expédition d'Égypte dans la balance politique de l'univers » ? Rompront-ils avec le passé pour sacrifier leurs espoirs de retour à la fondation d'une grande colonie africaine ?

Menou attendait leur réponse. « Des circonstances qu'il était impossible à toute prudence humaine de prévoir m'ont forcé à prendre le commandement, écrit-il à Lanusse le 11 messidor (30 juin) ; si les troupes ne m'accordent pas leur confiance, je suis prêt à résigner la place que j'occupe entre les mains du général qu'elles croiront le plus digne. » C'est pour les laisser juger en connaissance de cause qu'il a voulu leur dire « la vérité telle qu'il l'avait sentie ». Il entendait se conformer à ces instructions de Bonaparte : « Supposant que les circonstances soient telles que vous croyiez devoir conclure un traité avec la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié. » Cette lettre

devait être communiquée aux soldats de la province d'Alexandrie, et le général en chef en prenait occasion pour affirmer encore « son estime, son attachement » pour le général Kléber, « les regrets ineffaçables qu'il lui portait », le respect qu'il gardait à sa mémoire.

La proclamation du 5 messidor atteignit son but. Selon les expressions du général Friant elle « fixa l'opinion » et décida l'armée à « s'installer en Égypte (1) ». Les soldats semblent dès lors résolus à l'obéissance : « Nous sommes prêts à faire ce que nos chefs voudront », répondent les grenadiers de Leclerc Dostein au parlementaire anglais qui les flatte d'une assurance de paix (2). L'adjudant général Boyer, commandant la province de Bahiréh, déclare que « l'armée a applaudi à la proclamation et reconnu que Bonaparte avait seul le droit d'ordonner l'évacuation de l'Égypte (3) ». Une lettre plus significative encore est celle du chef de brigade Pépin, celui-là même qui avait constaté l'impopularité de Menou et qui comptait entre les partisans les plus décidés de la convention d'El Arisch. Le 13 messidor (2 juillet), il écrit à Reynier, dont il n'ignore cependant pas l'opinion : « Les soldats sont satisfaits. C'est la première fois, répètent-ils, qu'on nous dit la vérité ; si nous avions su plus tôt ce que nous savons aujourd'hui, nous n'aurions pas mieux fait notre devoir, mais nous aurions été plus tranquilles. » L'opportunité de la proclamation apparaissait évidente : si l'armée d'Orient ne manifestait pas pour la conservation de l'Égypte un enthousiasme qu'on ne pouvait attendre d'elle, elle n'était plus un obstacle à la politique du général en chef et laissait celui-ci libre d'organiser la colonie nouvelle. Menou avait gain de cause. Napoléon I^{er} a pu le dire sans erreur, « peu de semaines après

(1) Rapport de Friant.

(2) Leclerc à Menou, 9 messidor (28 juin).

(3) 11 messidor (30 juin).

avoir pris le commandement, il avait rallié l'armée (1) ».

Était-il aussi vrai qu'il eût « détruit tous les partis (2) » ? Les amis et les conseillers de Kléber n'avaient pas changé d'attitude : Menou prétendait non pas les convertir, mais détourner l'armée de leur secte. Sa proclamation était trop catégorique pour être conciliante ; respectueuse de la personne de Kléber, elle n'en demeurait pas moins la condamnation formelle de la convention d'El Arisch. Les soldats eux-mêmes l'avaient ainsi entendue, et non pas sans déplaisir (3). En effet leur soumission aux volontés du nouveau chef n'excluait nullement et ne devait jamais exclure la fidélité de leur souvenir au général disparu. Les anciens officiers des armées du Rhin, qui avaient personnellement connu Kléber, éprouvèrent, à la lecture de l'ordre du jour, la même impression pénible ; Donzelot, commandant à Siout, vit « avec regret que tout en invoquant les mânes de Kléber, on censurait sa conduite d'une manière astucieuse et amère » ; il voulait croire, cependant, « qu'il n'y avait aucune intention défavorable contre la mémoire de ce brave homme (4) ».

Mais quelle déception, pour les lieutenants de Kléber, que de voir leur système publiquement répudié ! Quel affront pour Damas, chef de l'état-major, conseiller, ami intime du prédécesseur de Menou ! Damas s'était toujours montré partisan de l'évacuation, l'était plus que jamais depuis l'assassinat de son ami. Selon Friant, il pressait Menou, après le 25 prairial, de « traiter dans de bonnes conditions (5) ». Donzelot faisait écho aux sentiments du chef d'état-major lorsqu'il lui écrivait : « Le séjour de ce pays doit désormais vous être bien insupportable ; trouverez-vous les moyens de vous en éloigner ? Je connais-

(1-2) *Campagnes d'Egypte*, II, chap. XVII.

(3) BRICARD, p. 436.

(4) Donzelot à Friant, 23 messidor (9 juillet).

(5) Rapport de Friant.

sais les desseins de votre ami, il m'en avait parlé. Sa mort a-t-elle changé la nature des négociations? Enfin la *convention aura-t-elle ou non son effet* (1)? »

« L'adresse à l'armée » indigna Damas. « Elle versait, disait-il, dans son cœur un poison qui le dévorait. » Il en regardait « les perfidies muettes comme un coup de poignard aussi lâchement porté que ceux qui lui avaient enlevé Kléber ». Et confondant Soleiman l'Alépin et Abdallah Menou dans une même haine, il criait « vengeance contre les assassins ». Sur-le-champ, il voulait quitter son poste... (2).

Désormais, entre Menou et Damas, la guerre était déclarée ; guerre inexpiable, puisque Damas prétendait venger Kléber des insultes de Menou, puisque Menou poursuivait en Damas l'héritier politique de Kléber ; guerre incessante et mesquine puisque le général en chef et le chef d'état-major étaient en rapports quotidiens et que les moindres décisions de Menou se heurtaient à la mauvaise volonté de Damas.

Le général Lanusse, commandant à Alexandrie, n'était pas des familiers de Kléber. Officier de l'armée d'Italie, venu en Égypte après la campagne des Pyramides (3), il avait refusé une adhésion franche à la convention d'El Arisch et se plaignait vivement de l'attitude de Kléber à son endroit (4). Napoléon I^{er} le peint « brillant devant l'ennemi », plein « du feu sacré, caractère décidé, actif, entreprenant ». L'Empereur prétend même qu'il eut un moment la pensée de « rappeler Menou et Reynier et de confier à Lanusse le commandement en chef (5) ». C'est là peut-être une intention datée de Sainte-Hélène ; mais l'illusion de Bonaparte eût été grande s'il eût cru en choi-

(1) Lettre du 10 messidor (29 juin).

(2) Damas à Donzelot, 11 messidor. (Registre de Damas.)

(3) Il arriva avec Tallien le 23 août 1798.

(4) Verdier à Damas, 7 fructidor (25 août 1800).

(5) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 357.

sissant Lanusse assurer l'avenir des Français en Égypte. Lanusse était un impulsif ; peu favorable à l'évacuation alors que Kléber la désirait, il s'était ensuite laissé envahir par la nostalgie. Son désir d'activité, son ambition s'usaient dans l'ingrate besogne du commandement d'Alexandrie. Il n'écrivit à Menou que pour l'entretenir du retour en France.

Nous l'avons entendu, le 2 messidor, souhaiter « l'achèvement de la campagne d'Égypte ». Le 9, il adresse au général en chef une lettre obscure et embarrassée, où il s'efforce de le convaincre sans le heurter :

« Vous aurez reçu les papiers-nouvelles dont était porteur l'aide de camp Loyer ; il ne paraît pas par ce qu'ils contiennent qu'il se passera prochainement en Europe quelque grand événement qui puisse changer la position de l'armée d'Orient. Si j'entreprenais de vous déduire des raisons qui pourraient vous décider à prendre un parti... je n'en manquerais pas de plausibles. Certainement, en posant d'un côté l'avantage de garder l'Égypte jusqu'à la paix générale et de l'autre les cent et une difficultés qui s'y opposent, je pourrais faire mon opinion. Mais il est essentiel que ce que vous voulez faire soit ignoré au moins pendant six semaines et de l'armée et des habitants du pays... Si vous vous êtes aperçu, mon général, que ma manière de voir d'aujourd'hui est bien différente de celle que j'avais il y a six mois, vous n'êtes pas à juger que notre situation est bien différente de celle qu'elle était alors. »

Le commentaire, que le 11 messidor Menou lui envoya, de la proclamation à l'armée, put éclairer Lanusse sur les résolutions de son chef. Le 23, ce fut une réponse directe et décisive aux insinuations du commandant d'Alexandrie : « Je n'entends pas ce que vous voulez me dire. Ce que je sais, c'est qu'il faut que notre marche et notre conduite soient dirigées par notre gouvernement.

C'est à lui seul qu'il appartient de dicter ce que nous avons à faire parce que, placé au centre, lui seul connaît les rapports qui existent entre les différentes puissances bel-ligérantes ; parce que lui seul sait ce que la France peut céder ou conserver lors d'une paix générale et vous savez mieux que moi de quel poids peut et doit être l'Égypte dans une négociation. »

Lanusse n'insista pas. Il affirma qu'il « voyait avec plaisir la persévérance du général en chef et la ferme résolution dans laquelle était celui-ci de n'accéder à aucun accommodement sans la participation du gouvernement, parce que cela lui faisait croire que la position actuelle était différente de ce qu'il se l'était représentée (1) ». Il n'engageait pas sa conviction intime et ne donnait pas à Menou plus qu'un crédit provisoire. Pour peu qu'il subît une impression nouvelle, il devait ouvertement se déclarer contre le général en chef et appuyer de ses violences et de ses éclats l'opposition sournoise de Reynier, l'hostilité haineuse de Damas.

Ainsi, à la fin de messidor an VIII, l'attitude de l'armée d'Orient se dessinait de façon précise. En prenant le commandement, Menou s'était trouvé en contradiction avec les préjugés et avec les espoirs des soldats. Il lui était d'autant plus difficile d'affermir son autorité que le hasard seul la lui conférait, d'autant plus délicat d'imposer sa personne qu'il succédait au général le plus populaire et le plus aimé. Il prit le parti d'exposer franchement sa politique. Les troupes apprécièrent cette preuve de confiance. Sans éprouver à l'égard de Menou cet enthousiasme que leur avait inspiré la gloire militaire et l'allure martiale de Kléber, sans lui vouer cette affection qu'avait créée entre le général et les soldats une communauté de souffrances et de victoires, elles témoignèrent à leur chef

(1) Lanusse à Menou, 29 messidor (18 juillet).

une obéissance absolue ; s'égayant peut-être de son islamisme, de son physique peu séduisant, de ses longs ordres du jour (1), elles ne se permirent ni une révolte, ni un murmure et, puisque désormais il leur était interdit de quitter l'Égypte, elles s'y installèrent le plus commodément du monde.

Mais en haut lieu on ne sut ni se résigner, ni obéir avec franchise. D'une valeur militaire incontestable, les généraux de l'armée d'Orient avaient, comme le dit Napoléon de l'un d'eux (2), « peu d'étendue dans l'esprit » et « peu d'élévation dans l'âme ». En une série de dessins où, il est vrai, l'on sent parfois une pointe de caricature, Dutertre, membre de la commission des arts, les a croqués sur le vif ; empanachés, traînant ou brandissant leur sabre, les traits durs, le front étroit, hardis, impérieux, entêtés. De tels hommes s'inquiètent peu des systèmes politiques : « Menou ne se doute pas de quelle manière veulent être conduits les militaires de ce temps ! » s'écrie un jour Lanusse (3). Ils ont, en l'an II, vaillamment combattu pour la défense de la patrie ; en l'an VIII, ils demandent à la guerre la richesse, les dignités, le pouvoir. Le longue trêve qu'ils subissent en Orient irritent leurs nerfs : « affamés, oisifs, inquiets... et comme travaillés par un excès de sang, » ils « crient misère » lorsqu'ils « cessent de se battre (4) » ; ils appartiennent presque tous à cette faction militaire qui jalouse Bonaparte et qui, en Égypte comme en France, murmure, censure, récrimine et s'agite sans trop savoir pourquoi... Kléber, leur chef, abandonnait son poste autant pour compro-

(1) DESVERNOIS, *Mémoires*, chap. xx.

(2) (De Damas), *Campagnes d'Égypte*, II, chap. xv.

(3) Lanusse à Lannes, 15 brumaire an IX (6 novembre 1800).

(4) Expressions d'Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 456-457. L'analyse que donne l'auteur de l'état d'esprit des soldats français en 1799 s'applique admirablement aux généraux de l'armée d'Orient.

mettre la gloire de son prédécesseur que par conviction de sa propre impuissance et par lassitude ; ses disciples s'estiment sacrifiés aux ambitions du Consul, humiliés d'obéir à un général de faubourg. Ils se refusent, les uns, par amour-propre froissé, les autres, par fidélité au souvenir de Kléber, à admettre la politique nouvelle. Destaing, commandant à Rosette, les accuse eux et leurs tenants de « travailler » l'esprit des troupes ; il engage Menou à ne pas tolérer « certaines prétentions » qui mèneraient droit à l'anarchie (1). Mais déjà l'attitude fron-deuse de ses lieutenants excite l'inquiétude du général en chef ; à les entendre blâmer ses actes, à surprendre leur antipathie mal déguisée, Menou ne peut pas ne pas les juger ennemis de sa personne et de son œuvre.

§ III

La diplomatie du général Menou n'est que l'application intégrale des principes proclamés le 5 messidor. Le gouvernement de la République française décidera du sort de l'Égypte, l'armée d'Orient se contentera de défendre sa conquête : telle est la fin de non-recevoir que le général en chef oppose à toutes les offres des Anglo-Turcs.

S'adressant d'abord aux Anglais, il répond, le 1^{er} messidor an VIII (20 juin 1800), à une lettre de Sydney Smith, datée du 9 juin ; il annonce au commodore l'assassinat commis par « ses alliés les Turcs » et ajoute que « les Français aiment à croire que les Osmanlis sont seuls coupables ». Il détermine l'attitude qu'il entend garder : « La marche que vous avez tenue, monsieur, relativement à la convention qui avait été faite à El Arisch me trace parfaitement celle que je dois tenir. Vous avez demandé la ratification de votre gouvernement ; je dois également

(1) Destaing à Menou, 26 messidor an VIII (15 juillet 1800).

demander celle des Consuls, pour toute espèce de traité qui pourrait être conclu entre l'armée que je commande, les Anglais et leurs alliés. C'est la seule marche légale, la seule convenable (1). »

Il ordonna à son secrétaire Lévesque d'expédier à Morier la lettre de menaces dictée par Kléber et « reçut fort mal », selon Friant, un parlementaire anglais que le chef de brigade Pépin avait eu le tort de diriger de Salahiéh sur le Caire (2).

Le 28 vendémiaire an IX (20 octobre 1800), il renvoya à Smith les prisonniers anglais du *Cormoran* après les avoir convenablement traités (3) « malgré les propos outrageants tenus en Angleterre contre l'armée d'Égypte et les mauvais procédés de la nation anglaise à l'égard des généraux français, et surtout à l'égard de Desaix (4). »

Quant au grand vizir, il ne fut pas plus heureux que Sydney Smith.

La clameur de l'armée française l'avait accusé d'avoir inspiré le meurtre de Kléber. Le réquisitoire du commissaire Sartelon visa Youssef-Pacha autant que Soleiman ; l'accusé avait reconnu que « les troupes musulmanes demandaient à Alep quelqu'un qui pût assassiner le général en chef ». Mais il s'était défendu d'avoir reçu du vizir aucun ordre direct (5).

En notifiant le crime à Youssef, Menou se contenta de lui dire qu'« il ne cherchait point à découvrir les complices ». Et ce fut sans malveillance qu'il lui exposa son système politique : « Je dois déclarer à Votre Altesse que je ne puis mettre à exécution définitive aucune

(1) ROUSSEAU, II, n° 2.

(2) Friant à Donzelot, 10 messidor (29 juin).

(3) DESGENETTES, *Mémoires*, I, p. 154.

(4) Menou à Smith. Desaix avait été retenu plusieurs semaines comme prisonnier de guerre au moment de son retour en France.

(5) Pièces relatives à la procédure et au jugement concernant Soleiman el Haléby, 28 prairial (17 juin).

négociation, aucun traité qui pourrait avoir été conclu ou qui pourrait l'être à l'avenir sans la ratification du gouvernement de la République française. La Sublime Porte a actuellement un ambassadeur en France. Qu'elle lui ordonne de traiter avec ceux qui sont à la tête du gouvernement. » Il ne croit pas cependant devoir fermer toute issue à une négociation directe : « Si tout autre moyen de traiter convenait à Votre Altesse, mais toujours sous la condition expresse de la ratification du gouvernement français, je m'empresserais d'écouter ce que Votre Altesse et ses alliés pourraient proposer. » (10 messidor-29 juin).

Le 4 thermidor, Menou remercia le capitán-pacha d'avoir rendu à la liberté le chef de brigade Beaudot, auquel le vizir avait fait subir d'indignes affronts. Sur ces entrefaites, un vaisseau turc de quatre-vingt-quatre canons échoua sur la côte égyptienne ; l'équipage et son chef l'amiral Indgea-bey tombèrent aux mains des Français (1). Beaudot et Indgea-bey furent chargés par le général en chef d'aller négocier l'échange des prisonniers auprès du capitán-pacha. Menou se refusait à toute autre convention et s'en tenait à souhaiter le rapprochement de la Porte et de la République (2). Beaudot attendit vainement Hussein, dont la flotte s'était éloignée de la côte.

Dès lors, Menou se borna à observer les mouvements des ennemis. Lanusse surveilla d'Alexandrie les croisières anglaises et turques qui paraissaient et disparaissaient à l'horizon (3). Les espions envoyés de Damiette et de Salahiéh s'accordèrent à dépeindre l'armée du vizir éprouvée par la famine et par la peste, diminuée par la

(1) Lanusse à Menou, 23 thermidor (13 août).

(2) Menou au capitán-pacha, 23 fructidor (10 septembre).

(3) Le 3 thermidor (22 juillet) la croisière anglaise devant Alexandrie est de vingt-neuf voiles. Le 28 thermidor, il ne reste qu'un vaisseau et quatre frégates ; le 20 fructidor (17 septembre), vingt-sept voiles turques se montrent devant le fort Phare. (Lettres de Lanusse.)

désertion, en guerre avec Djezzar, pacha d'Acre, et avec les Naplouzains. Pendant plusieurs mois on fut en sécurité sur la frontière.

Le 2 vendémiaire an IX (24 septembre 1800), le général en chef donna au ministre des Relations extérieures cet aperçu de la situation : « Les Turcs, divisés en deux grands partis à la tête de chacun desquels sont le grand vizir et le capitán-pacha, me font demander la paix chacun de son côté. Le grand vizir est l'ennemi du capitán-pacha. Il est bien avec les Anglais, très mal avec Djezzar, avec les Naplouzains, surtout avec les Arabes qui pillent tous ses convois. Le capitán-pacha est plus instruit, plus spirituel, plus humain. Il croise avec une vingtaine de bâtiments depuis Damiette jusqu'à Alexandrie. Il voudrait la paix avec les Français afin de se donner encore plus d'importance vis-à-vis de son maître. » Menou traîne les négociations en longueur et tâche d'inspirer aux Turcs beaucoup de méfiance à l'égard des Anglais. Mais pour les propositions « sur le fond de la question », il leur a fait comprendre « qu'elles ne pouvaient se traiter qu'à Paris et à Constantinople (1) ».

Il détruisait ainsi, comme le dit Napoléon, toutes les espérances des ennemis. « Le langage était bien changé au quartier général, le temps des intrigues était passé (2). » Diplomatie habile que de n'user point d'habiletés diplomatiques. Les Anglais ne pouvaient plus escompter l'inexpérience et la précipitation maladroite des généraux français et Menou ne risquait pas de se laisser prendre à leurs pièges. En ne sortant pas de son rôle de général en chef, il était assuré de ne pas aller à l'encontre des vues du Premier Consul et laissait à celui-ci le temps et le soin de régler l'avenir de l'Égypte (3). Il donnait à Lanusse

(1) ROUSSEAU, II, n° 23.

(2) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 364.

(3) DOGUEREAU, p. 394-395.

une excellente raison de cette conduite lorsqu'il lui disait : « Placé au centre, le gouvernement seul connaît les rapports qui existent entre les différentes puissances belligérantes ; lui seul sait ce que la France peut céder ou conserver lors d'une paix générale (1). »

Cette inaction n'en paraissait pas moins très étrange aux divisionnaires de l'armée d'Orient. Reynier aurait montré plus d'« adresse ». Il se fût servi « de l'intérêt personnel » du vizir et du capitán « pour renouer des négociations tendant non à leur céder l'Égypte, mais à paralyser leurs efforts, à les éloigner des Anglais, peut-être même à les disposer à la neutralité pendant la guerre ». « Les Turcs, dit-il, accoutumés à voir les gouverneurs de province se rendre indépendants, regardèrent la réponse de Menou comme une défaite et se persuadèrent que toute négociation devenait inutile (2). »

Reynier eût voulu, comme Kléber, passer pour un fin diplomate. Le général en chef préféra ne pas s'engager en de tortueux détours et s'en remit au sort des armes. Il fallait « désormais des armées bien disciplinées, nombreuses et composées de troupes d'Europe pour arracher l'Égypte à la France (3) ».

On disait, dans l'armée d'Orient, que la proclamation du 5 messidor avait hâté les préparatifs de l'ennemi (4). Aussi bien apparaît-elle comme la préface de tout le gouvernement de Menou. Elle implique et les réformes du général en chef et l'hostilité des divisionnaires à ces réformes ; elle explique la campagne militaire de 1801.

(1) Menou à Lanusse, 11 messidor, *lettre citée*, p. 104.

(2) REYNIER, p. 105.

(3) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 364.

(4) Rapport de Friant.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE L'ÉGYPTE FRANÇAISE

Aux yeux du général Abdallah Menou, l'Égypte constitue une véritable colonie française : il en est le gouverneur, il y représente les Consuls, et, puisque les communications régulières n'existent pas entre le territoire colonial et la métropole, il y légifère en chef d'État. « Ses ordres du jour, comme l'écrit l'ordonnateur Sartelon au ministre de la Guerre, remplacent les lois et servent de base à l'administration de l'armée (1). »

Il entend suffire à sa double tâche de général en chef et d'organisateur. En même temps qu'il assurera à l'armée d'Orient des ressources et qu'il devra songer aux combats du lendemain, il rêvera de civiliser l'Égypte, « d'identifier le peuple fellah au peuple français (2) », de « faire le bonheur » des habitants des rives du Nil (3).

A ce travail de colonisation, il emploiera les premiers temps du répit que lui laissent les Anglo-Turcs. Il y mettra toute son ancienne ardeur de constituant de 1789, toute cette intelligence à laquelle Napoléon I^{er} s'est plu à rendre hommage.

Nous le verrons tout d'abord préoccupé d'assurer la vie matérielle de l'armée et de réconcilier les Français

(1) 22 brumaire an IX (13 novembre 1800).

(2) 15 vendémiaire an VIII (7 octobre 1798). Lettre de Menou à l'ordonnateur en chef H. Daure.

(3) Menou au comité administratif, 9 thermidor an VIII (28 juillet 1800).

avec l'Égypte ; ce sera le commentaire de ses réformes administratives, l'étude de sa gestion financière ; nous y joindrons le tableau des forces de l'armée d'Orient. Puis nous noterons les efforts du général pour rapprocher les Égyptiens de leurs vainqueurs, pour pacifier le pays en rétablissant les institutions locales, en respectant l'alliance conclue avec Mourad bey, en soumettant les tribus arabes. Les encouragements donnés à l'agriculture et à l'industrie, les tentatives de relations commerciales avec la France d'une part et de l'autre avec le chérif de la Mecque, avec les États barbaresques et les sultans africains nous le montreront attentif à enrichir l'Égypte en même temps qu'à étendre l'influence française dans les régions lointaines.

§ I^{er}

Réformes administratives.

Les membres des administrations militaires qui, durant toutes les guerres de la Révolution, méritèrent des reproches si justifiés, s'étaient, en Égypte, souvent montrés infidèles à leur devoir. Par leur faute, l'armée avait manqué de vivres, les malades de remèdes et de soins ; les magasins n'étaient pas approvisionnés, les hôpitaux et les ambulances restaient dans le plus lamentable abandon. En 1799, la garnison d'Alexandrie avait particulièrement souffert des dilapidateurs. La correspondance de Marmont avec Bonaparte et avec Menou révèle les fraudes commises dans cette ville par la « coalition de l'insurveillance, de la bêtise et de la coquinerie (1) ».

Toute l'armée se plaignait des mêmes désordres et s'en prenait violemment aux « gobe-légumes (2) ». « Les deux cents quintaux de farine que vous m'annonciez

(1) LA JONQUIÈRE, III, p. 419-430.

(2) GALLAND, I, p. 209.

se sont réduits à quatre-vingt-quinze du pays, qui en font soixante-seize de France, mandait Reynier, commandant de la province de Charkieh, au général en chef. Ainsi les administrations continuent toujours à vous tromper sur les envois qu'elles font (1). »

En thermidor an VIII, Menou adressait à l'ordonnateur en chef une sévère mercuriale au sujet des commissaires des guerres : « Leurs places étaient parmi les plus belles des armées. On les a avilies par les mauvais choix. On y a placé des hommes qu'on rougirait d'avoir à ses côtés. Il est encore dans cette classe des hommes probes et à l'abri des inculpations. Pourquoi ceux-là ne se réunissent-ils pas pour chasser tout ce qui est indigne de siéger avec eux? S'ils prenaient cette mesure, ce corps ainsi épuré deviendrait ce qu'il devrait être, respecté parce que respectable (2). »

Desgenettes assure dans ses *Souvenirs* que l'ordonnateur Sucy fut suspecté, non sans raison, d'indécatesse (3). L'administrateur des finances Poussielgue ne laissa pas meilleure réputation. Il crut bon d'emporter avec lui en France tous les papiers et registres relatifs à sa gestion. Et son successeur, Estève, prévint Menou qu'il ne pourrait jamais vérifier les comptes rendus à Poussielgue pour l'enregistrement, les domaines nationaux, le mobilier national et les douanes (4).

Les négligences ou les malversations des administrateurs français s'aggravaient des vols des intendants cophtes. Une fois maître de l'Égypte, Bonaparte avait dû songer à y assurer l'existence matérielle de l'armée française. Jeté en pays barbare, il n'avait aucun moyen

(1) De Belbes, 20 fructidor an VI, LA JONQUIÈRE, III, p. 178.

(2) Menou à Daure, 26 thermidor (4 août).

(3) III, p. 179. Sucy quitta l'Égypte avant Bonaparte et fut assassiné en Calabre.

(4) Lettre d'Estève à Menou insérée dans l'ordre du jour du 27 thermidor an VIII. B. N.

de connaître le rendement des impôts et d'en réglementer la perception. Les Cophtes s'étaient alors présentés ; de tout temps, les mamelouks avaient confié à ces chrétiens indigènes l'administration financière du pays : régisseurs des terres, banquiers, manieurs de deniers publics, les Cophtes possédaient seuls les registres des revenus égyptiens et se gardaient jalousement de les communiquer aux profanes. Il fallut se soumettre à leurs exigences. Le 12 thermidor an VI, Bonaparte nomma l'un d'eux, Girgès el Gouhary, intendant général de la perception de l'impôt foncier et le chargea en même temps « d'organiser les revenus de l'Égypte (1) ». Dès lors, cette caste rançonna le pays et frustra l'armée au mieux de ses propres intérêts. L'« arrangement un peu cher » conclu avec elle par le second général en chef confirma cette mainmise des Cophtes sur les ressources égyptiennes.

Ils dépouillaient le peuple sans scrupule. Dans la province de Rosette, « en tenant huit jours les cheiks sous le bâton », ils avaient fait payer à un village quinze fois plus que la taxe légale : ils alléguaient pour se justifier que « les habitants, par une culture soignée, avaient amélioré le terrain et fait des défrichements ». Devait-on, s'écriait le général Destaing, punir les paysans d'avoir obtenu par leur travail de meilleurs rendements (2)? L'adjudant général Boyer, commandant le Bahiréh, traçait ce portrait d'un collecteur d'impôts : « Le Cophte qui m'accompagne dans ma tournée a quatre-vingts domestiques, douze tentes ; pour nourrir sa maison, il requiert des villages plus de moutons qu'il n'en faut pour nourrir sa petite troupe qui est de cent cinquante hommes. C'est un insolent de première espèce qui taxe arbitrairement le feddan de terre tantôt à dix pataques, tantôt

(1) LA JONQUIÈRE, II, p. 287.

(2) Tableau économique et politique de la province de Rosette par le général Destaing, 4 complémentaire an VIII (21 septembre 1800).

à vingt (1). Qu'arrive-t-il? Tous les villages émigrent et partout je ne trouve que maisons vides. » Boyer ajoutait : « Les généraux qui commandent les provinces n'ont ni l'état nominatif des villages ni le rôle des contributions ; ces renseignements sont entre les mains des Cophtes, qui, sachant bien que les Français ne sont pas instruits, font tout *per fas et nefas* (2). » Donzelot prévenait le général en chef des collusions frauduleuses entre Cophtes et cheiks de villages, pour le partage des bénéfices réalisés sur l'impôt (3).

Le seul Cophte qui méritât quelque confiance était Moallem Yacoub. Ancien intendant d'un bey, il avait rendu à Desaix d'éminents services en Haute-Égypte ; encore « le compère », au dire de Belliard, avait-il eu bien soin, « en travaillant pour nous, de ne pas oublier ses intérêts (4) ». Il resta fidèle à la France jusqu'à la dernière heure, quitta l'Égypte avec l'armée d'Orient, malgré le capitan-pacha qui voulait utiliser sa compétence financière (5), et mourut pendant la traversée. Exception faite de Yacoub, il fallait convenir avec Menou que les Cophtes étaient « une maudite engeance ».

Enfin, les généraux français se montraient assez disposés à agir dans leurs provinces en proconsuls. Dès fructidor an VI, Bonaparte avait constaté que plusieurs avaient établi des impôts de leur propre initiative et il leur avait défendu de rien exiger des habitants (6). Par l'ordre du jour du 19 fructidor an VII, Kléber leur interdit de faire aucune distribution de fonds ; il se heurta à leurs habitudes d'indépendance. Menou, tout le premier, avait hautement blâmé cet arrêté qui l'empêchait

(1) 10 pataques = 33 francs 50.

(2) Boyer à Menou, 29 messidor an VIII (18 juillet 1800).

(3) Donzelot à Menou, 5 thermidor an VIII (24 juillet 1800).

(4) LA JONQUIÈRE, III, p. 510, *Journal de Belliard*.

(5) Hussein-Pacha à Belliard, 29 messidor an IX (11 juillet 1801).

(6) LA JONQUIÈRE, II, p. 560-561.

d'administrer à son gré Rosette et Alexandrie, et Kléber dut l'en excepter ainsi que Desaix (1). Lanusse ayant cru pouvoir bénéficier de cette dispense, le général en chef lui représenta que « les arrondissements n'étaient pas des pachalicks (2) ». « Il faut, écrivit-il à Friant, le 4 nivôse an VIII, que tous les commandants se pénétrent bien que le revenu de leur arrondissement appartient à toute l'armée et non à la troupe qui peut y être établie (3). »

En résumé, depuis deux ans, le gouvernement de l'Égypte française n'était pas sorti du chaos ; les institutions turques y subsistaient à côté de l'administration européenne, les procédés arbitraires du régime mame-louk s'y aggravaient des abus d'une nouvelle organisation toute militaire. On dirigeait à l'aveugle un pays dont on connaissait mal les usages et la langue. Parmi les incohérences et les tâtonnements, la malhonnêteté se donnait audacieusement carrière.

Par un ordre du 2 frimaire an VIII, Kléber avait manifesté l'intention d'établir un bilan financier de l'expédition d'Égypte. Une commission de sept membres, composée des principaux chefs d'administration, Daure, Poussielgue, Estève, Gloutier, Le Roy, Songis et Sanson, avait été chargée de dresser le « compte moral et matériel » des recettes et dépenses. Mais il s'agissait alors moins de révéler les abus que de justifier l'évacuation de l'Égypte.

A la mort du général, « l'ancien et vicieux système » avait subi trop peu d'atteintes. Sans argent et sans espérance, Kléber s'était trop souvent contenté « de composer avec les fripons (4) ». Son successeur, plus hardi, plus confiant en l'avenir, estima qu'il ne pouvait prolonger davantage une situation néfaste à l'armée d'Orient.

(1) Kléber à Menou, 29 fructidor an VII (15 septembre 1799).

(2) 27 frimaire an VIII (18 décembre 1799).

(3) ROUSSEAU, I, n° 451.

(4) Expressions de Kléber dans une lettre à Menou du 2 complémentaire an VII.

Menou résolut de faire pleine lumière sur les actes des administrateurs. Le 12 messidor an VIII (1^{er} juillet 1800), il décida que le commissaire ordonnateur en chef de l'armée, le commissaire ordonnateur de la marine, les généraux commandant l'artillerie et le génie, les directeurs généraux des ponts et chaussées, des ingénieurs géographes, des ateliers mécaniques, des poudrières, de l'imprimerie nationale, le secrétaire perpétuel de l'Institut d'Égypte, le payeur général lui remettraient des états détaillés de tous les services de leurs ressorts (1). Il prescrivit ensuite aux officiers commandants d'arrondissement, de fort ou de place et aux agents de l'administration des finances de rendre chaque décade au chef de l'état major général un compte exact de tout ce qui intéressait la police et l'administration militaire et civile (2).

Les ordres du jour du 12 fructidor an VIII (30 août) et du 21 brumaire an IX (12 novembre 1800) réglèrent la procédure de vérification. Les administrateurs durent justifier mensuellement de l'emploi des fonds. D'autre part, on entreprit une revision générale des comptes depuis le premier jour de l'occupation de l'Égypte, à l'exception de ceux que Bonaparte et Kléber avaient définitivement arrêtés. La commission de contrôle fut formée des généraux Silly et Robin, de Costaz, membre de l'Institut d'Égypte, de l'ordonnateur Raymond et de Novel, aide de camp de Menou. Toutes les pièces originales de comptabilité durent lui être soumises, toutes les demandes d'appointements, d'indemnités, de règlements de dette lui être adressées. Dorénavant, les dépenses de l'armée furent arrêtées après son examen (3).

Il fallut se mettre en garde contre les manœuvres des

(1) B. N.

(2) B. N., 27 messidor.

(3) B. N. Ordres du jour.

comptables. Quelques-uns, pour se soustraire à la juridiction de la commission égyptienne, imaginèrent d'envoyer un double de leur comptabilité à la commission siégeant en France. Ils espéraient que celle-ci, plus lointaine et moins bien renseignée, serait plus indulgente. Le 18 nivôse an IX (8 janvier 1801), Menou avertit le ministre de la Guerre de ce stratagème.

L'examen des comptes était véritablement une œuvre de justice en même temps qu'une excellente mesure financière. Menou demanda aux administrateurs de ne point « s'en mortifier ». Ce contrôle, disait-il, ne ferait qu'« honorer les hommes de bien ». Et le salut de l'armée exigeait que les dilapidateurs fussent connus et que désormais l'on veillât plus attentivement à l'emploi des revenus publics.

Les exactions des Cophtes furent sévèrement réprimées, en attendant qu'on pût se dispenser du concours de ces agents infidèles. Le payeur général réunit les cinq intendants généraux et leur déclara qu'ils seraient responsables des délits de leurs subalternes et contraints de rembourser aux villages le montant des sommes injustement extorquées. En vendémiaire, Estève dénonça un vol de 1 293 143 livres commis par les Cophtes aux dépens des contribuables (1). Menou donna l'ordre d'arrêter l'intendant Antoun-Aboutakié et de lui faire verser sur-le-champ 750 000 livres à titre de restitution. Cette somme devait être précomptée aux fellahs sur l'impôt de l'année suivante (2).

A l'égard des commandants de province, le général en chef renouvela la défense d'exiger aucune réquisition sans autorisation spéciale et de lever aucune contribution (3).

(1) Estève à Menou, 14 vendémiaire an IX (6 octobre 1800).

(2) Ordre d'arrestation du 9 octobre 1800.

(3) Ordre du jour du 20 messidor an VIII.

Il ne suffisait pas à Menou de réformer les abus. Il voulut en même temps donner à la colonie une organisation administrative complète.

Le comité créé par Kléber en floréal était investi tout à la fois de la surveillance de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et de l'administration des contributions en nature, des prises maritimes et autres séquestres (1). Estève, L. Reynier, Le Roy, Baude et Hector Daure qui le composaient, passaient pour des hommes de talent. Napoléon dit du premier qu'il était « plein de zèle ». Menou l'estimait un aide « précieux sous tous les rapports et infatigable à l'ouvrage (2) ». — « Son activité, sa probité, son intelligence étaient connues de toute l'armée... Joignant à d'excellentes vues d'ensemble l'esprit d'ordre et de détail, il était l'homme qui jouissait le plus de la confiance et de l'estime générale (3). » De fait, les ennemis de Menou ménagèrent cet auxiliaire très dévoué du général en chef. Louis Reynier, savant botaniste, avait été choisi par Bonaparte comme inspecteur général des domaines de la République française en Égypte (4). Jean-Jacques-Sébastien Le Roy, commissaire ordonnateur de la marine, entré au service en 1765, employé en 1778 comme ingénieur dans l'escadre du comte d'Orvilliers, envoyé à Constantinople en 1784 pour diriger les constructions navales de la Turquie, homme d'âge et d'expérience, ne jouait plus, depuis le désastre d'Aboukir, qu'un rôle secondaire. Hector Daure fut plus tard ministre du roi Murat.

Ce comité rentrait facilement dans le plan d'une organisation coloniale. On pouvait le considérer comme la pre-

(1) Rapport du comité administratif du 2 messidor an VIII (21 juin 1800).

(2) Menou au Premier Consul, 2 vendémiaire an IX (24 septembre 1800).

(3) GALLAND, I, p. 314.

(4) LA JONQUIÈRE, I, p. 201.

mière ébauche de ces conseils privés qui, composés de hauts fonctionnaires et de chefs de services, assistent de leurs avis les gouverneurs des colonies françaises. Aussi Menou sembla-t-il résolu à le conserver. Le 10 thermidor an VIII, il adjoignit aux cinq premiers membres le gouverneur du Caire, général Belliard, et le célèbre Conté, qui était, en Égypte, chef de brigade des aérostiers. Mais, soit qu'il se fût élevé entre les administrateurs et lui quelques dissentiments, soit que le cadre du comité lui eût paru trop restreint, il modifia bientôt ses projets.

L'ordre du jour du 12 fructidor an VIII annonça que les attributions du comité administratif seraient changées à partir du 1^{er} vendémiaire. Menou rêvait d'associer à son œuvre les principaux membres militaires et civils de l'expédition ; il se flattait un peu vite de rallier à sa politique jusqu'aux partisans les plus convaincus de son prédécesseur.

Le 15 fructidor (2 septembre) fut créé un *conseil privé* qui comprenait tous les généraux de division et de brigade présents au Caire, les deux plus anciens adjudants généraux, les deux plus anciens chefs de brigade de cavalerie, les deux plus anciens chefs de l'infanterie, le plus ancien chef de brigade du génie, le plus ancien chef de brigade d'artillerie présents au Caire, les ordonnateurs en chef de l'armée de terre et de la marine, le directeur général des revenus publics, le chef d'état-major de la marine à Boulaq, les commissaires ordonnateurs de l'armée qui se trouveraient au Caire, les médecin, chirurgien et pharmacien en chef et les citoyens choisis par le général Menou. Le 17 fructidor, onze conseillers, en dehors des membres de droit, furent nommés, parmi lesquels Fourier, secrétaire perpétuel de l'Institut d'Égypte, Le Père, directeur des ponts et chaussées, Champy, directeur des poudres et salpêtres, Conté, L. Reynier et Costaz.

Le plus ancien général de division devait présider la première séance.

Le conseil privé pouvait délibérer sur tout sujet intéressant le gouvernement, hormis la guerre et la politique extérieure. Le commerce, l'agriculture, les finances, la législation civile et criminelle, les sciences, les arts, les rapports à établir entre la métropole et l'Égypte, entre les habitants du pays et les Français, étaient de son ressort. Il devait, pour mettre ces questions à l'étude, se séparer en autant de classes qu'il le jugerait convenable. Il avait droit d'initiative à l'égard du général en chef. Mais il n'était chargé d'aucune fonction administrative ; aucun ordre n'émanerait de lui. Il devait rester « le conseil du général en chef, la pensée du gouvernement (1) ».

« Dans quelques jours, un conseil va s'ouvrir, écrit Donzelot à Reynier le 3 complémentaire an VIII (20 septembre 1800) ; on pourrait peut-être y faire plus de choses utiles et bien s'il était moins nombreux. Vous en êtes le premier président et à même de juger de l'esprit qui l'animera. » Le sectionnement de l'assemblée atténuait les inconvénients du nombre. Et si les conseillers se renfermaient dans leurs attributions, s'ils étaient mus d'un désir sincère d'éclairer et de soutenir le général en chef, leurs délibérations pouvaient servir au bien de l'Égypte, intéresser l'armée au succès de la colonisation et l'attacher définitivement à sa conquête. Mais c'était mal connaître Reynier et ses collègues que de les croire gagnés à la cause de l'Égypte. Ils avouèrent que la réunion d'un conseil privé dont ils seraient les principaux membres créerait « une fermentation dangereuse pour la discipline (2) ». Selon Reynier, le conseil fût devenu « un vrai club » et eût donné « les moyens d'insurger l'armée (3) ».

(1) B. N. Ordres du jour, 15 fructidor an VIII. *Courier de l'Égypte* du 24 fructidor, n° 80.

(2-3) REYNIER, p. 118.

Les amis du général en chef redoutaient eux-mêmes l'ouverture des séances, songeant au nombre et à la hardiesse des partisans de l'évacuation (1). A cette époque Menou n'était pas encore confirmé par le gouvernement et ses divisionnaires parlaient de le contraindre à démissionner.

On résolut de demander la dissolution de l'assemblée dès la première séance. Déjà un membre du conseil — peut-être Reynier lui-même — préparait un discours pour la requérir : il montrait le trouble que jetterait dans l'armée ces discussions parlementaires. A quoi bon, ajoutait-il, une pareille assemblée ? Kléber n'a-t-il pas laissé les affaires en bonne voie et les talents de son successeur n'inspirent-ils pas confiance (2) ? Le général en chefs'aperçut qu'il avait trop présumé des bonnes dispositions de ses subordonnés : on ne parla plus de réunir le conseil.

Cette réforme utile échouait donc par la mauvaise volonté des adversaires de la colonisation.

Menou fut plus heureux lorsque, de concert avec Estève, il organisa l'administration des finances. Le 8 floréal an VIII, Kléber avait entièrement supprimé les agents français et remis aux seuls Cophtes le soin de déterminer le total des contributions et de lever les impôts. Le payeur général Estève se trouvait chargé de la direction des revenus publics et ses préposés encaissaient les sommes recueillies par les financiers indigènes (3).

Sans modifier les bases établies par son prédécesseur, Menou institua une hiérarchie administrative dont Estève devint le chef. Laissant provisoirement aux Cophtes la perception directe, il centralisa leurs versements entre les mains de hauts fonctionnaires français. Ce fut l'un

(1) GALLAND, I, p. 349.

(2) Arch. hist. Guerre, Correspondance de l'armée d'Orient, manuscrit sans nom d'auteur classé par erreur en juin 1800.

(3) ROUSSEAU, I, n° 262.

des objets des ordres du jour du 12 et du 20 fructidor (30 août et 7 septembre 1800), commentés et complétés par la circulaire du 30 fructidor.

Le nom de payeur général de l'armée fut changé en celui de directeur général et comptable de tous les revenus publics de l'Égypte. Au second degré de la hiérarchie, on plaça un receveur principal de toutes les impositions, contributions et revenus et un payeur principal de toutes les dépenses militaires et civiles. Aucun paiement ne pouvait être effectué par ce dernier qu'en vertu d'un ordre, écrit par le directeur et revêtu de la copie certifiée de l'autorisation du général en chef. Payeur et receveur rendaient leurs comptes au directeur général qui lui-même présentait les siens à la commission de comptabilité. La responsabilité en matière de finances portait toute sur le directeur, « tant à l'égard du ministre en France qu'à celui du général en chef représentant provisoirement en Égypte le gouvernement de la République ».

Des directeurs particuliers furent nommés pour la perception et pour l'administration des revenus en nature, du droit des cheiks-el-beled, des droits affermés, des droits sur les corporations, de l'enregistrement, de la monnaie, des douanes, de la marque de l'or et de l'argent et des domaines nationaux (1). Les recettes de ces diverses fiscalités étaient tenues à la disposition du receveur principal.

Les receveurs payeurs des arrondissements furent à la fois les agents du payeur et du receveur principal et ceux de tous les directeurs particuliers. Ils subirent l'inspection de contrôleurs chargés d'assurer les recouvrements, d'assister aux tournées des Cophtes et de vérifier les comptes.

Cette organisation était encore imparfaite. Les Cophtes gardaient toujours le moyen de voler le trésor. Les receveurs payeurs, soumis aux ordres simultanés d'une dou-

(1) Voir pour l'explication de ces termes § 2 du présent chapitre et § 1^{er} du chapitre v (livre II).

zaine de chefs, risquaient de gaspiller leurs efforts en les éparpillant. Mais dès cet instant on voyait plus clairement l'œuvre qui s'édifiait. Sous la direction d'un chef jeune, intelligent et habile, l'aménagement intérieur allait être rapidement poursuivi.

Estève, directeur général des revenus publics, devenait en effet pour l'Égypte un véritable ministre des finances et l'auxiliaire le plus utile de Menou dans l'effort de colonisation. Presque toute l'administration du pays se concentrait dans ses mains. Il pouvait désormais élaborer la refonte de l'impôt.

Auprès de lui, L. Reynier, directeur des revenus en nature, et Chanaleilles, directeur des domaines nationaux, avaient des attributions importantes et pouvaient jouer un grand rôle ; l'un et l'autre avaient la haute main sur l'agriculture égyptienne : le premier, chargé d'inspecter les villages de la Haute-Égypte qui payait l'impôt en céréales, de procurer des semences aux cultivateurs, d'assurer le ravitaillement de l'armée ; le second, intendant des propriétés de la République, mis à même d'encourager les innovations et les progrès agricoles et tout naturellement désigné à devenir l'organisateur d'une immigration française.

Menou ne pouvait oublier que son œuvre demeurerait incomplète s'il ne ralliait à ses idées et ne dirigeait selon ses vues non seulement l'armée et les administrateurs, mais aussi ce grand corps de l'Institut d'Égypte qui donnait à l'expédition son caractère le plus original et devait lui procurer la gloire la plus durable. Or, il le déclarait lui-même, les « savants » avaient leur rôle à jouer dans la colonisation et « l'importance de l'Institut dans l'histoire de l'armée d'Orient (1) » ne leur permettait pas de se dérober à cette tâche.

(1) Menou à l'Institut d'Égypte, 17 pluviôse an IX.

C'est pourquoi le général en chef se refusa à autoriser le retour en France des membres de la commission des arts et invita, dès le commencement de messidor, l'Institut à reprendre ses séances. « Nous nous conformerons à vos intentions, lui répondit le secrétaire Fourier ; chacun de nous sera satisfait si, auparavant de terminer un voyage qui laissera des souvenirs durables dans l'histoire des sciences, il peut offrir quelques travaux utiles à l'armée française... Les membres de l'Institut seront dirigés autant par le sentiment de leur devoir que par celui de la confiance particulière que vous leur avez toujours inspirée (1). » — « Je ne puis oublier, écrivit Costaz (2) à Menou, que vous avez été avec Bonaparte le meilleur ami de la commission des arts en Égypte (3). »

L'Institut se réunit dans la première quinzaine de thermidor (4). Des fouilles furent entreprises à Sacchara (5), les travaux de la grande carte d'Égypte furent activement continués (6).

Par un ordre du jour du 21 brumaire an VIII, le général Kléber avait créé « un bureau chargé de recueillir tous les renseignements propres à faire connaître l'état des lois, des usages civils, religieux et domestiques, de l'enseignement public et du commerce ». Ce bureau devait rassembler « les chartes et actes publics et les inscriptions des monuments, rédiger les mémoires historiques des événements survenus dans le pays depuis la dernière expédition du capitain-pacha jusqu'à l'arrivée de l'armée française », étudier enfin les relations de l'Égypte avec

(1) Fourier à Menou, 3 messidor an VIII (22 juin 1800).

(2) Costaz (1767-1842), chef de bureau au ministère de l'Intérieur, contribua à la fondation du Conservatoire des arts et métiers. Préfet en 1801. Directeur général des ponts et chaussées en 1813.

(3) Costaz à Menou, 10 messidor (29 juin).

(4) Ordre du jour du 27 messidor.

(5) Geoffroy Saint-Hilaire aux professeurs du Muséum, 23 pluviôse an IX. HAMY, n° LIV.

(6) REYBAUD, VI. p. 32.

l'intérieur du continent africain. Il se composa du général Dugua, de l'administrateur Gloutier, des négociants Livron et Rosetti, de Fourier, de Beaudot, qui s'adjoignirent Tallien, Desgenettes et l'architecte Protain (1).

Les membres de cette commission se préoccupèrent d'assurer la publication des mémoires scientifiques et de réunir les documents qui servirent ensuite à rédiger la *Description de l'Égypte* (2). Kléber avait approuvé une convention passée à ce sujet entre le commerçant Hamelin et la commission des arts. Menou se refusa à laisser subsister le contrat et décida que seul le gouvernement français devait se charger de l'entreprise. Il fit comprendre aux savants que « leur ouvrage appartenait essentiellement à la République (3) ». Tel fut le point de départ de la célèbre publication de 1809.

A la veille des hostilités contre les Anglo-Turcs, le général en chef songeait à faciliter des recherches dans les sépultures de Memphis et à en confier la direction à Lepère et à Coutelle (4).

Mais, durant toute cette période, les savants se montrent peu disposés à de nouveaux efforts ; ils sont fatigués de leur long séjour en Égypte et ont achevé leurs grands travaux. « Tous les membres de la commission sont ici inutiles », écrit Geoffroy (5).

Abdallah Menou poursuit seul ses rêves ; autour de lui les volontés sont défaillantes ou hostiles. Il est déjà trop tard pour fonder une colonie. Ceux-là même qui

(1) Extrait des registres du bureau des renseignements, 3 frimaire an VIII (25 novembre 1799).

(2) DE VILLIERS, *Journal*, p. 233.

(3) Menou à Bonaparte. 2 vendémiaire an IX : Hamelin protesta auprès du Premier Consul contre l'accusation « d'avoir voulu spéculer sur le produit des talents des membres de l'armée d'Orient ». 26 nivôse an IX (16 janvier 1801).

(4) *Courier de l'Égypte*, n° 104, 6 ventôse an IX. Rapport de Geoffroy à l'Institut.

(5) HAMY, lettre (t. III) du 7 brumaire an IX (29 octobre 1800).

doivent à l'expédition les plus précieuses découvertes semblent maintenant se désintéresser de l'Égypte.

§ II

Gestion financière.

Le principal objet des réformes administratives était de rendre moins précaire l'existence matérielle de l'armée d'occupation.

Le général Menou avait promis d'acquitter toutes les dettes et de payer régulièrement la solde. Aussi longtemps qu'il eut entre les mains les sommes provenant tant des contributions levées par Kléber sur le Caire et sur les autres villes révoltées que des confiscations opérées dans le port d'Alexandrie, il put sans difficulté tenir ses engagements. Mais on s'aperçut vite que les revenus ordinaires de l'Égypte ne suffisaient pas à couvrir toutes les dépenses. Pour ne pas retomber dans les embarras financiers où Bonaparte avait laissé Kléber et pour enlever aux soldats tout prétexte à de nouveaux murmures, le général en chef dut, par des taxes et par des emprunts, se procurer quelques ressources. Il s'efforça de répartir équitablement les charges.

Reynier évalue le produit de l'impôt foncier ou *miry* à 12 millions, celui des domaines nationaux à 1 500 000 livres, le tribut de Mourad, joint à l'impôt des propriétaires de villages, à un million (1). L'agent Dalmas affirme que les Français touchaient à peine 18 millions alors que les mamelouks en obtenaient annuellement 60 (2). Le blanc-seing accordé aux Cophtes, l'état de guerre qui entravait le commerce, la cession d'une

(1) REYNIER, p. 136. Les autres impositions dont parle l'auteur et qui portent le revenu total à 21 millions furent établies ou transformées par le général Menou.

(2) *Mémoire de Dalmas*, du 25 messidor an VIII (14 juillet 1800).

partie de la Haute-Égypte avaient fort appauvri le trésor.

Nous connaissons les exactions des agents cophtes. Les rapports d'Estève au général en chef nous montrent les paysans incapables d'acquitter leurs contributions : « L'arrivée des Français a interrompu tout commerce du village de Farescour avec la Syrie ; le riz a subi une diminution considérable. Les habitants, ayant porté leurs plaintes au général Bonaparte, furent dégrevés... ils eurent beaucoup de peine à solder ce qui resta à leur charge. Ils durent se servir des fonds des négociants qu'ils avaient en main, ce qui de nouveau ruina le village en lui enlevant les moyens de fournir à la culture très coûteuse du riz (1). » L'interruption du commerce aggrava de même le sort des paysans de Dahariéh, dans la province de Damiette ; le village était misérable, les femmes et les enfants avaient été emmenés en otage pour répondre aux intendants cophtes du paiement des impôts (2).

Pour comble de malheur, l'inondation de l'an 1214 de l'hégire (1799) fut très insuffisante et beaucoup de terres ne purent être mises en culture (3).

Les fellahs se dérobent à l'impôt par la fuite : « Il y a beaucoup de villages abandonnés dans la province, écrit Lapanouse, inspecteur des revenus en nature à Benisouef. Les habitants refusent de rentrer pour ne pas payer ce qu'ils doivent (4). »

Tant que l'Égypte sera bloquée par les ennemis, tant que les Cophtes conserveront leur puissance financière, tant que le système des contributions achèvera la ruine des fellahs, les généraux français, pour tirer du pays les quinze ou seize cent mille livres nécessaires chaque mois

(1) Rapport sur les plaintes des cheiks et paysans de Farescour, 26 messidor an VIII (15 juillet 1800).

(2) Rapport sur les plaintes des paysans de Dahariéh, même date.

(3) Donzelot à Menou, 5 thermidor (24 juillet).

(4) Lapanouse à L. Reynier, 30 septembre.

à la solde et à l'entretien de l'armée (1), en seront réduits aux expédients.

En messidor et en thermidor, le comité administratif active la rentrée des contributions du Caire, de Boulâq et de Damiette et la vente des prises maritimes (2). Le 23 thermidor (11 août), le Caire a entièrement payé les 5 millions en espèces qui sont le prix de sa révolte (3). Le payeur général reçoit dans le même temps environ un million de divers arrondissements (4). Ces sommes suffisent à éteindre l'arriéré des ans VII et VIII. La contribution de 5 millions en nature, également levée sur le Caire, est affectée au paiement de la solde (5).

Les mois de pluviôse à prairial an VIII, dus à l'armée de terre, sont entièrement acquittés. La marine reçoit la même solde que l'armée de terre, le surplus lui étant payé en bons sur le trésor français (6). Des fonds sont réservés à la construction et à l'entretien des fortifications (7).

Plus de 10 millions sont ainsi employés et lorsqu'on arrive aux derniers jours de thermidor il ne reste en caisse que 500 000 livres en or, épargne de Kléber. Le 26 thermidor, Menou donne à Estève l'ordre d'exiger du corps des Oadjaklis (8) le paiement du million auquel ils ont été taxés et de Moallem Yacoub le reliquat de la contribution de Boulâq ; il demande « qu'il lui soit présenté un projet d'imposition sur tous les cheiks de l'Égypte et un projet sur les différents droits qu'on pour-

(1) D'après Sartelon, commissaire-ordonnateur en chef, à Menou, 23 brumaire (14 novembre).

(2) Rapport du Comité, 21 juin.

(3) Situations de la caisse du payeur général au 23 thermidor.

(4) *Id.*

(5) Ordre du jour du 25 messidor an VIII.

(6) Ordre du jour du 16 thermidor.

(7) REYNIER, p. 132.

(8) Une des corporations militaires que le sultan Sélim créa au seizième siècle et auxquelles il accorda de nombreuses possessions territoriales.

rait percevoir. Son but est de se procurer ce qui est nécessaire à l'entretien d'une armée de 25 000 hommes sans vexer les habitants et sans gêner leur commerce ».

Cette déclaration de principes formulée, le général en chef se met en quête de nouvelles ressources : contribution de cheiks-el-beled, contributions extraordinaires des non-musulmans, douanes, droits sur le sel, sur la pêche et sur la chasse du Nil, sur les eaux-de-vie, impôt sur les successions, octrois, droits de navigation fluviale, droit des serrafs, droits sur les corporations, droits sur les « nations » établies en Égypte, telle est la liste des taxes établies en fructidor et vendémiaire. La plupart d'entre elles ne sont que d'anciennes perceptions dont Menou fixe la quotité. Il semble, d'une manière générale, que l'on ait tenté d'obtenir, par une meilleure réglementation, le maximum de rendement des impositions déjà existantes.

Le droit des cheiks-el-beled, institué par l'ordre du jour du 5 fructidor, a exactement ce caractère ; il remplace les présents que les cheiks de villages devaient offrir chaque année à leur suzerain. Comme l'arrêté qui le détermine est particulièrement intéressant au point de vue de l'organisation des pouvoirs locaux, nous l'étudierons au § 4 du présent chapitre.

Cet impôt ne donnait à l'armée aucune ressource immédiate. Pour remplir « la caisse épuisée par les énormes dépenses qu'elle venait de faire » et payer la solde jusqu'au dernier jour de l'an VIII, il fallut prendre une mesure assez rigoureuse et qui rappelait de trop près les procédés des mamelouks : les Damasquins, Syriens, Coptes, Juifs et autres habitants du Caire non musulmans durent verser une contribution extraordinaire de 500 000 livres. On n'invoquait d'autre excuse que « le besoin urgent dont cette somme était au trésor public » et « la nécessité de n'établir aucune différence entre les habi-

tants du Caire (1) ». Toutefois les Grecs de l'archipel, dont le commerce était précieux à l'armée d'Orient, furent exemptés de cet emprunt forcé (2).

L'ordre du jour du 16 fructidor réglementa les droits de douane. Le général en chef, « considérant combien il était important d'établir ces droits d'une manière invariable, considérant en outre qu'il ne pouvait être pris trop de mesures pour raviver le commerce et donner toute sûreté et protection aux négociants de tous les pays », réduisit à six les grandes douanes de l'Égypte, s'efforçait de diminuer certains droits et même supprimait les droits d'ancrage, les frais de régie et les taxes perçues sur les marchandises des entrepôts. Les droits d'importation variaient de 4 à 7 pour 100 selon la provenance ; un prélèvement exorbitant de 18 pour 100 était effectué à Siout sur les marchandises venant de Kosséir : Kléber l'avait antérieurement fixé au vingtième de la valeur totale (3). Nous verrons que ce tarif prohibitif avait pour but de détourner vers Suez le commerce de l'Arabie. Toutefois Mourad, prince gouverneur du Saïd pour la République française, pouvait annuellement importer en franchise 2 000 ardebs de grains, 200 quintaux de sucre, 400 de café, 100 de beurre, 100 d'huile, 400 moutons, 200 quintaux de charbon et tous les vêtements (4). Les droits d'exportation étaient, à quelques exceptions près, de 4 pour 100. Les productions et marchandises appartenant aux commerçants français ou égyptiens, importées par eux en Égypte ou exportées en France, ne devaient payer que la moitié des droits. Quoi que prétende Reynier, cet arrêté, qui supprimait l'arbitraire et modérait les exigences fiscales, ne

(1) Minute de l'arrêté, du 7 fructidor (25 août).

(2) Estève à Menou, 26 fructidor (7 septembre).

(3) Ordres concernant le trésor public depuis le 29 mai jusqu'au 19 juin 1800.

(4) Menou à Friant, 18 frimaire (9 décembre).

paraissait pas de nature à « effrayer les négociants (1) ».

Le 18 et le 20 fructidor, Menou abolit les anciennes taxes perçues sur le sel, sur la pêche et la chasse du Nil et des lacs et sur les eaux-de-vie. Un droit de 50 médins (environ 1 fr. 65) fut désormais levé sur chaque ardeb de sel, dans le lieu même de sa fabrication (l'ardeb de sel pesait 578 livres). Le privilège exclusif de la fabrication de l'eau-de-vie, concédé l'année précédente par Kléber, fut retiré. Il suffit dès lors d'une autorisation et du paiement d'un droit de 100 médins par jour pour chaque alambic de 3 bosses. L'impôt sur le sel fut affermé mais le général en chef défendit « de couvrir toutes les enchères partielles à l'effet d'obtenir le bail général sur toutes les salines ». Chaque province devait avoir son fermier local.

Les mamelouks percevaient sur les héritages en biens meubles un droit arbitraire dit *beit-el-mal*. Menou remplaça cette taxe par un droit fixe de 5 pour 100 sur la valeur des biens meubles et immeubles transmis par succession (2). Il déclara le 28 fructidor que les biens des individus de toute nation et de toute religion y seraient soumis. Entendait-il percevoir un impôt sur les successions des Français décédés en Égypte? Tallien lui en dénia formellement le pouvoir, en se basant sur ce principe que l'Égypte n'était pas une colonie française et que par conséquent le général en chef ne devait pas y légiférer pour ses concitoyens. Le mémoire de Tallien servit, nous le verrons, de programme aux « anticolonistes ». Aussi bien Menou proclama-t-il à trois reprises qu'il entendait soumettre les individus, même Français, au paiement des droits établis. (Ordres du jour du 19 et du 30 vendémiaire et du 3 brumaire an IX.)

Le 24 fructidor, il décida d'établir des droits d'oc-

(1) REYNIER, p. 119-122.

(2) Ordre du jour du 20 fructidor (17 septembre).

trois dans les vingt principales villes de l'Égypte. Les marchandises déjà soumises aux droits de douane étaient exemptes de la nouvelle taxe. Reynier dit que cet ordre du jour eut pour résultat de ralentir la circulation intérieure et de hausser le prix des denrées. Le capitaine Thurman remarque, en effet, qu'en l'an IX la vie devint plus chère (1). Le général en chef dut augmenter l'indemnité de ration (2).

Les peseurs et mesureurs (serrafs), qui percevaient un droit sur les marchandises soumises à leur contrôle, furent astreints à payer patente et touchèrent respectivement 2 et 1 pour 100 de la valeur réelle des objets. Sur les représentations d'Estève, leur part fut réduite (3).

Ces contributions ne parurent pas suffire à combler le déficit du Trésor. Avant de réorganiser le système de l'impôt foncier, le général en chef taxa les habitants des villes : ceux-ci, échappant généralement à l'autorité des propriétaires du sol, se trouvaient, grâce à l'organisation quasi féodale de la fiscalité égyptienne (4), à peu près exempts jusqu'à ce jour de toute redevance. « Considérant que les charges devaient être autant que possible réparties entre tous les Égyptiens conformément à leurs facultés... et qu'il était instant de ne plus accabler les cultivateurs », Menou établit, le 20 vendémiaire, un droit sur les corporations des marchands, artisans et ouvriers, payable en trois termes de nivôse à fructidor. Le général Reynier reconnaît l'urgence de ces impositions sur les villes ; il ajoute même que la perception en était facilitée par la concentration des corps de métier dans les mêmes quartiers urbains. Mais, selon lui, l'impôt tel que l'institua Menou écrasa le commerce. Les marchands du Caire, à

(1) *Souvenirs de Thurman*.

(2) Ordre du jour du 7 brumaire (29 octobre).

(3) Estève à Menou, 10 brumaire (1^{er} novembre).

(4) Voir *infra*, chap. v.

peine remis du pillage et des confiscations de ventôse et de germinal, renoncèrent à tout trafic (1). Abdurrahman Gabarti confirme Reynier : « L'impôt mis sur le commerce, dit-il, fit beaucoup souffrir et les négociants et les artisans se réunirent pour représenter qu'il était au-dessus des moyens du peuple (2). » Cependant, par une lettre du 27 frimaire, adressée au divan, les commerçants du Caire déclarent qu'ils sont en mesure de payer la taxe et demandent seulement qu'elle soit répartie entre les diverses corporations (3).

Enfin Menou recourut une seconde fois à la bourse des non-musulmans et leur imposa une capitulation analogue à celle qu'ils payaient dans tout l'empire turc. Les Cophtes furent taxés à un million, les Syriens à 150 000 livres, les Grecs à 50 000, les Juifs à 30 000 et les Francs à 40 000, payables de nivôse à fructidor. Menou promit qu'il ne lèverait aucune autre imposition sur les « nations » ci-dessus indiquées et permit à leurs membres d'acquérir en Égypte des terres et des maisons.

L'ordre du 20 vendémiaire termina la longue série des arrêtés fiscaux. L'article 7 récapitulait les droits établis, au nombre de dix-huit. Si lourds que parussent certains d'entre eux, ils avaient sur les droits abolis l'avantage d'être déterminés et de n'être pas vexatoires.

Ils devaient peut-être fournir quelque temps après d'utiles ressources. Mais au moment même où le général en chef les établissait, la caisse était vide. Du reliquat de la contribution de Boulâq (250 000 francs), l'échéance, par ordre de Menou, avait été reculée jusqu'en nivôse (4). L'emprunt forcé levé sur les non-musulmans, joint à quelques rentrées des provinces, paya la solde de messidor,

(1) REYNIER, p. 128-129.

(2) ABDURRAHMAN, p. 174-175.

(3) Arch. hist. de la Guerre.

(4) Minute de l'arrêté : 7 fructidor (25 août).

de thermidor et de fructidor (1). Comment allait-on faire face aux dépens jusqu'en nivôse, époque à laquelle serait perçu le tiers des droits sur les nations et sur les corporations? Le miry ne pouvait être levé qu'après l'inondation du Nil.

Le 21 vendémiaire, Félician, payeur principal, écrit à Michaux, chef de l'état-major du génie, qu' « il n'y a pour le moment pas le sol en caisse ». Menou, averti, recommande à Estève et à ses agents « de ne jamais se servir de cette phrase impolitique : Je n'ai pas d'argent ». Et plutôt que de retarder le paiement de la solde, il ordonne d'entamer la réserve de 500 000 livres constituée par Kléber (2). Mesure imprudente puisqu'elle sacrifie au bien-être des troupes un fonds destiné aux besoins d'une campagne militaire; mesure peut-être nécessaire, alors qu'il faut donner aux soldats français confiance en l'avenir. Les mois de vendémiaire et de brumaire sont aussitôt payés (3).

Au prix d'efforts répétés et quelquefois malheureux, le général en chef était parvenu à assurer au trésor des perceptions à peu près régulières; l'impérieuse nécessité l'avait obligé à frapper à toutes les portes et à ouvrir toutes les bourses. L'équilibre de son budget se ressentait de la hâte et de l'improvisation avec lesquelles il avait été établi. On n'en avait pas moins obtenu d'importants résultats; le déficit des années précédentes était désormais comblé. Si l'avenir était encore très incertain, on avait liquidé le passé et réussi à vivre au jour le jour. On avait pu tenir l'armée sur un pied de guerre solide et suffisamment redoutable.

(1) Situations de la caisse du payeur général en fructidor. Ordre du jour du 20 fructidor et du 4 complémentaire.

(2) Menou à Estève, 23 vendémiaire (15 octobre)

(3) Ordre du jour du 29 vendémiaire et du 29 brumaire.

§ III

Défense militaire.

A la mort de Kléber, l'armée d'Orient était en mesure de défendre l'Égypte. Elle ne perdit avec Menou aucune de ses qualités guerrières. Bien nourrie, bien vêtue, exactement soldée, bien armée et toujours exercée, elle garda, malgré ses fatigues et malgré l'exil, une très ferme contenance.

Au 1^{er} vendémiaire an IX (23 septembre 1800), elle formait encore un effectif de 26 500 hommes, dont 22 484 étaient sur pied, dont 8 000 pouvaient dès le premier moment entrer en campagne. Les hôpitaux ne renfermaient que 1 230 malades (1).

Le gros des troupes était réuni au Caire. Lanusse surveillait la côte d'Alexandrie avec trois demi-brigades et deux régiments de cavalerie ; le général en chef lui avait, sans raison apparente, enlevé une demi-brigade et un régiment de chasseurs (2). Rampon défendait la côte de Damiette avec deux demi-brigades et un régiment de dragons. La division Reynier détachait deux bataillons à Belbéis et une demi-brigade à Salahieh, à la garde de la frontière syrienne ; le général avait trois demi-brigades au Caire sous ses ordres directs. Donzelot maintenait la Haute-Égypte et surveillait Mourad-bey avec la 21^e demi-brigade.

Tous ces généraux avaient fait leurs preuves. Nous connaissons déjà Reynier et Lanusse. Rampon était cet ancien chef de brigade qui, pendant la campagne d'Italie en 1796, avait, dit-on, si héroïquement défendu la re-

(1) Situations de l'armée d'Orient, commandement de Menou ; Lagrange à Menou, 30 brumaire (21 novembre) ;

(2) Lettres de Lanusse à Menou du 4 thermidor et du 2 fructidor (23 juillet et 20 août).

doute de Monteleghino. Bonaparte, au moment de quitter l'Égypte, lui avait décerné un sabre d'honneur que Kléber lui transmit avec une lettre fort élogieuse (1). Donzelot, officier de l'armée du Rhin, très estimé de Desaix, intelligent, habile, avait l'année précédente repoussé les Anglais de Kosséir; gouverneur des îles Ioniennes en 1814, il ne rendra la place de Corfou qu'après la signature du traité de Paris. L'armée d'Orient comptait parmi ses divisionnaires Friant, qu'Austerlitz et Auerstædt rendront célèbre, et Verdier, vainqueur des Turcs à Damiette le 10 brumaire an VIII et dont Desaix parlait en ces termes : « Il est jeune, actif, intelligent. Le succès qu'il vient d'avoir et qui lui fait vraiment bien de l'honneur lui a électrisé la tête (2). »

L'artillerie fut pourvue, la cavalerie remontée, les régiments auxiliaires complétés, les fortifications continuées très activement.

Dans une lettre du 2 vendémiaire an IX au ministre de la Guerre, le général en chef donnait les plus grandes louanges aux commandants de l'artillerie Songis et Faultrier. Le parc « avait très bon ordre ». Les canons du vaisseau turc échoué lui avaient servi de sérieux appoint. Chacun des bataillons d'infanterie possédait une pièce de 4 ou de 3; une des divisions avait une compagnie d'artillerie à cheval ainsi que la division de cavalerie. Des pièces de position de 8 et de 12 étaient attachées à chacune des divisions d'infanterie (3).

On créa un dépôt de remotes pour la cavalerie (4). Le 27 thermidor an VIII, le général Roize fut nommé inspecteur général de cette arme sous les ordres de Leclerc-Dostein et, après la mort de celui-ci, commandant de la

(1) Kléber à Rampon, 17 fructidor an VII (27 août 1799). PAJOL, p. 342.

(2) Desaix à Kléber, 18 brumaire an VIII.

(3) ROUSSEAU, II, n° 18.

(4) *Dragon d'Égypte*, p. 143.

cavalerie française en Égypte. Ses soldats furent toujours parfaitement tenus (1).

Le régiment des dromadaires, créé par Bonaparte après le voyage de Suez pour faire la chasse aux Arabes nomades, rendit encore de grands services. Donzelot eût voulu en former un semblable en Haute-Égypte.

Les corps auxiliaires n'étaient pas entièrement sur pied en prairial an VIII. Menou arma de fusils les Grecs, les Cophtes et les Syriens enrôlés au service de la République (2). Le chef de l'état-major général fut chargé d'arrêter définitivement leur organisation (3). Syriens et mamelouks à cheval formèrent un seul corps qui eut le nom de « Mamelouks de la République ». Les 500 Cophtes manœuvraient convenablement ; la légion grecque ne fit pas de nouvelles recrues ; elle prit l'uniforme et quelques officiers la dirigèrent (4). L'effectif total de ces auxiliaires ne dépassa pas 2 000 hommes : 886 quittèrent l'Égypte avec Belliard (5) et 200 avec Menou (6). Des recrues indigènes furent faites par les demi-brigades, en particulier par la 21^e (7).

Le préfet maritime Le Roy tenta de réorganiser la marine. La tâche était ingrate : les hommes, l'argent et les matériaux manquaient ; les généraux de l'armée de terre témoignaient un mauvais vouloir évident. « Je regrette le clou, la planche qu'on emploie à la marine, écrivait déjà Kléber le 9 fructidor an VI ; le pauvre Casabianca m'a dit une fois en gémissant et comme s'il avait pressenti ce qui devait lui arriver : « Notre marine est « un cadavre infect. » C'est pis encore (8). » Les matelots

(1) REYNIER, p. 167.

(2) Menou à Faultrier, 27 prairial.

(3) Menou à Damas, même date, ROUSSEAU, II, n° 1.

(4) REYNIER, p. 161.

(5) Etat des troupes embarquées du corps de Belliard, 8 août 1801.

(6) Etat de la distribution des troupes en Egypte. 31 août 1801.

(7) Donzelot à Menou, 13 messidor an VIII (2 juillet 1800).

(8) LA JONQUIÈRE, III, p. 76.

désertaient pour prendre du service dans les demi-brigades, et le général en chef contribuait lui-même à cet état de choses en incorporant deux cents marins dans son armée (1). Plusieurs officiers de la flotte étaient d'une incapacité navrante : tel le nommé Guichard qui laissa une corvette anglaise mettre le feu au vaisseau turc échoué (2). L'école de mathématiques, fondée au Caire pour les aspirants de marine (3), eût peut-être à la longue relevé le niveau intellectuel. Les bâtiments, sans canons et sans équipages, « attestaient aux ennemis qu'ils pouvaient impunément narguer l'Égypte (4) ». En nivôse an IX, il était impossible d'armer une frégate (5). Le Roy réclamait 160 000 francs par mois, que personne n'eût essayé de lui procurer (6). Désespéré, il sollicitait son rappel ; son successeur, le conseiller d'État Lescallier, allait se mettre en route lorsque les hostilités reprirent (7).

Le 26 prairial an VIII Menou écrivait au général Sanson, commandant l'arme du génie, qu'il fallait « suppléer par de bonnes fortifications à ce qui manquait en hommes ». Les instructions laissées par Bonaparte indiquaient les points à défendre : Katiéh et Salahiéh sur la frontière de Syrie, Alexandrie, Aboukir et Damiette sur la côte méditerranéenne (8). Le général en chef s'en remit sur Sanson du soin d'exécuter l'indispensable, lui confiant « la direction absolue de tout ce qui tenait à son arme (9) ». Le 2 vendémiaire, il assura au ministre que les travaux du génie étaient en bonne voie.

(1) Menou à Friant, 17 frimaire (8 décembre).

(2) Lanusse à Menou, 28 thermidor (16 août).

(3) Ordre du jour du 9 vendémiaire an IX.

(4) Le Roy à Menou, 13 nivôse an IX (3 janvier 1801).

(5) Friant à Menou, 12 nivôse.

(6) Le Roy à Menou, 13 nivôse.

(7) Pour tout ce passage, Arch. de la Marine. 3B⁴, dossiers 148 et 157 : Lettres du préfet Le Roy au ministre de la Marine.

(8) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 156-162.

(9) Menou à Sanson, 5 messidor an VIII (24 juin 1800).

Le Caire était commandé à l'est par une citadelle ; mais celle-ci, elle-même dominée par le mont Mokattam, ne pouvait devenir un bon ouvrage. Elle était importante « par son effet moral » sur les Égyptiens (1). De l'aveu de Reynier, on « augmenta en nombre et en solidité » tous les postes de défense, les tours et le mur d'enceinte de la capitale (2). La partie nord-est du Caire, comprise entre la porte des Victoires et le Kalidj et regardant vers la Syrie, fut mise dans le meilleur état de défense (3).

Lanusse, remettant à Friant le commandement du 2^e arrondissement (21 vendémiaire an IX-13 octobre 1800), appréciait ainsi les fortifications d'Alexandrie : « Elles sont très imparfaites, sans accord entre elles. On s'occupe actuellement d'une nouvelle enceinte qui, si elle était terminée, donnerait de la force et de l'ensemble au système de défense. Le fort Leturecq et la batterie des Catacombes qui défendent la rade et le Port-Vieux ne sont pas encore à l'abri d'un coup de main. » De l'avis du général Sanson, les batteries des ports, le fort du Phare à l'extrémité du Port-Neuf, le fort triangulaire qui commandait l'ancienne ville des Arabes étaient, dès messidor an VIII, en mesure de résister. Menou avait ordonné d'entreprendre tout ce que Sanson jugeait utile et ouvert pour les ouvrages d'Alexandrie un crédit de 200 000 francs (4).

Lanusse affirmait que le fort d'Aboukir était l'un des meilleurs de l'Égypte. Salahièh et Katièh avaient de bonnes garnisons. On renonça à fortifier la Haute-Égypte, que l'on pensait toujours évacuer à la première alerte (5).

(1) Rapport de Sanson sur les fortifications du Caire, 9 thermidor (28 juillet).

(2) REYNIER, p. 32-33.

(3) Rapport de Sanson.

(4) Rapport général de Sanson sur les fortifications, 6 messidor an VIII (25 juin 1800).

(5) Donzelot à Menou, 19 thermidor an VIII (7 août 1800).

Donzelot avait exécuté quelques travaux à Kosséir (1) mais ce port fut entièrement laissé aux mains de Mourad-bey.

Il était nécessaire d'approvisionner toutes ces places. Le 16 thermidor an VIII, Daure prévint Menou que « les généraux Bonaparte et Kléber n'avaient jamais fixé les approvisionnements de siège et de réserve » et le pria de lui en donner les chiffres. Une note du général Sanson indique les suivants : dans les magasins du Caire, approvisionnement de six mois pour toute l'armée ; à Belbéis, d'un mois pour l'armée en cas de retraite ; à Salahieh, de deux mois pour l'armée destinée à agir sur la frontière ; à Alexandrie, d'une année pour l'effectif complet de l'armée d'Orient (2).

Reynier affirme que Menou négligea les conseils de l'ordonnateur en chef, qu'il fit cesser la fabrication du biscuit et ne réunit de vivres à Alexandrie que pour nourrir deux mois l'armée et un an la garnison (3). Les subsistances journalières ne furent pas, selon lui, mieux assurées (4).

A vrai dire, les recouvrements des grains dus par la Haute-Égypte s'opérèrent difficilement. A la mort de Kléber les magasins étaient vides et le Comité administratif devait obtenir des intendants cophtes une avance de 200 ardebs de grains par jour (5). A la fin de thermidor, Louis Reynier fut chargé par ses collègues d'aller inspecter les magasins disséminés le long du Nil et presser les rentrées (6). Il parcourut les provinces de Behnasseh, de Miniéh et de Siout et en fit descendre les grains vers le Caire, Damiette et Alexandrie (7).

(1) Donzelot à Menou, 6 thermidor.

(2) Note du 28 thermidor.

(3) REYNIER, p. 136-137.

(4) *Id.*, p. 180-184.

(5) Rapport du Comité au général en chef, 2 messidor an VIII.

(6) L. Reynier à Menou, 10 thermidor (29 juillet).

(7) *Id.*, 1^{er} fructidor (29 juillet).

Dans une lettre du 27 fructidor (14 septembre), il proposait à Menou de mettre en réserve dans chaque arrondissement quelques portions du domaine public dont le fermage, payable en blé, fournirait les subsistances nécessaires à l'armée. On aurait de la sorte évité les frais de transport des grains de la Haute-Égypte ; Salahiéh et Belbéis auraient reçu les blés de la Charkiéh ; Rosette, Damiette et Alexandrie ceux du Delta.

L'adoption de ce projet eût probablement facilité les approvisionnements. Mais il ne paraît pas avoir été pris en considération.

En résumé, la situation de l'armée d'Orient, pendant l'année 1800, ne fut nullement précaire. L'effectif des corps restait assez considérable ; leur recrutement devenait possible. Le 3 frimaire an IX (24 novembre 1800), le général Reynier écrira au Premier Consul : « Nous sommes en état d'attendre les événements ; les contributions extraordinaires imposées par le général Kléber ont donné les moyens de payer l'armée et de fournir jusqu'à présent à ses dépenses ; l'armée est bien habillée, armée et équipée et les fortifications de quelques points ont été augmentées. » A la veille même des hostilités, il mandera au général Berthier que « l'armée est dans la position la plus brillante (1) ».

§ IV

Gouvernement des indigènes.

Il était donc permis d'envisager avec confiance l'avenir de la colonisation française et dès lors de traiter l'Égypte non plus seulement en pays conquis, mais en pays annexé. L'organisation des pouvoirs locaux et des rapports du gouvernement français avec les indigènes fut l'œuvre la

(1) 9 ventôse an IX (28 février 1801).

plus originale du général en chef. Il semblait se heurter ici à de terribles difficultés.

L'assassinat de Kléber avait découvert aux Français l'abîme qui les séparait du monde de l'islam. Si l'on fut vite convaincu que les Égyptiens étaient demeurés presque tous étrangers à ce crime, il n'en resta pas moins vrai que le Coran avait inspiré Soleiman l'Alépin. Le Livre approuvait le « combat sacré », le meurtre d'un infidèle. Lorsqu'on interrogea le vieux professeur de Soleiman, l'effendi Mustapha, il reconnut que selon Mahomet « celui qui tuait un infidèle était dans le chemin de la direction ». Il ajoutait prudemment qu'à son gré « l'honneur des Français était aussi l'honneur des musulmans », mais « si le Coran disait autre chose, ce n'était pas sa faute (1) ». On le renvoya absous. Les ulémas de la mosquée d'El Azhar avaient plusieurs semaines hospitalisé le jeune Syrien, ancien élève de la vieille université musulmane. Instruits de son projet, ils avaient essayé de l'en détourner mais s'étaient gardés d'en avertir le général en chef. Ils furent exécutés en même temps que l'assassin.

Les habitants du Caire avaient reçu de trop dures leçons pour tenter de nouvelles révoltes : ils se résignaient par fatalisme à la domination française. Menou entreprit de gagner leur affection. Il se flattait peut-être que la communauté de croyances les rapprocherait de lui. Mais il ne semble pas que les Égyptiens aient jamais pris au sérieux sa conversion. Ils furent plus sensibles aux bienfaits de son gouvernement. Le procès de Soleiman leur apprit à estimer l'impartialité de la justice occidentale. « Les Français, écrit Abdurrahman, interrogèrent séparément les complices, les confrontèrent ensuite et les jugèrent avec justice. Ceci est bien différent de la marche que nous suivons, bien différent surtout de

(1) Pièces du procès de Soleiman; interrogation de Mustapha effendi.

la conduite de ces méprisables armées ottomanes dont les chefs et les soldats se qualifient de musulmans et ne connaissent pas même leur religion (1). »

Menou trouva, dans les provinces, l'appui de certains personnages influents. Hassan-Toubar, le plus grand propriétaire du Menzalèh, qui en 1798 s'était enfui à l'approche de l'armée, avait obtenu de Bonaparte l'autorisation de rentrer en Égypte et montrait depuis lors quelque attachement aux Français (2). « Riche à plusieurs millions, tant par ses terres que par ses manufactures de coton, de teintures et par son commerce, » possesseur de nombreuses maisons « antiques, immenses et de belle apparence » dans la ville de Menzalèh, « adoré des Égyptiens (3) », Hassan-Toubar assurait la tranquillité du pays ; « il m'est d'un grand secours », écrivait, le 1^{er} messidor an VIII, Rampon, commandant à Damiette, pour le compte duquel Hassan avait organisé un service d'espionnage en Syrie. Mais dix jours plus tard, le général en chef apprenait la mort du riche Égyptien.

En remettant à Lanusse le commandement d'Alexandrie, du Bahirèh et de Rosette, Menou avait esquissé pour son successeur un tableau de la province. Il y représentait les habitants d'Alexandrie « réduits à l'indigence par les réquisitions » et insistait sur la nécessité de leur rendre l'argent et le blé empruntés et de leur épargner à l'avenir les vexations. Le cheik El-Messiri jouissait d'un grand crédit ; il était juste, instruit et dévoué aux Français. Les habitants de Rosette, « doux, faciles à conduire », devaient vivre sous une « administration paternelle ». Leur conseil local ou « divan » était bien composé, assidu et impartial (4). Quelques mois plus tard, Destaing assu-

(1) ABDURRAHMAN, p. 167.

(2) *Courier de l'Égypte*, n° 75.

(3) LA JONQUIÈRE, III, p. 164, *Journal du chef de brigade Laugier*.

(4) Menou à Lanusse, 26 brumaire an VIII (17 novembre 1799).

rait que « la crainte était plus forte à Rosette que le fanatisme et les préjugés ; les cheiks y étaient timides, le peuple avili et insouciant ». Des cheiks en révolte dominaient encore plusieurs cantons. Les Arabes nomades étaient les suzerains de certains villages et y possédaient « des champs, des troupeaux, des femmes, des cultures » ; les cheiks-el-beled étaient pour la plupart issus de mariages entre Arabes et fellahines et chaque village avait un protecteur qu'il payait plus ou moins cher selon le degré d'influence dont celui ci disposait sur l'une des tribus du Bahirèh. Quelques communes avaient pris part l'année précédente au soulèvement de l'Ange El-Mohdi ; depuis « elles étaient divisées en factions dont les chefs se pillaient respectivement ». Le reste de la province, riche et peuplé, semblait soumis (1).

Reynier, qui fut longtemps commandant de la Char-kièh, estimait que les Égyptiens étaient flatteurs à force d'être esclaves. Le capitaine Thurman, en garnison à Rahmanièh, écrivait le 25 vendémiaire an VIII : « L'abrutissement moral est extrême. Et cependant, au milieu de tout cela règne un enjouement, une affabilité dont on est frappé. Un observateur attentif voit percer souvent une délicatesse de sentiments et une aptitude intellectuelle bien supérieure à celle de nos paysans de France. Le fond des mœurs est réellement doux. Il y a dans ce climat, dans ces peuples, tous les meilleurs éléments de civilisation (2). »

Il ressort de ces témoignages qu'après deux ans d'occupation le gouvernement des Français était généralement accepté. Le caractère passif des Égyptiens assurait l'avenir de la conquête. Il importait seulement de res-

(1) Tableau économique et politique de la province de Rosette, par le général Destaing, 4 complémentaire an VIII (21 septembre 1800) (Arch. de la Guerre).

(2) THURMAN, p. 134.

pecter leurs usages et de conserver leurs institutions locales.

Le général Menou suivit à cet égard la politique de Bonaparte ; il ouvrit solennellement le *Khalidj* (canal) du Caire le 29 thermidor an VIII (17 août 1800) (1), célébra la fête du Prophète et prépara l'envoi à la Mecque du *Kissouèh*, le tapis que chaque année l'Égypte offrait à la sainte Kâaba (2). Ses ordres du jour, rétablissant la discipline dans l'armée, réprimèrent les atteintes aux propriétés et aux personnes.

Il comprit que tout en laissant aux généraux la haute surveillance dans les provinces, il fallait donner aux divans et aux cheiks une place dans l'administration coloniale et les considérer comme des intermédiaires entre les indigènes et les fonctionnaires de la métropole.

Les généraux qui commandent dans les huit arrondissements de l'Égypte française (3) y sont en quelque sorte les successeurs des beys et des kachefs 'mamelouks. Ils ont, à l'égard des indigènes, des pouvoirs étendus. Dans une lettre du 2 nivôse an IX, adressée à Donzelot, le général en chef leur reconnaît toute autorité sur « ce qui tient au militaire, à la sûreté et à la défense du territoire et des habitants ». Il leur donne le droit d'arrêter tous ceux qui troublent l'ordre public ; il leur permet de lui adresser des observations sur les mesures à prendre. Les instructions du général Friant, nommé commandant du 5^e arrondissement, à ses brigadiers Zayonschek et Delgorgue leur prescrivent de tenir deux registres de renseignements, l'un sur « la nature du pays, le commerce, les canaux, la population », l'autre « sur la police, la jus-

(1) La rupture de la digue qui permettait aux eaux du Nil de se précipiter dans le canal était au Caire l'occasion de grandes réjouissances.

(2) Menou à Fourier, 4 pluviôse an IX (24 janvier 1801).

(3) 1^{er} Siout et Minièh ; 2^e Bénisouef et Fayoum ; 3^e Atfiehly et Gizèh ; 4^e Charkièh et Kélioubèh ; 5^e Bahirèh et Rosette ; 6^e Damiette et Mansouiah ; 7^e et 8^e Garbièh et Menouf. Organisation décrétée par Kléber.

tice, les moyens de guerre (1) ». Ainsi que le disait Menou à Kléber, « il était nécessaire d'avoir dans les provinces une puissance active et coercitive qui suppléât à tout ce que n'avaient pu faire ni prévoir les lois (2) ».

La place du Caire forme un commandement militaire distinct, composé de la ville, de la citadelle, des forts environnants, du vieux Caire, de l'île de Raoudah, et auquel Suez est rattaché. Le commandant du Caire dirige la police de la ville, surveille les mosquées et les okels (3), doit « observer la religion, les mœurs et les usages », réprimer les désordres des soldats, protéger le commerce et assurer la sécurité militaire (4). Ce soin appartient au général Belliard (5).

Le gouvernement local de l'Égypte va s'organiser en fonction de la haute administration française.

Le pays possédait de rudimentaires municipalités dans l'institution des cheiks-el-beled ; ceux-ci avaient sur les fellahs les pouvoirs de justice et de police ; ils étaient choisis non pas uniquement par le gouvernement central, mais par les « moultézims » propriétaires de villages, tantôt simples particuliers, tantôt beys mamelouks. Si le village se partageait entre plusieurs propriétaires, chacun d'eux nommait un cheik pour l'étendue de son domaine. Ce fonctionnaire répondait au moultézim de l'entier recouvrement des revenus publics et privés. Mais il jouissait le plus souvent d'une considération telle que le moultézim était obligé de le ménager et de composer même avec lui (6).

La République française, succédant aux mamelouks,

(1) 18 brumaire an IX (9 novembre 1800).

(2) 18 septembre 1799.

(3) Entrepôts et magasins de vente.

(4) Instruction pour le commandant du Caire, 15 messidor an VIII, ROUSSEAU, II, n° 3.

(5) Ordre du jour du 20 messidor an VIII. B. N.

(6) Mémoire de Dalmas, ci-devant agent français dans le Bahiréh, 25 messidor an VIII (14 juillet 1800).

était devenue propriétaire immédiate des deux tiers de l'Égypte, dont les beys avaient fait leur chose personnelle. La majorité des cheiks se trouvait ainsi à la disposition du général en chef et rentrait sous la dépendance des commandants de province. L'influence française dans les villages de la colonie ne pouvait être assurée que par le loyalisme des cheiks-el-beled. Il importait donc au général Menou de se réserver le choix et la direction de tous ces fonctionnaires. Il le comprit ainsi. Mais tourmenté du désir de multiplier ses ressources financières, il sembla subordonner ses projets politiques à un dessein purement fiscal.

En donnant l'investiture aux cheiks, les propriétaires avaient l'usage de leur envoyer un « schall » ou un autre vêtement d'étoffe précieuse. Les cheiks-el-beled étaient tenus de répondre à ce cadeau par un présent de valeur double (1). Les mamelouks obligeaient les cheiks à redemander souvent la confirmation de leur charge et peu à peu le présent s'était transformé en contribution annuelle.

Le général en chef fut averti par le payeur général que depuis l'arrivée des Français en Égypte les cheiks ne s'étaient pas acquittés de cet impôt. Estève, qui en évaluait le rendement à trois millions, jugeait bon de n'en pas frustrer plus longtemps le Trésor. C'est ainsi que Menou, déterminé à organiser les cheiks, crut pouvoir édicter une loi de finances qui fût en même temps une loi municipale (2).

La nomination de tous les cheiks-el-beled, « même de ceux des villages appartenant aux particuliers », fut réservée au général en chef « représentant en Égypte, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné, le gouvernement de la République française ». A partir du 1^{er} vendémiaire an IX, aucun cheik ne devait exercer ses fonctions s'il

(1) L. Reynier à Damas, 7 frimaire an IX (28 novembre 1800).

(2) Ordre du jour du 5 fructidor an VIII (23 août 1800).

n'avait obtenu un firman du « général victorieux, administrateur judicieux, Abd'Allah Jacques Menou (1) ».

Le titre accordé aux cheiks était renouvelable chaque année, moyennant le paiement d'un droit fixe en argent qui remplaçait tous les droits, présents et redevances exigés jusqu'à ce jour. Une fois payée la contribution et délivré le firman, le cheik devait être reconnu par les paysans et obtenir d'eux soumission et obéissance.

Les cheiks-el-beled étaient surveillés par des inspecteurs de province, choisis par le payeur général entre les habitants du pays. Les inspecteurs, chargés d'assurer tout à la fois le recouvrement de la contribution des cheiks et la bonne administration des villages, devaient s'informer « de la manière dont les cheiks rendaient la justice aux fellahs, de leurs mœurs, de leur attachement aux Français » et presser la rentrée des droits. Ils dépendaient, quant à leurs fonctions administratives, des généraux commandants de province, auxquels ils rendaient compte des délits commis par les cheiks, et quant à leurs fonctions financières, des préposés du payeur général. Au sommet de la hiérarchie se trouvaient deux « directeurs généraux des cheiks-el-beled », l'un Égyptien, le cheik Soleiman-el-Fayoumi, l'autre Français, l'administrateur Brizon.

Il y avait là un loyal essai de gouvernement des Égyptiens par eux-mêmes, sous le protectorat très étroit des généraux et des administrateurs de l'armée d'Orient. On pouvait discuter le choix de Soleiman-el-Fayoumi qui, deux fois déjà, si l'on en croit Reynier, avait trahi les Français ; mais ce cheik, surveillé par Brizon, n'eût pas été assez puissant ni assez libre pour « soulever en même temps le pays sur tous les points sans qu'on s'en doutât (2) ». Le principal reproche qu'on pût

(1) Formule du firman.

(2) REYNIER, p. 115-117.

faire à l'ordre du jour du 5 fructidor était d'envisager les cheiks comme des contribuables d'une espèce particulière et de les soumettre à l'inspection des agents du payeur général (1). Il eût été préférable de conserver l'ancien usage des cadeaux et de relever le prestige et l'autorité des fonctionnaires municipaux en les choisissant uniquement à cause de leur réputation et de leur attachement à la France. Lapanouse, directeur de la douane de Siout, prédisait que l'impôt qu'on leur demandait retomberait en définitive sur les fellahs. Il ajoutait très justement que « les places importantes et honorables ne devaient pas être distribuées à prix d'argent (2) ».

En dépit de ses imperfections, l'ordre du jour du 5 fructidor an VIII donnait une base fixe à l'organisation indigène. Les villages de la vallée du Nil et du Delta, dont l'agglomération formait l'Égypte, avaient désormais une vie communale réglée et surveillée par le général en chef. Comme l'avait voulu Bonaparte, nous dirigions par des intermédiaires un peuple qui nous était trop étranger pour subir notre influence immédiate. Nous lui choisissions des chefs, afin qu'il ne s'en choisit pas lui-même (3).

Mais les villes, du reste fort peu nombreuses, ne rentraient pas dans ce cadre administratif. Bonaparte avait tenté d'y centraliser la vie provinciale, de donner aux groupements urbains une sorte d'autorité administrative et judiciaire sur les villages et d'assurer au Caire son rang de capitale et sa suprématie sur l'Égypte. Pour réaliser ces vues, il avait, dès le 9 thermidor an VI, créé dans chaque province « un divan de sept personnes, chargées de veiller aux intérêts locaux, de faire part au général en chef de toutes les plaintes qu'il pourrait y avoir, d'empêcher la guerre entre les villages, de sur-

(1) REYBAUD, VIII, p. 79.

(2) Mémoire adressé au général en chef le 15 vendémiaire an IX.

(3) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 151-152.

veiller les mauvais sujets, de les châtier en demandant la force aux commandants français, d'éclairer le peuple toutes les fois qu'il serait nécessaire (1) ». Le gouvernement du Caire avait été confié à un divan de neuf membres parmi lesquels se trouvaient les grands cheiks El Sadat, El Cherkaoui, El Bekri, El Fayoumi (2). Monge et Berthollet, nommés commissaires près ce divan, interrogèrent aussitôt les cheiks et ulémas au sujet de la meilleure organisation à donner aux divans des provinces, les questionnèrent sur la justice civile et criminelle et sur le régime des successions (3). Les doctes musulmans répondirent qu'ils ne voyaient rien à changer aux lois civiles et judiciaires du pays : la justice était rendue par les cadis, selon le texte du Coran : il suffisait de fixer les droits et profits des juges. Les successions appartenaient aux héritiers naturels. Quant à l'organisation des assemblées régionales, elle pouvait être ainsi comprise : institution de divans de douze à quinze membres à Alexandrie, à Damiette et à Rosette et, pour les autres provinces, de deux ou trois conseils siégeant dans les villes principales ; délégation de trois députés par divan au divan général du Caire (4).

S'inspirant de cette réponse, Bonaparte arrêta définitivement l'organisation des corps administratifs indigènes le 29 vendémiaire an VII. Chaque province eut un divan de neuf membres, nommé par une assemblée de tous les cheiks-el-beled de la région et par les chérifs et les négociants que désignerait le général commandant la province. Ces divans, supérieurs aux cheiks-el-beled et aux cadis, furent eux-mêmes subordonnés au divan du Caire ; celui-ci se composa en assemblée générale de

(1) LA JONQUIÈRE, II, p. 285.

(2) *Id.*, p. 283.

(3) *Id.*, III, p. 271.

(4) *Id.*, p. 273-274.

vingt-cinq membres au choix du général en chef : neuf habitants du Caire, seize représentants des provinces ; les neuf premiers formèrent le divan permanent (1). De plus, Bonaparte institua des tribunaux de commerce au Caire, à Alexandrie, à Rosette et à Damiette (2).

Le divan du Caire, supprimé après la première insurrection de la capitale, fut rétabli le 1^{er} nivôse an VII (3). Kleber ne semble pas l'avoir réuni depuis la victoire d'Héliopolis. Il ne releva point les divans provinciaux qui s'étaient dissous au moment de l'exécution du traité d'El Arisch. Il les considérait, écrivit Reynier à Menou, comme « absolument inutiles ». Toujours sceptique à l'égard de l'Égypte, Reynier ajoutait « que le général Bonaparte avait formé ces conseils seulement pour essayer de s'attacher quelques habitants et de les habituer à se gouverner, ce qui n'avait pas eu beaucoup de succès (4) ». Il est probable que le second général en chef ne maintint pas davantage les tribunaux de commerce puisque le 9 thermidor an VIII Belliard demandait à Menou la création de cette juridiction extraordinaire pour la capitale.

Cependant, l'œuvre de Bonaparte avait sa raison d'être. Menou résolut d'en reprendre les bases : mais, négligeant pour un temps la reconstitution des divans de province, il s'attacha tout d'abord à relever l'autorité du divan du Caire et crut qu'il la rendrait efficace et respectable en remettant définitivement à l'assemblée des grands cheiks le soin d'interpréter les lois musulmanes et la haute main sur les tribunaux indigènes. Dans un pays où le texte sacré du Coran dictait les arrêts de justice, où la théologie et la jurisprudence n'étaient que les branches d'une

(1) LA JONQUIÈRE, III, p. 276.

(2) *Id.*, p. 40.

(3) *Id.*, p. 480.

(4) Reynier à Menou, 22 messidor an VIII (11 juillet 1800).

même science et les juges et les prêtres les membres d'une même caste, un vainqueur habile et sensé devait attribuer le pouvoir judiciaire à l'aristocratie religieuse et ne garder pour lui-même qu'un droit de contrôle. C'est ainsi que la réorganisation du Grand Conseil de l'Égypte impliqua nécessairement une réglementation générale des institutions judiciaires.

Une commission nommée le 4 fructidor an VIII (22 août 1800) et composée de Fourier, du général Beaudot et du commissaire des guerres Régnier, dut porter ses recherches « sur l'établissement des tribunaux, le mode de nomination aux offices de justice, les changements avantageux que l'on pourrait faire dans la taxe des frais... ainsi que sur plusieurs autres questions qui lui seraient adressées successivement par le général en chef concernant l'administration intérieure du pays et les relations civiles à établir entre le gouvernement français et les habitants ». Une seconde commission formée des cheiks les plus instruits devait être consultée par la commission européenne.

L'ordre du jour du 10 vendémiaire an X (2 octobre 1800) peut passer pour le code de procédure civile et d'instruction criminelle de l'Égypte française. A dater du 1^{er} vendémiaire, toutes les charges de justice étaient déclarées vacantes; les titulaires devaient provisoirement garder leurs sièges jusqu'à la nomination de leurs successeurs ou jusqu'à leur propre confirmation. Dès ce moment, aucun juge ne pourrait plus rendre de sentence s'il n'était muni d'un titre conféré par le général en chef et scellé du sceau du gouvernement français (1).

Le général en chef nommait pour un an à tous les offices de justice sur la proposition du divan du Caire qui dressait la liste des gens de loi aptes à remplir les

(1) Art. 1 et 2.

fonctions de cadis et présentait au choix du général trois cheiks pour la place de cadi-el-askar ou grand juge du Caire. Ces magistrats pouvaient être indéfiniment confirmés. Ils nommaient eux-mêmes leurs suppléants (1).

Menou proclamait l'abolition de la vénalité des charges et prohibait toute taxe perçue en dehors des rétributions légales... Le juge coupable de concussions serait destitué, noté d'infamie, reconnu incapable d'exercer aucun emploi. Le tarif des émoluments des cadis et de leurs délégués devait être imprimé et publié (2).

La force armée était chargée d'assurer l'exécution des lois. Mais « l'autorité militaire ne pouvait contribuer en aucune manière à la décision des causes », cette décision « dépendant uniquement de la prudence et de l'équité des juges », et ne devant « jamais être fondée que sur les lois du pays ». Aucun Français n'était en droit d'intervenir dans les contestations soumises au jugement du cadi (3).

Tout habitant de l'Égypte, prévenu d'avoir assassiné, maltraité par voie de fait ou volé un autre habitant devait être arrêté par l'autorité publique et son procès instruit selon la jurisprudence criminelle du pays.

Mais si respectueux que fût Menou des lois musulmanes, il se refusa à laisser subsister l'usage barbare du « dyeh » ou prix du sang, qui permettait à l'assassin d'échapper au châtiment en payant une amende à la famille de la victime. Il ne voulut pas abandonner aux vengeances particulières la poursuite et la punition du coupable : « Toute commutation de la peine de mort est interdite aux juges ; toute sollicitation faite à cet égard, quel que puisse être l'intercesseur, doit être rejetée et toutes menaces faites au juge à ce sujet emporteront peine de

(1) Art. 7, 8, 9, 10.

(2) Art. 11 et 12.

(3) Art. 13.

complicité. Si la famille de celui contre qui un assassinat a été commis réclame du *cadi* le *dye*^h, il lui sera refusé. Si la famille d'un assassin offre le prix du sang, il sera rejeté. La poursuite intentée par la famille de la personne assassinée n'est point nécessaire à l'instruction du procès. Si un individu de la famille de la personne assassinée réclame le droit de mettre à mort lui-même le condamné, il lui sera refusé... (1). »

Le *dye*^h survécut aux prohibitions de Menou. Il était trop souvent l'unique moyen de terminer de féroces vendettas. Les officiers français en avaient autorisé et en autorisèrent encore la pratique. Reynier déclare qu'il ne fallait pas connaître l'Égypte ou avoir résidé seulement dans les grandes villes policées pour s'imaginer qu'un ordre du jour abolirait un usage si invétéré (2). En brumaire an IX, Menou est obligé d'avertir le général Songis qu'« ayant aboli dans la législation criminelle turque l'usage du rachat du sang, il ne peut permettre à deux armuriers prévenus d'assassinat de payer 60 livres à leur victime, comme Songis le demande (3) ». En ventôse, Raffle, commandant la place de Belbéis, écrit à Reynier que « deux assassins proposent de se racheter à prix d'argent et que les juges y consentent si le général y autorise (4). » Les intentions de Menou, mal servies par ses subordonnés, n'en restent pas moins louables.

L'organisation des tribunaux ainsi réglée, le *divan* du Caire fut reconstitué au-dessus d'eux comme une sorte de Conseil suprême de l'Égypte. Formé, dit l'article 3, des personnages « les plus recommandables par leurs vertus, leurs connaissances et leur désintéressement, ce corps des premiers *ulémas* de l'Égypte est placé entre

(1) Art. 14 et 15.

(2) REYNIER, p. 124-126.

(3) Menou à Songis, 30 brumaire an IX (21 novembre 1800).

(4) 7 ventôse (26 février 1801).

le gouvernement français et les Égyptiens musulmans afin de veiller à l'exercice de la jurisprudence, à l'administration des mosquées, à celle des hospices et fondations pieuses, à l'enseignement public, aux préparatifs de la caravane de la Mecque, enfin au maintien de tous les usages religieux et civils. Il transmettra aux habitants de l'Égypte les proclamations qui leur seront adressées et présentera leurs réclamations au gouvernement. Le divan correspondra pour tous ces objets avec le général en chef ».

Neuf membres résidants et quatorze membres honoraires le composent, choisis parmi les cheiks et ulémas du Caire et des autres grandes villes (1). Les membres résidants sont nommés dans l'article 23 : ce sont les cheiks Abdallah El Cherkaoui, Soleiman El Fayoumi, Khalyl El Bekri, Mohammed El Émir, Moussa Sirsi, qui faisaient déjà partie du divan de Bonaparte ; Abdurrahman Gabarti, le chroniqueur ; le chérif Saïd-Ali, beau-frère du général Menou ; Mohammed El Mohdi et Mustapha El Saoui. Une garde militaire, formée de soldats français et d'auxiliaires, est attribuée au grand divan (2).

Fourier, secrétaire perpétuel de l'Institut, devient le « chef de l'administration générale de la justice, commissaire français près le divan ». Il assiste aux séances, requiert l'exécution des ordres du gouvernement, vise tous les actes de l'assemblée et maintient celle-ci dans ses attributions (3). Les réunions ordinaires ont lieu trois fois par décade : toute convocation extraordinaire doit émaner du général en chef (4).

La liste des candidats aux places de juges était, nous l'avons vu, annuellement dressée par les membres du

(1) Art. 4.

(2) Art. 22 et 23 et arrêté du 15 vendémiaire an IX.

(3) Art. 5.

(4) Art. 4 et 6.

divan. En vertu de l'article 17, « le divan des ulémas séant au Caire, exerçant la première magistrature, pouvait proposer la destitution des cadis, annuler les sentences pour lesquelles on n'aurait point observé toutes les formes prescrites, réduire conformément au tarif légal les charges de justice, frais d'inventaire ou autres ; enfin réformer les jugements rendus par tous les cadis. » Mais cette dernière attribution ne pouvait être exercée que de la manière suivante :

« ART. 18. — En cas de réclamation de l'une des parties contre une sentence portée par un cadi soit en matière civile, soit en matière criminelle, le réclamant présentera sa requête au divan. Il lui sera pour cela accordé six jours en matière civile et quatre jours en matière criminelle. Mais dans tous les cas la réclamation ne pourra être admise s'il n'y est joint un *fétoueh* ou consultation des mouftis des différentes sectes orthodoxes qui déclareront s'ils estiment l'instruction vicieuse ou la sentence contraire à la loi. Si cette condition est remplie, le divan admettra la requête, examinera de nouveau la cause et délibérera sur le fond. La sentence du cadi sera exécutée si les deux tiers des voix des membres présents au divan ne lui sont pas contraires. Mais si le nombre des membres qui n'approuvent pas la sentence égale ou surpasse les deux tiers des membres présents, elle sera infirmée et la nouvelle décision, adressée au cadi qui l'enregistrera, sera exécutée selon sa forme et teneur. »

Le divan, comité consultatif de gouvernement, Cour d'appel, Conseil supérieur de la magistrature, se trouve donc associé aux pouvoirs du général en chef. La France respecte les autorités locales, applique la loi du Coran et réorganise un pays musulman selon la civilisation particulière de l'Islam. Menou obéit aux instructions de Bonaparte en donnant la première place aux chefs religieux de l'Égypte, dont l'influence peut

seule concilier aux Français l'esprit des indigènes (1).

Restait à régler la situation juridique des sectes dissidentes.

« Il est nécessaire, disait Bonaparte, de ne pas permettre aux chrétiens cophtes de s'émanciper (2). » Les Cophtes ne sont en Égypte qu'une minorité, haïe des musulmans et qui s'applique à mériter cette haine. On leur doit justice et liberté ; mais il serait impolitique et dangereux de les choisir pour alliés et de leur concéder des privilèges. Leurs chefs, ainsi que ceux des « nations » grecque et syrienne, établies en Égypte, seront admis aux séances du divan, mais n'y auront que voix consultative (3).

La loi musulmane doit constituer la règle et le tribunal du cadi la juridiction ordinaire en matière criminelle comme en matière civile. Les crimes et délits commis par un musulman contre un Cophte ou par un Cophte contre un musulman sont de la compétence du cadi. Les procès civils entre deux individus de même culte seront plaidés en première instance devant un tribunal formé du chef légal de la « nation » et de deux assesseurs choisis par le général en chef. Entre deux plaideurs de religion ou de nation différente, le cadi décidera, à moins que les parties ne se soient accordées sur le choix d'un autre tribunal. Sauf dans ce dernier cas, l'appel au cadi est toujours possible.

Cependant, comme l'impartialité du juge musulman demeure suspecte, aucune de ses sentences dans une affaire semblable ne sera immédiatement exécutée. Seul le général en chef lui donnera force de loi ; il pourra, s'il le préfère, soumettre l'arrêt à un tribunal spécial formé du commissaire près le divan et de deux assesseurs choisis par lui-même.

(1-2) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 151 sqq.

(3) Art. 4.

Les crimes et délits commis par un habitant du pays contre un Français ou réciproquement seront jugés par une commission nommée par le général en chef sur le rapport du commandant de la province. Il en sera de même dans les affaires criminelles intéressant exclusivement des non-musulmans (1).

Un nouvel ordre du jour devait déterminer « la formation et les attributions du tribunal de commerce séant au Caire, de plusieurs divans et tribunaux de commerce dans les provinces (2) ». Il ne fut jamais publié.

Ces règlements promulgués, le général en chef s'adressa aux Égyptiens ; dans la proclamation du 6 brumaire an VIII (28 octobre 1800), il mit sous leurs yeux les réformes déjà accomplies, leur en promit de nouvelles et les invita à reconnaître les bienfaits de la France : « Vous étiez malheureux, l'armée française est venue vous porter le bonheur. J'ai détruit une grande partie des impôts, établi d'une manière invariable ceux qui subsistent. Vous serez traités comme des frères. Si quelqu'un vous prend un seul médin au delà de ce qui sera fixé, il sera arrêté, emprisonné et condamné aux châtimens les plus sévères. » Une loi déterminera les redevances auxquelles auront droit les cheiks-el-beled et les moultezims ; les Égyptiens ne donneront plus de présents ni aux aghas ni aux juges ; ils ne nourriront plus gratuitement les troupes françaises en marche dans les provinces (3). « Des hommes puissants, conclut le général en chef, vous ont trompés ; ce temps est passé. Je vous répète que j'ai reçu l'ordre de la République française et du consul Bonaparte de vous rendre heureux ; je ne cesserai d'y travailler. Mais je vous avertis que si vous

(1) Art. 16, 19, 20 et 21.

(2) Art. 24.

(3) Un ordre du jour du 28 nivôse an IX prescrivit de délivrer aux cheiks des villages des bons de réquisition.

n'êtes pas fidèles, notre vengeance sera terrible. Rappelez-vous ce qui est arrivé au Caire, à Boulâq. Le sang de vos pères, de vos frères, de vos enfants, de vos femmes, de vos amis a coulé comme les flots de la mer ; vos maisons ont été détruites, vos propriétés ravagées et consumées par le feu. Que cette leçon vous serve toujours. Soyez sages, et vous n'aurez dans les Français que des amis généreux, des protecteurs et des défenseurs (1). »

Le divan fut averti qu'il ferait bien de féliciter Bonaparte « de son avènement à la première magistrature de la République » et de lui exprimer « le désir de la réunion de l'Égypte avec la France (2) ». La lettre des cheiks et ulémas, adressée au Premier Consul le 21 brumaire, parut à l'ordre du jour du 3 frimaire ; elle célébrait « la clémence et la sagesse de l'administration de l'illustre Abdallah Menou » et formait des vœux pour le retour de Bonaparte en Égypte.

En dépit de l'hyperbole orientale, ces déclarations purent être sincères. La domination bienfaisante de la France semblait acceptée ; en pluviôse an IX, un cheik maugrabin, qui tenta de soulever le Bahiréh, fut partout mal reçu (3).

Le divan collabora à l'œuvre civilisatrice ; il proposa l'établissement d'un registre des naissances qui faciliterait « la distribution légale des héritages » et d'un registre des décès (4). Quant à l'état civil des mariages, il existait déjà, mais la multiplicité des divorces empêchait de le tenir régulièrement (5).

Menou s'efforçait de vaincre les dernières résistances. Il proclama l'amnistie pour les Égyptiens émigrés après la reddition du Caire (6) ; il cita à l'ordre du jour deux

(1) ROUSSEAU, II, n° 29.

(2) Menou à Fourier, 21 vendémiaire an IX (16 octobre 1800).

(3) Friant à Menou, 15 pluviôse an IX (4 février 1801).

(4) GALLAND, II, p. 31 sqq. Lettrés du divan du Caire à Menou.

(5) Fourier à Menou, 21 nivôse an IX (11 janvier 1801).

(6) Ordre du jour du 17 vendémiaire an IX.

cheiks qui avaient sauvé des Français poursuivis par les mamelouks, leur envoya des pelisses et leur remit, ainsi qu'à leurs villages, le quart des impositions (1).

Pour dissiper les préjugés, il songeait, en même temps que Desgenettes, à la fondation d'un journal arabe. Cette idée, lui écrivait le médecin en chef, « m'a beaucoup occupé. Peut-être conviendrait-il d'organiser pour un pareil projet et la dissémination des lumières un comité lié immédiatement à l'action du gouvernement. L'amélioration de l'espèce est regardée encore comme une chimère, mais il n'y a que des aveugles qui n'aperçoivent pas ses progrès (2) ». Le 5 frimaire an IX (26 novembre 1800), l'ordre du jour annonça la création du *Tambyeh* (*l'Avertissement*), que le cheik Ismaïl el Rachah devait rédiger. Cette feuille aurait publié les actes du gouvernement français et du divan, l'annonce des événements d'Europe et d'Asie, des procédés d'art et de science ; le citoyen Fourier en eût surveillé la rédaction et les ulémas eussent exercé la censure (3). Mais le décret resta lettre morte.

Dans l'œuvre rapide et si tôt interrompue du général en chef, les rêves et les réalités devaient parfois se confondre, les changements hasardeux se mêler aux réformes utiles, les volontés fermes se distinguer malaisément des velléités sans suite : une longue expérience eût seule fait le départ entre le bon et le mauvais, entre les dispositions pratiques et les décisions hâtives. Le temps eût consolidé les fondations durables et détruit les revêtements fragiles, posés à la hâte dans une époque de troubles et d'insécurité.

Seules, en effet, la basse et la moyenne vallées du Nil pouvaient sembler définitivement soumises. Mais il fal-

(1) Ordres du 12 et du 13 nivôse an IX.

(2) Desgenettes à Menou, 1^{er} fructidor an VIII.

(3) ROUSSEAU, II, n° 31.

lait encore lutter contre les Arabes nomades du désert et ménager les mamelouks auxquels Kléber s'était vu contraint de céder le Saïd.

Les Arabes, au nombre de 10 000 cavaliers, 30 000 fantassins, disséminés sur toute la surface de l'Égypte, inquiétaient l'armée d'Orient de leurs incursions et de leurs brigandages (1). Bonaparte avait créé pour les poursuivre le régiment des dromadaires (2) qui faisait de leurs troupeaux et de leurs marchandises de fructueuses razzias. En l'an VIII, certaines tribus, harcelées de trop près, se décidèrent à conclure une entente avec l'armée française ; les Arabes de Siout signèrent, le 9 messidor, avec Donzelot, un traité par lequel ils s'engagèrent à payer l'impôt. Le 11 nivôse an IX, le général en chef passe une convention avec les cheiks des Enadis ; il accorde à leur tribu protection et sûreté dans tous les arrondissements de l'Égypte, lui donne le droit de faire le commerce, de conduire ses chameaux, chevaux et troupeaux dans les endroits qu'elle occupe habituellement (3).

Sur la proposition du général Reynier, il permit aux Thérabins de Syrie de camper sur la frontière ; on pensait qu'ils arrêteraient l'exportation des grains en pays ennemi, qu'ils mettraient les terrains en valeur et paieraient quelques redevances (4). Leur fidélité ne fut pas de tout repos ; il fut bientôt prouvé qu'ils favorisaient le commerce de contrebande des Égyptiens avec la Syrie et qu'ils faisaient passer du riz aux Turcs affamés (5).

En pluviôse, le général Friant battit les Arabes Ouladalis qui pillaient le Bahirèh (6).

(1) Tableau des différentes tribus arabes, classé au 19 février 1801.

(2) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 59-61.

(3) Convention du 1^{er} janvier 1801.

(4) Reynier à Menou, 23 thermidor an VIII (11 août 1800).

(5) Langlois, commandant à Salahièh, à Reynier, 19 nivôse (9 janvier).

(6) Ordre du jour du 30 pluviôse.

Quant à Mourad-bey, Menou parut très résolu à maintenir l'alliance avec lui. Le mamelouk se trouvait dans une situation difficile ; la Haute-Égypte ayant été insuffisamment inondée en l'an VIII, il ne pouvait acquitter son tribut ; en outre, sa générosité l'obligeait à recueillir à Girgèh tous les mamelouks errants qui sollicitaient son secours. De pleins pouvoirs furent donnés à Damas et à Estève pour céder à Mourad quelques nouveaux villages et pour lui remettre une partie de sa contribution de l'an VIII.

« J'ai pensé, écrit le général en chef au ministre des relations extérieures, qu'il était de l'honneur français d'exécuter tous les articles de la paix » conclue par Kléber avec Mourad. Ce bey était, au moment d'Héliopolis, « dans une position à faire aux Français beaucoup de mal » ; il avait donc été nécessaire d'obtenir à tout prix sa neutralité.

Menou n'en estimait pas le traité moins onéreux. On avait cédé au mamelouk le port de Kosséir où, avec sa complicité, les Anglais eussent pu opérer un débarquement. Par bonheur, il détestait cette nation ; il « se conduisait donc à merveille. » Au reste Donzelot, qui l'observait de Siout, était « plein de talent, de zèle et d'activité (1) ».

Cependant les relations de Mourad ne pouvaient être aussi cordiales avec Menou qu'avec le dernier général en chef. Mourad avait toujours espéré que Kléber abandonnerait l'Égypte et se jugeait en bonne position pour recueillir avant les Turcs l'héritage des Français. Il se flattait d'être un jour « roi d'Égypte » et comptait bien, en attendant, agir en souverain dans le Saïd. Kléber avait distribué à plusieurs beys des terres dans la Basse-Égypte comme s'il ne s'était pas soucié d'écarter de la

(1) 2 vendémiaire an IX (24 septembre 1800), ROUSSEAU, II, n° 23.

colonie française les anciens maîtres de la vallée du Nil.

La politique de Menou détruisit les espérances de Mourad. Le successeur de Kléber considérait les provinces d'Assouan et de Girgèh comme parties intégrantes du pays conquis. Il affectait de donner officiellement au mamelouk le titre de « prince-gouverneur du Saïd pour la République française (1) ». Il soumettait les régions « administrées par Mourad à l'arrêté du 10 vendémiaire qui organisait les pouvoirs de justice ; les cadis du Saïd devaient être présentés par le divan, choisis par le général en chef. En pluviôse, Mourad sollicite des terres pour l'Elfi-bey, qui, pourchassé durant six mois par l'aide de camp de Friant (2), vient de chercher refuge à Girgèh : « C'est au bey qu'il l'a reçu à le nourrir », répond Menou (3). »

Mourad garde ses sympathies aux fidèles de Kléber, à Damas et à Daure (4). Il se plaint qu'« on cherche à le calomnier ». Donzelot prie le général en chef de faire pour le bey « ce qu'il aime tant à faire pour la justice (5) ». Il semble que Menou ne se défende pas d'une certaine appréhension au sujet de la conduite future de Mourad. On sentait bien de part et d'autre qu'on était en profond désaccord sur l'interprétation du traité du 15 germinal an VIII. Mourad prétendait agir à sa guise, conservait ses relations diplomatiques avec Ibrahim-bey et l'armée turque et restreignait ses obligations envers la France au paiement d'un tribut et à l'envoi d'un contingent militaire lors de la reprise des hostilités. Menou s'irritait de cette allure indépendante, s'inquiétait des conversations fréquentes entre le Saïd et la Syrie, et souhaitait certai-

(1) Menou au ministre de la Guerre, 2 vendémiaire an IX. ROUSSEAU, II, n° 20.

(2) Lettres de Friant à Menou, de l'aide de camp Binot à Friant (messidor et thermidor an VIII).

(3) Menou à Reynier, 20 pluviôse an IX (9 février 1801).

(4) Cf. *infra*, liv. III, chap. 1^{er}.

(5) 8 brumaire an IX.

nement d'être un jour assez fort pour réduire le mame-louk à une vassalité complète.

§ V

Agriculture, industrie, relations commerciales.

Que le général en chef réforme l'administration française ou qu'il réglemente les institutions locales, un même principe dirige toute sa conduite : fonder en Égypte une domination durable, en un mot « coloniser » le pays.

Ce plan colonial comporte une bonne part d'économie politique. L'Égypte doit avant tout devenir pour la France un établissement agricole et commercial. Telle est bien la pensée de Menou, autrefois exprimée dans ses lettres à Bonaparte, dans le mémoire adressé à Kléber, affirmée de nouveau dans sa correspondance avec le ministre de l'Intérieur et avec le Premier Consul : « L'Égypte peut devenir en très peu d'années (en supposant que la France la garde à la paix générale), la colonie la plus brillante et la plus avantageuse qui ait existé. Les riches productions des Antilles y sont indigènes. L'intérieur de l'Afrique, l'Arabie et les grandes Indes peuvent y apporter toutes les richesses dont elle a été l'entrepôt dès les temps les plus reculés. Une population laborieuse et nombreuse y fera produire à la terre tout ce que désirera une métropole puissante et industrielle (1). » — « L'Égypte est le pays du monde le mieux situé pour y établir un grand commerce (2). »

Secondé par les membres du comité administratif, le général en chef donne véritablement tous ses soins au développement de l'agriculture, à la création de l'industrie, encourage les exportations, achemine l'Égypte

(1) Lettre de Menou à Lucien Bonaparte, 2 vendémiaire an IX.

(2) Le même au Premier Consul, *même date*.

vers cette prospérité que Napoléon I^{er} signale, en l'exagérant un peu, dans ses Mémoires (1).

L'agriculture égyptienne ne pouvait subsister que par un système rationnel d'irrigations. Sous l'ancien gouvernement ture, l'entretien des grands canaux était à la charge du pouvoir central ; les petits canaux de distribution devaient être tous les ans curés par les habitants des villages, trois mois avant le commencement de l'inondation. Mais depuis l'usurpation des mamelouks, les travaux avaient été entièrement négligés. C'est ainsi qu'une partie de la province de Bahirèh s'était transformée en désert.

On ne connaissait aucune loi réglant la distribution des eaux entre les villages. Souvent les paysans venaient, en armes, rompre les digues qui retenaient l'inondation sur le sol du voisin ; vainqueurs, ils écoulaient sur leurs terres toutes les eaux fécondantes. Il était donc nécessaire de prendre des renseignements sur l'état des canaux, de dresser un plan général de réparation et d'entretien et de régler l'équale distribution des eaux (2).

Le comité administratif se contenta de confier aux Coptes les travaux urgents et de souhaiter que « la paix donnât le loisir de faire une bonne carte hydrographique » ; alors seulement on « saisisrait l'ensemble du système d'irrigations, inconnu même des habitants (3) ».

Le 4 fructidor an VIII (22 août 1800), Menou, considérant que cet objet était « du plus haut intérêt pour la République si à la paix générale elle devenait propriétaire de l'Égypte et que si même l'Égypte passait dans des mains étrangères il serait honorable pour les Français d'avoir fait quelque bien à l'humanité », ordonnait

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, chap. XVII.

(2) *Décade égyptienne*, t. III, p. 219-220. Mémoire de Tallien sur l'administration des canaux. Lettre de Tallien à Kléber du 11 nivôse an VIII sur le même sujet.

(3) Rapport du 2 messidor an VIII.

aux ingénieurs des ponts et chaussées de se disperser dans tout le pays pour examiner le cours du Nil, les canaux, les terrains et les digues, et, afin de maintenir dans ces travaux l'unité de direction, interdisait aux commandants d'arrondissement de rien entreprendre de leur propre initiative. Les ingénieurs, las de leur séjour en Égypte, montrèrent peu de bonne volonté. Ils se plaignirent d'être envoyés dans les provinces avant la fin de l'inondation, protestèrent contre les décisions de leurs chefs, Le Père et Girard, et se raillèrent de Menou qui les exhortait « à imiter les Spartiates (1) ». En ventôse an IX, leur œuvre était à peine ébauchée et L. Reynier invitait Le Père à surveiller les Cophtes, chargés comme de coutume de diriger les réparations des levées et des canaux (2).

Cependant, le Comité administratif se préoccupe de mettre en valeur le sol de l'Égypte. Il s'informe auprès des Cophtes de l'état des propriétés nationales et pense employer un certain nombre de ces domaines aux cultures coloniales. « Si l'Égypte reste définitivement colonie française, un des établissements les plus utiles sera un jardin d'expériences où les cultures nouvelles seront introduites pour être de là disséminées dans le pays (3). »

Le 14 messidor an VIII, le Comité concède au sieur Barthélemy Porte la jouissance des terres du village de Mit Okbé afin d'y planter café et canne à sucre. Menou demande au ministre de l'Intérieur « une collection abondante de graines de pêchers, pommiers, abricotiers, cerisiers, des cochenilles, des charrues avec des laboureurs (4) ».

(1) DE VILLIERS, chap. XIV.

(2) Lettre du 5 ventôse an IX (24 février 1801). Le chef de bataillon Tousard envoya le 10 nivôse à Menou un mémoire où il préconisait l'établissement d'un système de digues coupant les terrains en long et en large : une digue élevée sur les rives du Nil eût empêché les eaux de l'inondation de revenir dans le fleuve. Chaque digue eût été bordée d'un canal qui eût conservé les eaux après l'inondation.

(3) Rapport du 2 messidor.

(4) Lettre du 2 vendémiaire.

L'ordre du jour du 3 fructidor an VIII crée une « commission d'agriculture » formée des citoyens Champy, Delisle et Nectoux. Cette commission dirigera les plantations d'un jardin « destiné à recevoir les graines envoyées de France, à multiplier les espèces utiles, à perfectionner la culture des plantes indigènes, à améliorer les fruits du pays ». Les membres de la commission adresseront des rapports au Comité administratif et à l'Institut. Le 11 ventôse an IX le général en chef prévient le ministre Chaptal que les graines et les charrues sont arrivées ainsi que deux jardiniers. Le jardin des plantes est établi.

S'ils introduisent en Égypte de nouvelles essences, les Français ne négligent point les cultures des fellahs, riz, blé, orge et maïs (1). Ils étudient l'aménagement et le produit des terres. Dalmas constate que dans le Bahirèh, l'une des provinces les moins fertiles, le revenu brut, en nature et en volume, d'un feddan de terre (1589 toises), est supérieur à celui des meilleures terres de la Haute-Garonne : « Si, dit-il, l'on ajoute à ce revenu la mauvaise qualité des semences, la quantité d'eau qui rend le blé aqueux, la mauvaise exploitation et la quantité de blé que les paysans perdent dans le sol, l'on se fera une juste idée de la prospérité du pays (2). » L'inondation de l'an VIII ayant été mauvaise, on fournit des semences aux fellahs. Dans le 1^{er} arrondissement, Martin, inspecteur des revenus en nature, prend de concert avec Donzelot des mesures pour qu'aucune terre ne demeure inculte (3).

On a plaisanté Menou d'avoir édicté « un code forestier » pour un pays sans forêts (4). Le général en chef a tout simplement voulu empêcher la destruction des arbres, trop peu nombreux dans la vallée du Nil, en déterminant

(1) Cf. *Décade égyptienne*, I, p. 229-246, notice de Girard sur la province de Damiette.

(2) Mémoire adressé à Menou le 25 messidor an VIII.

(3) Martin à L. Reynier, 19 vendémiaire an IX.

(4) Vast, dans l'*Histoire générale* de LAVISSE et RAMBAUD, t. IX, p. 59.

l'époque et le nombre des coupes, et encourager leur multiplication en décernant des primes aux villageois qui planteraient des tamaris, des sycomores et des mûriers sur les digues, auprès des canaux et dans le voisinage des habitations (1). Cet arrêté était d'autant plus utile que les officiers du génie s'empressaient d'abattre tous les arbres des environs du Caire (2).

L'année 1800-1801 fut très fructueuse pour l'agriculture égyptienne. « L'Égypte, lisait-on dans le *Courier* du 6 pluviôse an IX, offre dans le moment actuel le plus magnifique coup d'œil ; toutes les productions de la terre promettent la plus abondante récolte. »

L'avenir semblait s'ouvrir à de sérieuses espérances ; la chute des mamelouks avait laissé sans maîtres un nombre considérable de terres fertiles ; la République, propriétaire immédiate des deux tiers du sol égyptien (3), pouvait appeler dans la colonie nouvelle plusieurs milliers de Français ; nos agriculteurs de Beauce ou de Brie eussent fait fortune dans la vallée du Nil, tout auprès de nos planteurs de Saint-Domingue : colonie d'exploitation sans rivale, l'Égypte fût en même temps devenue une admirable colonie de peuplement. Talleyrand souhaitait que tous ceux de ses compatriotes dont la Révolution avait surexcité les énergies ou abattu les espoirs trouvassent en des terres nouvelles un dérivatif à leur activité ou un remède à leurs maux (4). Menou s'employait à réaliser ces vœux.

Si on l'eût écouté, les industriels se fussent joints en Égypte aux agriculteurs. Le Comité administratif affirmait, le 2 messidor an VIII, qu'il était impossible de rien faire pour l'industrie. L'intérêt de l'armée l'obligea

(1) Ordre du jour du 25 messidor an VIII.

(2) Comité administratif à Menou, 4 thermidor an VIII (23 juillet 1800)

(3) Voir ci-dessous, p. 249.

(4) *Essai sur les colonies nouvelles*, p. 9.

cependant à tenter une expérience. Le drap d'habillement allait manquer ; mais la matière première existant en Égypte, Conté offrant de fabriquer un métier à foulon et les négociants français installés au Caire étant capables de diriger les travaux, le Comité proposa au général en chef la création d'une manufacture (17 messidor).

Une longue discussion s'engagea à ce sujet entre Menou et les administrateurs. Le général désirait qu'on admit des indigènes dans les ateliers, « un des plus sûrs moyens d'accélérer la splendeur d'une colonie étant d'instruire les habitants par tous les moyens possibles (1) ». Les membres du Comité, imbus des théories les plus protectionnistes, prétendirent qu'on ne pouvait garder trop secrets les procédés industriels. Sinon « le génie imitatif des Égyptiens eût porté préjudice aux manufactures de France (2) ». Ils auraient volontiers, selon l'esprit du *pacte colonial*, obligé l'Égypte à ne recevoir que les produits de France et interdit à ses habitants la fondation d'industries semblables aux industries de la métropole.

« Je n'adopte point, leur répondit le général en chef, les craintes que témoignent quelques individus de faire connaître aux Égyptiens les moyens qu'ils auraient de fabriquer les draps. Si on traitait en grand cette question du commerce et qu'on approfondît les raisons pour et contre, il serait aisé de démontrer que les nations qui, comme la nôtre, sont placées sous un climat qui favorise l'établissement de presque toutes les manufactures, n'ont rien à craindre de tous les efforts de l'art chez les nations moins favorisées. J'engage les membres du Comité administratif à lire avec attention les sublimes réflexions que fait à cet égard l'abbé Raynal dans son article du commerce de la Russie. D'ailleurs, depuis qu'on a approfondi avec plus de maturité et plus de véritable connais-

(1) Menou au Comité, 21 messidor.

(2) Comité à Menou, 4 fructidor.

sance tout ce qui tient au commerce, il a été reconnu par les véritables hommes d'État qu'il est de l'intérêt des nations riches par les productions de leur sol et de leurs manufactures d'augmenter autant que possible l'industrie et par conséquent les moyens d'échange des autres nations leurs voisines et de celles avec lesquelles elles commercent ; par la raison très simple qu'on ne vend jamais avec avantage à une nation pauvre qui n'a pas les moyens de payer soit par argent, soit par objets d'échange (1). » C'était reprendre ici encore les déclarations de Talleyrand : « Quels seront, se demandait celui-ci, les liens entre les colonies nouvelles et la France ? » Et il y rejetait aussitôt toute pensée de retour à ces « lois de contrainte » qui avaient régi les rapports des colonies d'Amérique avec la métropole. « L'expérience et le raisonnement, proclamait-il, s'unissent enfin pour repousser ces doctrines pusillanimes qui supposent une *perte* partout où il s'est fait un *gain* (2). »

Les administrateurs en tenaient pour ces doctrines anciennes. Conté lui-même répéta qu'il n'apprendrait jamais aux indigènes les procédés de fabrication. Un « projet de réponse au général Menou » fut préparé par un négociant. Puisque, disait celui-ci, le Levant était le seul pays du monde où la draperie française pût lutter avec avantage contre celle des autres nations, puisque la matière première de nos manufactures était fournie par l'Égypte, on ne pouvait enseigner aux Orientaux « à se passer de nous ». L'auteur protestait contre « la philanthropie outrée des prétendus hommes d'État de 1791 » et comparait les effets de leurs doctrines économiques à ceux de la révocation de l'Édit de Nantes (3).

(1) Menou au Comité, 9 fructidor.

(2) *Essai cité*, p. 12, 13.

(3) Projet de réponse, dans les pièces du dossier établi par le secrétaire du Comité, Decuers, et classé au 10 juillet 1800.

Il était du reste bien chimérique de craindre l'établissement en Égypte d'industries rivales des industries françaises. Imaginait-on les fellahs abandonnant leurs champs pour fonder des manufactures? Alors même que quelques-uns d'entre eux eussent été initiés aux secrets et que leur « génie imitatif » eût parfaitement retenu les leçons des foulons de l'armée d'Orient, ils eussent vite reconnu que l'agriculture restait pour eux une source plus féconde de richesses que la fabrication des draps et la France eût encore reçu d'Égypte les matières premières nécessaires à ses industries.

En définitive, le général Menou dut céder à l'obstination des protectionnistes. Le négociant Thorin ne présenta ses échantillons, Conté n'entreprit le foulage des draps qu'à la condition d'exclure tout autre que les Français des ateliers et de détruire ou d'emporter tous leurs produits et tous leurs instruments de travail « si la République rendait l'Égypte au Grand Seigneur (1) ». Reynier assure que la machine à foulon ne fonctionna qu'en pluviôse an IX (2).

Les autres essais industriels se réduisirent à peu de chose. On fabriqua du savon avec les huiles d'Égypte; le citoyen Vanderweltdt réussit à obtenir de la bière. Il fut un instant question d'améliorer le rouissage du lin (3).

Menou pria le ministre de l'Intérieur d'envoyer en Égypte des tisserands, des faiseurs d'étoffes, des forgerons, des horlogers, des charrons, des cardeurs, des teinturiers, des fabricants de bas, des graveurs, des fondeurs de caractères et des imprimeurs (4). Le 27 frimaire, il promettait aux citoyens Bégot et Rigas protection pour leurs manufactures de tanneries, tout en refusant de leur

(1) Nota, dans le même dossier.

(2) *Journal de Reynier*, n° 32.

(3) Comité à Menou, 17 messidor.

(4) Lettre du 2 vendémiaire.

accorder un privilège qui empêcherait la concurrence.

Le commerce de l'Égypte était depuis l'occupation française presque entièrement anéanti. Les Anglais bloquaient la côte méditerranéenne ; la présence du grand vizir et de ses troupes en Syrie obligeait les généraux de l'armée d'Orient à interdire toute exportation de denrées vers cette région. Les contributions levées par Bonaparte et par Kléber avaient appauvri les négociants des villes. Certaine spéculation d'Hamelin qui, après la convention d'El Arisch, pensait extorquer un million aux commerçants du Caire, avait jeté l'alarme et semé la défiance (1). Menou, comme ses prédécesseurs, recourut aux contributions et aux emprunts. Mais du moins s'efforça-t-il de diminuer les douanes et de fixer la quotité des impôts. Les transactions reprirent avec plus de sécurité.

Pour faciliter le commerce intérieur, il établit un tarif uniforme des transports par eau ; il se préoccupa de la réfection du canal d'Alexandrie, qui n'était plus navigable que du 1^{er} au 15 vendémiaire (2) ; il ordonna que divers chemins fussent réparés, qu'un canal fût ouvert de Damiette à Castelnassara (3). Les ingénieurs étudièrent les moyens de multiplier les communications entre les provinces de la Basse-Égypte (4) ; l'un d'eux proposa de faire du grand marché de Tantah le chef-lieu administratif de toute la région deltaïque (5).

Le commerce extérieur retrouva quelque activité. Un arrêté du Comité administratif, inséré dans l'ordre du jour du 30 prairial an VIII, établit dans les ports une

(1) Lettres de Gloutier et de Beaudot à Kléber, du 10 pluviôse an VIII (30 janvier 1800).

(2) Lettre de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées à Menou, 17 messidor. Cf. *Mémoire sur le canal d'Alexandrie*, par LANCRET et CHABROL, *Décade égyptienne*, II, p. 237-248.

(3) Menou à Sanson, 10 frimaire an IX.

(4) Rapport de Le Père et de Chabrol, 30 nivôse.

(5) Girard, ingénieur en chef, à Menou, 6 nivôse.

« commission des neutres » chargée de rassembler tous les renseignements concernant les navires retenus en Égypte depuis la reprise des hostilités ; les permissions de départ furent délivrées par l'administration des douanes. L'exportation des objets utiles à l'industrie et à l'agriculture fut autorisée par le général en chef ; l'interdiction d'exporter le blé et les grains fut levée pour le port de Suez ; la sortie du riz généralement permise (1). Pour assurer les échanges de l'Égypte, Menou essaie de circonscrire l'état de guerre aux opérations militaires : on le voit approuver les exportations vers la Turquie, autoriser des négociants anglais à partir sur un bâtiment grec et les mettre en mesure de continuer leurs relations commerciales (2). Il semble que les belligérants français et turcs aient conclu sur ce point un accord tacite ; la croisière du capitain-pacha laisse naviguer librement les djermes de cabotage.

Les Grecs, bien que sujets du sultan, sont considérés par le gouvernement français comme les nationaux d'une puissance neutre. Ils sont assez heureux pour échapper aux Anglais et pour introduire en Égypte les produits de l'archipel et du Levant. Certains d'entre eux, tels Nanno et Constantin de Salonique, ont d'importantes maisons ; on espère qu'ils faciliteront le rétablissement du commerce avec la Turquie (3). On promet d'encourager par des primes et par des exemptions de droits l'importation des objets utiles à l'armée (4). On interdit aux agents du fisc et aux commandants militaires de rien exiger au delà du tarif des douanes (5). Menou blâma sévèrement l'adjudant général Jullien qui, couvert par l'autorisation du général Kléber, avait levé 400 piastres sur chacun des

(1) Arrêté du Comité administratif du 19 messidor an VIII.

(2) Rampon à Menou, 30 frimaire an IX.

(3) Decuers, secrétaire du Comité administratif, à Menou.

(4) Arrêté du Comité du 19 messidor.

(5) Ordre du jour du 27 thermidor an VIII.

bâtiments grecs sortant d'Alexandrie (1). Tout capitaine de navire reçoit à son arrivée un imprimé lui assurant bon accueil, sûreté et protection (2). Le 17 frimaire, Menou envoie à Friant des proclamations qui « feront connaître à l'archipel la manière dont sont traités les négociants venant en Égypte ».

Sur les observations de Rampon et de Lanusse, le général en chef lève l'embargo sur les vaisseaux retenus depuis la rupture de la convention d'El Arisch (3). Et pendant tout l'hiver les bâtiments légers entrent dans les ports en nombre assez considérable, « encouragés par l'accueil qu'ils reçoivent et par le profit qu'ils trouvent dans leurs relations avec la colonie (4) ».

Quelques navires de commerce furent envoyés en France. Le 26 brumaire an IX le général en chef confia deux bâtiments aux négociants Réal et Batthalon ; l'un d'eux, parti d'Alexandrie avec 3 500 quintaux de riz et 16 quintaux de café, relâcha à Tunis et y vendit sa cargaison (5). En frimaire, quinze bâtiments, pris parmi ceux qui ont amené l'armée, sont chargés de riz, de sucre, de café, de coton, de gomme à destination de Marseille. D'après une lettre du préfet maritime Le Roy au ministre de la Marine, du 15 nivôse, six de ces bâtiments appareillèrent d'Alexandrie entre le 6 et le 28 frimaire (6). En pluviôse, six vaisseaux furent encore cédés à des commerçants, quatre à des Français, deux à des indigènes. Menou pria le ministre de la Marine de faire en sorte que ces derniers fussent reçus à Marseille par d'honnêtes gens (7).

(1) ROUSSEAU, II, n° 7, Menou à Jullien, 24 thermidor an VIII.

(2) Ordre du jour du 12 fructidor.

(3) Rampon à Menou, 21 thermidor ; Lanusse à Menou, 9 fructidor ; Menou à Lanusse, *même date*.

(4) Arch. Marine, BB⁴ 157, Guien, chef militaire, au ministre de la Marine.

(5) Archives nationales, AF IV, 1687, lettre du commissaire Devoize au ministre des Relations extérieures, 23 frimaire.

(6) Archives Marine, BB⁴ 157.

(7) Menou au ministre, 27 pluviôse an IX (16 février 1801).

Cependant le trafic méditerranéen ne pouvait s'effectuer régulièrement pendant la guerre. Dès lors les ports de la mer Rouge restaient les centres principaux d'importation et d'exportation.

Le Comité administratif le comprit ainsi. Bonaparte avait déclaré que Suez devait devenir le grand entrepôt des cafés et des épices de l'Arabie et des produits de l'Europe et de l'Égypte, aux dépens de Kosséir (1). Après la cession de cette dernière ville à Mourad-bey, Kléber pressa le Comité de trouver le moyen de favoriser Suez (2). Il était d'autant plus urgent de résoudre ce problème que la fermeture des ports de la Méditerranée privait la Basse-Égypte de ses clients habituels (3).

L. Reynier soumit au général Menou un très important rapport sur le commerce de Suez :

Autrefois, dit-il, les négociants de l'Arabie ne venaient à Suez que pour échanger leurs marchandises contre du fer, des draps, de la cochenille et des galons. Ils choisissaient Kosséir lorsqu'ils voulaient composer de grains et de légumes leur chargement de retour. Pour les contraindre à préférer Suez, il faut augmenter à la douane de Siout les frais des importations par Kosséir et créer auprès de Suez, au Caire, à Belbéis ou à Suez même, un grand entrepôt de grains. La libre exportation des grains pour l'Arabie ne pourra compromettre les approvisionnements de l'armée et du pays, qui sont assurés par les domaines du gouvernement et par les terres de la Haute-Égypte, d'Atfiehly, de Gizèh et de Kélioubèh. Toute la récolte du Delta et de la Charkieh, qui fournissait son excédent à l'Europe et à la Syrie, doit trouver un débouché nouveau et le trouvera à Suez. Si les fellahs sont assurés de vendre leurs grains dans cette ville, ils cesse-

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 155.

(2) Comité à Menou, rapport du 2 messidor.

(3) *Id.*, 16 messidor.

ront d'alimenter l'armée turque car « l'esprit de parti entre pour beaucoup moins que le désir du gain dans les entreprises des caravanes pour la Syrie. Le vrai moyen de les arrêter ou du moins de les diminuer est d'offrir un bénéfice semblable avec moins de danger (1) ».

On espérait déjà que Suez pourrait devenir la tête d'un canal de la mer Rouge à la Méditerranée. Le 15 frimaire an IX, l'ingénieur Le Père écrivit au Premier Consul que le rétablissement de l'œuvre des anciens Égyptiens ne présentait aucune difficulté majeure.

Pour que le commerce de la mer Rouge appartint à la France, il importait beaucoup de gagner le chérif de la Mecque et les chefs de l'Yémen et de l'Hedjaz (2). L'amitié du chérif de la Mecque nous eût été précieuse de toute manière. Bonaparte avait compris quel prestige il en tirerait aux yeux des Égyptiens. Reconnu comme maître de l'Égypte par le « serviteur de la Sainte Kaaba », il aurait eu moins à redouter des firmans du sultan de Constantinople. Il eût songé à grouper sous le protectorat politique de la France et sous l'autorité religieuse du chérif tout un faisceau de peuples musulmans arrachés à la domination ou à l'influence du Commandeur des croyants (3).

Il avait assuré au chérif qu'il protégerait les caravanes de pèlerins et que l'établissement des Français en Égypte ne devait rien changer aux relations de l'Arabie avec l'Afrique. Menou ne renonça pas à gagner les Mecquains. L'alliance de ceux-ci avec l'armée d'Orient éloignerait de la mer Rouge les vaisseaux anglais. « Il paraît, écrit Donzelot le 17 thermidor, que les Anglais cherchent à s'établir à Djeddah. Il faut inspirer au chérif de la méfiance sur leurs intentions et le désir de s'emparer lui-même de

(1) 18 messidor.

(2) Menou au ministre de la Marine, lettre classée en octobre.

(3) *Campagnes d'Égypte*, I, p. 227-228. Cf. *Revue géographique*, septembre et octobre 1903, articles de M. Dornin, « Bonaparte et le monde musulman. »

la souveraineté de Djeddah... Il serait nécessaire de l'amener à négocier et, s'il est possible, à un traité d'alliance et de commerce. L'on pourrait espérer ensuite que par son influence on déterminerait le sultan de l'Arabie heureuse à se rendre indépendant de la Porte et à fermer Moka aux Anglais (1). »

Le chérif semble assez bien disposé en notre faveur ; il a refusé aux Anglais des hommes et des barques (2) ; il se charge de faire passer des dépêches de Menou aux îles de France et de la Réunion (3).

Le 9 frimaire an IX (30 novembre 1800), le général en chef lui notifie officiellement sa nomination au commandement de l'armée d'Orient, lui communique les tarifs de la douane, l'engage à envoyer à Suez ses sujets et l'avertit qu'il prépare le tapis pour la Sainte-Kaaba (4). Les navires de Djeddah et d'Yamboo arrivent à Suez en frimaire et en nivôse et débarquent leurs cargaisons de toiles, de coton, de châles de laine, de mousselines, de café (5). Le commerce de l'Arabie ne souffrit donc pas des règlements de Menou autant que le prétend Reynier : « Déjà, écrit l'adjoint du génie Théviotte, quantité de marchandises se trouvent en dépôt dans les magasins de Suez (6). »

Mais s'il consent à commercer avec les Français, le chérif se garde bien de se jeter franchement dans leur parti. Il fait à Djeddah et à Yamboo des préparatifs militaires, « sans doute dans l'espérance que quelque jour notre armée éprouvera des revers (7) ». Satisfait de voir ses privilèges et son trafic respectés par les Français,

(1) 3 août 1800.

(2) En l'an VII.

(3) Menou au ministre de la Marine. *Lettre citée*.

(4) ROUSSEAU, II, n° 33.

(5) Lettres de Théviotte au général Bertrand, 3 frimaire (20 nivôse).

(6) Observations du même sur la défense de Suez, 2 pluviôse (22 janvier).

(7) Théviotte à Bertrand, 20 nivôse.

il ne se soucie pas de lier davantage sa cause à celle des infidèles.

Bonaparte avait recommandé d'envoyer des chargés d'affaires au Sennaar, au Darfour et en Abyssinie pour nouer avec ces États des relations commerciales et organiser des achats réguliers d'esclaves en même temps que pour se ménager les moyens de pénétrer dans l'intérieur de l'Afrique (1). Menou annonça aux ministres des Relations extérieures et de la Guerre qu'il avait écrit à l'empereur d'Abyssinie et fait des propositions d'alliance aux sultans de Sennaar, de Darfour et de Dongola. Les caravanes, dit-il, arrivaient avec des esclaves, de la poudre d'or, des dents d'éléphant, des plumes d'autruche, des cornes de rhinocéros, des gommes, des drogues médicinales (2)...

Au début de messidor, en effet, les caravanes du Darfour et de Sennaar remontèrent de Syène et de Siout vers le Caire. Le 21 vendémiaire, Donzelot envoya au général en chef une lettre du roi du Darfour sollicitant l'amitié des Français et les avertissant qu'une grande caravane était prête à partir si le droit de douane payé au temps des mamelouks était abaissé. Les ambassadeurs du roi firent don à Menou de trois nègres et de deux civettes.

Lorsque aux premiers mois de l'occupation française la grande caravane des pèlerins du Maroc, d'Alger, de Tunis et de Tripoli revenait de la Mecque en passant par le Caire, Bonaparte avait ordonné qu'elle fût traitée de manière à engager les Arabes occidentaux « à voir sans inquiétude notre conquête et à conserver avec nous les relations de commerce que de temps immémorial ils avaient eues avec l'Égypte (3) ». Après avoir, sur l'ordre

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 167.

(2) Lettre du 5 vendémiaire an IX.

(3) LA JONQUIÈRE, II, p. 344-345, lettre du général Morand à un ami, complémentaire an VI.

du sultan, déclaré la guerre à la République, les Barbaresques conclurent des armistices séparés et Menou, l'ayant appris, écrivit à Mouley-Soleiman, empereur du Maroc, à Mustapha, dey d'Alger, à Hamouda-Pacha, bey de Tunis, et à Youssouf-Pacha, bey de Tripoli, que tous les pèlerins, leurs sujets, qui se rendraient aux deux cités saintes, recevraient en Égypte les meilleurs traitements (1). Puis, s'adressant à son ami Dubois-Thainville, commissaire de la République près le gouvernement d'Alger, le général lui demanda d'établir entre les ports barbaresques et Alexandrie des communications régulières et un courant d'affaires commerciales (2). L'annonce de la paix intervenue entre la France et les États musulmans du nord de l'Afrique fut proclamée dans toute l'Égypte ; on invita les négociants à reprendre sans crainte leurs voyages mais, s'il faut en croire Abdurrahman, ces sollicitations eurent peu de succès (3).

« Par des règlements sages et fermes », écrivait Galland avant la fin de l'expédition, Menou, « guerrier législateur, a su donner au commerce de l'Égypte une sécurité jusqu'alors inconnue en ces climats et le tirer ainsi de cet engourdissement où le tenait une éternelle anxiété (4) ». Pompeux éloge, qui eût été plus vrai si, la paix une fois rétablie, la vallée du Nil fût demeurée française.

L'œuvre du général Menou était condamnée à rester inféconde. Ce général eut du moins le mérite, après Bonaparte, d'indiquer quelles seraient les conditions d'une renaissance de l'Égypte : système rationnel de canaux, introduction de cultures coloniales telles que le coton et la canne à sucre ; création de manufactures, installation

(1) Minutes des lettres, 30 vendémiaire an IX (28 octobre 1800).

(2) Lettre du 6 brumaire (28 octobre).

(3) ABDURRAHMAN, p. 182.

(4) GALLAND, II, p. 108.

d'ouvriers européens ; développement du commerce extérieur, importance à donner au port de Suez ; relations avec l'Arabie, l'Afrique centrale et les États méditerranéens : l'agriculture décuplant les richesses du pays ; l'industrie y apportant la civilisation occidentale ; le commerce y drainant les produits de l'Afrique et de l'Asie et facilitant dans le monde de l'islam la diffusion d'idées nouvelles.

En préparant à l'Égypte un pareil avenir, Menou pensait assurer à la France d'importants débouchés et une influence prépondérante en Orient. Sans doute l'impulsion première avait été donnée par le conquérant de l'Égypte ; prisonnier sur les bords du Nil, le génie de Bonaparte n'y était pas demeuré inactif ; puisqu'il ne pouvait s'exercer que sur les cheiks et sur les fellahs, il avait pétri cette pâte humaine et y avait jeté quelques ferments de civilisation ; mais il était venu chercher avant tout une auréole de légende et une gloire d'épopée : dès que son intérêt personnel avait exigé son retour en France, il avait vite fait de renoncer à l'Orient.

Jacques-Abdallah Menou, admirateur de Bonaparte, partisan d'une politique coloniale, administrateur intelligent et studieux, reprend avec conscience la tâche délaissée. Soucieux de maintenir en Égypte la domination française, il essaye de gagner l'armée à ses idées et de rattacher les indigènes à son gouvernement. Au mois de brumaire an IX, les réformes les plus urgentes sont accomplies ; les éléments d'une organisation nouvelle sont créés. Si le Premier Consul approuve l'œuvre entreprise, Menou, assuré de l'avenir, donnera aux fellahs la liberté et la propriété par une refonte générale de la contribution foncière.

Mais, impatient de coloniser et de civiliser, il comptera sans l'hostilité et sans les résistances des amis de Kléber. Il oubliera trop que pour repousser les invasions anglo-turques, son inexpérience militaire doit s'appuyer sur les conseils de ses lieutenants et que l'armée d'Orient ne peut vaincre si ses chefs ne demeurent étroitement unis.

CHAPITRE III

LA DÉMARCHE DES DIVISIONNAIRES

Les réformes du général Menou avaient assuré le bien-être des soldats, nécessaire au maintien de l'ordre et de la discipline. De nombreuses mesures de détail avaient réglé l'administration des hôpitaux (1), les achats de fournitures (2), la confection du pain (3). Et la majorité des Français d'Égypte avaient rendu justice à l'activité et à la sollicitude du général en chef (4).

Mais la répression des abus avait nécessairement heurté des situations acquises. L'opposition, en germe dès le 25 prairial, se développa ; l'hostilité contre une politique nettement coloniale se fortifia de haines et de rancunes individuelles. Les administrateurs et les généraux, surveillés dans leur gestion, s'estimèrent persécutés à cause de leurs opinions. Partisans du système de Kléber, ils avaient froncé les principes de Menou ; victimes de la politique nouvelle, ils attaquèrent les actes et s'en prirent à la personne du général en chef.

(1) Ordre du jour du 7 messidor an III, lettre de Menou au ministre de la Guerre du 2 vendémiaire an IX. ROUSSEAU, II, n° 22.

(2) Ordre du 5 vendémiaire an IX.

(3) Rapport du général Reynier, président de la « commission du pain », du 27 thermidor an VIII.

(4) MILLET, p. 201-202. — GALLAND, I, p. 301. — NIELLO-SARGY, p. 387. *Dragon d'Égypte*, p. 144-145. — Le lieutenant Jouet, dans son journal, déclare que la fête du 1^{er} vendémiaire an IX fut la plus belle qu'on ait vue en Égypte. Les Français y manifestèrent leur confiance et leur joie.

§ I^{er}

Tout en multipliant les hommages publics à la mémoire de son prédécesseur (1), Menou ne cessait de rappeler qu'il entendait ne pas suivre les mêmes errements. « On avait cherché à aliéner l'esprit des troupes, mande-t-il à Bonaparte ; je leur ai parlé ferme ; je leur ai dit la vérité ; je leur dois de vous déclarer qu'elles sont parfaitement revenues de leurs égarements (2). » Les soldats sont dévoués au Premier Consul et « rien ne pourra faire perdre à la République la magnifique conquête de l'Égypte, que des ordres directs du gouvernement ou la destruction entière de l'armée (3) ». S'il envoie à Carnot le compte rendu des événements survenus depuis la capitulation d'El Arisch, c'est en spécifiant qu'« il ne se charge d'aucune espèce de responsabilité quant aux détails de ce rapport », rédigé par Kléber et par Damas. Il n'a été pour rien dans la négociation d'El Arisch qu'il regardait « comme entièrement contraire à l'honneur de l'armée et à l'intérêt de la République ». Il n'est pas intervenu davantage dans la direction des affaires depuis Héliopolis jusqu'à la reconquête de la capitale, ayant été laissé sans commandement (4). Un peu plus tard, il avertit le ministre qu'il prépare un récit des faits « libellé d'après les rapports d'une grande quantité d'officiers et de généraux, témoins et acteurs dans les événements (5) ».

Ses lettres à Marmont, à Berthier, à Thibaudeau, à

(1) Ordre du jour du 5 fructidor : le général en chef nomme Beaudot, aide de camp de Kléber, général de brigade : « C'est un hommage de plus qu'il s'empresse de rendre à la mémoire » du défunt. Dans le discours du 1^{er} vendémiaire an IX, il célèbre en même temps Kléber et Desaix.

(2) Lettre du 2 vendémiaire.

(3) Au ministre de la Guerre, *même date*.

(4) *Au même*, 25 vendémiaire (17 octobre).

(5) *Id.*, 23 brumaire (14 novembre).

Maret, à Davout (1) insistent encore sur le changement d'esprit des troupes et redisent l'admiration, l'enthousiasme, le « respect religieux » du général pour le Premier Consul. Menou attend de l'amitié de Davout un témoignage public de sa conduite au moment de la capitulation : « Il a l'ambition de désirer qu'on sache en France ce qu'il a pensé de l'évacuation de l'Égypte. »

Il se pose ainsi en adversaire résolu des opinions de son prédécesseur, en lieutenant fidèle de Bonaparte. Les généraux se tiennent pour offensés de cette attitude. Amis de Moreau, Damas et Reynier se réservent à l'égard du Consul. Le « bonapartisme » de Menou leur est suspect de basse flatterie ; sa politique leur semble uniquement inspirée du désir de plaire au maître... Ils accusent, et non sans raison, le général en chef de se vanter aux dépens de Kléber. Est-il question d'élever en Égypte un monument à Kléber et à Desaix ? Menou n'insère à l'ordre du jour qu'une souscription pour Desaix (2). Le « klébertisme » et l'« anticolonisme » — ce sont à l'armée d'Orient les termes consacrés — s'opposent chaque jour plus nettement au système du général en chef.

Tallien s'apprête à en formuler la doctrine et à donner aux revendications individuelles une base d'apparence juridique. Demeuré le plus intraitable partisan de l'évacuation, il devient le légiste de l'anticolonisme.

En germinal an VIII, il écrivait à Menou : « J'ai pu, lorsqu'on a parlé de votre désir de rester en Égypte, me permettre quelques plaisanteries... Je ne partage pas votre opinion sur la conservation de l'Égypte ; je pense que nous n'en avons pas les moyens et je crois que le général Kléber a eu raison de traiter pour l'évacuation. Tel était mon sentiment avant d'apprendre les dernières nouvelles de France, et elles ne me feront pas varier (3). » L'élé-

(1) Minutes aux Archives de la Guerre, classées en octobre 1800.

(2) Ordre du jour du 5 vendémiaire an IX.

(3) 2 germinal an VIII (23 mars 1800).

vation de Menou au commandement ne modifie pas davantage sa manière de voir ; mais le nouveau chef, qu'il a efficacement protégé pendant la Terreur, exprime le désir de lui être agréable : « Vous savez que pour moi la reconnaissance n'est pas un poids et je n'oublierai jamais les services importants que vous m'avez rendus dans des temps où on compromettait sa tête en prenant le parti de ceux qui avaient le malheur d'être compris dans la caste réprouvée (1). »

L'opposition déclarée de Tallien au gouvernement du général décida bientôt Menou à se tenir quitte de cette reconnaissance.

Le 30 fructidor an VIII (17 septembre 1800), l'ex-conventionnel adressa au général en chef un mémoire au sujet de l'impôt du *beit-el-mal* (2). « Le droit du *beit-el-mal* devait-il être perçu sur les successions des Français faisant partie de l'armée ou venus à sa suite et qui sont morts ou mourront en Égypte ? » Non, affirmait Tallien, et ses arguments tendaient directement à ruiner les principes mêmes de la réorganisation du pays.

« L'armée française occupe l'Égypte d'après les ordres du gouvernement français ; l'armée est donc dans un pays conquis et non, comme quelques personnes le disent d'une manière peu réfléchie, dans une colonie. » Seuls, les pouvoirs législatif et exécutif peuvent, « après un traité de paix ratifié ou une convention arrêtée avec la puissance originellement propriétaire, déclarer un pays *colonie*, déterminer les lois d'après lesquelles il sera régi ainsi que la nature et la quotité des contributions qu'il supportera ». Menou n'était pas gouverneur de l'Égypte, mais seulement général en chef de l'armée d'Orient ; son pouvoir ne s'étendait qu'à « faire des règlements de police pour le maintien de la discipline et de l'ordre ou

(1) Lettre du 21 messidor an VIII. ROUSSEAU, II, n° 4.

(2) Original aux Archives de la Guerre, 17 septembre 1800.

à prendre des mesures pour assurer la subsistance et la solde de l'armée ». Assujettir les successions des Français au droit du *beit-el-mal*, c'était commettre « une inconstitutionnalité et une injustice ». Une inconstitutionnalité, puisque Menou n'avait pas en Égypte le pouvoir de légiférer ; une injustice, puisque « la régie de l'enregistrement établie en France serait toujours en droit de demander aux héritiers la portion du fisc dans les successions échues et que ceux-ci seraient obligés de payer malgré le droit perçu en Égypte ». Généralisant ces observations, Tallien prétendait exempter les Français de toute contribution directe levée dans le pays conquis.

Une doctrine qui diminuait les pouvoirs du général en chef et, malgré la terminologie constamment adoptée par le Premier Consul et par les ministres, refusait à l'Égypte le nom de colonie française, trouva des défenseurs parmi ceux qui avaient à se plaindre du général Menou. Les ordres du jour signalant — parfois sans preuves — les malversations ou les négligences avaient blessé un certain nombre d'administrateurs, d'officiers de santé, de commissaires des guerres (1). Tous ces individus répétèrent que les réformes du général étaient injustes, illégales, inconstitutionnelles.

Lanusse, soupçonné d'avoir fermé les yeux sur les dilapidations et relevé de son commandement, — Damas, entêté dans son mauvais vouloir et obligé de quitter l'état-major, — Daure, peu disposé à seconder un zèle réformateur et éloigné de ses fonctions d'ordonnateur en chef, — tous trois connus pour leurs sentiments anticolonistes,

(1) Estève à L. Reynier, 11 vendémiaire (3 octobre) ; il l'assure que le blâme inséré dans l'ordre du jour du 8 vendémiaire n'atteint que les employés du *Mekias* (magasin de l'île de Raoudah). — La commission de salubrité publique d'Alexandrie à Menou, 5 fructidor (23 août), se plaint de l'injustice des reproches qui lui sont adressés. — Sartelon à Menou, 28 brumaire (11 novembre), déclare que l'ordre du 18 vendémiaire enlève toute considération aux commissaires des guerres.

déclarèrent à Menou une guerre ouverte : Tallien approuva leur résistance, Reynier excita leur colère ; le légiste leur fournit des armes contre les décisions qui les frappaient, et leur coterie se groupa autour du premier des divisionnaires pour mettre en discussion l'autorité du général en chef.

§ II

Lorsque Kléber eut déclaré de bonne prise les bâtiments ennemis entrés au port d'Alexandrie depuis la rupture de la convention, tout ce qu'Alexandrie renfermait de commerçants malhonnêtes et d'administrateurs peu délicats mit au pillage ce butin inattendu. Lanusse, commandant supérieur de la ville, et Tallien, commissaire du gouvernement, ne songèrent pas à s'en inquiéter ; ils s'indignèrent de ce que le général en chef leur dépêchât son secrétaire Baude pour éclaircir les faits et régler selon la justice le partage des cargaisons.

Après la mort de Kléber, Baude avertit Menou du résultat de son enquête : « Je me suis convaincu que l'introduction de ces marchandises avait donné l'essor à la cupidité la plus effrénée, qu'à bord même des bâtiments, il avait été fait des enlèvements de marchandises sur lesquelles le gouvernement avait des droits. » Mais les déprédateurs s'étaient-ils habilement dissimulés ou trouvaient-ils des protections efficaces ? Baude avouait qu'il n'avait pu se procurer contre eux de preuves suffisantes (1).

Menou s'était promis de restaurer l'honnêteté dans les administrations de l'armée d'Orient ; il voulut avoir le cœur net de l'affaire d'Alexandrie et pria Lanusse de le renseigner sur celle-ci avec exactitude. Lanusse se contenta de répondre qu'on avait bien exagéré l'im-

(1) Baude à Menou, 7 messidor an VIII (26 juin 1800).

portance des dilapidations (1). Le général en chef n'accepta pas cette fin de non-recevoir ; dans le même temps, Destaing, commandant à Rosette, lui dépêchait un négociant anglais qui contait, « avec une bonhomie remarquable », les fructueuses opérations réalisées sur les captures (2).

Ayant appris la chose, Lanusse réclama un conseil de guerre pour juger sa conduite. Il savait bien, disait-il, pourquoi ses ennemis le persécutaient. Il était « franc », et partant « criminel ». Sa franchise s'était contre l'Égypte donné carrière ; en l'accusant de malversation, on cherchait « à le perdre dans l'opinion de l'armée (3) ».

Il était certain que Menou surveillait l'administration de Lanusse et qu'il se défiait de ses sentiments politiques. Il fallait aussi convenir que la réforme de l'administration était présentée à l'armée comme la conséquence du système colonial. Mais rien n'autorisait à conclure que pour enlever tout crédit aux partisans de l'évacuation on les enveloppât d'insinuations calomnieuses.

Le 24 thermidor, le général en chef posait ainsi la question : « Des bâtiments chargés de marchandises sont arrivés à Alexandrie ; les bâtiments devaient être jugés pour savoir s'ils étaient ou non de bonne prise. Une fois le jugement rendu, les marchandises confisquées étaient un dépôt sacré qui appartenait à l'armée et dont aucune portion ne pouvait être détournée sans crime ; eh bien, général, qu'est-il arrivé ? Des déprédations considérables ont été commises, des vols ont été faits, des intrigues de toute espèce ont eu lieu. Pourquoi ces déprédations, ces vols n'ont-ils pas été dénoncés ? Pourquoi les auteurs n'en ont-ils pas été poursuivis (4) ? »

(1) Lanusse à Menou, 19 messidor.

(2) Destaing à Menou, 6 thermidor (25 juillet).

(3) Lanusse à Menou, 17 thermidor.

(4) ROUSSEAU, II, n° 8.

Lanusse jugea bon de dégager sa responsabilité. « Je ne suis pas, dit-il, de ce nombre d'hommes qui attaquent en l'air la réputation des autres. » Il n'avait pas de preuves certaines contre « ceux que l'on nommait des dilapidateurs. C'était le langage qu'il avait tenu à Kléber, les déclarations qui avaient suffi au dernier général en chef. Mais puisque Menou ne s'en fiait pas à la parole de Lanusse, une commission d'enquête saurait les départager (1).

Cette proposition fut acceptée et l'établissement de la commission annoncée à l'ordre de l'armée du 7 fructidor. Lanusse n'en gardait pas moins beaucoup d'amertume des procédés employés à son endroit. Il se savait desservi « à la cour » et environné d'« espions ». « La calomnie et l'ineptie » lui paraissaient peu redoutables ; mais il se demandait anxieusement « comment finiraient les choses sous la conduite d'un être » tel que Menou (2).

Le général en chef tenta de calmer son divisionnaire : « Tout ce que vous m'écrivez n'est pas dans votre cœur ; je le connais. il est bon, mais il est facile. Il écoute des suggestions étrangères. Les hommes qui vous portent à ces démarches ne sont pas vos amis ; ils vous trompent. Croyez-en ma vieille expérience (3). » Le 5 brumaire, il lui rendit pleine justice en insérant à l'ordre du jour la lettre de la commission d'enquête déclarant que « les vols, s'il y en avait eu, avaient échappé aux recherches par leur peu d'importance, que les preuves légales avaient manqué aux accusateurs et que l'autorité militaire avait employé les mesures les plus sages, la vigilance la plus active pour les intérêts de la République (4) ».

Mais, à cette date, Lanusse s'était vu enlever le commandement d'Alexandrie, où Friant l'avait remplacé avec

(1) Lanusse à Menou, 1^{er} fructidor (17 août).

(2) Lanusse à Belliard, 9 fructidor.

(3) Menou à Lanusse, 17 fructidor (4 septembre).

(4) B. N. Ordre du jour.

toute sa division (1). Acte de vengeance, prétend Reynier. Menou voulait « travailler l'esprit des troupes » et « contraindre le général à demander son passeport (2) ». Les accointances de Lanusse avec les klébertistes, son attitude injurieuse à l'égard du général en chef, son désir manifeste de quitter l'Égypte justifiaient son rappel ; il fallait un lieutenant plus fidèle et plus sûr pour garder le point de communication entre l'armée d'Orient et la France. Le jour de son départ pour le Caire, Lanusse écrivait à Lannes qu'il comptait revenir bientôt en Europe, n'ayant pas eu « le biais de se ménager l'amitié de son vénérable chef (3) ». Ce Gascon impétueux et irrité était une recrue précieuse pour le parti des « anticolonistes ».

Il retrouvait au Caire Reynier et Damas, plus hostiles que jamais au général en chef. Les temps étaient loin où Menou félicitait Kléber « d'avoir fait choix pour chef d'état-major d'un homme agréable à tous (4) », où Damas assurait Menou de son attachement (5). Assujéti par ses fonctions à travailler chaque jour avec Menou, obligé de servir une politique qui contrariait ses volontés, Damas avait cruellement souffert ; son profond chagrin de la mort de Kléber, son dégoût de l'Égypte, son opposition au système colonial s'étaient exaspérés jusqu'à la haine contre le général en chef. Il avait subi quelques tracasseries mesquines au sujet de l'héritage de Kléber que Menou prétendait régler à sa guise (6). Une mesure générale d'économie l'ayant atteint le 7 fructidor, il en prit

(1) Lagrange à Lanusse, 11 vendémiaire (3 octobre).

(2) REYNIER, p. 108-109.

(3) 23 vendémiaire.

(4) Menou à Kléber, 18 fructidor an VII. ROUSSEAU, I, n° 14.

(5) Damas à Menou, 26 prairial an VIII.

(6) Menou revendiquait les livres de Kléber pour l'Institut d'Égypte (Damas à Menou, 6 thermidor). Reynier affirme en outre que Menou s'adjudgea des effets de son prédécesseur, fit rechercher si Kléber les avait payés sur sa solde ou sur des fonds extraordinaires et réduisit ainsi ses prélèvements à la valeur de 8 000 francs que Damas ne put jamais recouvrer. (*Journal de Reynier*, n° 32.)

occasion pour soulager sa bile : « Cet acte arbitraire, écrivit-il à son chef, montre assez évidemment la passion haineuse qui l'a fait naître et je ne vois [là] qu'une injuste partialité et un moyen grossièrement employé pour me forcer à me démettre d'une place qui me serait à charge. Je vous déclare cependant que malgré que vous ne puissiez augmenter mes dégoûts, vous ne me contraindrez à quitter ma place qu'en me faisant reconnaître incapable de l'occuper ; mais comme je l'ai remplie avec honneur et que je ne suis pas également bûche (*sic*) aux yeux de tous, vous me ferez juger avant de me l'arracher (1). »

Il était difficile à Menou de garder auprès de lui un pareil adversaire. La moindre réforme pouvait échouer devant l'inertie opiniâtre d'un chef d'état-major qui se piquait bien « d'exécuter littéralement les ordres (2) », mais s'empressait de ne les point comprendre. La correspondance particulière de Kléber, que Damas avait remise le 10 thermidor au général en chef, éclairait ce dernier, s'il en était encore besoin, sur les intentions de son prédécesseur et partant sur celles des klébertistes. Il se décida à retirer à Damas les fonctions que celui-ci tenait uniquement de l'amitié de Kléber.

« Citoyen général, lui dit-il le 18 fructidor, deux hommes peuvent s'estimer sans se convenir dans leurs rapports journaliers et personnels. Cette position n'entraîne aucun inconvénient lorsqu'elle existe entre deux individus qui ne sont revêtus d'aucune place, qui n'ont aucune fonction qui les force à travailler ensemble journellement. Elle en fait naître d'immenses lorsqu'elle existe entre deux hommes qui, ainsi que vous et moi, doivent pour l'intérêt de la chose publique n'avoir pour ainsi dire qu'une même pensée, qu'une même opinion.

(1) 8 fructidor (26 août).

(2) Damas à Menou, 7 thermidor ; Menou à Damas, 5 septembre 1800.

Nous sommes, je le crois, faits pour nous estimer mutuellement. Mais nous ne voyons pas la route qui mène au bien par la même lunette. Nous ne nous entendrions jamais. J'ai dû songer à changer votre destination dans l'armée. J'y ai beaucoup pensé avant de l'exécuter. Mais forcé par la nécessité et surtout par l'immense responsabilité qui pèse sur moi et qui m'oblige à prendre toutes les mesures possibles pour que rien de ce qui m'est confié ne péricle, je me suis déterminé à faire ce changement. Croyez, général, qu'il n'existe d'autre motif pour moi que celui d'une incompatibilité dans la manière de voir et dans les opinions. »

Damas n'approuva pas la solution. « Il n'avait d'autre but que le bien public et quelles que fussent ses opinions » ne prétendait pas les donner pour « exclusivement bonnes » ni les « mettre en opposition avec celles auxquelles il était soumis par devoir ». Lui enlever ses fonctions constituait une atteinte à son honneur ; il réclamait donc le jugement d'un conseil de guerre (1).

Menou lui répondit qu'un conseil de guerre ne pouvait examiner pourquoi « deux hommes estimables ne se convenaient pas dans leurs rapports journaliers. La place de chef d'état-major n'était pas un grade mais une commission amovible. Dans une armée, il appartenait au général en chef d'employer de telle ou telle autre manière les officiers généraux qui étaient sous ses ordres. Et lorsqu'il changeait leur destination il n'était jamais venu dans l'idée d'aucun de ceux qui éprouvaient le changement de demander un conseil de guerre parce qu'il ne pouvait y en avoir là où il n'y avait pas de délit (2) ».

On pouvait éviter cependant que le déplacement de Damas eût l'apparence d'une destitution. Reynier et Friant intervinrent auprès de Menou (3) qui leur « promit

(1) 19 fructidor, Damas à Menou.

(2) *Même date*, Menou à Damas.

(3) REYNIER, *Journal*, n° 32 et Rapport de Friant.

d'annoncer à l'armée le départ de Damas d'une manière dont tout le monde serait content (1) ». Le 21 fructidor, en effet, l'ordre du jour annonça que le général de division Damas « avait cessé ses fonctions de chef de l'état-major général » ; le général en chef lui « témoignait, au nom de la République, la satisfaction qu'il avait eue de sa gestion ». Le 30, il lui confiait le commandement du 2^e arrondissement, Béni-Souef et Fayoum, et ordonnait à Estève de lui assurer la propriété définitive de sa maison du Caire. Lagrange devenait chef de l'état-major général.

Friant se tint pour satisfait du succès de sa démarche. Reynier et Damas ne pardonnèrent rien. Ils « virent clairement la fausseté » de l'homme et « la haine qu'il portait à tous les amis de Kléber (2) ». Le général Verdier, commandant la province de Menouf, écrivait à Damas : « Il est trop pénible de partager les opérations d'un homme qui n'a pas le sens commun et qu'on méprise... Calmez-vous, vous perdez peu en perdant la confiance de cet homme qui en vous conservant dans votre place vous eût fait partager l'ineptie qu'il montre dans la gestion de la sienne (3). »

Dès lors, la majorité des divisionnaires affecte de s'écarter du général en chef. Reynier, qu'un jour Menou a laissé plus que de raison se morfondre dans son anti-chambre, ne l'entretient que par écrit des besoins du service. A la fête du 1^{er} vendémiaire, parmi les barques qui couvrent le Nil débordé, les Français distinguent la cange du général Damas, richement ornée et pleine de généraux, tandis que Menou reste presque seul dans la sienne. Le soir du même jour, le bal du général en chef est délaissé par les « dames qui donnent le ton » et qui sont toutes chez les généraux Reynier et Damas (4).

(1) Rapport de Friant.

(2) REYNIER, *Journal*, n° 32.

(3) Lettre du 22 fructidor (9 septembre).

(4) GALLAND, I, p. 324.

L'armée connaît les dissentiments de ses chefs. L'opposition se manifeste publiquement, mais tout d'abord en attitudes plutôt qu'en actes. L'affaire d'Hector Daure envenime tout à coup la querelle et, sous l'impulsion de Tallien, détermine les divisionnaires à prendre un grave parti.

Daure, ordonnateur en chef, comptait depuis longtemps parmi les détracteurs du général Menou. Il avait fortement critiqué les vues administratives du gouverneur de Rosette, s'était plaint de ses procédés, et lui avait nettement signifié qu'il tenait les Égyptiens pour un peuple inassimilable (1). Kléber ne paraît pas avoir apprécié au plus haut point les services de Daure, puisqu'en vendémiaire an VII il attendait de lui « une démission pure et simple (2) ». Les deux hommes se rapprochèrent cependant et Desgenettes comptait Daure, avec Poussielgue et Tallien, au nombre des familiers du général en chef (3).

Le changement de commandement n'était pas favorable aux intérêts de l'ordonnateur ; les réformes de Menou lui semblèrent la destruction de son œuvre administrative et la condamnation de ses actes. Le général ayant prétendu le soumettre à un règlement de comptes, il lui envoya sa démission (4). On lui donna vingt-quatre heures pour réfléchir : « voulait-il coopérer à la régénération de l'armée (5)? » Il se résolut à garder ses fonctions.

Menou cependant souhaiterait l'éloigner. Entouré d'administrateurs plus dociles, il s'appliquera plus librement à la réorganisation du pays. Il fait venir Daure et lui offre la place d'inspecteur général aux revues. (Le corps des inspecteurs avait été créé en France par le Premier

(1) Daure à Menou, 23 vendémiaire an VIII (15 octobre 1799).

(2) Kléber à Daure, 22 vendémiaire an VIII.

(3) *Souvenirs de Desgenettes*, III, p. 273.

(4) Daure à Menou, 15 thermidor an VIII (3 août 1800).

(5) Menou à Daure, 23 thermidor. Rousseau, II, n° 6.

Consul.) Daure accepte ce changement. Le 30 vendémiaire il apprend par l'ordre du jour que Sartelon devient ordonnateur en chef tandis qu'il est nommé lui-même inspecteur aux revues. « Suis-je bien *inspecteur général*? demande-t-il au général en chef (1). Réponse négative. Colère de Daure qui n'entend pas être dupe, refuse de quitter son poste et menace d'en appeler au conseil de guerre (2). Sartelon, « par reconnaissance et par délicatesse », se désiste en sa faveur (3). Menou comprend son erreur et donne à Daure le titre d'inspecteur général : mais il ajoute que la pénurie du trésor ne lui permet pas de lui servir le traitement affecté à ce grade (4).

Le 4 brumaire, il avertit le ministre de la guerre qu'il a nommé Daure inspecteur général aux revues aux appointements de 12 000 livres et le prie d'avoir un jour quelque égard « au désintéressement de ce citoyen (5) ». C'est avouer qu'il ne peut imposer à l'ordonnateur en chef la place de simple inspecteur.

Il ne se reconnaît pas le pouvoir de le destituer : il revendique tout au moins le droit de le déplacer, alléguant « l'immense responsabilité qui pèse sur lui (6) ». L'éloignement de la métropole lui confère sur l'armée l'autorité du gouvernement central. Représentant la République en Égypte, il dirige la colonie en toute indépendance et n'est comptable de ses actes qu'au Premier Consul. « Ses pouvoirs dans le pays sont les mêmes que ceux qu'y exerçait Bonaparte » et « Bonaparte y a bien détruit l'organisation légale des troupes (7) ».

Daure conteste l'étendue de cette autorité. Déplacer un

(1) 1^{er} brumaire (23 octobre).

(2) 3 brumaire.

(3) *Id.*, Sartelon à Menou.

(4) *Id.*, Menou à Daure.

(5) Lettre de Menou au ministre.

(6) Menou à Sartelon, 3 brumaire.

(7) Menou à Daure, 5 brumaire.

fonctionnaire équivaut, selon lui, à le priver de son état sans jugement préalable ; acte de despotisme, dont les Consuls, « après dix ans de Révolution », ne pourraient donner l'exemple, dont à plus forte raison un commandant d'armée ne saurait se rendre coupable. Les généraux en chef n'ont le droit ni de déplacer, ni de destituer. Menou l'a moins que personne, parce que le recours au gouvernement est impossible en Égypte.

Menou ne représente la République qu'à l'égard du pays conquis, non à l'égard de l'armée. Maître des Égyptiens, il peut régler comme il l'entend l'administration intérieure. Général en chef, il est subordonné aux lois françaises. Les citoyens qui composent l'armée d'Orient, bien qu'éloignés de leur patrie, n'en sont pas moins garantis par les principes constitutionnels. Quant à la responsabilité dont argue Menou, elle est illusoire.

Fort de ses maximes, l'ordonnateur en chef exige le grade d'inspecteur général, y compris les émoluments ; si Menou lui refuse justice, il renouvelle sa demande d'être traduit devant un conseil de guerre (1).

Cette insistance à marquer au général en chef la règle de ses devoirs, à réclamer un conseil de guerre, à vouloir à tout prix conserver une place plutôt que d'en accepter l'équivalent, trahit l'arrière-pensée des adversaires de Menou. En imposant leurs personnes, ils imposent leur politique.

Ils s'inspirent des conseils d'un habile homme. Tallien, qui autrefois décidait Kléber à évacuer l'Égypte, qui récemment protestait contre les lois coloniales de Menou, Tallien, l'ennemi le plus acharné de la conquête de Bonaparte, se dissimule derrière Reynier, Damas et Daure pour encourager leur opposition.

Il existe aux Archives de la Guerre la « copie d'une lettre

(1) Daure à Menou, 4 brumaire.

adressée par un *Français non employé* à un officier supérieur de l'armée d'Orient sur la nomination de Daure aux fonctions d'inspecteur aux revues (1) », document anonyme et sans date, trouvé dans les papiers de Reynier, mais dont le style et les arguments rappellent de très près ceux du mémoire sur l'illégalité du *beit-el-mal*. « Menou ne représente pas le gouvernement à l'égard de l'armée, les Français en Égypte ne peuvent être soumis qu'aux lois de la métropole, la responsabilité du général en chef est illusoire », c'est la doctrine de Tallien, ce sont aussi les principes d'Hector Daure et, collation faite des deux œuvres, nous constatons que la lettre de l'ordonnateur à Menou est la copie textuelle de la lettre du « Français non employé ». La conclusion seule de Tallien est omise par Daure et à bon escient, car elle est trop caractéristique de l'attitude des anticolonistes à l'égard du général en chef et annonce trop explicitement la démarche qu'ils vont bientôt tenter :

« Supposons un général en chef novateur par principe, destructeur par caractère de tout ce qu'auraient fait ses prédécesseurs et on le verra déplaçant toutes les personnes qui ne lui conviendront pas, substituant à des généraux expérimentés et ayant la confiance des troupes des hommes ineptes et sans considération, à des administrateurs honnêtes et intelligents des individus tarés dans l'opinion et d'une incapacité reconnue ; que l'armée fasse ensuite un mouvement, qu'elle éprouve un revers, que sa sûreté soit compromise par suite des mesures prises par le général en chef et nous le demandons à tous les hommes de bonne foi : à quoi servira cette responsabilité dont on parle tant?... Telle est, mon ami, mon opinion sur l'affaire de Daure. Je désirerais que vous la partageassiez et que tous les bons esprits, sortant de cet état

(1) Classé en octobre 1800.

d'apathie qui fait qu'on ne s'occupe que de ce qui vous touche personnellement, fissent entendre à l'oreille du chef de l'armée des vérités qui ne peuvent parvenir que difficilement dans les cercles des courtisans. »

Le politique de Menou compromet l'armée. Que tous les généraux se liguent pour mettre un terme aux innovations et pour obliger le chef à se conformer à la règle tracée par Kléber. Cet appel est entendu.

§ III

La mésintelligence de Menou et de ses collaborateurs devenait inquiétante. Soldats et officiers s'en affligeaient (1). Donzelot écrivait à Reynier : « A ce que l'on dit, on n'est pas infiniment d'accord au Caire. On ajoute même que vous avez eu avec le général en chef quelques discussions désagréables. J'aime à croire le contraire. Cependant cela m'est si fortement répété que je vous prie de me dire ce qu'il en est (2). »

On constatait que « de fausses démarches étaient comises de part et d'autre, que des chefs de corps prenaient part à ces luttes ; l'espionnage s'établissait ; l'indignation faisait parler les uns, la crainte faisait taire les autres. La méfiance se répandait peu à peu (3) ». Reynier et Damas se déclaraient assez ouvertement contre tous les actes du général en chef.

Quelle que fût la « prudence (4) » de Reynier, du spectacle de ces luttes une dangereuse agitation pouvait naître parmi les troupes. Si Reynier, Damas et Lanusse montraient assez d'audace pour renverser Menou, l'armée, encore mal résignée à son exil, n'acclamerait-elle pas les véritables successeurs de Kléber ?

(1) BRICARD, p. 448 ; MALUS, p. 200.

(2) 11 vendémiaire an IX (3 octobre 1800).

(3-4) DOGUEREAU, p. 134.

Au début de brumaire an IX, Jacques-Abdallah Menou n'était qu'un chef provisoire et les divisionnaires persistaient à le considérer comme un collègue investi momentanément du commandement supérieur. Ils se pensaient en droit de critiquer ses actes, de ne lui obéir que conditionnellement, bien persuadés qu'un arrêté consulaire mettrait fin à cette autorité de hasard. Reynier croyait si peu à la confirmation du général que le 8 brumaire il écrivait à Donzelot : « Les dépêches [arrivées de France] (1) sont encore adressées au général Kléber, excepté un paquet du préfet maritime adressé à Menou. Le gouvernement aurait pu envoyer une décision sur le commandement de l'armée, mais il faut que Bonaparte n'ait pas voulu prendre de décision et pense que nous nous arrangerons comme il conviendra à l'armée (2) ».

Évidemment, il ne pouvait « convenir à l'armée » que Menou demeurât son chef. Il appartenait aux généraux, à Reynier avant tous, de veiller au salut public et de réparer la faute commise le 25 prairial.

On agita la question : Menou serait-il destitué ? Friant assure même qu'un plan fut arrêté. On devait, dit-il, enfermer le général dans la citadelle du Caire, « sous le prétexte qu'il était en démence ». Le chef de brigade Pépin se fût chargé de l'arrestation, dès que les généraux, ayant harangué l'armée, seraient parvenus à faire proclamer Reynier général en chef (3).

Le projet était dans l'air, les mécontents s'en entretenaient, Menou ne pouvait l'ignorer. Les aveux mêmes de Reynier ne permettent pas le doute. « Les innovations de Menou, dit-il, sa conduite envers plusieurs personnes,

(1) Probablement sur *la Rosalie*, partie de Toulon le 23 fructidor et arrivée à Alexandrie le 1^{er} brumaire. Voir chapitre suivant.

(2) 30 octobre.

(3) Rapport de Friant. A cette époque Friant n'était plus au Caire. Son témoignage est ici suspect, car il ne peut que faire écho aux allégations des « menouistes ».

ses déclamations triviales, les leçons de morale et de probité, qu'il semblait adresser à une armée sans honneur, excitaient un murmure presque général » ; l'administration était bouleversée, l'Égypte proclamée colonie, contre toutes les assurances données aux Turcs : le général en chef anéantissait les ressources de l'armée, refusait de former les magasins, dégoûtait les généraux, attirait sur eux les soupçons des troupes ; son inexpérience militaire exposait les Français aux pires malheurs. Sans doute se proclamait-il unique responsable ; mais, reprenant la pensée et la phrase même de Tallien, Reynier déclarait que « la responsabilité personnelle du chef était illusoire ».

Menou était donc « incapable de commander » et « beaucoup de personnes » le jugeaient ainsi. Elles engageaient Reynier à se saisir de l'autorité et Reynier sentait comme elles « qu'un autre chef devenait nécessaire à l'armée ». — « La plupart des généraux, écrivait-il à Dugua le 16 messidor an IX (5 juillet 1801), me proposèrent de me mettre à sa place avant qu'il eût été confirmé. » Mais il « y trouva beaucoup d'inconvénients ». Il balançait à tenter un coup de force ; il craignait, dit-il, que Menou ne fût confirmé par le gouvernement, il redoutait aussi de compromettre la discipline. Ce sont les termes de son livre. Il n'exprimait pas au général Donzelot de tels scrupules. A vrai dire, il était incertain de l'opinion des troupes ; n'allègue-t-il pas que « les dissensions fomentées par Menou, les promesses que celui-ci multipliait de tenir la solde au courant, les espérances qu'il cherchait à inspirer de son administration » auraient rendu la tâche de son successeur trop difficile ? Reynier « évitait donc de prendre part à toute résolution qui tendrait à le porter au commandement ». Il n'empêchait pas ses collègues de débattre ses chances de succès et laissait « la foule des mécontents fixer les yeux sur lui ». Son entourage cherchait les moyens d'en finir avec Menou : les uns « propo-

saient de lui faire son procès, d'autres plus modérés pensaient que les généraux devaient seulement se réunir pour lui faire des représentations (1) ».

Ce fut ainsi que se décida la démarche des divisionnaires. Reynier, Damas, Lanusse, Verdier, Belliard et Songis, présents au Caire, allaient se rendre en corps chez le général en chef et lui adresser des remontrances. Cette démarche collective était en elle-même étrange, incorrecte et presque injurieuse. Par les motifs qui la déterminaient, par les circonstances qui l'accompagnèrent, elle apparut comme le prélude d'un complot, comme la première phase d'une révolution militaire.

Menou connaissait les desseins de ses ennemis. L'ex-baron suspect, le général destitué pendant la Terreur, l'accusé de vendémiaire les eût volontiers imaginés : ses partisans les lui révélèrent. L'un d'eux, Chanié, chef de bataillon à la 85^e demi-brigade, dénonça dans une lettre à Bonaparte les conciliabules tenus chez Reynier et chez Daure ; on avait envoyé, ajoutait-il, des émissaires aux demi-brigades « pour sonder leurs dispositions. Un homme était venu » à la 85^e et avait osé dire « qu'il ne reconnaissait pas Menou pour le représentant du gouvernement (2) ».

Le général en chef s'empressait, le 6 brumaire, d'accorder à Tallien un passeport pour la France : il éloignait le plus dangereux instigateur des révoltes. Le même jour, il exhortait publiquement les « généraux, officiers et soldats » à oublier les dissentiments d'opinions et les querelles de partis, et à résister « à quelques misérables intrigues ». S'il pardonnait d'avance à ses ennemis personnels, il promettait d'être inflexible envers ceux de la République (3).

L'arrivée de navires français à Alexandrie, l'annonce

(1) REYNIER, p. 138-142.

(2) Chanié au Premier Consul, 4^{er} brumaire.

(3) Ordre du jour du 6 brumaire an IX. B. N.

d'une paix prochaine, l'assurance que la patrie songeait à eux, c'en était assez pour garder les soldats dans le devoir. Les menaces et les dénonciations du général en chef déterminèrent les généraux à brusquer leur démarche.

Quelques heures après la publication de l'ordre du jour, Reynier, Damas, Lanusse et Verdier, entraînant Belliard, se présentèrent au quartier général. Songis, après avoir consenti à les accompagner, s'était éclipsé pendant la route. Reynier prit la parole (1) : « Ayant été constamment aux armées depuis la guerre, les généraux y avaient toujours vu régner l'union et n'avaient jamais connu les intrigues qui se menaient à Paris. Depuis deux ans l'armée d'Orient avait joui de la plus grande tranquillité sous les généraux Bonaparte et Kléber ; ils étaient extrêmement peiné d'y voir maintenant les germes de division s'élever. En recherchant leur cause, ils pensaient la trouver dans les innovations de Menou et dans sa conduite depuis qu'il commandait provisoirement en chef. Le meilleur moyen de rétablir la bonne intelligence était de revenir sur quelques mesures contraires à l'intérêt général et de se régler à l'avenir sur les lois de la République (2) . »

On donna lecture au général en chef d'une note rédigée à l'avance : « Il était inconvenant d'appeler l'Égypte une colonie, puisque Bonaparte et Kléber avaient toujours assuré aux Turcs que ce pays n'était qu'un gage entre leurs mains. D'après les événements qui se passaient en Europe, l'Égypte n'était sans doute en ce moment considérée par le gouvernement français que comme une

(1) REYNIER, *Journal*, n° 32.

(2) Arch. hist. Guerre. « Note explicative des raisons qui ont déterminé les généraux de division Reynier, Damas, Verdier, Lanusse et Belliard à avoir avec le général Menou le 6 brumaire an IX une conférence sur les intérêts de l'armée d'Orient et récit exact de ce qui s'est passé à ce sujet. » Minute, avec des corrections de la main de Damas, écrite un mois après l'entrevue. L'original fut envoyé au Premier Consul et pris par les Anglais.

conquête dont il pourrait se servir utilement pour faire la paix générale (1). »

Menou prétendait fonder une colonie : première et principale accusation, qui impliquait toutes les autres et sur laquelle les généraux insistèrent. Si l'Égypte n'était qu'une conquête provisoire, Menou ne devait en changer ni les usages, ni les lois ; de telles réformes « faisaient concevoir de vives inquiétudes aux puissances ennemies » et elles risquaient de nous aliéner les habitants. Les droits établis par Menou étaient exorbitants et vexatoires, l'impôt sur les cheiks mal conçu, sa perception dangereusement organisée ; enfin, en aucun cas, les Français ne pouvaient être assujettis au payement des droits (2).

Menou répondit « qu'il s'était cru autorisé par les lettres du ministre de la Marine à donner le titre de colonie à l'Égypte » et que c'était en vertu de cette dénomination qu'il avait, comme dans les anciennes colonies françaises, soumis ses concitoyens à l'impôt successoral (3).

Après avoir condamné le principe et les actes du gouvernement de leur chef, les généraux en vinrent à leurs griefs personnels. Alors la discussion s'échauffa, Menou ne put répondre que par monosyllabes (4). Reynier, Damas, Lanusse l'accusèrent « d'avoir représenté l'armée dans ses ordres du jour comme une troupe de brigands, de la diriger comme un club, de correspondre directement avec les subalternes » ; ils lui reprochèrent violemment ses intrigues, les révocations, les destitutions, les déplacements qu'il avait prononcés « contre des fonctionnaires nommés et brevetés par le gouvernement ». Il fallait « qu'il se désistât de la prétention de représenter en tout » la République, qu'il cessât « de se mettre au-dessus des lois ». Le payeur général et l'ordonnateur en

(1-2) « Observations lues au général Menou par les généraux de division dans leur entrevue avec lui le 6 brumaire an IX. »

(3-4) *Journal de REYNIER*, n° 32.

chef ne lui devaient pas de comptes de leur surveillance sur l'administration ; il était obligé de respecter leur indépendance et de les regarder comme inamovibles (1).

On lui refusa le droit de faire des nominations en dehors du champ de bataille, on remarqua que les impôts sur les denrées avaient augmenté le prix des vivres, on se plaignit que la souscription ouverte par Damas pour élever un monument à Kléber n'eût pas été annoncée à l'ordre du jour (2).

Surpris par tant de récriminations et de blâmes, mis en demeure de se conformer aux volontés de ses lieutenants, le général en chef demanda le temps de réfléchir. Il était profondément blessé de l'attitude des divisionnaires, mais il sentait son pouvoir encore trop instable pour ne pas les ménager. Leur démarche était incorrecte ; cependant, certaines de leurs observations ne manquaient pas de justesse. Menou en convint le lendemain même et déclara qu'il reviendrait sur quelques mesures (3).

Le 8 brumaire, il prescrivit à Lagrange de donner une garde d'honneur à Daure qu'il assimilait à un général de division et auquel il accordait une indemnité mensuelle de 1 500 livres en sus de ses appointements. Daure acceptait enfin les fonctions d'inspecteur général (4). Le 12, Reynier fut prévenu que l'ordre relatif aux successions des Français ne recevrait plus son exécution. Menou dina ce jour même chez Belliard avec les généraux de division et leur promit de ne pas convoquer le conseil privé : « On lui parla, dit Reynier, de la conduite politique à tenir en Égypte (5). » La souscription pour le monument de Kléber fut mise à l'ordre de l'armée (6).

(1) « Observations ».

(2) « Note explicative. »

(3) « Note explicative ».

(4) Daure à Reynier, 9 brumaire. Mais le corps des inspecteurs ne fut jamais organisé (lettre de Sartelon au ministre de la Guerre, 23 pluviôse an IX, 12 février 1801).

(5) REYNIER, *Journal*, n° 32.

(6) Ordre du jour du 17 brumaire, B. N.

S'il était vrai que les divisionnaires n'eussent eu pour objet que le bien public, le général en chef leur donnait satisfaction. Mais il ne pouvait oublier que leurs vues avaient été plus audacieuses. La nouvelle de la confirmation de Menou dans son commandement réduisit à néant les ambitions de Reynier et les espoirs de ses collègues (13 brumaire an IX). Toute opposition à la politique du général en chef devenait rébellion contre le gouvernement de la République.

Menou résolut dès lors de ne plus composer avec ses adversaires. Il était sûr de l'obéissance des troupes ; il pensa qu'il aurait facilement raison du mauvais vouloir des officiers généraux. Il dépêcha en France le général Vial et avec lui le chef de brigade Lazowski qui « instruirait de tout » le Premier Consul ; « pour faire rentrer dans l'ordre les individus qui devraient donner l'exemple », il ne voulait qu'« une lettre ostensible » de Bonaparte (1).

Les généraux, contraints de respecter les décisions gouvernementales, ne tentèrent plus auprès de Menou de nouvelle démarche. Mais ils prétendirent justifier, en Égypte et en France, leur opposition à sa politique. Et n'osant plus se saisir de l'autorité et diriger selon leurs vues la fortune de l'armée d'Orient, ils sollicitèrent de Bonaparte la destitution de Menou et leur propre rappel.

Toute l'armée connut bientôt la démarche du 6 brumaire. Rampon, commandant à Damiette, écrivait le 15 qu'il l'avait apprise par les bruits publics et comme il était depuis prairial un partisan avoué du général en chef (2), il la blâmait fortement ; selon lui, « l'opinion générale n'était pas à l'avantage » de ses collègues (3).

(1) Menou au Premier Consul, 12 brumaire.

(2) Pépin à Rampon, 9 messidor.

(3) Rampon à Menou.

Cependant Reynier et Damas avaient pris soin de la disposer en leur faveur. Friant, auquel Damas avait envoyé le récit de l'événement, les félicitait d'avoir défendu les intérêts de l'armée et les assurait qu'« il se serait joint à eux, s'il eût été au Caire ». Et partageant les vœux des anticolonistes, il s'écriait : « Quand donc les innovations finiront-elles, quand serai-je en France ; que la paix arrive à pleines voiles pour mettre le comble à nos désirs (1) ! »

La paix, le rapatriement, à quelque prix que ce fût, tel était bien le secret mobile de toute cette agitation, clairement révélé dans les lettres intimes. Lanusse, le plus franc des hommes, écrit à son ami Lannes : « Qu'attendre d'un individu qui, soit en raison de ce qu'il a pris un autre prénom dans ce pays, soit par crainte d'être assailli par ses créanciers, n'osera jamais rentrer en France ! Brave armée d'Italie, dans quelle cascade tu as chuté (*sic*) (2) ! » — « En guerre comme au jeu, il faut profiter de la chance, mandait Damas au général Moreau ; nous sommes encore certains d'obtenir une ou deux victoires, mais il faut voir le lendemain. D'ici à quelques mois nous serons destinés à soutenir un assaut de peste plus ou moins violent et si le combat est opiniâtre, quoique vainqueurs, nous finirions par être traités en vaincus. » Il envoyait à Moreau une copie de son rapport sur les événements « qui avaient retenu l'armée dans ce pays de malheur » et sollicitait du ministre son rappel en France (3). Enfin les lettres de Reynier disaient toute l'amertume de l'exil et de l'ennui.

A Moreau : « Chaque jour, je regrette davantage de ne pas être resté en Europe et de n'avoir pu y retourner assez tôt pour t'accompagner dans les dernières campagnes au lieu de végéter ici... S'il restait quelque entre-

(1) Friant à Damas, 26 brumaire (7 novembre).

(2) 15 brumaire.

(3) 3 frimaire an IX.

prise à faire pour terminer la guerre, tâche de m'y faire appeler (1). »

Au général Férino : « Il était bien important de quitter un pays où l'on ne pouvait que végéter pour aller cueillir de nouveaux lauriers en Europe... Je désire bien ardemment retourner en France (2). »

Comment réaliser ces vœux ? L'intérêt des généraux autant que leur fierté les oblige à ne pas demander au général en chef un passeport qu'il se hâterait sans doute de leur fournir. Ils ne peuvent désertir l'Égypte individuellement ; leur haine contre Menou les a faits solidaires ; si l'on en croit Lanusse, « ils se sont promis de ne quitter l'armée que tous ensemble (3) ». Mais un départ collectif serait un scandale pour l'armée, un triomphe pour Menou, une honte pour les « anticolonistes », convaincus d'avoir abandonné leur poste. Il leur faut attendre un ordre du Premier Consul, sinon ils demeureront à la chaîne.

En vain Menou s'efforce-t-il de flatter leur espoir. Damas et Lanusse déclinent ses avances et dédaignent ses passeports. Reynier ne manque pas d'attribuer leur héroïsme devant la tentation à leur « zèle pour la conservation de la conquête (4) ». Seul de tous les divisionnaires, Verdier succombera... Il est l'obéissant époux d'une Italienne qui a l'Égypte en horreur ; dès le 4^e complémentaire de l'an VIII, il a demandé, à cause d'elle, à retourner en Europe. En brumaire, en frimaire, Mme Verdier vient trouver Menou au quartier général : Menou ne saurait rien refuser à une jolie femme. Il montre à Verdier « une estime particulière (5) » et l'autorise à quitter l'Égypte en grand secret ; il fait préparer pour lui

(1) 3 frimaire.

(2) *Id.*

(3) *Lettre citée* au général Lannes.

(4) REYNIER, p. 147.

(5) Verdier à Menou, 26 frimaire.

l'avis *le Dégagé* (1), lui confie ses dépêches, le recommande à la bienveillance du ministre (2), et Verdier déclare à son chef qu'« il peut tout attendre de sa reconnaissance (3) ». Le 30 frimaire, Lanusse apprend à Lannes le départ de l'infidèle ami : « *Mma Luisa Bianci e partita con il suo cambriero.* »

Les généraux, qui ne se courbent pas sous une telle servitude, tiendront leur serment. Tant que l'armée tout entière n'aura pas quitté l'Égypte ou tant que des lettres du ministère n'auront pas à chacun signifié son rappel, ils garderont au Caire leur attitude frondeuse, boudeuse, hostile ; ils irriteront le général en chef et embarrasseront ses mouvements. Il leur suffira qu'on ne puisse leur reprocher d'avoir volontairement délaissé la « colonie ».

Mais en même temps ils accuseront Menou en France et demanderont sa destitution. Tallien et sa suite emportent un dossier contre le général. Vial refuse d'emmener un certain Desmarquets, ex-secrétaire de Daure, qui, dans le voyage du Caire à Alexandrie, a fait lecture d'un mémoire où étaient exposés les abus d'autorité du commandant en chef (4).

Puis Reynier et Damas confient leur courrier au chef de brigade Auguste Damas. Reynier dit à Moreau, à Saint-Cyr « combien la situation est fâcheuse », combien il est nécessaire que le gouvernement envoie un autre général « sans choisir en Égypte (5) ». Le récit de la démarche du 6 brumaire est envoyé au Premier Consul. Menou, déclare Reynier à Bonaparte, n'a fait que jeter la discorde dans une armée auparavant très unie, qu'édicter des lois inopportunes, que déplacer les officiers qui jouissaient de l'estime de tous. En vain Reynier s'est-il

(1) Menou à Friant, 15 frimaire.

(2) Menou au ministre de la Guerre, même date.

(3) Verdier à Menou, 28 frimaire.

(4) Vial à Menou, 15 brumaire.

(5) Lettres du 3 frimaire (24 novembre).

toujours efforcé « de rapprocher de Menou l'esprit des troupes et des personnes fâchées de l'avoir pour chef » ; on connaît son désintéressement ; cependant, pour empêcher les mécontents de former un parti autour de son nom, « il croit convenable » de quitter l'Égypte au moins « dès que les Turcs auront été battus (1) ».

Au Premier Consul à conclure que la question d'Égypte réclame une solution prompte.

(1) Même date.

CHAPITRE IV

L'ÉGYPTE ET LE PREMIER CONSUL

La confirmation du général Menou dans le commandement en chef fut officiellement annoncée à l'armée d'Orient par l'ordre du jour du 13 brumaire an IX (4 novembre 1800). Elle avait été arrêtée par le Premier Consul, le 19 fructidor an VIII (1), dès la nouvelle de l'assassinat de Kléber, apportée à Toulon par l'avis *l'Osiris* le 14 du même mois (2). « Le gouvernement, écrivit à Menou le ministre Carnot, plein de confiance dans vos talents et dans votre dévouement, vous confirme dans le commandement en chef de la brave armée qui, par deux fois, a fait l'importante conquête de l'Égypte (3). »

Quels motifs avaient déterminé Bonaparte à choisir Menou pour son successeur en Orient ? Ce général n'avait jamais commandé en chef devant l'ennemi ; aucune victoire n'avait signalé sa carrière. On ne pouvait ignorer combien son âge, son passé, ses habitudes, ses principes même le séparaient de ses compagnons d'armes. De telles objections se présentèrent à l'esprit d'un Reynier, si cruellement déçu par l'arrêté du 19 fructidor. Sans doute y trouvait-il cette réponse : aux généraux républicains

(1) Ampliation de l'arrêté du Premier Consul, signée de Carnot, aux Archives de la Guerre.

(2) Archives de la Marine, BB⁴, 148. Vence, préfet maritime de Toulon, au ministre, 14 fructidor (1^{er} septembre). *L'Osiris* avait été expédié d'Alexandrie le 22 messidor (lettre de l'ordonnateur Le Roy au ministre, 3 vendémiaire).

(3) Lettre du 22 fructidor (9 septembre).

Bonaparte avait préféré un vieux courtisan, monarchiste au fond de l'âme, baron d'ancien régime, flatteur et d'échine souple. C'était là, semble-t-il, l'intime pensée des klébertistes (1).

Ils affirmaient tout haut que « le gouvernement, instruit indirectement du peu d'accord qui régnait entre les généraux, avait craint d'augmenter les dissensions en remplaçant Menou par l'un d'eux (2) ». Plus tard, Napoléon, cherchant à s'excuser d'avoir remis le sort de l'Égypte entre des mains trop faibles, invoquait de semblables motifs : « Ce qui décida, dit-il, le Premier Consul à laisser les choses comme elles étaient, c'est la crainte que le décret de nomination ne fût intercepté par les croisières ennemies et que les Anglais ne s'en servissent comme d'un moyen pour mettre de la division, du trouble dans l'armée, qui paraissait déjà disposée à se diviser (3). »

Ces considérations eussent-elles suffi à fixer le choix de Bonaparte si Menou avait paru réellement inférieur à sa tâche ? Ni l'Empereur, ni Reynier lui-même n'ont semblé en convenir. « Le Premier Consul, dit l'un, ne pouvait alors avoir aucune idée de cette complète privation de toute qualité militaire qu'on a depuis reconnue dans Menou. Le général Menou s'était montré très contraire à la convention d'El Arisch, il était vu très favorablement par les naturels du pays ; il en avait embrassé la religion ; son esprit, ses connaissances, sa probité n'étaient contestés par personne (4). »

Il est évident que Bonaparte a regardé Menou comme le général le plus désireux de conserver l'Égypte et l'administrateur le plus apte à la coloniser. Reynier en fait

(1) A leur gré Menou est un « général d'antichambre » ou un « intrigant de la Révolution ». Ils font volontiers allusion à son titre nobiliaire.

(2) REYNIER, p. 155.

(3) *Mémoires de Napoléon*, éd. 1830, t. IV, p. 151-153.

(4) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 357.

l'aveu : « Le gouvernement supposait à Menou assez d'habitude des affaires pour diriger l'administration. Son changement de religion était utile pour améliorer les Égyptiens avec leur consentement. » L'auteur ajoute que les éloges que Menou s'adressait à lui-même « et que personne n'était là pour démentir » trouvaient créance à Paris, « les inconvénients des innovations ne pouvant être aperçus que sur les lieux (1) ». Il dit plus nettement encore, dans ses mémoires manuscrits : « Les tableaux fastueux [présentés par Menou] de la position de l'armée, des ressources considérables qu'il lui procurait et de ses espérances étaient bien de nature à séduire le vulgaire ; ceux mêmes qui connaissaient l'Égypte virent que cela était en grande partie possible et durent le croire (2). »

N'est-ce pas là reconnaître que la politique de Menou était celle du Premier Consul ? En maintenant à son poste le commandant provisoire de l'armée d'Orient, Bonaparte reprenait, pour ainsi dire, possession de l'Égypte. Kléber avait disparu à l'heure où le Consul, assuré de son autorité en France et de sa prépondérance sur l'Europe continentale, tournait de nouveau les yeux vers l'Orient ; un hasard vraiment historique avait voulu que le successeur de Kléber fût en Égypte le seul représentant de la politique coloniale, le seul homme qui parût comprendre les desseins de Bonaparte. Comme l'écrivait Talleyrand au nouveau général en chef, Menou « remplissait l'attente de ses amis, relevait les espérances de tous ceux qui connaissaient le prix que nous devions attacher à l'avantage de nous maintenir en Égypte et qui voyaient arriver avec le plus vif regret le moment où ils croyaient que nous devions l'évacuer. Le Premier Consul approuvait sa conduite ; sa confiance en Menou était entière et

(1) REYNIER, p. 153-155.

(2) *Mémoires*, n° 32. A.

il était parfaitement content de tous les actes » de celui-ci (1).

Lorsque la fameuse proclamation du 5 messidor fut connue en France, Bonaparte tint à en féliciter lui-même l'auteur : « Avec quel intérêt, lui écrivit-il, l'Europe a lu la proclamation par laquelle l'armée d'Orient s'engage à conserver à tout prix ce pays important ! Je plains ceux qui n'auraient pas les vertus nécessaires pour vous seconder dans votre noble résolution (2) ! ».

Ainsi la volonté du Consul établissait-elle définitivement l'autorité de Menou et justifiait-elle entièrement son système. L'Égypte devait demeurer colonie française. « Soutenir l'Égypte » était désormais « la grande affaire (3) » à laquelle se subordonnaient tous les plans de guerre, toutes les propositions de paix.

§ I^{er}

Le désastre d'Aboukir n'avait pas détruit toutes les espérances que Bonaparte fondait sur sa conquête. L'occupation de l'Égypte demeurait à ses yeux une atteinte à la puissance britannique et « un moyen de paix glorieuse avec l'Angleterre (4) ». La colonie, avait-il déclaré, se consolidait chaque jour et quelques renforts l'eussent mise en état de repousser les attaques (5).

Il était à peine installé au pouvoir que sa pensée revenait vers l'armée d'Orient. Le 24 brumaire an VIII (15 novembre 1799), il ordonnait au ministre de la Marine

(1) Arch. des Affaires étrangères, Correspondance politique, Turquie, n° 201, 20 fructidor an VIII.

(2) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5154, 7 brumaire an IX (29 octobre 1800).

(3) Bonaparte à Lucien, son frère, ambassadeur en Espagne, 25 nivôse an IX. LECESTRE, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, n° 32.

(4) *Correspondance de Napoléon*, n° 3439.

(5) BOULAY DE LA MEURTRE, *le Directoire et l'Expédition d'Egypte*. Paris, Hachette, 1885, p. 68.

de faire partir pour l'Égypte le brick *le Lodi*. Deux autres bricks devaient être prêts quinze jours et un mois plus tard. Dans le même temps, deux avisos allaient être envoyés ; enfin, on poursuivait en grand secret l'armement de la frégate *l'Égyptienne*. « La plus grande partie [des dépôts] des corps de cavalerie qui se trouvaient en Égypte, dix-huit chirurgiens, six médecins, deux mille fusils, six mille boulets de 4, six mille de 8, six mille de 16, six mille de 24, mille sabres, mille paires de pistolets » eussent chargé ces divers bâtiments (1).

On demandait à l'Espagne « deux gros bricks, deux petits avisos et une bonne frégate destinés à aller porter des nouvelles en Égypte ». Le premier brick devait partir d'un port espagnol le 20 frimaire ; les autres navires entre le 1^{er} nivôse et le 1^{er} pluviôse, emmenant fusils, sabres, boulets et deux cents hommes de troupes étrangères (2). Une proclamation, datée du 11 frimaire an VIII (2 décembre 1799), annonçait à l'armée d'Orient que les Consuls de la République s'occupaient d'elle (3).

Conclure la paix avec la Turquie était le plus sûr moyen de sauvegarder l'Égypte ou, au pis aller, de sauver les troupes de Kléber. On résolut d'employer à cette œuvre le diplomate Descorches en lui donnant pour instructions de consentir à l'évacuation de la conquête : 1^o si la peste régnait en Égypte et y enlevait plus de 1500 Français ; 2^o si, au mois de floréal suivant, l'armée n'avait reçu aucun secours ou seulement des secours insuffisants.

Descorches partit de Paris le 16 frimaire. Des accidents de voiture, le mauvais état des routes, les glaces qui avaient arrêté la navigation sur le Rhône l'empêchaient d'atteindre Marseille avant le 4 nivôse. Le 21 de ce mois,

(1) *Correspondance de Napoléon*, n° 4393.

(2) Arch. aff. étrang. Turquie, n° 201, Note pour le ministre des Relations extérieures, 24 brumaire an VIII.

(3) *Correspondance de Napoléon*, n° 4411.

il était encore dans cette ville ; la frégate qui devait le conduire en Égypte n'avait pas d'équipage. Le 11 pluviôse, il se morfondait toujours sur le rivage lorsqu'il reçut la nouvelle des négociations de Kléber ; sa mission devenait inutile ; le 13 germinal, Talleyrand lui manda que « d'après les dernières nouvelles du Levant, il paraissait constant que les dangers de sa traversée n'auraient aucun objet d'utilité et que son arrivée en Égypte l'exposerait personnellement sans aucun fruit pour la chose publique. L'intention du gouvernement était donc qu'il ne partît pas (1) ».

Les mêmes causes qui avaient rendu impuissante la bonne volonté de Descorches empêchaient l'envoi des secours militaires. La France, désorganisée par le Directoire, n'avait plus de vaisseaux en état d'appareiller et l'Espagne refusait de lui prêter les siens. Une fin de non-recevoir avait d'abord répondu à la demande du 24 brumaire. Le 1^{er} pluviôse, la cour de Madrid offrit de préparer deux bricks dans le port de Cadix, mais en nous laissant le soin de former les équipages (2). Le Premier Consul dédaigna cette aumône et donna ordre au ministre de la Marine de rappeler les officiers français déjà envoyés à Carthagène (3).

C'est ainsi que de tous les navires dont l'envoi fut décidé au lendemain du coup d'État, deux seulement parvinrent en Égypte, le *Lodi* à Damiette, le 5 ventôse an VIII, avec le général Galbaud, et l'*Osiris* à Aboukir, le 9 ventôse, avec le chef de brigade Latour-Maubourg (4).

(1) Arch. aff. étrang. Turquie, n° 201, correspondance de Talleyrand et de Descorches, du 16 frimaire au 13 germinal an VIII. M. LÉON HENNET a publié dans le *Carnet de la Sabretache* (année 1906, p. 90-105) une note sur la « Mission de Descorches de Sainte-Croix à l'armée d'Orient, 1800 ». Il donne hors texte le fac-similé du brevet de général en chef que Descorches devait remettre à Kléber.

(2) *Id.* Lettres du ministre des Relations extérieures au ministre de la Marine, 26 frimaire, et de l'ambassadeur d'Espagne, marquis de Musquiz, à Talleyrand, 1^{er} pluviôse.

(3) Arch. Marine, BB⁴, 148. Rapport du ministre au Premier Consul, mars 1800, et note de Bonaparte.

(4) *Id.* Lettre de l'ordonnateur Le Roy au ministre, 6 germinal VIII.

« Le Premier Consul, écrit Mathieu Dumas dans son *Précis des événements militaires*, voyait avec dépit échouer successivement toutes ses tentatives partielles pour porter des secours à son armée d'Égypte. Les vaines promesses faites aux braves qu'il y avait laissés contrastaient si péniblement à ses yeux avec l'éclat de son élévation, qu'il ne pouvait supporter la pensée de son impuissance (1). » Il se décida à remettre le sort de la colonie entre les mains d'un de ses meilleurs amiraux.

Le 14 nivôse an VIII (4 janvier 1800), l'escadre de Brest, commandée par Bruix et composée des vaisseaux *le Dix-Août*, *le Jean-Bart*, *le Tourville*, *la Constitution*, *le Cisalpin*, *le Tyrannicide*, *le Jemmapes*, *le Formidable* et *l'Indomptable*, reçut l'ordre de se rendre en Égypte le plus promptement possible (2). Trois mille six cents soldats devaient être embarqués sur cette flotte (3). Des instructions complémentaires du 3 ventôse (22 février) portaient que l'amiral mettrait à la voile avec dix-sept vaisseaux, six frégates et l'escadre espagnole, qu'il donnerait la chasse à l'escadre anglaise qui bloquait Brest, passerait le détroit, débloquerait Malte et, avant de rejoindre Toulon, enverrait à Alexandrie une escadre légère avec des troupes et des armes (4).

Mais quarante-cinq vaisseaux ennemis barraient la route. Le 7 germinal (28 mars), Bonaparte en était réduit à écrire à Bruix que si la saison de l'équinoxe finissait avant que l'escadre anglaise se fût dispersée, il faudrait renoncer à l'Égypte (5).

Les bruits les plus pessimistes couraient en France sur les événements d'Orient. La maladie et les combats ont

(1) Tome VII, p. 92.

(2) *Correspondance de Napoléon*, instructions à Bruix, n° 4494.

(3) Bonaparte à Forfait, ministre de la Marine. 14 nivôse, LECESTRE, I, n° 3.

(4) *Correspondance de Napoléon*, n° 4612.

(5) *Id.*, nos 4691 et 4701.

détruit, disait-on, la plus grande partie de l'armée ; les survivants battent en retraite. — Non, répondaient les journaux ; il n'est question que d'un armistice d'un mois pendant lequel se continuent les pourparlers (1). Mais l'inquiétude persistait. Dans la seconde décade de germinal, la nouvelle de la capitulation de Kléber est répandue par les gazettes anglaises et colportée à Paris (2). D'après le bulletin du ministère de la Police, le 22 germinal (12 avril), « tous les journaux annoncent une capitulation entre le général Kléber et le grand vizir, suivant laquelle l'Égypte doit être évacuée et l'armée revenir en France ». Si les uns « voient dans cet événement les préliminaires d'une paix générale, objet de tous les vœux », les autres, « les critiques d'habitude », dissertent « sur la dépense que cette conquête a occasionnée, la perte d'une flotte et d'une partie de l'armée (3) ». Le 23 germinal, le *Journal de Paris* publie le texte de la convention d'El Arisch.

Quelle sera l'attitude du gouvernement français dans ces fâcheuses circonstances ? Talleyrand conseille à Bonaparte d'approuver Kléber : « L'opinion publique, lui dit-il, moins savante sur ces matières que les hommes de l'art, portera sur cet événement le même jugement que moi. Une partie de la correspondance a déjà été publiée, les dépêches précédemment interceptées ont été répandues par la voie des journaux étrangers ; les unes et les autres persuaderont le public, comme j'en suis persuadé moi-même, que les plénipotentiaires du général Kléber ne pouvaient obtenir de conditions plus avantageuses et que le salut de l'armée française et le grand intérêt de ramener en France des forces encore considérables et plus utiles à sa défense en Europe qu'en

(1) AULARD, *Paris sous le Consulat*, I, p. 230 sqq.

(2) *Journal de Paris* du 19 germinal.

(3) AULARD, *op. cit.*

Asie, leur faisaient une loi d'accepter ces conditions. »

Il s'applique à démontrer que la convention a le caractère d'un traité et non d'une capitulation et qu'elle « excitera les regrets de nos ennemis. » Il n'ose affirmer cependant que l'exécution en soit facile, en raison des « obstacles de la mer ». Rien ne garantit l'armée d'Orient « contre les fureurs des Russes ». Quant aux Anglais, « il est à croire qu'ils craindront de se souiller d'un crime qui ne leur présente pas un appât suffisant pour en hasarder le scandale ».

Au reste, « étant donné l'état des affaires et l'occupation de la mer par les ennemis », le ministre ne voit aucun avantage ultérieur à recueillir de la convention d'El Arisch et propose de s'en tenir purement et simplement à la lettre de ses stipulations (1).

Quelque ressentiment qu'éprouvât le Premier Consul à l'égard de son successeur en Orient, il était obligé de souscrire à la perte de sa conquête. L'opinion publique n'eût pas accepté la mise en accusation du général Kléber, et Bonaparte savait trop bien qu'une pareille vengeance, en rappelant aux Français en quelles conditions il avait lui-même abandonné l'Égypte, se fût retournée contre son auteur (2).

Il ordonna donc au ministre de la Guerre d'écrire à Kléber en termes amicaux, de louer « la brave armée d'Orient » qui rentrait en France « après avoir laissé en Égypte des traces immortelles de ses glorieux travaux », de

(1) Arch. nationales, AF IV 1687, Rapport au Premier Consul ; et Arch. aff. étrang. Turquie, n° 201, 15 germinal an VIII, minute de ce même rapport.

(2) Ce n'est qu'en 1815 que Napoléon a pu dire : « Si Kléber, en vertu du traité qu'il avait commencé, avait évacué l'Égypte, je n'eusse pas manqué de le mettre en jugement à son arrivée en France. » (*Mémorial*, I, p. 305). Le général Dugua, qui avait hautement approuvé la convention et adressé au directeur Barras un tableau très pessimiste de la situation de l'armée d'Orient, fut reçu « sans colère » et nommé préfet du Calvados. (Arch. hist. Guerre, Dugua à Poussielgue, 14 thermidor an VIII (2 août 1800).

déclarer au général en chef qu'il avait « justifié le choix du Premier Consul » et soutenu « la gloire du nom français (1) ».

Il n'en importait pas moins de persuader au peuple que le malheur de la capitulation retombait sur celui-là seul qui l'avait signée. Sinon le retour des soldats d'Égypte eût peut-être compromis le pouvoir de Bonaparte, que Marengo n'avait pas encore consolidé. Les « agitateurs » insinuaient déjà que l'armée d'Orient rentrait aigrie et mécontente ; les officiers, disait-on, étaient manifestement hostiles au Premier Consul ; un conseil de guerre, présidé par Kléber, avait jugé que le départ du général Bonaparte constituait une désertion (2).

Kléber était un terrible adversaire et la plus mauvaise langue de toute l'armée française. Il fallait prévenir ses attaques en lui retirant ses meilleures armes. Les lettres de Menou, les états de situation envoyés par l'ordonnateur en chef servirent les desseins du Consul. De Lausanne, où il s'était arrêté avant d'entreprendre sa seconde campagne d'Italie, il écrivit, le 25 floréal an VIII (15 mai 1800), à Cambacérès et à Lebrun : « Il est bon que le public connaisse la situation de l'armée d'Orient lorsque je l'ai quittée. Pendant deux ans de campagne, et malgré les grands combats qui ont été livrés, l'armée n'est pas diminuée d'un cinquième. La peste n'a pas été en Égypte cette année ; aussi, je regarde comme infâme qu'on l'ait abandonnée. Par les lettres qui me reviennent, il paraît que Desaix, Menou, Davout et plusieurs généraux de cœur n'étaient pas d'avis d'évacuer l'Égypte. »

Lebrun et Talleyrand furent chargés de rédiger et d'insérer dans les journaux des articles à ce sujet ; ils

(1) *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, n° 4721, au général Kléber, par ordre du Premier Consul, 29 germinal an VIII (9 avril 1810).

(2) AULARD, *Paris sous le Consulat*, I, Bulletin du ministre de la Police du 6 floréal an VIII (25 avril 1800).

devaient mettre en évidence les efforts multipliés du Premier Consul pour soutenir l'Égypte, insister sur la préparation de l'escadre de Bruix, qu'avaient gênée et retardée les insurrections de l'Ouest ; enfin, sans dépasser la mesure, « faire sentir à l'Europe que si Bonaparte fût resté en Égypte, ce pays restait à la France (1) ».

Une lettre du 24 floréal, adressée à Desaix, nous montre le Premier Consul soucieux de décliner toute responsabilité en cette aventure. Après avoir salué joyeusement le retour de celui que « son cœur désormais bien vieux et connaissant trop profondément les hommes » aime d'une amitié unique, Bonaparte ajoute : « J'ai reçu, il y a deux mois, la capitulation. Je n'y ai fait aucune observation, puisque vous l'avez signée. Mais comment 16 000 ou 18 000 Français peuvent-ils redouter 30 000 Turcs ? Il ne fallait pas 6 000 hommes pour les battre, leur enlever leurs canons, leurs chameaux et les mettre pour un an hors d'état de rien faire. »

Qu'avez-vous donc fait pour l'armée d'Orient ? lui sera-t-il sans doute répondu ; il va au-devant de l'objection : « A mon arrivée en France, j'ai trouvé la République perdue, la Vendée aux portes de Paris ; l'escadre, au lieu d'être à Toulon, était à Brest et déjà désarmée, Brest même menacé par les Anglais. Il a fallu détruire la Vendée, trouver de l'argent, réarmer l'escadre. Elle partait forte de trente-six vaisseaux avec des munitions de toute espèce et 6 000 hommes de débarquement, lorsque les nouvelles de Constantinople nous ont appris la capitulation (2). »

A l'heure où il écrit ces lettres, Bonaparte soupçonne que l'accord est rompu entre Kléber et les Turcs et qu'une victoire de l'armée française a donné raison aux parti-

(1) *Correspondance de Napoléon*, Lettres aux Consuls, n° 4799, et à Talleyrand, n° 4800.

(2) *Id.*, n° 4786.

sans de l'Égypte. Si Kléber, dit-il, « a connu que l'Angleterre s'oppose à son retour, il n'est aucun doute qu'il n'ait battu le vizir (1) ».

La nouvelle d'Héliopolis ne parvint à Paris qu'en messidor. Aussitôt Bonaparte chargea Carnot, ministre de la Guerre, d'assurer Kléber qu'il recevrait des secours l'hiver prochain et que la paix serait signée dans six mois. Les plus vives objurgations étaient adressées au général en chef pour le ramener aux vues du chef de l'État : « Le Premier Consul espère que vous vous maintiendrez. Il pense que la déloyauté du gouvernement anglais dans cette circonstance vous aura été suffisamment dévoilée pour vous convaincre que l'intérêt et la sûreté de l'armée veulent que vous gardiez votre conquête. (Il est instruit que les Turcs pourraient consentir à vous y laisser comme auxiliaires plutôt que de la céder aux Anglais.) Les autres considérations qui doivent vous y engager, comme la gloire des armées françaises, la prospérité future de notre commerce *et l'avantage d'une grande compensation*, vous les sentez assez vivement pour que le Premier Consul se croie dispensé de vous les rappeler. Il compte donc sur vous comme vous devez compter sur lui (2). »

§ II

L'armée française avait, par ses seules forces, reconquis l'Égypte. Il fallait désormais ne plus l'abandonner à elle-même. L'honneur autant que l'ambition du Premier Consul y était engagé. On vous secourra bientôt, avait promis le ministre de la Guerre aux soldats d'Orient, et dans six mois vous aurez la paix. Tous les efforts du gouvernement tendirent à réaliser ces promesses.

En nivôse an VIII (janvier 1800), le citoyen Otto

(1) *Correspondance de Napoléon*. Lettre à Talleyrand, n° 4800.

(2) Arch. hist. Guerre, 20 messidor an VIII (9 juillet 1800).

avait été envoyé à Londres pour négocier l'échange des prisonniers : « cette mesure, d'après le ministre, avait le caractère d'une avance pour la paix (1). » On résolut de conclure par l'intermédiaire de ce diplomate un armistice naval avec les Anglais. A la faveur de cette suspension d'armes, « six vieilles frégates vénitiennes, plus longues et plus larges que nos frégates françaises, auraient porté en Égypte 4 800 recrues, 1 500 fusils, des boulets, des munitions de guerre et tout ce dont la colonie pouvait avoir besoin (2). »

Le 14 fructidor an VIII (1^{er} septembre 1800), Otto reçut de Talleyrand les instructions suivantes : « Il devait représenter nos établissements à Malte et surtout en Égypte comme solidement acquis à la France ; la convention de Kléber n'était que le résultat de la désorganisation du gouvernement français, et depuis le gouvernement avait eu des rapports sur les sentiments de l'armée qui lui permettaient d'être assuré qu'elle saurait se maintenir dans sa conquête. » Il ne fallait pas « hésiter à refuser de signer tout armistice qui ne remplirait pas le but principal », — c'est-à-dire le ravitaillement de Malte et de l'Égypte, — « sans crainte d'avouer franchement le motif (3). »

Le 4 septembre, Otto communiqua ce projet aux ministres anglais, qui le jugèrent inadmissible et lui opposèrent un contre-projet dont l'article 4 était ainsi conçu : « Malte et les villes maritimes d'Égypte seront mises sur le même pied que les places qui, quoique comprises dans la démarcation de l'armée française en Allemagne, sont occupées par les troupes autrichiennes. En conséquence rien n'y sera admis par mer qui puisse leur donner de

(1) Arch. aff. étr. Angleterre, Correspondance politique, n° 593, Instruction du 11 nivôse an VIII.

(2) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 368.

(3) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 593.

nouveaux moyens de défense et elles ne recevront des provisions que pour quatorze jours à la fois, à proportion de leur consommation suivant l'évaluation qui sera faite par des commissaires (1). »

De telles conditions rendaient les pourparlers inutiles. Cependant le gouvernement français renouvela ses propositions en les précisant : « Pour l'Égypte, dit Talleyrand le 24 fructidor, six frégates françaises pourront partir du port de Toulon, débarquer à Alexandrie et en revenir sans avoir été visitées. » En retour, l'armistice avec les alliés continentaux de l'Angleterre serait prolongé (2). Otto devait « tenir pour règle de conduite et pour instruction définitive » de consentir à « tout armistice qui aurait pour effet de donner à la République les moyens de communiquer librement avec l'Égypte (3) ». — « Le but des six frégates, ajoutait le ministre des Relations extérieures, est de faire passer 1200 hommes et 10000 fusils à Alexandrie. A ce sujet, vous devez faire sentir que le gouvernement français ne peut pas, pendant qu'on traite de la paix, abandonner à la férocité d'ennemis tels que les Turcs une portion aussi intéressante des armées françaises (4) ».

Le 20 septembre, lord Grenville répondit négativement aux propositions de Talleyrand (5). Il énonçait les raisons de ce refus dans une lettre adressée au sous-secrétaire d'État, Hammond, chargé des conférences avec Otto. On eût été, disait-il, en droit d'exiger l'évacuation de l'Égypte. Car, après le renouvellement des hostilités, Kléber « avait formellement reconnu que la convention d'El Arisch serait exécutée aussitôt qu'il serait informé que le roi y avait acquiescé ». Tout au moins ne pouvait-on

(1) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 593.

(2) *Id.*, 5 septembre 1800.

(3) *Id.*, Talleyrand à Otto, 11 septembre.

(4) *Id.*, le même au même, 12 septembre.

(5) *Id.*, Note traduite par Otto.

permettre à la France d'introduire en Égypte de nouvelles forces (1). Le contre-projet anglais n'accordait que quelques approvisionnements pour Malte (2), dont vers le même temps on apprenait la reddition (3).

Talleyrand estima que « l'objet principal étant de pouvoir communiquer avec l'Égypte, il n'y avait pas lieu de discuter plus longtemps tout projet de trêve qui ne remplirait pas ce but (4). » La question d'Égypte rendait l'accord impossible entre Bonaparte et l'Angleterre.

Une entente avec le sultan eût assuré le Premier Consul contre les entreprises du gouvernement britannique en Orient. Il était facile de comprendre à quel point notre rupture avec les Turcs avait été contraire aux traditions politiques de la France. Nous perdions, au profit de l'Angleterre, les bénéfices de notre influence à Constantinople. Le partage de l'empire ottoman, qui eût avantage la Russie et l'Autriche, nous eût été nuisible. L'empire turc, disait Descorches dans un mémoire adressé à Talleyrand, ne tombe pas encore en dissolution : « Dans son état inoffensif actuel, il est ce qui convient le mieux à nos intérêts (5). »

Mais si toute notre politique orientale tendait à conserver l'Égypte, comment opérer un rapprochement dont la première condition devait être sans doute la restitution de notre conquête ? Puisque, en dépit de Descorches, l'hypothèse d'un démembrement de la Turquie était plausible, il ne fallait pas nous dessaisir d'un si précieux gage : « Si nous évacuons l'Égypte, écrivait J.-M. Magallon, nous sommes irrémédiablement chassés du Levant (6). »

* (1) Arch. aff. étr. Angl., n° 594, 24 septembre 1800.

(2) *Id.*, Otto à Talleyrand, 27 septembre.

(3) *Moniteur* du 11 vendémiaire an IX (3 octobre 1800). Malte se rendit le 18 fructidor (5 septembre).

(4) Arch. aff. étr. Angl., n° 595, Talleyrand à Otto, 30 septembre.

(5) Arch. aff. étr. Turquie, n° 202, brumaire an IX.

(6) Arch. aff. étr. Turquie, n° 201. « Quelques idées sur notre situation

Se concilier la Turquie sans renoncer à l'Égypte, sauvegarder l'existence de l'empire ottoman tout en se ménageant — si cependant il devait périr — cette part de ses dépouilles, tels étaient les termes du problème dont la diplomatie française chercha la solution.

Les pourparlers avec la Porte, dit Napoléon I^{er}, furent très actifs pendant les six derniers mois de 1800 par l'intermédiaire de notre agent Ruffin et des ministres de Prusse et d'Espagne. La Porte donna « les promesses les plus positives qu'elle ne ferait plus aucun effort contre l'Égypte, que par respect pour son alliance avec l'Angleterre et pour ménager l'opinion des musulmans le grand vizir continuerait à rester en Syrie, mais qu'il ne lui serait envoyé des États d'Europe aucun secours (1) ».

A en juger par les documents de la « Correspondance politique » de Turquie (2), il n'y eut pas là de véritables négociations ; l'on se contenta de sonder les dispositions du divan. Le chargé d'affaires de la République, emprisonné aux Sept-Tours le 16 fructidor an VI, s'y trouvait encore le 22 ventôse an VIII, et à cette date il se préoccupait seulement de narrer ses malheurs à son ministre (3). Le 7 juin 1800, l'ambassadeur espagnol Bouligny écrit de Vienne à don Luis de Urquijo que, d'après les nouvelles de Constantinople, « le Grand Seigneur avait reçu de Bonaparte une dépêche qui faisait connaître les véritables intentions des coalisés sur la Turquie, les dispositions favorables de la France envers elle, l'engageait à changer de système, à s'entendre avec Kléber pour s'assurer la possession de

politique », mémoire de Jean-Michel Magallon (neveu de Charles Magallon, qui fut consul de France au Caire de 1793 à 1798 et l'un des promoteurs de l'expédition d'Égypte).

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 371.

(2) Arch. aff. étr., Correspondance politique, Turquie, nos 201 et 202.

(3) Turquie, n° 201, Ruffin à Talleyrand, 13 mars 1800.

l'Égypte, y laissant les Français comme auxiliaires (1) ».

« L'on croit, disait une « lettre de Constantinople » du 3 vendémiaire an IX, que les efforts de la Porte ne sont que de la poudre aux yeux des Anglais et qu'elle n'a nulle envie de s'affaiblir du côté de l'Égypte, espérant toujours que le résultat des négociations en Europe remplirait son but (2). »

Le 25 frimaire (16 décembre) un « projet de lettre du Premier Consul à Sélim III » était rédigé. Bonaparte offrait au Sultan le renouvellement de l'alliance entre la France et la Turquie et lui proposait de charger des négociations l'ambassadeur turec demeuré à Paris. Sélim « devait sentir que les Français ne pouvaient quitter l'Égypte tant qu'il serait à craindre que ce pays ne fût ravi à la Porte, par des sujets indociles ou par des amis infidèles (3) ».

On pensait donc avoir trouvé le *mezzo termine*; occupation indéfinie de l'Égypte par l'armée française sous la suzeraineté nominale du sultan. Le gouvernement turec, conscient de sa faiblesse, pouvait bien s'engager à ne rien tenter de lui-même contre notre conquête. Mais il ne dénonçait pas son alliance avec l'Angleterre. Le dernier mot restait aux ministres de George III.

§ III

Avec ou sans l'assentiment de la Grande-Bretagne, Bonaparte entendait donner à son armée d'Orient tous les secours matériels et tout le réconfort moral qu'il jugeait nécessaires.

De Milan, le 20 juin 1800, il avait arrêté que douze avisos, portant des munitions et des dépêches, seraient envoyés en Égypte dans le courant de messidor et de ther-

(1) Arch. aff. étr., Turquie, n° 201.

(2) *Id.*, 202, « Extrait d'une lettre de Constantinople » sans signature, 25 septembre 1800.

(3) *Id.*, 16 décembre 1800.

midor (1). Le premier navire, le *Lodi*, ne partit de Toulon que le 27 thermidor an VIII (15 août 1800), avec 2 000 boulets et 500 fusils (2); il arriva à Alexandrie le 27 fructidor (14 septembre), ayant jeté à la mer une partie de son chargement pour échapper aux ennemis : le chef de brigade Damas, qui avait pris passage sur ce brick, apporta à l'armée des nouvelles de France (3).

En fructidor et vendémiaire, six bâtiments, tous lestés de boulets et de fusils, furent successivement expédiés de Toulon :

L'avis *la Capricieuse*, parti le 12 fructidor (30 août) et pris le 29 par les Anglais ;

L'*Indépendant*, parti le 13 du même mois et tombé pareillement au pouvoir des ennemis ;

Le transport *la Rosalie*, parti le 23 et arrivé à Alexandrie le 1^{er} brumaire ;

L'avis *le Dégagé*, parti le troisième jour complémentaire et parvenu, lui aussi, à destination, le 7 brumaire ;

La *Jeune Alexandrine*, partie le 10 vendémiaire an IX (2 octobre 1800), prise par le navire anglais le *Bull-Dog* et retombée aux mains des Français à Ancône ;

Le *Saint-Philippe*, parti le 16 vendémiaire, arrivé à Alexandrie le 9 brumaire (4).

L'absence de toute croisière anglo-turque devant Alexandrie depuis le 24 fructidor jusqu'à la fin de brumaire facilita l'entrée des trois avisos échappés aux ennemis durant leur traversée (5).

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 4932.

(2) Arch. Marine, BB⁴ 148, « Expéditions faites pour l'Egypte depuis le mois de thermidor an VIII », tableau d'ensemble indiquant le nom des bâtiments, leur chargement, la date de leur départ et le résultat de leur mission.

(3) Arch. Guerre, Note du chef des mouvements du port d'Alexandrie, Guén, 28 fructidor, et Arch. Marine, BB⁴ 148, Lettre de l'ordonnateur de la marine Le Roy au ministre, 15 brumaire (6 novembre).

(4) Arch. Marine, BB⁴ 148, Le Roy au ministre, 15 brumaire.

(5) *Id.*, le capitaine de vaisseau Long, commandant la rade d'Alexandrie, au ministre, même date.

En brumaire et frimaire, furent chargés de munitions et envoyés en Égypte :

L'*Osiris* qui, ayant quitté Toulon le 12 brumaire, échoua à six lieues de Tunis ; l'équipage et le chargement furent sauvés. Devoize, commissaire de la République dans la Régence, acheta un autre navire, expédia ce nouvel *Osiris* à Alexandrie avec les munitions de guerre, joignit à celles-ci des paquets et des lettres venant d'Alger et prévint Menou que l'armistice conclu avec le pacha de Tripoli permettrait à l'armée d'Orient de correspondre par voie de terre avec les Barbaresques (1). Le bâtiment aborda en Égypte le 18 nivôse (8 janvier) (2) ;

Le chebeck *le Guerrier* (de Toulon, 26 brumaire), qui ne dépassa pas Tripoli (3) ;

L'avis *le Turbulent* (de Toulon, 11 frimaire), qui toucha à Tunis et parvint à Alexandrie le 14 nivôse (4).

Ce fut en frimaire et en nivôse que la Fracce apprit les dernières nouvelles de l'armée d'Orient. Le *Lodi*, qui avait mis à la voile le 15 brumaire, amena à Toulon le général Vial (5). Les dépêches d'Égypte furent publiées dans le *Moniteur* les 26, 27, 28, 29, 30 frimaire et 2 nivôse. Le 4 nivôse (25 décembre), les officiers porteurs des drapeaux pris sur les Turcs à Damiette et à Héliopolis, et parmi eux le Suédois Netherwood, aide de camp du général en chef (6), arrivèrent sur la bombarde la *Marie-Thérèse* et sur le transport le *Saint-Jean* (7).

Le Premier Consul, instruit des derniers événements d'Égypte, prit une série de mesures qui confirmèrent tous les actes de Menou et encouragèrent l'armée d'Orient à

(1) Arch. Guerre, Devoize à Menou, 15 frimaire (6 décembre).

(2) Arch. Marine, BB⁴ 157, Le Roy au ministre, 27 nivôse.

(3) *Id.*, BB⁴ 148. Tableau d'ensemble.

(4) *Id.*, BB⁴ 157, Lettre de Le Roy du 27 nivôse.

(5) *Moniteur* du 25 frimaire.

(6) Arch. Guerre, Menou au ministre, 26 vendémiaire an IX.

(7) Arch. Marine, BB⁴ 148, Vence au ministre, 5 nivôse, *Moniteur* du 15 nivôse.

seconder les dispositions de son chef. Il approuva la nomination de Lagrange aux fonctions de chef de l'état-major général, l'installation de Daure dans la place d'inspecteur aux revues (1). Estève reçut définitivement le titre de directeur général et comptable des revenus publics de l'Égypte, Larrey eut celui de chirurgien en chef de la garde des Consuls (2) ; le général Rampon devint membre du Sénat conservateur de la République (3). Dans la séance du 7 nivôse, le Tribunat émit le vœu que « parmi les témoignages de la reconnaissance nationale dus à l'armée d'Orient, le souvenir de ses exploits en Afrique et en Asie et notamment de la reprise du Caire et de la conquête de toute l'Égypte opérée une seconde fois par sa valeur... fût consacré par des médailles ». L'armée d'Orient donnant aux peuples « l'éclatant spectacle de l'héroïsme guerrier, du dévouement patriotique et des vertus républicaines », il fut arrêté par l'assemblée que les pièces et les documents qui la concernaient seraient publiés par l'imprimeur du Tribunat (4).

Le 19 nivôse, les Consuls adressèrent au Corps législatif un message contenant proposition d'une loi *de bene merito* pour les soldats d'Orient : ils retraçaient l'histoire de cette armée en y glissant une condamnation formelle de la convention d'El Arisch : « Nos guerriers n'avaient plus qu'un désir, qu'une espérance, celle de revoir, de sauver leur patrie. Kléber cède à leur impatience. L'Anglais trompe, menace, caresse, arrache enfin par ses artifices la capitulation. Les généraux les plus courageux et les plus habiles sont au désespoir. Le vertueux Desaix signe, en gémissant, un traité qu'il réprouve (5). »

(1) Ministre de la Guerre à Lagrange, 3 nivôse ; *le même* à Daure. 1^{er} nivôse.

(2) Nominations insérées à l'ordre du jour de l'armée d'Orient du 23 pluviôse.

(3) *Moniteur*, 2 nivôse.

(4) Actes du gouvernement insérés à l'ordre du jour de l'armée d'Orient, du 22 pluviôse.

(5) *Moniteur* du 20 nivôse.

Mais ces heures sont loin. Objet de tant de sollicitudes, l'Égypte doit rester à la France. De nouveaux armements se préparent dans tous les ports de la Méditerranée. Lucien Bonaparte, ambassadeur à Madrid, reçoit l'ordre d'obtenir et d'expédier des bâtiments espagnols. Il faut que deux fois par mois les soldats d'Orient aient « des nouvelles d'Europe, des fusils, des boulets, des médicaments » ; il faut que des navires de commerce leur apportent des vins, des liqueurs, du fer et de l'acier. « Pressez, multipliez les envois, mande Bonaparte à son frère ; écrivez à l'armée d'Orient d'un style élevé et propre à enflammer cette armée de son importance ; dites-lui que l'Europe, l'Espagne prend grand intérêt à sa grandeur et à sa gloire (1). » Livourne, Ancône et Gênes enverront en Égypte des officiers, des ouvriers, même des danseurs et des chanteurs : « l'état de prospérité dans lequel se trouve l'armée, l'oisiveté où elle est dans la grande ville du Caire rend l'envoi de comédiens nécessaire, même sous le point de vue politique (2) ». Les femmes qui ont des parents en Égypte iront les y rejoindre (3).

Les conseils les plus précis, les exhortations les plus vives sont adressées à Menou et à ses troupes ; « un débarquement ne peut avoir sérieusement lieu qu'à Aboukir ; un débarquement à Aboukir ne peut avoir lieu que dans le cas où l'on s'emparerait de suite des puits (4) ». — « Que l'armée d'Orient reste digne d'elle ; qu'elle ne s'effraie pas de fantômes et elle aura rendu à la République le plus grand des services (5). »

Le chebeck *le Turenne* part de Livourne le 4 nivôse

(1) Lettres à Lucien du 1^{er} et du 25 nivôse : LECESTRE, I, nos 29 et 32.

(2) *Correspondance de Napoléon I^{er}*. A Chaptal, ministre de l'Intérieur, 1^{er} nivôse, n° 5234.

(3) *Id.* A Berthier, ministre de la Guerre, 1^{er} nivôse, n° 5237.

(4) *Id.* A Berthier (pour être transmise à Menou), 17 nivôse, n° 5260.

(5) *Id.* A Menou, 25 nivôse, n° 5299. Proclamation à l'armée d'Orient, 1^{er} ventôse, n° 5403.

Le général Murat, arrivé à Ancône le 16 pluviôse, expédie de ce port quatre bâtiments (trois en ventôse, un en messidor). L'avisos *la Caroline* part de Gênes au début de ventôse. La corvette *la Sans-Pareille*, le chebeck le *Good-Union*, le brick le *Lodi*, la polacre *la Vierge des Neiges*, le brick le *Prudent*, appareillent de Toulon du 30 nivôse au 5 floréal ; le *Courrier de Cadix* et le *Saint-Antoine de Padoue*, de Carthagène, mettent à la voile en germinal. Enfin le brick *l'Espiègle* est, en floréal, armé à Tarente.

La plupart de ces bâtiments isolés renoncèrent à leur mission ou furent pris par les Anglais. Seuls le *Good-Union* et le *Lodi* entrèrent aux ports d'Alexandrie, le 3 et le 11 ventôse an IX (22 février et 3 mars 1801) (1).

Dans la même période, deux petites expéditions furent dirigées sur l'Égypte. L'une, composée des frégates *la Justice* et *l'Égyptienne*, partit de Toulon le 4 pluviôse (24 janvier) avec quatre cent quatre-vingts hommes de troupes et parvint heureusement en Égypte dix jours plus tard (2) ; l'autre, qui appareilla de Rochefort le 25 pluviôse, avait à bord cinq cent cinquante-huit soldats et le général Desfourneaux ; des deux frégates qui la composaient, l'*Africaine* fut prise par les ennemis avec le général (3) ; la *Régénérée* entra au Port-Vieux d'Alexandrie le 11 ventôse, en même temps que le brick le *Lodi*, tous deux favorisés par l'absence de la croisière anglaise qui avait rallié la flotte de lord Keith (4).

Aux efforts du gouvernement pour rester en communi-

(1) Arch. Marine, BB⁴ 148, tableau d'ensemble.

(2) Arch. Marine, BB⁴ 157, Menou au ministre, 21 pluviôse (16 février).

(3) GUÉRIN, *Histoire maritime*, III, p. 635.

(4) Arch. Marine, BB⁴ 157 : Lettre du capitaine de vaisseau Long au ministre, 25 ventôse (16 mars). Le 8 pluviôse (28 janvier), l'amiral Villeneuve proposa à Bonaparte de choisir trois des plus vieux vaisseaux de 74 canons et de les armer en flûte en les chargeant chacun de 3 600 hommes de troupes : ces bâtiments seraient allés faire côte entre Rosette et Damiette, les troupes eussent débarqué et des débris des navires on eût retiré tout le matériel utilisable. (Arch. Marine, BB⁴ 159.)

cation avec l'armée d'Égypte, il convient de joindre les entreprises des négociants français, encouragées par le Premier Consul (1). Le chebeck *la Vertu*, chargé de vins, de comestibles, de draperie, sort de Marseille le 21 brumaire et aborde à Alexandrie. Le brick de commerce *l'Antoine* arrive dans ce port le 29 nivôse ; le *Saint-Roch* et l'*Hydropolite* avaient été pris, le 10 nivôse, par les Anglais. Six ou huit navires étaient en armement lorsque les hostilités se rouvrirent en Égypte (2).

Déjà des industriels songeaient à s'établir dans la nouvelle colonie et le gouvernement prenait leurs offres en considération. Jean-Pierre Gout, citoyen de Narbonne, et Parisot proposaient d'établir en Orient des fabriques de drap. Le ministre des Relations extérieures envoyait leurs lettres au ministre de l'Intérieur qui devait connaître « l'ensemble des opérations concourant à notre système de commerce et de manufactures en Égypte (3) ».

Tout démontrait que la politique coloniale était reprise avec vigueur. La nouvelle du départ d'une armée anglaise pour le Levant accrut encore l'activité de Bonaparte ; un traité signé avec Naples le 28 mars 1801 stipula l'occupation de la presqu'île d'Otrante par un corps d'armée français destiné à secourir l'Égypte.

L'effort principal, qui selon l'espoir du Premier Consul allait assurer le salut de la colonie, devait être donné par l'amiral Ganteaume. Avec sept vaisseaux, l'*Indivisible*,

(1) Arch. Guerre. Forfait, ministre de la Marine, à Menou, 11 nivôse.

(2) Arch. Marine BB⁴ 148, bâtiments armés pour le commerce de Marseille et expédiés en Égypte, tableau d'ensemble. Le 19 nivôse an IX les Consuls arrêtaient qu'il serait envoyé en Égypte 20 capitaines et 100 lieutenants ou sous-lieutenants pris parmi les officiers à la suite ; 20 d'entre eux devaient s'embarquer à Marseille « sur les bâtiments que le commerce faisait armer », 60 étaient dirigés sur Toulon pour prendre passage « sur les 12 avisos » expédiés de ce port. Les autres partiraient de Nice. Ordre était donné au général Menou de les attacher aux différentes demi-brigades de l'armée d'Orient. (Archives de la Guerre, communication de M. L. Hennet).

(3) Arch. aff. étr. Turquie, n° 202.

le *Formidable*, l'*Indomptable*, le *Dix-Août*, le *Jean-Bart*, le *Desaix* et la *Constitution*, une frégate et deux corvettes (1), portant les cinq mille soldats du général Sahu-guet, Ganteaume sortit de Brest le 23 janvier 1801 à la faveur d'une tempête qui avait dispersé la flotte anglaise ; il rallia ses navires à la hauteur du cap Saint-Vincent, passa devant Gibraltar sans que l'amiral Warren l'eût arrêté, et fut le 10 février devant le cap de Gates. Une course rapide lui aurait permis d'atteindre Alexandrie le 15 ou le 20 : il n'y eût rencontré que deux vaisseaux et deux frégates ennemies (2) et eût sans encombre débarqué les renforts. Mais craignant que ses bâtiments, fort mal-traités par la tempête du 23 janvier, fussent hors d'état de résister à une attaque possible de lord Keith, Ganteaume renonça à son entreprise et mouilla à Toulon le 19 février (3).

Bonaparte, consterné, lui ordonna de repartir : « Si vous aviez continué votre chemin, lui dit-il, votre mission était sûre ; vous couvriez de gloire la marine française et vous conquériez la paix maritime (4). »

Ganteaume offrit d'aller débarquer à Derne : « Il avait de bons pilotes de la côte de Barbarie, tous lui disaient que Derne était sans défense, que l'on y pouvait trouver des ressources, qu'avec beaucoup d'argent les Arabes consentiraient à louer leurs chameaux et à conduire les troupes à Alexandrie (5). »

« Tout moyen que vous prendrez pour faire passer des secours en Égypte sera bon », lui répondit le Premier

(1) Arch. Marine, BB⁴ 148, Tableau d'ensemble.

(2) Arch. Marine, BB⁴ 157. Le capitaine de vaisseau Long au ministre, 25 ventôse.

(3) GUÉRIN, t. III, p. 633-638 et Arch. Marine, BB⁴ 154. Correspondance de Ganteaume.

(4) *Correspondance de Napoléon I^{er}*. A Ganteaume, 6, 9, 11 ventôse (25 28 février, 2 mars), n^{os} 5415, 5421, 5430.

(5) Arch. Marine, BB⁴ 154, Ganteaume au Premier Consul, de Toulon, le 4 ventôse an IX (23 février 1801).

Consul. Et il joignait à sa lettre une instruction « pour le cas où les circonstances porteraient l'amiral à débarquer sur les côtes de Derne ». Ganteaume cependant ne devait prendre ce parti que si les Anglais bloquaient Alexandrie avec une escadre supérieure à la sienne (1).

Ganteaume appareilla de Toulon le 19 mars (2). Des avaries causées par un abordage entre deux de ses vaisseaux le retardèrent ; il manœuvra pour éviter Warren et, sans avoir beaucoup dépassé la Sardaigne, rentra à Toulon le 5 avril.

Il devait une troisième fois aller à un pareil insuccès. Dans le même temps la diplomatie française s'efforçait de disputer aux Anglais la conquête que la marine tentait vainement de secourir.

§ IV

L'armistice puis la paix conclus avec l'Autriche, toute la pensée du Premier Consul se reporta vers l'Orient.

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 15 ventôse, n° 5446.

(2) Date donnée par les *Campagne d'Égypte* et par le « tableau d'ensemble » des Arch. Marine, BB⁴ 148. A cette même époque, Bonaparte confiait une mission secrète pour l'Égypte à une femme nommée Henriette Heinikein qui, ayant été longtemps la compagne du général Lauthier-Xaintrailles, était connue sous le nom de « Mme Xaintrailles ». Celle-ci fut remarquée le 15 ventôse an IX (6 mars 1801), à la parade du Premier Consul, en uniforme de chef d'escadron, aide de camp du général en chef de l'armée d'Orient. Le 18 ventôse, Berthier avisait Menou de son départ. Le 20, le ministre de la Marine la recommandait aux préfets maritimes de Toulon et d'Alexandrie.

Effectivement, Mme Xaintrailles s'embarqua sur la flotte de Ganteaume, sans doute au moment du troisième appareillage. Elle assista à la prise du navire anglais le *Swiftsure* et rentra au port de Toulon sans avoir pu remplir sa mission. L'objet même de cette mission est toujours resté inconnu. (Léon HENNET, « Mme Xaintrailles », *Carnet de la Sabretache* de 1906, p. 355-368.)

D'autres émissaires parvinrent à destination : ainsi ce chef d'escadron Didier, aide de camp de Murat, qui, arrivé le 29 ventôse an IX auprès du général Menou et « chargé d'une mission particulière pour l'armée d'Orient », fut tué le lendemain même à la bataille de Canope (d'après un arrêté du 6 frimaire an XII qui accorde une pension viagère de 500 francs à sa veuve. Archives de la Guerre, communication de M. Léon Hennet).

Tandis qu'une expédition anglaise se préparait contre l'armée d'Égypte, des négociations se rouvraient, dont cette armée et sa conquête étaient les principaux objets.

Le rapprochement de Bonaparte et du tsar Paul parut devoir faciliter de nouveaux pourparlers avec la Porte. Dès novembre 1800, Descorches examinait cette question : « Les intérêts de la France et de la Russie sont-ils, relativement à la Turquie, dans une collision telle que l'action des deux premières puissances ne puisse s'exercer sur la troisième que dans un sens opposé ? » Non, répondait-il, l'empire turc est pour la France et la Russie un intermédiaire qu'elles doivent conserver précieusement (1). Une lettre de Constantinople, du 3 nivôse an IX, affirmait que « le meilleur et peut-être le seul moyen de négocier avec les Turcs était la voie de la Russie ». Il était de l'intérêt de la République et du tsar de détruire l'influence des Anglais en Orient. Sans doute l'Égypte paraissait de prime abord un grand obstacle aux négociations ; mais auprès des Turcs les difficultés pouvaient s'aplanir ; le Divan nous verrait dans cette contrée « comme des soutiens contre tant de provinces rebelles en Asie et en Afrique dont il ne retirait absolument rien (2) ».

De tels avis étaient conformes à la politique de Bonaparte. Exposant à Paul I^{er} leur commun plan d'action, le Premier Consul écrivait le 8 ventôse an IX (27 février 1801) : « L'intérêt de toutes les puissances de la Méditerranée comme de celles de la mer Noire est que l'Égypte reste à la France (3). » L'accord des deux puissances devait intimider les Turcs et les amener à séparer leur cause de la fortune de l'Angleterre. « La paix continentale, mandait-on de Constantinople à Paris, a tellement

(1) Arch. aff. étr. Turquie, n° 202, Mémoires de Descorches, 4^{er} frimaire an IX.

(2) *Id.*, Copie d'une lettre envoyée de Constantinople, certifiée par Descorches, préfet de la Drôme.

(3) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5417.

rehaussé les actions de la France qu'un simple agent caché qui serait sage, adroit et ferme parviendrait dans ce moment à établir des négociations qui deviendraient peut-être très importantes et utiles, surtout de suite après la sortie des Anglais de ces mers. Imaginez-vous l'épouvante des Turcs des grandes liaisons de la France avec la Russie (1). » Mais à la date de cette lettre (5 germinal an IX-26 mars 1801) le vizir apprenait les premières défaites de l'armée d'Égypte et se déterminait à soutenir l'expédition anglaise. Depuis l'avant-veille, 24 mars, Paul I^{er} était mort ; le « grand projet » conçu par Bonaparte devenait irréalisable.

Cependant, la chute de Pitt et l'arrivée au pouvoir du ministère Addington permettaient au gouvernement français de discuter avec le gouvernement britannique les clauses des préliminaires de la paix. Le 18 ventôse an IX (9 mars 1801), Otto reçut de Talleyrand l'ordre de rester à Londres (2). Dès les premiers mots échangés, notre envoyé comprit que le point capital de la bataille diplomatique serait encore la question égyptienne. « La consolidation des Français en Égypte, écrit-il le 20 ventôse à son ministre, est regardée ici comme une condition complètement inadmissible. Je réponds à ceux qui m'en parlent que nous ne leur demandons pas la restitution du Mysour. — Mais le Mysour ne vous appartenait pas. — Eh ! de quel droit voulez-vous disposer de l'Égypte ? » Il se trouve cependant ici quelques hommes plus traitables. « Si cette position, disent-ils, convient à la France, nos plus grands succès ne peuvent qu'en retarder l'époque décisive. L'évacuation volontaire ou forcée ne saurait empêcher les Français de s'établir de nouveau en Égypte immédiatement après la paix en conséquence des arran-

(1) Arch. aff. étr. Turquie, n° 202, extrait d'une lettre particulière de Constantinople.

(2) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 594.

gements qu'ils pourront prendre à l'amiable avec les Turcs. Dans ce cas la Grande-Bretagne ne recommencerait certainement pas la guerre uniquement pour empêcher ce qu'elle ne pourra empêcher (1). »

Le 30 ventôse (21 mars), lord Hawkesbury prévint Otto que le roi était disposé à entrer avec le gouvernement français en négociations immédiates. Le 30 mars, Talleyrand résumait tout le débat en ces termes : « L'Angleterre gardera-t-elle Ceylan et les États de Tippoo Sahib et la France l'Égypte? ou bien : aime-t-elle mieux que la France restitue l'Égypte et restituer les États de Tippoo Sahib à qui il appartiendra et Ceylan aux Hollandais (2)? »

Otto crut un instant que l'accord n'était pas impossible. « Un ami de M. Addington » lui avait dit : « Promettons à la France de ne pas troubler l'intérieur de l'Égypte sous condition qu'elle ne troublera pas l'intérieur de l'Inde. Il ne faut craindre ni l'Égypte, ni la Belgique, ni la Louisiane, mais il faut redouter le désordre et les révolutions. » — « Beaucoup de gens pensaient que l'Égypte était définitivement conquise et colonisée par la France ; on ne voyait même pas comment l'Angleterre pouvait aborder décemment cette question si un arrangement amical avec les Turcs précédait les négociations (3). »

Une entrevue avec Hawkesbury détruisit ces espoirs. Les Anglais ne se résigneraient à nous laisser notre conquête qu'à la condition de garder toutes les leurs. Mais si nous restituions l'Égypte, ils ne pensaient abandonner qu'une part de leur butin. En vain Otto protestait-il contre ce « marché inégal » et déclarait-il au ministre anglais que la France, en réclamant l'Égypte,

(1) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 594, Otto à Talleyrand, 11 mars.

(2) *Id.*, Instructions à Otto.

(3) *Id.*, Otto à Talleyrand, 7 germinal (30 mars).

désirait avant tout se réserver une colonie agricole (1).

Le 18 germinal (8 avril), Talleyrand revenait encore sur le maintien des Français en Égypte, « question importante et qui demandait tous les soins ». En retour des concessions attendues, il promettait de ne plus inquiéter les Anglais dans l'Inde et de moins insister sur la restitution de Ceylan. La lettre d'Otto du 9 germinal lui donnait à croire qu'« en Angleterre même il se formait une opinion qui nous était favorable (2) ».

Les revendications de nos adversaires furent exposées par Hawkesbury dans un *mémorandum* du 12 avril 1801 ; le gouvernement français devait renoncer à l'Égypte. Le gouvernement britannique s'engageait à restituer les comptoirs français de l'Inde, Négapatam, Malacca, le cap de Bonne-Espérance, Gorée, Surinam, Curaçao, Sainte-Lucie, les Saintes, Saint-Pierre et Miquelon et Minorque. Ce n'étaient là que les moins précieuses des possessions enlevées aux Français, aux Hollandais et aux Espagnols. Ceylan, la Martinique et la Trinité demeuraient aux mains des Anglais et l'Inde était définitivement abandonnée à leur domination. Encore Hawkesbury réservait-il le cas où l'on recevrait, avant la signature des préliminaires, la nouvelle de l'évacuation de l'Égypte par l'armée française ou d'une convention conclue à cet effet (3). Quant à la question de Malte, elle était passée sous silence.

« D'après Hawkesbury, écrivait Otto le 24 germinal, (14 avril) *l'uti possidetis* serait la seule condition qui, à quelques modifications près, pût faire conserver l'Égypte à la France (4). » En stipulant ces clauses léonines, l'Angleterre nous signifiait nettement qu'elle se refusait à partager l'empire colonial et maritime.

(1) Arch. aff. étr., n° 594, Otto à Talleyrand, 13 germinal (3 avril).

(2) *Id.*, Talleyrand à Otto.

(3) *Id.*, Mémoire de Hawkesbury.

(4) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 595, 21 avril 1801.

La diplomatie française était donc impuissante. Dès lors on s'entendit pour remettre à l'armée d'Orient le soin de régler elle-même ses destinées. « On compte beaucoup à Londres sur l'évacuation *volontaire* de l'Égypte. On prétend que les partisans du retour en Europe sont nombreux dans cette armée. » Ainsi s'exprime Otto dans sa lettre du 24 germinal. Combien il importait au Premier Consul d'être assuré qu'à Alexandrie et au Caire sa pensée était comprise, ses volontés suivies et les soldats français résolus à se maintenir en Égypte par la victoire ! Ceux-ci tiennent entre leurs mains la paix avec l'Angleterre et tout le succès de la politique de Bonaparte.

Anxieux des nouvelles de la guerre, les diplomates suspendent les négociations : « Je partage l'attente pénible que vous devez éprouver, écrit Otto à Talleyrand le 1^{er} floréal ; car sous peu de jours sans doute on saura définitivement si l'armée d'Orient a atteint le comble de sa gloire et de nos vœux (1). » Et le 4 du même mois : « Tous les yeux sont fixés sur l'Égypte, on a presque oublié Pétersbourg, Copenhague et Hambourg. On croit à la défaite du général Abercrombie. Tout dépend aujourd'hui des opérations d'Égypte, de vos négociations à Constantinople et des opérations militaires contre le Portugal (2). » Enfin, le 7, alors que la nouvelle du débarquement d'Abercrombie est déjà parvenue : « Persuadé que vous considérez la conservation de cette colonie précieuse comme le point le plus important du traité à conclure, je pense aussi qu'un succès définitif de l'armée d'Orient justifiera en quelque sorte le ministre (anglais) de se rapprocher de mes propositions. »

(1) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 525, 21 avril 1801.

(2) *Id.*, 24 avril.

CHAPITRE V

LE GRAND PROJET DU GÉNÉRAL MENU

De messidor à brumaire, le chef de l'armée d'Orient avait organisé sa colonie. Approuvé désormais par le gouvernement de la métropole, il ne revint pas sur les mesures édictées et se contenta d'en assurer l'exécution. Pour ne pas diviser l'étude de l'organisation de l'Égypte française, j'ai joint aux arrêtés publiés pendant la première période les ordres du jour qui les complétèrent de frimaire à ventôse.

Cependant ces règlements avaient pour la plupart un caractère provisoire. Menou avait compris que la prospérité et la civilisation de l'Égypte étaient liées à l'abolition de l'ancien système de propriété foncière et à la refonte de l'impôt territorial. Les embarras financiers auxquels il fut en butte à partir du mois de frimaire lui révélèrent l'insuffisance des palliatifs et l'urgence d'une mesure radicale. Les efforts du général en chef et de son auxiliaire Estève tendirent à rendre possible cette grande réforme ; le projet définitif, rédigé le 30 nivôse an IX, allait recevoir son exécution lorsque l'invasion anglaise ruina l'œuvre des Français en Égypte.

Après avoir constaté la situation financière de l'armée d'Orient de frimaire à ventôse an IX, je décrirai le fonctionnement de l'impôt foncier ou *miry*, les plans de réforme soumis au général en chef et le projet du 30 nivôse.

§ I^{er}

Le 7 frimaire an IX, Menou se félicitait, dans une lettre au Premier Consul, de l'ordre apporté dans les finances égyptiennes. Il louait le citoyen Estève, ses collaborateurs et ses préposés et sollicitait, pour les encourager, « un mot de Bonaparte ». En nivôse, le ministre Gaudin adressait un rapport aux Consuls sur l'administration des finances en Égypte d'après les lettres d'Estève ; le produit des diverses contributions pour l'an 1215 de l'hégire, neuvième de la République, s'était, disait-il, élevé à 25 millions non compris les droits de l'orfèvrerie, des douanes, d'enregistrement et les revenus des domaines nationaux (1).

Le chiffre paraît exagéré : eût-il même théoriquement présenté quelque exactitude, les difficultés de la perception et les détournements des Cophtes l'eussent en réalité singulièrement réduit.

Le 30 frimaire, il restait en caisse 52 000 livres, en sus des 50 000 livres en or, reliquat de la réserve de Kléber. Du 1^{er} au 10 nivôse on reçut 405 000 livres : 439 000 furent dépensées. La solde de frimaire fut réglée aux troupes à partir du 10 nivôse. 390 000 livres, reçues du 11 au 20 nivôse, trouvèrent immédiatement leur emploi. Au 20 nivôse, la caisse ne renfermait plus que 6 747 livres disponibles et les 50 000 de la réserve (2).

A cette époque, il est vrai, l'impôt foncier de l'an 1215 n'était pas encore levé. Les recettes provenaient de l'emprunt aux Cophtes, des droits affermés, des douanes, du solde de la contribution du Caire, du reliquat de la contribution de 1214 et spécialement du droit des cheiks-

(1) *Moniteur* du 20 nivôse an IX.

(2) Situations de la caisse de l'armée du 1^{er} au 10 et du 11 au 20 nivôse an IX.

el-beled. On commença à percevoir dans le courant de frimaire ce dernier impôt qui, selon les calculs d'Estève, devait rapporter 3 millions. Les vœux du général en chef parurent se réaliser. Le 30 frimaire, Rampon annonçait à Menou que le droit des cheiks se payait très facilement, « qu'il n'était pas besoin de faire voyager les baïonnettes pour avoir de l'argent ». Le 5 nivôse, Raffle mandait à Reynier que les cheiks de Belbéis s'empressaient de payer leur contribution. Aussi Menou crut-il devoir féliciter dans un ordre du jour ces fidèles contribuables et leur accorder un délai supplémentaire d'un mois pour leur entière libération (1). Mais il fallut vite connaître le désenchantement. « Le droit que vous avez mis sur les cheiks, écrivit au général en chef Lefebvre, chef de la 25^e demi-brigade occupant la province de Menouf, ne pèse nullement sur eux. C'est sur le produit des terres des fellahs que les cheiks ont fait tomber cette imposition. Tous ont fait la même opération. » Il devenait nécessaire ou de contraindre par les armes les cheiks-el-beled à acquitter leur redevance sur leurs biens propres ou de précompter simplement ce droit sur l'impôt territorial dû par les fellahs. On risquait de soulever l'Égypte ou l'on privait le Trésor de tout le bénéfice du nouvel impôt ; force fut bien de s'en tenir au parti le moins dangereux.

A ce prix, les perceptions s'opérèrent assez régulièrement. Jointes à l'impôt sur les corporations, elles servirent à acquitter les dépenses et la solde de nivôse (2). Mais cette dette payée, on constata de nouveau que la caisse était vide et que les rentrées prochaines étaient rares. Le 11 pluviôse, Estève avoua au général en chef que « le mois de pluviôse et les autres dépenses ne pour-

(1) Ordre du jour du 8 nivôse an IX.

(2) Ordre du jour du 1^{er} pluviôse. Lettre d'Estève à Menou du 10 pluviôse.

raient être payés que par la perception d'une partie de l'impôt. L'intention dans laquelle était Menou de prélever 3 millions sur l'impôt de 1215 » tranquillisait le directeur des revenus publics, mais le temps pressait ; la fin du mois allait arriver avant que les états de répartition ne parvinssent aux commandants et aux contrôleurs des arrondissements.

Il fallait donc enfin songer à percevoir le *miry*. Autant qu'il l'avait pu, Menou avait retardé cette heure. Il eût désiré régler toutes les dépenses avec le seul produit des taxes établies en vendémiaire, pour tenter ensuite l'expérience d'un nouvel impôt foncier. Contraint de lever un acompte sur les fellahs, il voulut du moins que ce prélèvement s'opérât selon les principes posés dans le projet du 30 nivôse : « Vous ferez bien comprendre aux peuples, dit-il à Estève, que le nouveau mode de répartition qui paraîtra incessamment diminuera infiniment et même fera disparaître le poids sous lequel ils ont gémi jusqu'à présent. Comme il est nécessaire que les moultezims marchent sur la même ligne que nous, ils seront autorisés à percevoir sur ce qui leur revient une somme qui sera dans la proportion qui existe entre les 3 millions que nous allons lever et la totalité du *miry* qui nous reviendrait si nous le percevions dans son entier (1). » Le 15 pluviôse, les états de répartition furent renvoyés aux commandants de province (2) ; le tribut de Mourad paya en partie les dépenses du mois courant (3). En ventôse, l'acompte du *miry* n'était pas entièrement perçu.

Les contributions en nature rentrèrent plus difficilement encore que les impôts en espèces. Pendant tout le mois de frimaire, une active correspondance fut échangée

(1) Menou à Estève, 13 pluviôse (2 février). Voir § 2 et § 4.

(2) Lagrange à Reynier ; *id.*, à Friant, 15 pluviôse.

(3) Osman-Bardissi apporta ce tribut en pluviôse : Donzelot à Reynier, 13 pluviôse.

entre L. Reynier et Estève pour presser l'arrivage des grains de la Haute-Égypte. En désespoir de cause, le directeur des revenus en nature se vit obligé de passer un marché avec les Cophtes ; ceux-ci se chargèrent de verser les grains dans les magasins généraux à titre de prêt remboursable. Mais ils s'exécutèrent très lentement ; en nivôse, ils ne fournirent pas même la quantité nécessaire à la consommation de chaque jour (1). Le 9 pluviôse, L. Reynier demanda au général en chef par quel moyen il comptait approvisionner l'armée. Estève écrivit « fortement » aux Cophtes pour les engager à verser les blés qu'ils devaient. Mais il craignait que « cet ordre ne restât encore sans résultat (2) ». Le 14 ventôse, la pénurie des magasins était si grande que L. Reynier ordonna de faire descendre sur-le-champ au Caire tout le grain que possédaient les villages sans s'inquiéter de savoir si les fellahs en étaient ou non redevables. Ce fut dans ces déplorables conditions financières que s'ouvrit la campagne de 1801.

§ II

En dépit de tous leurs efforts, Menou et Estève n'avaient pu qu'assurer les dépenses quotidiennes de l'armée d'Orient sans parvenir à constituer un trésor de guerre. Ils n'étaient point personnellement responsables de cet échec. Bonaparte et Kléber avaient rencontré les mêmes obstacles. Les Français abandonnèrent l'Égypte au moment où ces obstacles allaient être enfin surmontés.

Les administrateurs français avaient peu à peu recueilli tous les documents qui pouvaient servir à la meilleure répartition de l'impôt. En l'an VIII, Estève se fit remettre par Mallem Yacoub, Mallem Coud Salla et Hussein

(1) L. Reynier à Estève, 4^{er} pluviôse (12 janvier).

(2) Rapport d'Estève à Menou, 10 pluviôse.

Effendi des notes sur le mode de possession des terres (1) ; on dit même qu'il retint prisonniers les intendants cophtes jusqu'à ce qu'ils lui eussent livré leurs papiers (2).

Les notes de Mallem Yacoub et de ses collègues, commentées dans une lettre de L. Reynier à Damas, du 7 frimaire an IX, et complétées par deux mémoires, l'un de Tallien, dans le tome III de la *Décade égyptienne* (p. 205-230), l'autre de Dalmas, ex-agent français dans le Bahirèh, adressé à Menou le 25 messidor an VIII (3), permettent de présenter un tableau de l'organisation de la propriété égyptienne à la fin du dix-huitième siècle (4).

Le sultan Sélim I^{er} avait déclaré en 1513 que toutes les terres de l'Égypte lui appartenaient par droit de conquête. Il en concéda la jouissance à des usufruitiers moyennant une redevance annuelle, le miry, dont le taux demeura invariable depuis cette époque. En Haute-Égypte, le miry se payait en nature ou partie en argent et partie en nature ; Sélim l'avait ainsi ordonné pour subvenir aux besoins de la milice égyptienne.

Les usufruitiers s'appelèrent *moultezims* ; ils se subdivisèrent en *rahiat* ou sujets du Grand Seigneur, en *chourbachis*, membres des sept corps de la milice, en beys et mamelouks. A la mort d'un moultezim, son héritier devait « racheter » la terre en payant un droit fixé par le pacha au triple du revenu d'une année. Le pacha donnait un firman qui faisait le titre du nouveau propriétaire.

Chaque village égyptien comprenait vingt-quatre portions ou kirats, possédés par un seul ou partagés entre plu-

(1) Arch. Guerre, Notes classées au 3 juillet 1800.

(2) REYBAUD, VI, p. 70.

(3) Arch. Guerre, Mémoire composé à la demande du général Andréossy.

(4) On trouve aussi d'utiles renseignements dans un « Mémoire sur le système d'imposition territoriale » de LANCRET, et dans un « Mémoire sur les finances » du comte ESTRÈVE, t. I^{er} de la *Description de l'Égypte* (1809).

sieurs moultezims. Ceux-ci restaient libres d'aliéner leurs parts. Les mamelouks, devenus maîtres de l'Égypte, se défirent d'un certain nombre de moultezims et se substituèrent dans leurs droits. La confiscation des biens des mamelouks et de ceux des moultezims qui ne firent pas enregistrer leur titre rendit le gouvernement français propriétaire des deux tiers des villages.

Si le souverain concédait la possession du sol aux moultezims qui lui payaient le miry, les moultezims à leur tour engageaient aux fellahs une partie des terres, nommées terres *atar*, moyennant la redevance du *malhorr*. Le miry était prélevé sur le malhorr. Le surplus, nommé *fayz*, appartenait au moultezim ; mais le fayz était, comme le miry, un droit fixe depuis 1513 et pour compenser la dépréciation de l'argent, les moultezims exigeaient un supplément nommé *barany* (étranger) ou *mudaff* (surajouté), qui, primitivement, se composait de présents volontaires ; les paysans, espérant être tôt ou tard délivrés du barany, n'avaient jamais voulu qu'il fût englobé dans le fayz.

La propriété du fellah ne consistait que dans le droit de travailler une certaine portion de terre ; après chaque inondation, les cheiks, assistés du *chahed* (témoin juré) et de l'écrivain cophte, faisaient la répartition des terrains inondés dans la proportion du droit de chaque individu. Les champs qui, faute d'eau, demeuraient incultes n'avaient à payer ni miry, ni fayz, ni barany (1).

Le fellah transmettait son droit à ses enfants à la charge pour ceux-ci de payer la taxe dite *el-ouân* au moultezim, taxe regardée comme un présent d'usage et qui pouvait s'élever à trois fois le revenu ; il était rare qu'elle fût exigée, mais le moultezim pouvait contraindre le fellah à la payer en retenant la terre. Si le contribuable devenait insolvable, le moultezim pouvait transmettre à un

(1) Les terres inondées se nommaient *rait-nil*, celles qu'il fallait arroser avec des couffes et des puisards se nommaient *rait-bactale*.

autre fellah le droit de culture. Mais, sitôt que le premier détenteur était en mesure de payer sa redevance, il reprenait le droit de réclamer sa part dans la distribution des terres. On laissait le fellah libre d'abandonner le sol, s'il se jugeait lésé par le moultezim, mais il lui était impossible de le vendre (1).

Indépendamment des terres atars, les moultezims possédaient directement l'*oussièh* ou *ard-el-ouchia*, composé des terrains qu'ils affermaient ou qu'ils régissaient à leur convenance. Les oussièhs étaient divisés entre les propriétaires, en raison du nombre de feddans (2) que chacun possédait dans le village. Lorsqu'un moultezim vendait la terre des fellahs, il devait vendre une partie correspondante de l'*oussièh*. Il n'y avait point d'*oussièh* en Haute-Égypte au delà de Minièh.

Une troisième espèce de propriété était le *rizqah*, fondation pieuse. Les rizqahs se divisaient en *soultanyèhs* et en *ouaqfs*. Les *soultanyèhs* étaient des legs des souverains en faveur des villes saintes de la Mecque et de Médine, constitués pour l'entretien des mosquées, des écoles publiques, des hôpitaux. Les *ouaqfs* étaient établis par des particuliers en faveur de leurs enfants, parents ou esclaves ; mais de telle sorte qu'une portion du revenu de ces biens fût toujours destinée à pourvoir à la subsistance de lecteurs du Coran, à faire réciter des prières publiques sur les tombeaux, à entretenir des écoles ou des citernes, et qu'après l'extinction de la race du fondateur, la donation revint à la Mecque ou à quelque autre établissement de l'islam. Plus de la moitié des

(1) Cependant les notes de Mallem Yacoub, qui sous le n° 9 font mention de cette inaliénabilité, portent sous le n° 13 que « le moultezim ne peut s'opposer à ce que le fellah engage ses feddans en faveur de qui il veut pourvu que le nouveau cultivateur soit solvable ». Il ne s'agit peut-être ici que d'une sorte de location.

(2) Le feddan était la mesure communément employée. Tallien l'évalue à 1 589 toises.

terres égyptiennes était affectée à des rizqahs et de ce fait ne payait au Trésor qu'un droit de protection.

Le régime foncier de l'Égypte apparaissait aux conquérants comme une féodalité où l'impôt tenait lieu d'hommage (1). Il était fondé sur l'inégalité et sur l'injustice. Toutes les charges retombaient en dernière analyse sur le fellah, qui payait indirectement le miry au pouvoir central et directement le fayz et le barany au moultezim ; si l'on ajoutait à ces premiers impôts les redevances de toute sorte, dont la tyrannie des mamelouks et des moultezims avait accablé les Égyptiens (2), on constatait que plus des deux tiers du produit des terres étaient consommés par le fisc. Le paysan ne pouvait songer à améliorer le sol ; tout accroissement de richesse était immédiatement taxé.

Il appartenait au gouvernement français de mieux répartir les charges et, puisque l'organisation sociale de l'Égypte reposait sur le système fiscal, d'affranchir les fellahs en modifiant les bases de l'impôt. Cette œuvre semblait d'autant plus facile que la République, étant le principal moultezim de l'Égypte, recevait directement le miry, le fayz, le barany d'un grand nombre de terres atars et l'entier revenu de très considérables oussièhs.

§ III

Napoléon I^{er} a écrit que, dès l'an VII, il avait pensé à « changer le système qui régissait les propriétés » égypt-

(1) Lettres de L. Reynier à Damas, 7 frimaire an IX. Les villes, exceptions dans ce grand pays rural, se trouvaient nécessairement hors du droit commun ou plutôt hors de la servitude commune. Nous avons vu (p. 136) qu'elles étaient à peu près exemptes de charges.

(2) Les plus importantes de ces redevances étaient : le *malh couchoufièh* (droit des cachefs, commandants de province) ; l'*ouarakamiarar* (port des lettres officielles, payé par les villages qui les recevaient) ; l'*el moustequideh*, établi également en faveur des cachefs par Ibrahim et par Mourad ; le *koulfèh*, réquisition en nature.

tiennes. Le divan, assure-t-il, « consulté sur la grande question, s'il valait mieux conserver les lois et les usages établis ou bien s'il était préférable qu'on adoptât les lois de l'Occident où les propriétés sont commutables et transmissibles soit par des actes de dernière volonté, soit par des donations entre vifs, soit par des ventes librement consenties, le tout en suivant les lois et les formes établies, le divan n'hésita pas : il déclara que les lois de l'Occident étaient conformes à l'esprit du *Livre de vérité*, que c'était par ces principes qu'avait été régie l'Arabie du temps des califes ommiades, abasites et fatimites ; que le principe féodal — que toute terre appartient au sultan — avait été apporté par les Mongols, les Tartares et les Tures. Il discuta chaudement sur la suppression des moultézims et la suppression des terres atar. Les moultézims se récrièrent sur l'injustice dont on se rendrait coupable en les dépouillant. Mais il en restait peu, et on leur offrit la conservation des terres dites oussièhs et une indemnité pour ce qu'ils perdraient par l'affranchissement des atars, laquelle serait prise sur les terres oussièhs des autres communes (1) ».

Ces lignes posent nettement le principe fondamental de la réforme : libération du sol au moyen d'une indemnité aux moultézims. Mais, comme le dit ailleurs Napoléon, « on était encore trop mal éclairé pour qu'il fût possible d'opérer des changements considérables (2) ». Bonaparte se borna à percevoir le miry traditionnel et à exiger des propriétaires l'enregistrement de leurs biens fonciers (3).

On sait comment Kléber, désireux de se procurer des ressources immédiates, abandonna aux Cophtes la perception de l'impôt pour l'année turque 1214. Les résultats

(1) *Campagnes d'Égypte*, I, p. 239 sqq.

(2) *Id.*, II, p. 149.

(3) LA JONQUIÈRE, III, p. 275.

de cette mesure avaient été désastreux. L. Reynier en faisait part, le 1^{er} fructidor an VIII, au général Menou : « Les domaines livrés aux Cophtes n'ont été d'aucune ressource ; plusieurs droits n'ont pas été perçus ; aucuns surveillants n'ont suivi la marche des percepteurs. L'administration trop compliquée de l'Égypte fut un peu légèrement arrêtée l'an passé ; je ne doute pas que votre désir d'opérer à la fois le bien de l'armée et le bien du pays ne vous mette en garde contre les projets qui vous seront proposés où l'influence des Cophtes serait conservée. » L. Reynier, ennemi d'Estève, accusait celui-ci « d'avoir frustré l'armée française de 4 millions au profit des Cophtes (1) », et redoutait que l'organisation de l'impôt pour l'année suivante ne fût aussi défectueuse : « Pour l'intérêt général, pour la nécessité de payer l'armée, prends sur toi, demande-t-il à son frère, d'en conférer avec le général Menou ; ce petit écolier d'Estève le mène, mais il faut le rendre à ses vrais talents (2). »

Quoi qu'en pensât L. Reynier, Estève et le général en chef étaient d'accord pour ne pas renouveler les expériences de Kléber. Le 21 fructidor an VIII, Menou avait, dans l'ordre du jour, invité tous les Français d'Égypte, généraux, administrateurs ou simples particuliers à lui envoyer des mémoires sur « les objets relatifs aux finances » afin d'« asseoir un système bien organisé de toutes les perceptions ». Des recherches sérieuses furent entreprises, des documents utiles furent apportés au général en chef. Quelques administrateurs même n'avaient pas attendu l'invitation de Menou pour soumettre à celui-ci leurs projets de réformes.

Dans l'important travail mentionné ci-dessus, Dalmas proposait de diviser les charges entre le propriétaire et le fellah, le propriétaire étant taxé au double pour le

(1) Lettre à son frère le général, 2^e fructidor an VIII.

(2) *Id.*

même revenu. Pagliano, ex-administrateur des domaines, préférait rendre les paysans propriétaires en leur cédant les oussiehs du gouvernement contre une imposition annuelle (1). Lapanouse, ancien chevalier de Malte (2) et directeur de la douane de Siout, voulait qu'on fixât, une fois pour toutes, la quotité des redevances, après avoir dressé l'état des feddans cultivés et incultes, la nature des terres, leur situation par rapport au Nil, la population de chaque village ; ainsi les fellahs auraient amélioré le sol sans craindre l'augmentation de l'impôt (3). Le chef de bataillon Tousard démontrait que la répartition annuelle des terres arrêtaient tout le progrès de l'agriculture ; il fallait donc, selon lui, attacher les paysans au sol en les rendant propriétaires (4).

En même temps qu'il demandait à tous d'officieux avis, le général en chef activait le zèle de ses collaborateurs. Le 2 frimaire an IX, Girard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, se disposait à partir pour le Delta « afin de recueillir sur le produit des terres tous les renseignements propres à servir de base à un cadastre (5) ». Estève, en possession des papiers des agents cophtes, calculait le chiffre des revenus de l'Égypte, ordonnait l'arpentage des terres (6) et pouvait combiner ses plans de réorganisation.

(1) Travail sur les concessions territoriales, adressé à Menou le 2 fructidor an VIII.

(2) L'ordre du jour du 27 prairial an VI autorisait 34 chevaliers de Malte à suivre l'expédition : un certain nombre d'entre eux rendirent des services comme administrateurs. LA JONQUIÈRE, I, p. 624.

(3) Mémoire du 15 vendémiaire an IX (7 octobre 1800).

(4) Tousard à Menou, 10 nivôse (31 décembre). Une lettre de Chanaleilles à Menou, du 2 complémentaire an VIII, annonce l'envoi d'un mémoire « sur la théorie de l'impôt et l'administration des finances en Égypte ». Ce mémoire manque aux Archives de la Guerre.

(5) Lettre à Menou, 2 frimaire.

(6) Selon Reybaud qui a eu entre les mains un manuscrit de Peyrusse, secrétaire général des finances en Égypte, 1 065 villages étaient mesurés en nivôse an IX (REYBAUD, VI, p. 70-73). L'Égypte, d'après les notes de Mallem Yacoub, comprenait 2 500 à 3 000 villages.

Le bruit courut parmi les moultezims qu'on s'apprêtait à les frustrer de leurs biens. Ils protestèrent. Abdurrahman Gabarti fait en ces termes le récit de leurs démarches : « Le 27 de rebi-ussani, des Odjaklis (1), des grands et quelques femmes se présentèrent au divan. « Nous savons bien, disaient-ils, que les Français veulent « s'emparer de nos propriétés ; mais comment pourrons-nous, après, vivre et payer nos contributions ? » Le président du divan, Forit (2), leur demanda s'ils parlaient ainsi d'après le dire de personnes dignes de foi. Le cheik Ali-Bekri et le cheik Muhdi assurèrent l'avoir entendu dire au trésorier. Les Odjaklis s'écrièrent : « Cependant Bonaparte et ses successeurs ont garanti « nos propriétés ! » Quelques jours après, le général en chef fit publier l'ordre de respecter les propriétés et dit lui-même que si le trésorier avait dit qu'on voulait s'en emparer, c'était une plaisanterie ou une erreur du drogman (3). »

De fait « les sept corps militaires, tous les seigneurs et dames propriétaires de villages en Égypte » adressèrent, le 24 frimaire an IX, une pétition au grand divan : « Ils exposèrent qu'ils avaient appris la nouvelle organisation des villages appartenant aux cultivateurs, que les villages des seigneurs avaient été confisqués et qu'ils ne pourraient plus en disposer... Le divan devait montrer que la mesure qu'on avait prise enlevait aux seigneurs tout moyen d'exister, parce qu'ils n'avaient pas d'autres ressources que la propriété que le Grand Seigneur leur avait donnée. Le seigneur payant le miry à la Porte devenait propriétaire et non le paysan (4). »

Le 1^{er} nivôse, le général en chef répondit à ces plaintes

(1) Membres d'un des corps de milice institués par Sélim I^{er}.

(2) Fourier.

(3) ABDURRAHMAN, p. 176.

(4) Traduction française de la pétition.

dans une proclamation adressée « aux cheiks et ulémas, aux moultezims, aux odjaklis, aux commerçants, aux artisans, aux cheiks-el-beled, aux fellahs qui habitent l'Égypte ». Il se montra fort courroucé de la pétition : « Quels motifs aviez-vous de penser que je voulais exproprier les moultezims et les odjaklis, moi qui ne m'occupe nuit et jour que de tout ce qui peut faire le bonheur des habitants de l'Égypte ? » Mais il ne cacha pas qu'il élaborait des institutions nouvelles : « Oui, sans doute, je veux faire des changements dans la forme de perception des revenus qui appartiennent aux moultezims. Mais je veux, en assurant encore davantage leur propriété, leur ôter les moyens d'opprimer et de vexer les fellahs. Qui donc a donné aux grands et aux hommes puissants de l'Égypte le droit de faire gémir le peuple sous le poids de leur tyrannie ? Est-ce dans le Coran que vous avez puisé ces maximes ? Partout il vous ordonne d'être compatissants envers les pauvres, de soulager les infortunés et de partager avec eux vos richesses... Eh bien ! moi, si vous avez oublié les principes de votre religion, je viens au nom de la République française, je viens au nom du célèbre guerrier Bonaparte vous les rappeler. Je viens par leur ordre délivrer le peuple de l'oppression sous laquelle il est accablé (1). »

§ IV

Quel était ce projet, si inquiétant au gré des seigneurs égyptiens, si plein de promesses pour les fellahs ? Un manuscrit de neuf feuillets, sans signature, portant en surcharge la date du 20 nivôse an neuvième, nous en donne la teneur ; en tête des vingt-sept articles, on lit les mots : « Menou, général en chef, ordonne », sans aucun des consi-

(1) D'après la minute autographe.

dérants auxquels se complaisait la grandiloquence d'Abdallah. Du n° 8 au n° 20, la série des articles est double mais les deux rédactions ne présentent que de légères différences. Le décret ainsi préparé ne semble pas avoir été publié ; il n'est pas compris dans la collection des ordres du jour (1).

Unification de l'impôt, abolition de la suzeraineté des moultézims, égalité de tous les Égyptiens devant le fisc, suppression de l'influence des Cophtes, telles sont les grandes lignes du projet du 30 nivôse.

« Tous les droits dus et payés jusqu'à ce jour, sous quelque dénomination et pour quelque cause que ce soit, par les fellahs des villages de l'Égypte, sont et demeurent entièrement abolis à partir de l'an 1215 de l'hégire. » Ainsi disparaissaient miry, fayz, barany et toutes les taxes tyranniques que mamelouks et moultézims avaient jointes à ces impôts. Il était très important de marquer en termes catégoriques la disparition des anciens droits ; le gouvernement des beys, après avoir décrété le remplacement d'une taxe par une autre, percevait souvent l'ancienne et la nouvelle ; c'est ainsi qu'ayant transformé en argent une redevance en denrées nommée koulféh, il avait continué à l'exiger une seconde fois en nature (2). Le fellah s'imaginait donc volontiers que toute modification en matière d'impôts amenait presque infailliblement une vexation supplémentaire.

Un seul impôt sera perçu à partir de l'an 1215 ; il sera déterminé d'après le nombre et la qualité des « feddans » des villages, répartis à cette fin en trois classes. Chaque année, immédiatement après l'inondation du Nil,

(1) M. ROUSSEAU le publie (n° 37 de la II^e partie) sous le titre d'Ordre du jour et à la date du 30 nivôse an IX. Mais dans le folio de la Bibliothèque nationale, l'ordre du 30 nivôse porte « rien de nouveau ». REYBAUD (VI, p. 70-73) donne l'analyse du projet « d'après le manuscrit de M. Peyrusse ».

(2) Mémoire de Dalmas, du 25 messidor an VIII.

le général en chef fixera la somme à laquelle les feddans de chaque classe seront imposés. Les taxes pour 1215 seront de 6, 5 et 4 pataques (20, 17 et 14 francs environ). Les contrôleurs des arrondissements constateront par procès-verbal le nombre et la qualité des feddans de terre des villages et, après avoir réuni les fellahs, publieront le chiffre de la somme unique due par chaque village en remplacement de tous les anciens droits. « On observera au village que cette somme est le résultat du nombre des feddans de première, de deuxième ou de troisième classe dont il est composé, calculés à raison de 6, 5 ou 4 pataques l'un, suivant leur qualité ; de sorte que le fellah, propriétaire de dix feddans de bonne terre par exemple, sache bien qu'en payant 60 pataques il a payé tout ce qui est exigé de lui et que l'impôt dû au souverain, les droits des moultezims, ceux des cheiks-el-beled, des écrivains, des serrafts, les frais des réparations des digues et canaux et généralement tous ceux connus et inconnus sous quelque dénomination qu'ils existassent se trouvent compris dans cette somme et qu'il n'a plus ni présents à faire à son cheik ou à son moultezim ni fournitures en grains ou en bestiaux à payer (1). » Le général en chef prenait l'engagement solennel de ne jamais augmenter l'impôt, de le diminuer même dans les années *charaki* (de mauvaise inondation). En récompense, il réclamait des fellahs l'exact paiement de leurs contributions, sinon l'impôt serait exigé *manu militari* et la dépense de cette « tournée » resterait à la charge des villages.

La totalité de l'impôt foncier est fractionnée en vingt-quatre parts : 12/24 sont réservés à la République, 3/24 appartiennent aux cheiks « à titre d'encouragement » et pour les remplir des droits qu'ils exigeaient des paysans (2). L'impôt établi sur les cheiks-el-beled par l'ordre

(1) Art. XV, série B, et XVII, série A.

(2) Art. VIII, série B, et IX, série A.

du 5 fructidor sera précompté sur cette portion, et pour permettre à ces contribuables de s'acquitter dans les deux premiers mois de chaque année, on les autorise à toucher dès cette époque la moitié des 3/24 auxquels ils ont droit. De fait, Menou et Estève renoncent à tirer profit de l'impôt des cheiks, dont l'expérience a révélé le vice. 1/24 sera réservé aux réparations, entretiens, établissements de digues et canaux et délivrera les fellahs des corvées auxquelles ils étaient astreints ; désormais, lorsque le gouvernement emploiera les Égyptiens aux travaux d'irrigation, il leur payera les journées de travail. 1/24 sera le salaire des percepteurs. Enfin 7/24 tiendront lieu d'indemnité aux moultezims et leur seront distribués en raison du nombre de kirats possédés par eux dans chaque village. La République percevra cette portion si le village lui appartient.

Les moultezims se voyaient privés, par la nouvelle organisation fiscale, de tout le revenu des terres atars ; or, écrivait Estève à Menou, « il était généralement reconnu... que ce qui leur restait après le payement du miry et des dépenses du village formait à peu près le tiers de l'impôt du village : les 7/24 qui leur étaient accordés devaient les satisfaire ; beaucoup d'entre eux gagnaient même au nouvel état de choses (1) » ; mais la part d'impôt qui leur était remise avait le caractère d'une « pension annuelle (2) » ; en aucun cas ils ne pouvaient la percevoir eux-mêmes : l'article 21 spécifiait « qu'il leur était expressément défendu de s'immiscer dans les affaires des villages, d'y exercer aucun pouvoir ; tout celui qu'ils exerçaient leur était enlevé par la République française ; les fellahs ne devaient donc plus les reconnaître comme ceux dont ils pouvaient être ignominieusement battus et condamnés à mort : le droit de vie et

(1) Estève à Menou, 30 frimaire (22 décembre).

(2) Art. VI.

de mort n'appartenait qu'au gouvernement qui, lui-même, ne pouvait en faire usage qu'en remplissant les formes juridiques ordonnées par les lois. Le général en chef déclarait que ce serait par ces lois seules que les habitants de l'Égypte seraient désormais jugés ». Menou proclamait ainsi la destruction de l'« ancien régime » ; les moultezims demeuraient simplement maîtres de leurs oussièhs.

Les biens des fellahs se trouvaient dès lors affranchis. Le paysan disposait de sa terre à son gré. Les articles 12, 14, 25 reconnaissaient sa propriété. Afin d'achever cette révolution, le général en chef songeait à abandonner aux moultezims les oussièhs de la République, en remplacement de l'indemnité pécuniaire des 7/24. « Par cet arrangement, disait-il (art. 26), il n'y aurait plus en Égypte qu'une seule classe de propriétaires : les fellahs le seraient entièrement de leurs terres comme les moultezims des leurs (1). »

L'égalité des terres devant l'impôt était dans l'ensemble réalisée ; la taxe atteignait les oussièhs des moultezims aussi bien que les atars des fellahs et nul autre que le possesseur direct du sol ne devait l'acquitter. Afin qu'« une seule loi existât pour tous » (art. 23), les droits particuliers que payait la Haute-Égypte étaient abolis ; à l'exception d'un certain nombre de villages nominativement désignés, le pays était libéré de l'impôt en nature. Une seule espèce de propriété échappait aux charges : les rizqahs et ouaqfs appartenant aux mosquées et aux fondations pieuses. On les soumettait seulement à un enregistrement gratuit : tous les ouaqfs non enregistrés avant le 30 ventôse seraient confisqués par la République.

Estève calculait ainsi le revenu de l'impôt foncier :

(1) Tant que les moultezims touchaient 7/24 de l'impôt en proportion de leurs droits anciens sur les terres atars, ils conservaient encore une apparence de suzeraineté.

les quatorze provinces de l'Égypte française comptant 2 829 078 feddans, évalués l'un dans l'autre à 4 pataques, rapporteraient 36 373 860 livres (1). Le gouvernement percevrait d'une part 18 186 930 livres comme souverain (12/24), d'autre part 6 062 310 livres comme moultezim des deux tiers des villages, au total 24 249 240 livres, le reste indemnisant les moultezims particuliers et les cheiks ou étant affecté à l'entretien des canaux et aux frais de perception. On obtenait une plus-value de 6 millions sur l'impôt perçu jusqu'alors, en même temps qu'on dégrevait les fellahs (2).

Ce résultat était dû à la connaissance exacte du revenu des terres, à l'abolition des charges tyranniques, enfin à la suppression des intendants cophtes. Seul Mallem Yacoub, dont la compétence financière et l'attachement aux Français étaient indiscutables, demeurait en qualité de conseiller auprès du directeur des revenus publics. On lui confiait le soin de présenter à Estève les cheiks qui, sous le nom d'intendants, percevaient l'impôt dans chaque village, et les écrivains cophtes, subalternes des cheiks. Les intendants, choisis parmi les plus dévoués aux Français, et chargés de distribuer leurs revenus aux moultezims et aux autres cheiks, devenaient les principaux fonctionnaires indigènes et devaient accroître l'influence de la métropole.

Le décret du 30 nivôse ne pouvait prendre force de loi qu'une fois mesurées toutes les terres égyptiennes. « Pour asseoir avec justice la contribution foncière et annuelle connue en Égypte sous le nom de miry », le général en chef institua le 11 ventôse une commission du cadastre, composée du directeur des revenus publics, du citoyen

(1) Feuille double, du 30 nivôse (20 janvier) : évaluation des revenus produits par les quatorze provinces de l'Égypte française.

(2) REYBAUD (VI, p. 73) évalue ce dégrèvement à 10 millions (d'après Peyrusse).

Nouet, membre de l'Institut, du citoyen Le Père, directeur des ponts et chaussées, du citoyen Jacotin, ingénieur-géographe en chef, et du citoyen Chanaleilles ; il ordonnait à cette commission « de faire connaître d'une manière bien précise ce qu'était le feddan de terre ainsi que ses rapports avec les mesures les plus usitées en France ». Le 14 ventôse, la commission mandait à Menou les résolutions prises : on diviserait la surface de l'Égypte en soixantes portions égales, à chacune desquelles deux ou trois ingénieurs seraient attachés comme directeurs des opérations. Les travaux devaient commencer par la vérification de l'étalon de mesure. La commission priait le général en chef de faire une proclamation aux Égyptiens afin de leur indiquer le but du mesurage des terres (1). Lorsque cette lettre parut dans le *Courier de l'Égypte*, on était à la veille de la bataille de Canope.

Ainsi l'œuvre des Français en Égypte demeura-t-elle à peine ébauchée. On a accusé Menou de n'avoir « pas compris la tâche qui lui incombait », de s'être « révolté contre la modestie » de son rôle ; « animé d'un zèle brouillon et impatient, écrit M. Rousseau, il voulut entreprendre des travaux sans s'inquiéter de prévoir si les circonstances lui permettraient de les mener jusqu'au bout. Il s'annonça au peuple égyptien comme un libérateur, mais les magnifiques promesses qu'il prodigua n'aboutirent pas. Les fellahs ne furent pas émancipés, ses projets commerciaux avortèrent, il ne réussit qu'à exaspérer une partie des indigènes et les principaux de son armée (2) ».

J'estime au contraire que Menou ne dépassa point son devoir ; chargé par le Premier Consul de gouverner l'Égypte, colonie française, il tenta d'organiser ce pays et d'en multiplier les ressources. La phraséologie emphatique de ses ordres du jour ne doit pas laisser de doute sur

(1) *Courier de l'Égypte* du 24 ventôse an IX.

(2) ROUSSEAU, Introduction, p. LVII-LVIII.

leur portée pratique ; c'est de la bouche de Reynier que nous recueillons cet aveu : « Il fallait organiser la justice, établir des autorités municipales, une police générale et une administration uniquement préoccupée du bien public, changer la nature de la propriété territoriale et l'état des fellahs ; il fallait enfin lier tous les intérêts particuliers à l'intérêt général, perfectionner le système des impositions, améliorer la culture des plantes coloniales, creuser les canaux de navigation (1). » C'est là tout le programme de Menou, dont l'adversaire même du général en chef proclame la nécessité.

Pouvait-on croire, de messidor an VIII à ventôse an IX, que l'armée d'Orient ne résisterait pas à ses ennemis ? Reynier se faisait fort de repousser toutes les attaques (2). Les indigènes semblaient pliés à la domination française. Nous les abandonnâmes au moment où, comme le dit l'auteur de *l'Égypte après Héliopolis*, nous avions « acquis en partie l'ascendant moral d'où dépendait le succès (3) ».

Il n'était donc pas inopportun de civiliser l'Égypte et l'œuvre coloniale de Menou n'a échoué que pour des causes extérieures à elle ; du moins n'a-t-elle pas péri tout entière ; et, dès l'an X, le général Reynier pouvait écrire : « L'armée d'Orient laisse en Égypte de grands souvenirs et des regrets ; ces impressions sont un germe que l'avenir et les événements feront éclore (4). »

(1) REYNIER, Introduction, p. LXXXVI.

(2) Voir chap. II, § 2, lettre à Berthier, et au chapitre suivant les lettres de Reynier à ses amis.

(3) REYNIER, p. 87.

(4) *Id.*

CHAPITRE VI

L'ORDRE DU JOUR DU 23 PLUVIÔSE AN IX

§ I^{er}

Pendant dix mois, l'armée d'Orient n'a plus d'ennemis à combattre. Cette oisiveté peut lasser la résignation dont elle a fait preuve en messidor. Menou le comprend ; l'hostilité même que témoignent ses lieutenants à sa politique l'oblige à multiplier ses efforts pour relever le moral des troupes.

Adressant au ministre de la Guerre l'état des promotions faites par Kléber et par lui, le général en chef s'exprimait en ces termes : « Vous les trouverez peut-être nombreuses ; mais, citoyen ministre, songez ce que c'est qu'une armée en Égypte, une armée qui a souffert tout ce qu'il est humainement possible de souffrir... et vous conviendrez qu'il est difficile de ne pas contenir par des récompenses et des avancements en grade des hommes d'un caractère changeant, impétueux et qui retournent sans cesse leurs regards vers la France (1). » Il fallait, dans la mesure du possible, atténuer le regret des belles occasions perdues, persuader aux officiers d'Égypte que leur exil ne compromettait pas leur carrière, qu'à leur retour en Europe ils se trouveraient les égaux de leurs camarades demeurés aux frontières ou attachés à la personne du Premier Consul. C'est ainsi que six généraux de bri-

(1) Lettre du 2 vendémiaire an IX.

gade furent créés le 1^{er} vendémiaire an IX ; les ennemis du général en chef durent reconnaître que « la plupart de ces choix tombèrent sur des officiers que des services rendus ou l'ancienneté de leurs grades appelaient à recevoir de l'avancement (1) ».

Aussi promptement qu'il blâme les fautes, qu'il reproche aux soldats leur conduite envers les Égyptiens et les Égyptiennes (2), Menou s'empresse de louer les traits de solidarité et de courage (3). On a raillé ses proclamations sonores, on lui a fait un crime d'avoir transformé les ordres du jour en gazettes remplies de nouvelles « presque officielles ». Il ne pouvait mieux agir.

Doguereau, qui n'est pas suspect de partialité à l'égard du général en chef, écrit dans son journal : « Il faut s'être trouvé en pareille situation pour se faire une idée de l'avidité avec laquelle on lisait les ordres du jour (4). » A cette armée, qui doute de son œuvre et qui craint l'abandon de la France, il importe de prouver que le Premier Consul veille sur elle et que la patrie ne se désintéresse pas de la conquête orientale ; Kléber a découragé les troupes en négligeant de les instruire des événements. Pour les fortifier dans leur résolution de conserver l'Égypte, Menou leur fait comprendre que l'éloignement ne les retranche pas de la vie nationale, que par conséquent elles ne sont pas en exil.

(1) REYNIER, p. 113.

(2) Ordre du jour du 18 fructidor an VIII, ROUSSEAU, II, n° 14.

(3) Ordre du jour du 23 vendémiaire an IX : insertion d'une lettre du citoyen Higonet, chef de bataillon de la 85^e, relatant le dévouement des grenadiers qui, après la bataille d'Héliopolis, soignèrent leurs camarades blessés et leur firent une solde de 10 sous par jour. — Ordre du jour du 5 brumaire an IX : éloge du sergent Stamphly qui a abandonné sa solde à son camarade Lhuillier devenu aveugle. Eloge du grenadier Vaucher qui, à Jaffa, a sauvé quatre négociants français : un sabre garni en vermeil à chacun des deux. — Supplément à l'ordre du jour du 9 ventôse an IX : éloge du régiment des dromadaires qui a vendu son dernier butin au profit des invalides.

(4) Page 402.

Tant qu'on fut privé de nouvelles, le général s'ingénia à ne pas laisser peser sur l'armée ce silence inquiétant. Le 5 fructidor, il fit écho dans l'ordre du jour aux bruits répandus par les Anglais : « Une bataille avait été livrée à Mélas ; Bonaparte l'avait gagnée en arrivant au milieu de l'action avec des troupes fraîches (1). » Quelques semaines plus tard, un bâtiment, le *Lodi*, entrant dans le port d'Alexandrie, annonça que « la République était partout victorieuse, le gouvernement respecté et obéi à l'intérieur (2) » et apporta le bulletin de la bataille de Marengo. Le 4 vendémiaire an IX, Menou fit connaître à l'Égypte cet heureux événement : il y joignit le récit de la « révolution du 18 brumaire » qui avait sauvé la République « entraînée sur le penchant de sa ruine ». L'armée, assurée désormais de la puissance de la patrie, ne devait plus songer qu'à garder fidèlement son poste. Pour la tenir en défiance de ses ennemis, l'ordre du jour du 22 vendémiaire reproduisait un rapport du ministre de la Police Fouché, en date du 15 floréal an VIII, dénonçant au Premier Consul les « intrigues du comité anglais : calomnies, libelles, incendies des ports, assassinats des premiers magistrats de la République, rien ne répugnait aux agents de la Grande-Bretagne ».

L'armée d'Orient a donné sa parole de rester fidèle au devoir. Résignée par discipline, elle se refuse à l'enthousiasme. « Nous jouissons de notre tranquillité sans nous éblouir sur l'avenir, écrit en brumaire le capitaine Thurman ; point de nouvelles de France ; on fait taire ceux qui en parlent (3) ». Si les soldats n'osent se plaindre, les ingénieurs, que ne retient pas l'obéissance, réclament leur retour à grands cris : « Leur santé s'affaiblit, leur vue baisse », ils s'inquiètent de leur famille ; on leur a « pro-

(1) *Courier de l'Égypte*, n° 79.

(2) Ordre du jour du 1^{er} complémentaire an VIII.

(3) THURMAN, p. 181-182.

mis qu'ils ne seraient qu'un an hors de France (1) ». « Ils ne tiennent plus dans ce pays, ils s'y ennuiant à périr, les plus belles années de leur jeunesse se passent dans la tristesse (2). » Des mesures maladroites les ont isolés dans de mauvais villages. Les soldats les traitent de « bouches inutiles ». Ils se découragent, répètent que « le maintien en Égypte n'étant qu'une question de mois » il est fou « d'enrichir malgré eux des fellahs stupides (3) ».

Les plus favorables au général en chef multiplient les démarches pour obtenir leur repatriement : « Le général Menou, qui gouverne ce pays avec une justice et une intelligence dignes de tout éloge, nous retient toutefois ici », mande Geoffroy Saint-Hilaire à ses collègues du Muséum (4) ; il leur confie sa tristesse et son abattement, leur assure que « tous les membres de la commission sont ici inutiles », les conjure de le faire rappeler par le Premier Consul (5).

Tel est l'état d'esprit des Français d'Égypte pendant les premiers mois du commandement de Menou. Enfin les 1^{er}, 7 et 9 brumaire, le transport *la Rosalie*, l'avisos *le Dégagé* et l'avisos *le Saint-Philippe* apportent d'intéressantes nouvelles de France ; le 13 on apprend par l'ordre du jour que Menou est nommé général en chef. Le 15 est publiée cette lettre du ministre Carnot : « Consolidez par une fermeté inébranlable les bases fondées pour la conservation et la prospérité de l'Égypte jusqu'à ce qu'une paix générale décide irrévocablement du sort de cette mémorable et précieuse conquête. » — « Armée d'Orient, ajoutait Menou, vous voyez avec quel intérêt le gouvernement s'occupe de vous ; vous voyez combien votre

(1) Fèvre, ingénieur des ponts et chaussées, à Menou. 2 vendémiaire an IX.

(2) DE VILLIERS, p. 190.

(3) *Id.*, p. 261 et 270.

(4) Lettre LVII, datée par erreur du 4^e complémentaire an IX.

(5) Lettres LI, LII, LIII, brumaire an IX.

valeur et vos succès vous attirent l'admiration de l'Europe et vous méritent la reconnaissance nationale. »

Dès cet instant, les communications avec la France se multiplient (1). Les ordres du jour annoncent la victoire de Hohenlinden (2), l'armistice conclu avec l'Autriche (3), la paix signée avec la Russie (4). Ne faut-il pas croire, avec Napoléon, qu'au récit de tant de succès, « le sentiment d'union, d'attachement au gouvernement et à la République, cet esprit de gloire et de bonheur qui animait alors tout le peuple français se répandirent sur l'armée d'Orient (5) » ? Stimulée par les encouragements du Consul, soutenue de l'approbation de la France, cette armée n'allait-elle pas d'un élan joyeux se rallier à la politique de son chef ?

Sans doute les soldats fraternisent ; on ne compte que huit duels pendant les années VIII et IX (6) ; sans doute ils tentent de s'accoutumer à l'Égypte : ils jouent la comédie, ils donnent des concerts (7). Beaucoup d'entre eux « se sont créé des relations amicales, des familles même dans le pays ». Devenus Orientaux à l'exemple de leur chef, ils vivent avec des Égyptiennes (8).

Cependant, ils ne parviennent pas à vaincre la nostalgie. L'« affreuse mélancolie », écrit Doguereau, commençait à les envahir (9). On n'avait plus la force de vouloir ; on ne murmurait plus, on ne demandait rien ; envers Menou, on témoignait « de l'indifférence (10) ». Ce qu'on cherchait dans les ordres du jour, c'était « le traité qui permit de revenir en France (11) ».

(1) DE VILLIERS, p. 269. Voir chapitre IV du présent livre, § 2 et § 3.

(2) Ordres du jour des 21, 22, 26 nivôse.

(3) *Id.* des 18 et 21 pluviôse.

(4) *Id.* des 8 et 12 ventôse.

(5) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 360.

(6) NIELLO-SARGY, p. 392.

(7) DE VILLIERS, p. 288.

(8) *Dragon d'Égypte*, p. 145.

(9) DOGUEREAU, p. 395.

(10) BRICARD, p. 447.

(11) DOGUEREAU, p. 403.

Dans « la désespérante monotonie (1) » des heures, les âmes s'énervaient, les intelligences s'abaissaient ; les questions de préséance et d'uniforme irritaient les jalousies (2). En frimaire, les généraux Belliard et Valentin menaient grand bruit pour une maison que Valentin avait occupée sans prendre l'avis du commandant du Caire ; Belliard offrait sa démission de gouverneur de la capitale, Valentin prétendait qu'on attaquait en sa personne et la République et le général en chef. Ces hommes, qui ne vivaient que pour la guerre, occupaient leur désœuvrement en querelles mesquines : les divergences d'opinion se transformaient en haines personnelles, et ces haines dominaient les généraux au point de leur enlever toute clairvoyance et tout esprit de justice.

§ II

Menou et les divisionnaires témoignaient hautement de leur antipathie réciproque. Pour le général en chef, Reynier et ses collègues n'étaient plus que les tenants de l'anticolonisme. On insinuait qu'au 6 brumaire les conjurés avaient eu le dessein d'arrêter Menou : certains courtisans, au dire de Reynier, allaient jusqu'à prétendre que l'ennemi était de connivence avec les partisans de l'évacuation (3).

L'entourage des divisionnaires ne demeurait pas en reste de calomnies : « Le changement de religion de Menou, son mariage, sa résolution de ne pas rentrer en France dans la crainte de ses créanciers et du mépris public, son arrivée au Caire en même temps que l'assassin de Kléber, tout n'annonçait-il pas le projet formé depuis longtemps d'avoir le commandement de l'armée (4) ? » Telles étaient

(1) DE VILLIERS, p. 288.

(2) *Id.*

(3) REYNIER, p. 152.

(4) Notes manuscrites de Reynier, n° 32. A.

les « réflexions » des opposants ; et leur malignité remarquait que Menou avait nommé Soleiman (1) le fils qui lui était né le 7 frimaire an IX. On supposait gratuitement au général les projets les plus étranges : il voulait « se mettre en Égypte à l'abri des événements politiques de l'Europe et se servir de l'armée d'Orient pour y parvenir (2) ». L'insistance de ce reproche, de vouloir à tout prix conserver l'Égypte, accuse Reynier plus que toutes les insinuations des colonistes. Mais, lui disait-on, le gouvernement n'est-il pas d'accord avec le général en chef pour donner au pays le nom de colonie ? « Il n'a pu, répondait-il, démentir cette dénomination impolitique et prématurée (3). »

Chaque jour les généraux donnaient une analyse critique des règlements, des proclamations, des ordres de leur chef. Comme autrefois Kléber plaisantait Bonaparte, on caricaturait Abdallah Menou (4), on ridiculisait, d'un esprit facile, son verbiage emphatique, son allure pesante, ses turqueries et son harem ; et, si exempt qu'on fût de préjugés, il était de bon ton de mépriser « le renégat (5) ».

Menou s'exaspérait de ces coups d'épingle sans cesse renouvelés. Les attaques dirigées contre sa personne affaiblissaient la discipline des troupes ; autant que l'opposition faite à sa politique, elles ranimaient le vieil esprit de révolte et désignaient clairement le général en chef comme le principal obstacle au retour. Il n'osait se séparer de ses lieutenants ; il eût craint le blâme de l'armée, encore attachée aux amis de Kléber ; il eût craint les reproches de Bonaparte ; son inexpérience de la guerre pouvait-elle se priver des plus habiles généraux ? Mais obligé de subir

(1) Nom de l'assassin de Kléber.

(2) REYNIER, notes manuscrites, n° 32. A.

(3) REYNIER, p. 156.

(4) Friant, Rapport.

(5) Damas à son frère, 5 ventôse an IX.

leurs affronts, excité contre eux par ses fidèles, Lagrange et Destaing, inquiet de l'avenir de son œuvre, il leur retira toute confiance et s'étudia à leur enlever tout crédit. « Les troupes, les officiers, les généraux de brigade, les divisionnaires Friant et Rampon se conduisent bien », écrit-il au ministre de la Guerre. Il dénonce les agissements de Tallien en Égypte ; Tallien a tenté d'insurger l'armée : « quelques individus qui, par leur grade et leur place, devaient donner l'exemple, ont écouté et goûté » ses doctrines. Mais les troupes, « excellentes, braves et pleines d'honneur », se sont montrées inébranlables. Menou s'est défait d'un homme « très versé dans la théorie des insurrections » et Tallien est allé « porter ailleurs son souffle pestilentiel (1) ».

Les partisans du général en chef renchérissent sur ces dénonciations et attaquent avec violence la mémoire de Kléber. Le 29 nivôse, Lagrange écrit à Bonaparte : « L'Europe et même le monde connaissent sans doute actuellement la conduite d'un homme qui par le plus inconcevable système a constamment persévéré, jusqu'au moment où la mort est venue le surprendre, à vouloir absolument l'évacuation de l'Égypte. » Lagrange prétendait que « la victoire d'Héliopolis avait été remportée malgré les ordres positifs donnés par le général Kléber de ne pas combattre. Un événement inattendu avait décidé cette journée à l'honneur de l'armée française dans le moment même où son général, toujours irrésolu, toujours pacifique, demandait à parlementer ». Il estimait que « la source de tant de fautes venait d'un caractère aussi haineux que vindicatif. Kléber voulait rendre l'Égypte aux ennemis parce que cette conquête appar-

(1) Menou à Thibeaudeau, conseiller d'Etat, 9 frimaire (ROUSSEAU, II, n° 34) et Menou à Bonaparte, 7 frimaire (Arch. Guerre). Le 14 nivôse an IX, les consuls donnèrent l'ordre d'arrêter Tallien, « prévenu d'avoir quitté l'Égypte sans passeport après y avoir fomenté des troubles ». (*Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5253.)

tenait à Bonaparte ». Mais si Lagrange attaquait Kléber, c'est que celui-ci se survivait en la personne du principal lieutenant de Menou : « L'homme qui par son ancienneté de grade serait appelé à remplacer le général en chef est un des plus acharnés partisans de l'évacuation ; ami de Kléber, il était le dépositaire de tous ses secrets, son confident intime, et vraisemblablement le sectateur de ses projets insensés. » Lagrange se disait convaincu que « si l'armée venait à perdre le général Menou, un mois ne s'écoulerait pas sans que l'Égypte fût remise au pouvoir des ennemis (1) ».

Un capitaine de dragons rapportait à Reynier que dans un dîner un « brave acolyte d'Abdallah » avait annoncé l'arrestation de Tallien, incriminé d'avoir été, en même temps que Daure et que Reynier lui-même, l'instigateur d'une révolte. On disait encore que le général Vial, au moment de son départ pour la France, avait menacé les anticolonistes d'édifier sur leur compte le Premier Consul (2).

Reynier se sentait donc enveloppé de suspicion. Chargé de la province de Charkièh et de la protection de la frontière de Syrie, il se plaignait que le général en chef y fit exécuter des mouvements de troupes à son insu et qu'il laissât sans réponse ses demandes au sujet de l'augmentation des détachements militaires (3). Menou accusait Reynier de ne pas exercer une surveillance assez active sur les Arabes qui approvisionnaient en fraude l'armée du vizir. « Donnez-vous la peine de parcourir le désert, reposait Reynier, et vous verrez s'il est facile de garder cette

(1) 19 janvier 1801. Cette hostilité contre Kléber se manifestait de la façon la plus mesquine : l'ordre du jour du 10 nivôse, indiquant le montant des souscriptions aux monuments de Kléber et de Desaix, donnait 13 753 francs à la liste de Kléber contre 24 036 à la liste de Desaix, alors que les envois des corps étaient généralement destinés aux deux monuments.

(2) Moncharmont à Reynier, 23 pluviôse.

(3) Reynier à Menou, 28 nivôse.

étendue avec 30 dromadaires et 25 cavaliers à Salahiéh, avec 25 cavaliers à Belbéis (1). »

En pluviôse, les journaux français qui publiaient les lettres officielles de Menou furent connus en Égypte. Reynier se scandalisa « des éloges prodigués à un homme qui ne les méritait pas », s'indigna « des mensonges contenus dans les dépêches (2) ». Damas constata que dans le rapport envoyé au gouvernement le général en chef avait supprimé les paragraphes concernant la création des corps auxiliaires, « dans l'intention sans doute de s'approprier les améliorations faites par son prédécesseur (3) ».

Tracasseries de la part de Menou, réponses agressives de Reynier ; querelles envenimées par les intrigants ; espionnages autour des amis de Kléber (4) ; isolement du général en chef « que personne ne voit, dit Reynier, à l'exception de quelques flatteurs (5) » ; soldats inquiets des dissensions de leurs généraux ; Menou plein de rancune et de défiance ; des lieutenants qui méprisent leur chef ; voilà, quelque temps avant la campagne militaire, le triste tableau de l'armée française en Orient. Combien vivement doit naître le désir de quitter l'Égypte ! Il s'agit de revenir d'exil, de fuir l'oisiveté, mauvaise conseillère, de sortir de cette atmosphère lourde de dénonciations, d'être assuré de la paix ou de prendre part aux derniers combats des grandes guerres ! Les amis de Moreau gémissent de n'avoir pas vaincu avec lui à Hohenlinden : « Jamais, lui écrit Reynier, je n'ai autant regretté d'être dans ce pays. Demande qu'on m'expédie l'ordre de

(1) Reynier à Menou, 18 pluviôse.

(2) Mémoires de Reynier, n° 32. A.

(3) Note autographe de Damas sur l'exemplaire du rapport conservé aux Archives de la Guerre.

(4) Beaudot au général Dejean, 22 pluviôse an IX (11 février 1801) (lettre de la vente Charavay).

(5) Reynier à Moreau, 20 nivôse.

retourner en France (1). » Il « s'ennuie d'opposer le silence à toutes sortes de tracasseries et de végéter » tandis que les armées françaises gagnent des batailles. Il s'afflige de voir l'insolent bonheur de Menou, qui s'est attribué le mérite des sages mesures de Kléber ; qui, sans avoir fait la guerre, se trouve à la tête de soldats d'élite ; qui, s'il est attaqué par les Anglais, devra sa gloire à la seule habileté de ses lieutenants. Cette perspective enlève à Reynier tout enthousiasme pour les batailles prochaines.

§ III

Les esprits étaient échauffés. Il suffisait d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres. Vers la fin de nivôse, Menou reçut un numéro de la *Gazette de France* ; ce journal avait des relations avec Constantinople et du fait de sa correspondance avec Hambourg, il connaissait les nouvelles venues de la côte d'Égypte par la voie anglaise. C'est ainsi que dans son numéro 1097, sous la rubrique « Nouvelles étrangères, Angleterre », il avait inséré ce courrier de Londres, du 6 décembre 1800 : « Menou est résolu à garder l'Égypte et fait les plus grands efforts pour y parvenir. » Le 2 ventôse, dans son numéro 1164, il répandit, d'après une lettre de Turquie, le bruit que « Bonaparte avait nommé Abdallah Menou gouverneur de l'Égypte et Reynier commandant des troupes. »

Or le numéro 1017 du 5 vendémiaire an IX — dont Menou prenait lecture — contenait un très important courrier de Hambourg, dont le *Moniteur* lui-même signale l'arrivée (2). J'en donne ici le texte *in extenso* :

(1) Reynier à Moreau, 20 nivôse.

(2) *Moniteur* du 14 vendémiaire an IX.

« ALLEMAGNE

« Hambourg, 15 septembre (28 fructidor).

« Le *Courrier de Londres* du 5 septembre publie les
« nouvelles suivantes :

« *Extrait de diverses lettres des côtes de Syrie et de la*
« *Basse-Egypte écrites sous la date du 10 au 15 juillet 1800.*

« Dans un conseil tenu à Jaffa le 22 juin dernier par le
« grand vizir, où se trouvaient le capitain-pacha, le kyaya-
« bey, le reys effendi et sir Sydney Smith, après avoir déli-
« béré sur les mesures à prendre dans l'occurrence actuelle
« des affaires d'Égypte, on résolut d'écrire au général
« Kléber pour lui annoncer que tous les obstacles qui
« avaient jusque-là empêché l'exécution de la convention
« d'El Arisch étaient levés. On lui promit qu'aussitôt
« qu'il aurait fait connaître d'une manière précise son
« intention d'évacuer l'Égypte, le vizir donnerait des
« ordres pour faire passer à Alexandrie les vaisseaux de
« transport nécessaires. Il fut en même temps décidé
« que les lettres seraient confiées à un des officiers de
« l'état-major du commodore anglais qui pour plus de
« sûreté se rendrait par terre au Caire. Cet officier partit
« en effet dans la nuit du 23 au 24 avec une escorte
« d'Arabes. Au reste, quelle que dût être la solution de
« cette démarche, le vizir se montra fermement résolu à
« ne rien accorder au delà des termes de la convention
« d'El Arisch et à tenter une autre fois le sort des armes
« plutôt que de consentir à de nouvelles propositions.
« Tel était l'état des choses lorsqu'on reçut au camp le 28
« au soir la nouvelle que Kléber venait d'être poignardé
« par un janissaire arrivé de Gaza. Le général Menou,

« qui lui succédait dans le commandement en chef, don-
 « nait lui-même cet avis.

« Il convient d'observer ici que le général Menou, qui
 « s'était établi en Égypte en se faisant mahométan et en
 « épousant une femme du pays et à qui les Turcs sup-
 « posent le dessein de devenir l'un des beys d'Égypte, ne
 « pouvait que se montrer fortement opposé au traité
 « d'El Arisch. Aussi, à la tête de la faction coloniste,
 « avait-il soufflé le feu de l'opposition, protesté contre
 « la convention et donné sa démission du commande-
 « ment des provinces d'Alexandrie et de Rosette que
 « Kléber avait immédiatement conféré au général Lanusse
 « De pareilles dispositions, secondées par les intentions
 « de Bonaparte qui envoya il y a trois mois Latour-Mau-
 « bourg pour se maintenir en Égypte ; enfin de telles dis-
 « positions encore appuyées par la circonstance actuelle
 « des succès des Français en Italie ont dû repousser toute
 « négociation qui contrarierait les sentiments particu-
 « liers du général et les systèmes politiques du Premier
 « Consul.

« Les raisons n'ont pas manqué au général Abdallah
 « Menou. Une défiance fortement prononcée contre la
 « bonne foi des Turcs et secondée par le fait de l'assas-
 « sinat de Kléber lui a fait rompre toute espèce de com-
 « munication entre eux et lui. Le commodore Sydney
 « Smith, dont la loyauté le rassure, est le seul à qui il ait
 « écrit ; mais en accordant beaucoup aux formes, en se
 « servant des expressions les plus honnêtes, il lui fait
 « entendre que sans rejeter l'idée de renouer les négo-
 « ciations pour évacuer l'Égypte il ne se permettra aucune
 « démarche sans la concurrence des consuls : c'est à peu
 « près dire qu'il est résolu à se battre. Il paraît aujour-
 « d'hui que la convention d'El Arisch ne peut guère se
 « renouveler que par une insurrection des troupes fran-
 « çaises qui destitueraient le général Menou pour lui subs-

« tituer un chef disposé à évacuer l'Égypte. Et comme il
« serait hasardeux de trop compter sur cet événement,
« la Porte, consternée de l'assassinat de Kléber, doit s'oc-
« cuper soigneusement de chercher à reconquérir l'Égypte
« par la force des armes. Aussi se livre-t-elle tout entière
« aux moyens de mettre en activité les renforts qu'elle
« fait passer au vizir. Il a reçu un renfort de 30000 com-
« battants dont un tiers de cavalerie. Le capitain-pacha
« et le commodore Sydney Smith ayant repris la croi-
« sière d'Égypte, tout annonce un concert de mesures
« pour bloquer strictement les ports d'Égypte et seconder
« par mer les plans d'attaque du vizir (1). »

Cet article confirmait les soupçons du général en chef. Aux yeux même des ennemis il apparaissait que plusieurs officiers de l'armée d'Orient demeuraient partisans de l'évacuation. Si l'attitude intransigeante de Menou obligeait les Anglo-Turcs à combattre, du moins ceux-ci conservaient-ils l'espérance que les dissensions des Français faciliteraient leurs victoires et que l'offre renouvelée d'une capitulation avec tous les honneurs de la guerre séduirait vite une armée fatiguée de son exil et démoralisée par ses chefs. C'est ainsi que Reynier et ses collègues favorisaient inconsciemment les desseins de l'ennemi.

Menou, violemment irrité contre eux, écrivit au général Berthier cette lettre accusatrice : « Quelques individus qui auraient dû donner l'exemple du dévouement et de l'attachement à la chose publique ont voulu exciter des mouvements. Si vous voulez bien connaître leurs projets, faites-vous représenter le numéro 1017 de la *Gazette de France*, article Allemagne ; vous y trouverez le plan de tout ce qu'ils voulaient faire ; cette gazette m'a été adressée de France, je ne sais par qui. Il paraît que ceux

(1) *Gazette de France*, n° 1017, et Archives de la Guerre, copie, corrigée de la main de Damas.

qui veulent remuer l'Égypte ont trouvé moyen de faire passer en Europe leurs projets afin de savoir s'ils y trouveraient des partisans (1). »

En réalité, Menou n'avait aucune preuve matérielle des complots de ses divisionnaires et, sa colère tombée, il devait bien reconnaître qu'il avait dépassé la mesure. Mais il importait de démontrer à l'armée d'Orient que ses adversaires épiaient sa conduite ; que l'Angleterre attendait beaucoup de sa lassitude et de sa nostalgie ; qu'accorder pleine confiance, entière obéissance au général en chef était le seul moyen de déjouer les plans des puissances alliées. Une occasion s'offrit à Menou d'adresser aux troupes ces avertissements.

Il apprenait en pluviôse l'explosion de la machine infernale de la rue Saint-Nicaise. Toute la France en avait accusé les Anglais. Menou pensa que s'il joignait au récit de cet attentat contre le Premier Consul copie du fameux article de la *Gazette de France*, il inspirerait aux soldats une indignation véhémence contre l'Angleterre et les détournerait de jamais prêter l'oreille aux insinuations de leurs ennemis. Ce fut l'objet de l'ordre du jour du 23 pluviôse an IX (12 février 1801).

Après une narration pathétique de l'événement, Menou s'écriait : « Soldats, les monstres qui voulaient faire périr le Premier Consul sont réunis à une faction étrangère qui, soit en France, soit dans les autres parties de l'Europe, travaille sans cesse pour renverser la République. Tous les moyens lui sont bons, l'assassinat, la corruption, l'insurrection. Cette faction avait même jeté ses vues sur l'Égypte ; elle osait penser qu'elle pourrait vous détourner du chemin de l'honneur, vous, braves soldats qui depuis tant d'années donnez au monde l'exemple du courage, de la générosité et du dévouement à votre patrie. J'ai

(1) ROUSSEAU, H, n° 39; 17 pluviôse an IX.

promis de tout vous dire. Voici la copie textuelle d'un article de la *Gazette de France*. »

Suivait l'article. Puis le général en chef concluait : « Oui, sans doute, je dois être en horreur à cette faction étrangère. Car, dès le premier instant que j'ai eu l'honneur de vous commander, je vous ai dit qu'il n'y avait que le gouvernement de la République qui pouvait vous donner l'ordre d'évacuer l'Égypte ; je vous ai dit que le dévouement que vous deviez à votre patrie vous prescrivait de faire tous les sacrifices. Eussions-nous tous dû périr en Égypte, nous y serions morts en véritables républicains qui remplissent leur devoir ; en la quittant sans l'ordre du gouvernement, nous nous serions déshonorés à la face de l'univers. Mais il n'est pas besoin de vous parler plus longuement de ces principes que vous connaissez aussi bien que moi. J'ai voulu seulement vous faire connaître la perfidie de nos ennemis et vous instruire des moyens qu'ils emploient pour bouleverser et détruire la République. »

L'ordre du jour du 23 pluviôse an IX renouvelait la proclamation du 5 messidor an VIII ; c'était l'affirmation des mêmes principes et le même appel à l'obéissance des troupes. Il n'apparaissait pas moins opportun, puisque les ennemis escomptaient encore les dissensions des Français d'Égypte. On avait appris, vers le même temps, qu'une correspondance établie entre la côte et la croisière anglaise renseignait Sydney Smith sur les événements de l'intérieur (1) ; on avait — Belliard en témoigne (2) — saisi au Caire des affiches « incendiaires ». Tout justifiait le général en chef d'avoir mis ses soldats en garde contre le danger.

(1) Menou projetait le 26 pluviôse de prescrire la peine de mort contre ceux qui communiqueraient avec l'ennemi.

(2) Lettre à Menou, 26 pluviôse.

§ IV

L'armée, habituée aux proclamations de Menou, lut sans surprise l'ordre du 23 pluviôse et n'y découvrit pas de « perfidie (1) ». Les généraux n'y étaient pas attaqués et l'insurrection même des troupes s'y présentait comme une hypothèse chimérique. A bien réfléchir cependant, Reynier et ses collègues crurent deviner l'arrière-pensée de Menou ; il était probable — et pour nous, la lettre au ministre de la Guerre le prouve clairement — que le général en chef, avertissant les soldats des plans de l'Angleterre, avait désiré enlever tout crédit aux partisans de l'évacuation. Mais, puisque au 23 pluviôse il ne se permettait aucune allusion directe à leurs menées, était-ce aux généraux de division à se prétendre visés par les termes de l'ordre du jour, à exiger à grand fracas réparation de l'insulte, à répandre dans l'armée les lettres injurieuses qu'ils adressèrent au général en chef ?

En agissant ainsi, ils parurent se dénoncer à l'Égypte. A la veille d'entrer en campagne, l'armée d'Orient, assurée que les dissentiments de ses chefs la conduisaient à la ruine, douta d'elle-même et accepta la mauvaise fortune avec une fataliste résignation.

Le 23, le 24, le 25 pluviôse, les divisionnaires lurent et relurent l'ordre du jour. Une fois persuadés qu'ils en étaient l'objet, ils s'inquiétèrent de se voir présentés en France comme fauteurs d'insurrection. Si l'article, pensèrent-ils, vient d'Angleterre, ne devons-nous pas craindre la colère de Bonaparte ? Mais l'astucieux, le perfide Menou n'est-il pas capable de l'avoir composé lui-même ? Les lettres d'Égypte sont datées du « 10 au 15 juillet 1800 ». Or, à cette époque, Menou a fait partir secrètement

(1) Reynier à Donzelot, 28 pluviôse.

l'*Osiris* du port d'Alexandrie (1). L'*Osiris* certainement emportait le factum et allait « répandre en France l'opinion que les généraux formaient le parti anticoloniste et voulaient renouveler le traité d'El Arisch (2) ». En insérant ces calomnies « dans les gazettes, sous des rubriques étrangères (3) », Menou paraissait les appuyer du témoignage des ennemis.

C'était prêter au général en chef un extraordinaire machiavélisme. A peine en possession du commandement provisoire, il eût dressé contre ses subordonnés un acte d'accusation ! Pour donner le change à Bonaparte et aux Anglais eux-mêmes, il eût si parfaitement modifié son style, imité les incorrections et les tours étranges d'un texte traduit de l'anglais ! Il se fût présenté comme retenu en Égypte par son mariage musulman et l'espoir de devenir un des beys du pays ! Et par une étonnante contradiction, il eût affirmé qu'« il ne rejetait pas l'idée de négociations pour évacuer l'Égypte » ! Comment enfin un journal anglais, le *Courrier de Londres*, eût-il publié avant la *Gazette de France* la correspondance apportée par l'*Osiris* ? La date, le fond et la forme du document empêchaient les lecteurs impartiaux de l'attribuer au général Menou.

Mais Reynier et ses collègues étaient obsédés par cette phrase : « Il paraît que la convention d'El Arisch ne peut guère se renouveler que par une insurrection des troupes françaises qui destitueraient le général Menou pour lui substituer un chef disposé à évacuer l'Égypte. » Ils ne se croyaient pas assurés contre les ressentiments de Bonaparte s'ils ne se persuadaient que Menou l'eût écrite, et s'ils ne l'obligeaient à la désavouer. Pour exiger ce désa-

(1) Menou à Lanusse, 18 messidor an VIII, 6 juillet 1800. L'*Osiris* partit le 22 messidor (17 juillet) (Lanusse à Menou, 23 messidor).

(2) REYNIER, p. 102.

(3) *Id.*, p. 155.

veu, ils adressèrent à leur chef des lettres où se déchargeait toute la haine accumulée depuis huit mois.

Reynier ouvrit le feu : « Quel est, citoyen général, demanda-t-il à Menou le 25 pluviôse, le but de votre ordre du jour du 23 ? Pourquoi mettre l'extrait de la prétendue correspondance anglaise à la suite de l'annonce de l'affreux attentat contre le premier consul Bonaparte ? Vous paraissez vouloir désigner des individus de l'armée d'Orient et faire croire qu'il existe en Égypte des Français assez dépourvus de tout sentiment de patriotisme et d'honneur pour avoir pensé à se réunir à une faction ennemie de la République. C'est une injure à l'armée. Expliquez-vous franchement : si c'est contre plusieurs généraux et moi que vous avez dessein de répandre ces bruits, nous sommes connus. Les traits d'une aussi noire calomnie s'émousseront facilement. » Mais puisque l'injure était publique, Reynier exigeait « une dénégation bien précise » des assertions de l'ordre du jour, sinon « il enverrait copie de cette lettre à tous les officiers de l'armée, en y joignant une note courte et vraie sur la démarche de brumaire ». Si Menou avait « l'autorité de général en chef et les moyens de publier la correspondance avec le gouvernement », Reynier et ses collègues « avaient des plumes » et si Menou les y forçait, « ils trouveraient les moyens d'instruire l'armée et la France de la vérité ».

Le 26 pluviôse, Damas, Lanusse et Belliard exposèrent leurs griefs. Damas reprochait à Menou d'avoir outragé la mémoire de Kléber ; il protestait de son dévouement à Bonaparte, affirmait que les partis coloniste et anti-coloniste n'existaient que dans l'imagination du général en chef. Quant à l'article de la *Gazette de France*, il servait Menou à souhait contre ses subordonnés en ne disant de lui « que le mal nécessaire pour le mettre en relief ». Mais si de telles perfidies se renouvelaient, Damas « ferait

tout pour mettre au jour la duplicité » de Menou et, d'accord avec ses camarades, pour démasquer « les vrais ennemis de la République ».

Lanusse se montra plus violent encore : « Vous dites souvent, citoyen général, que vous êtes mûr en révolution. Si j'avais pu en douter jusqu'à aujourd'hui, je ne me le permettrais plus de ce moment ; je pense même que vous êtes prévoyant et que vous savez amener les choses de loin. L'article de la *Gazette de France* est le comble de l'astuce. Quand on voit le soin qu'on y prend de vous faire passer comme démissionnaire du commandement des provinces de Rosette et d'Alexandrie à l'époque de la convention d'El Arisch, lorsqu'on sait que trois mois avant cette convention je vous avais remplacé dans ce commandement et que vous avez passé ces trois mois, et tout le temps du siège du Caire, à Rosette malgré les ordres qui vous appelaient ailleurs, peut-on en méconnaître l'auteur ? Non, assurément ; vous pouviez donc vous dispenser de mettre *pour copie conforme* ; puisque vous vouliez dire *toute la vérité*, je pense que vous pouviez mettre *signé* : MENOÙ. » Lanusse sait pourquoi il a encouru la haine du général en chef : il a eu la franchise « de manifester son déplaisir » en apprenant que Menou commandait l'armée. Voilà l'origine de toutes les intrigues menées contre lui depuis messidor, de la suspicion jetée sur sa gestion administrative, de son rappel au Caire ; mais que Menou « s'attende à ce que Lanusse fasse connaître au monde le fond de sa duplicité ».

Belliard se joignit à ses collègues. Depuis la démarche de brumaire, il s'était solidarisé avec les opposants et partageait leurs vues. Très modérément, il demandait au général en chef « une explication loyale ». Existait-il en Égypte une faction contre le gouvernement ? « J'ose espérer, ajoutait-il, que vous me direz franchement si je suis ou non des hommes que vous avez voulu désigner. »

Il souhaitait que cette explication « ramenât l'union et la concorde » et « fit renaître cette confiance qu'on cherche à détruire tous les jours et qui est indispensable pour l'ensemble des opérations militaires et pour la tranquillité de l'armée ».

Le même jour, Menou envoya à tous les généraux une réponse identique : « Citoyen général, que peut avoir de commun avec vous l'ordre du jour du 23 pluviôse ? Je déclare que je n'ai voulu désigner ni vous ni qui que ce soit, si ce n'est la faction étrangère qui, depuis le commencement de la Révolution, tend à bouleverser la France. Cette faction étrangère, ce sont les Anglais. Ils voulaient tenter d'insurger l'armée ; ils ont fait afficher des placards incendiaires dans la ville du Caire. Ils ont, ainsi que le mande le général Friant, des correspondances dans Alexandrie. Il est évident que ce sont eux qui ont fait l'article du numéro 1017 de la *Gazette de France* (1). »

La raison et la discipline ordonnaient aux généraux de finir là leurs discordes. De fait, Reynier prétend que pour ne pas exciter de troubles dans l'armée, ils se contentèrent de la « vague » réponse du général en chef (2). Lui-même se dément. Dès le reçu de la lettre de Menou, il avait notifié à celui-ci une nouvelle mise en demeure : « Si ce sont les Anglais qui ont fait l'article de la *Gazette de France*, pour chercher à exciter des troubles dans l'armée d'Égypte, vous les servez complètement en lui donnant de la publicité. Il est vrai que, par la manière dont vous l'avez amené, vous favorisez votre animosité et vos ambitions particulières. Je sais que les Anglais sont capables de tout pour parvenir à leurs desseins, qu'il est très probable qu'ils emploieront toute espèce de moyens, de perfidies et d'intrigues pour empêcher que l'Égypte

(1) Lettre à Reynier, ROUSSEAU, II, n° 40. La même lettre à Belliard, Archives Guerre.

(2) REYNIER, p. 160.

ne reste à la République. C'est à vous, général en chef, à poursuivre et à arrêter leurs agents. Mais ce n'est pas par des ordres du jour pareils à celui du 23 que vous y parviendrez. Vous savez combien ma lettre du 25 est pleine de vérités ; c'est à vous à leur rendre hommage par une réponse franche qui me satisfasse complètement. L'injure a été publique, et ce serait peut-être servir les Anglais que de m'obliger à faire connaître toute son atrocité. J'attends une réponse définitive. »

Il la reçut le lendemain : « Le bien de la chose publique exige que toute discussion ultérieure cesse entre vous et moi. L'interprétation que vous avez donnée à l'ordre du jour du 23 est contre toute vraisemblance. Elle est contre la lettre et l'esprit de cet ordre. Elle est contre ma pensée. Nous ne devons nous occuper ici que de l'intérêt de notre patrie. »

Mais les adversaires du général en chef étaient résolus à ne plus lui rendre les armes et à poursuivre leur vengeance. Les copies de leurs lettres du 25 et du 26 pluviôse furent, selon Friant, « répandues à profusion dans l'armée (1) ». Les archives de la Guerre en gardent plusieurs ; elles contiennent aussi les lettres d'envoi de Reynier à Friant et à Donzelot ; Reynier déclare à ces officiers qu'il ne veut pas donner à sa correspondance avec Menou « une publicité entière », mais « qu'il n'est pas fâché qu'elle soit connue (2) ». Que lui importait de troubler l'armée et de détruire l'autorité de Menou ? « Il espérait que le gouvernement nommerait un autre général en chef (3). »

En effet les divisionnaires ne s'étaient pas contentés d'associer leurs compagnons d'armes à leurs querelles. Ils avaient dénoncé Menou en France. Dès le 25 pluviôse,

(1) Rapport manuscrit de Friant.

(2) Lettres du 28 pluviôse (17 février).

(3) Lettre à Friant.

Reynier envoyait au Premier Consul copie de la lettre « que l'ordre astucieux du 23 pluviôse ainsi que plusieurs intrigues et calomnies l'avaient forcé d'écrire au général Menou ». Il réitérait sa demande de rappel et, pour mieux opposer sa conduite aux agissements de son rival, concluait : « Je ne crois pas nécessaire de vous écrire de grandes protestations de mon attachement à la République et à votre personne. C'est par des faits et non par des phrases qu'on doit le prouver (1). » A cette lettre étaient jointes copie de celle du 3 frimaire et « la note explicative de la démarche du 6 brumaire » ; toutes ces pièces, avec leurs duplicata, furent remises au capitaine Barré et au général Fugières qui rentraient en France (2).

En même temps le ministre de la guerre était averti de la dispute et recevait toute la correspondance de Reynier avec Menou du 25 au 27 pluviôse (3). Enfin Reynier priait ses amis Moreau et Saint-Cyr d'agir auprès de Bonaparte (4). « Le sort de l'Égypte était compromis si le commandement restait aux mains du général Menou (5). »

Damas s'adressait aussi au Premier Consul pour accuser Menou de perfidie (6). Au général Dugua, il se plaignait de son exil : « il souffrait horriblement d'être si éloigné des siens et en butte à la persécution d'un méchant. » Il suffisait, selon lui, « d'avoir été l'ami de Kléber pour avoir titre à l'inimitié de Menou. » Reynier, Lanusse, Belliard, Damas, tous avaient demandé leur changement. Damas priait Dugua d'appuyer sa demande. Aucun des opposants ne voyait Menou, sauf Belliard, à cause

(1) Reynier à Bonaparte, 23 pluviôse (15 février).

(2) Reynier à Barré, 23 pluviôse.

(3) Reynier à Berthier, 28 pluviôse.

(4) Reynier à Saint-Cyr, 26, et à Moreau, 29 pluviôse.

(5) Lettre à Saint-Cyr.

(6) Lettre du 2 ventôse.

de son commandement du Caire. Valentin, Robin et Destaing formaient la cour du général en chef. Les divisionnaires se rencontraient tous les jours « mais ne se parlaient presque pas d'affaires pour ne pas avoir l'air de former des partis (1) ».

Dans une autre lettre, adressée à son frère, Damas précisait de manière assez pittoresque l'attitude des quatre généraux en face d'Abdallah Menou :

« Nous venons d'éprouver une nouvelle et atroce *baronnade* à laquelle nous avons répondu chacun particulièrement, suivant ce que nous avons ressenti. Tu peux te faire une idée de ce que nous avons dit en te figurant une conversation dans laquelle Reynier tiendrait Menou par la boutonnière de son habit et le forcerait d'entendre jusqu'au bout tous les reproches fondés qu'il aurait à lui faire et lui en demanderait explication avec ténacité ; Lanusse pourrait être représenté lui parlant le sabre à la main (2) et lui demandant raison des injures ; Belliard lui demandant, le chapeau à la main : « Mais que vous « ai-je fait pour me traiter ainsi ? » Et moi rétorquant ses fourberies, lui montrant l'index et lui faisant sentir toutes ses noirceurs (3). »

Qu'attendre d'hommes lassés de leur séjour en Égypte et profondément hostiles à leur chef ? Sans doute ils n'iront pas jusqu'à trahir leur devoir devant l'ennemi ; ce sont d'honnêtes gens et de loyaux soldats. Mais avec quelle mollesse ils seconderont les opérations d'un général méprisé ! Avec quelle secrète satisfaction ils le verront inférieur à sa tâche et incapable de sauver cette colonie qu'il a prétendu fonder ! Et avec quel empressement ils renonceront à la lutte !

(1) Damas à Dugua, 7 ventôse (26 février).

(2) C'était l'attitude la plus naturelle au bouillant général, à en juger par le dessin de Dutertre (Cf. chap. 1^{er}, § 2).

(3) 4 ventôse.

Menou tentera bien d'effacer les mauvais souvenirs : « Quelques erreurs, écrira-t-il à Bonaparte le 8 ventôse, ont pu être commises ; quelques différences d'opinion ont pu exister sur la conquête et la conservation de l'Égypte, mais elles sont plutôt dues au malheur des circonstances que le 18 brumaire a fait disparaître qu'à l'oubli des devoirs et à l'insouciance pour la patrie. Je réclame votre indulgence et votre générosité envers les individus de l'armée d'Orient contre lesquels auraient pu s'élever quelques nuages dans votre esprit. »

Vain retour en arrière ! Menou ne saurait surmonter ses défiances.

« Il n'y a qu'une forte réunion de toutes les volontés qui puisse nous dédommager de la perte de Kléber et nous soutenir honorablement contre nos ennemis, avait écrit le 2 messidor an VIII un officier du génie au général Sanson ; malheur à nous si l'esprit de révolte et de découragement s'empare de l'armée (1) ! » Cette union des volontés, qui seule pouvait garder l'Égypte à la France, était, après le 23 pluviôse, irrémédiablement brisée.

(1) Sorbier à Sanson, lettre citée chap. 1^{er}, § 2.

LIVRE III

LA CAMPAGNE DE 1801

CHAPITRE PREMIER

LA CAMPAGNE DE VENTÔSE

La trêve dont jouissait l'armée d'Orient allait être bientôt rompue. Avec le printemps de 1801 devait s'ouvrir la dernière campagne d'Égypte.

Les soldats français attendaient l'ennemi. Ils n'avaient jamais cessé de veiller sur la frontière syrienne, derrière laquelle l'armée turque était établie. En frimaire, ils étaient instruits par Mourad que le vizir s'apprêtait à renouveler ses incursions (1) ; les espions revenus de Syrie annonçaient aussi que Youssef avait reçu de Constantinople l'ordre de marcher contre Menou (2). Enfin on était assuré qu'une armée anglaise se préparait à enlever l'Égypte à la République. Le 14 nivôse an IX, Donzelot communiquait à Menou une lettre de Mourad qui, d'après les avis d'Ibrahim-bey, donnait connaissance de l'arrivée à Rhodes de quarante bâtiments anglais portant 20 000 hommes de troupes. Cette armée était destinée à se joindre aux Turcs pour envahir l'Égypte par le désert (3).

(1) Mourad-bey à Donzelot, 25 frimaire (16 décembre).

(2) Reynier à Menou, 26 nivôse (16 janvier).

(3) Donzelot à Reynier, 6 pluviôse.

Tel était en effet le premier projet de sir Abercrombie, général en chef du corps expéditionnaire ; mais le spectacle des bandes du vizir, décimées par la peste et rongées de vermine, changea vite ses dispositions. Menou voyait juste lorsqu'il écrivait à Reynier le 25 nivôse : « J'ai de la peine à croire que les Anglais qui connaissent le désert puissent se déterminer à le passer avec les Osmanlis ; mon opinion est qu'ils tenteront plutôt quelque chose sur les côtes. Quant aux Osmanlis, il me paraît qu'ils sont dans un grand état de faiblesse. Cependant il faut toujours se tenir sur ses gardes. » Dans le même temps, quatre vaisseaux de guerre et deux frégates ennemies croisaient devant Alexandrie (1).

Avant de commencer les hostilités, les Anglo-Turcs voulurent une fois encore renouveler auprès de Menou leurs offres de négociations. Le 13 pluviôse an IX, Donzelot prévenait Reynier qu'Osman-bey Bardissi apportait au Caire le tribut de Mourad et « venait pour un autre objet dont il instruirait certainement Damas ». De quelle mission le mamelouk se trouvait-il chargé ?

« Le vizir, mande Donzelot au général en chef, frappe à toutes portes pour la paix et relever son crédit. J'aurai soin de faire veiller de près l'aga, son parent, qu'il a dépêché à Mourad pour vous faire entrer en négociations (2). » Le 24 pluviôse, Menou déclarait à Donzelot que « sa réponse à Osman-bey serait telle qu'elle devait être de la part d'un républicain ». Il ressort évidemment de la narration de Reynier, concordant avec celle du Syrien Nakoula, que Mourad proposait à Menou, de la part de Youssef-Pacha, l'évacuation de l'Égypte. Osman-bey instruisit le général en chef du plan ennemi ; l'armée anglaise, forte de 18000 hommes, devait débarquer avec le capitain-pacha tandis que le grand vizir traverserait le désert

(1) Le Roy à Menou, 26 nivôse.

(2) Donzelot à Menou, 13 pluviôse.

et qu'une flotte anglaise de l'Inde arriverait à Suez avec un corps de troupes. Il représenta à Menou que l'armée française résisterait difficilement à l'attaque combinée de trois armées ; ses victoires même lui causeraient des pertes qu'elles ne pourrait réparer ; il fallait se souvenir de l'inconstance de la fortune (1).

Menou repoussa avec hauteur ces sollicitations et se plaignit que Mourad entretint une correspondance avec la Syrie. « Le bey était un des membres de la République et ne devait s'occuper que de ses propres affaires (2). » Osman se retira sans avoir fléchi la fermeté du général en chef ; il alla confier sa déconvenue à Damas et à Daure, deux « klébertistes » qu'il savait favorables aux négociations (3).

Si Menou s'indigna que Mourad eût conservé des intelligences avec les ennemis, il n'en fut pas moins persuadé que le bey l'avait exactement instruit du projet des Anglo-Turcs. Il crut dès lors qu'il serait simultanément attaqué sur les côtes et sur la frontière d'Asie. Les rapports des espions le confirmèrent dans cette pensée. Le 9 ventôse Rampon lui écrivit de Damiette qu'« un débarquement devait être tenté sur différents points du rivage, tandis que 24 000 hommes se présenteraient par le désert ».

L'armée française, au début de ventôse an IX, comptait encore 23 000 hommes en activité. Dix-neuf mille étaient présents sous les armes, 4 000 détachés dans les provinces (4). Les frégates *Justice* et *Egyptienne* avaient amené 381 conscrits et 86 canonniers ; la *Régénérée* et le *Lodi* 230 soldats (5). La *Régénérée* précédait l'escadre de Ganteaume qui devait débarquer en Égypte 4 000 hommes

(1) REYNIER, p. 168-174.

(2) NAKOULA, p. 237-238.

(3) REYNIER, *loc. cit.*

(4) Situations de l'armée d'Orient : effectif au 20 pluviôse an IX.

(5) Friant à Menou, 14 pluviôse ; Guien à Le Roy, 11 ventôse.

d'infanterie (1). Pour compenser cette faiblesse numérique, il eût fallu que les généraux français eussent gardé l'espoir et le désir de vaincre. L'ennui paralysa leur activité et leur lassitude se buta aux premiers obstacles.

§ 1^{er}

Le 8 ventôse deux officiers anglais inspectaient la côte d'Aboukir ; ils furent aperçus par un poste français ; l'un fut tué, l'autre fut pris. Menou, averti de cet événement par une lettre de Friant du 9 ventôse, apprit ainsi quel point visait l'armée des ennemis. Le 11 ventôse (2 mars), la flotte anglaise arriva devant Aboukir ; mais la mer était orageuse ; pendant plusieurs jours tout débarquement parut impossible. Cette position était extrêmement fâcheuse pour Abercrombie ; elle laissait à Menou tout le loisir de préparer sa défense (2).

Le général en chef connut le 13 ventôse l'apparition de la flotte anglaise. Friant lui mandait qu'il y avait tout au plus dix-huit à vingt bâtiments de guerre. Il réclamait pour tout renfort un régiment de cavalerie (3). « Si les Anglais débarquent à Aboukir, avait dit Bonaparte, il faut que l'armée française se réunisse rapidement ; si elle est battue, qu'elle marche contre les Turcs et revienne aux Anglais (4). » Menou connaissait ces instructions ; mais puisque le commandant d'Alexandrie se portait garant de la sécurité des côtes, mieux valait attendre les événements au point central. Le général en chef répondit à son lieutenant qu'il espérait bientôt connaître sa victoire. Friant, ajoutait-il, avait dû recevoir

(1) Friant à Menou, 6 ventôse : il a appris par le capitaine du *Good-Union* (navire français) que la division de Ganteaume a donné des signaux d'apparition à Carthagène et qu'elle apporte 4 000 hommes en Egypte.

(2) WALLS, p. 77.

(3) Lettre du 11 ventôse.

(4) *Campagnes d'Egypte*, II, p. 162-167.

les deux bataillons de la 25^e demi-brigade et la cavalerie, qui se trouvaient dans le Delta. Si le général en chef restait pendant la nuit sans nouvelles, il se mettrait en marche dès le lendemain 14. Par une seconde lettre, il prévint Friant que les quatre demi-brigades de la division Lanusse quitteraient le Caire le 14 ventôse et que s'il ne recevait pas de courrier d'Alexandrie, il se joindrait à elles avec les guides, le 7^e hussards et une demi-brigade de la division Reynier. Ordre fut donné à Lanusse de se tenir prêt au départ (1).

Menou pouvait supposer avec quelque raison que l'armée turque combinerait ses mouvements avec ceux de l'armée anglaise. Il prescrivit donc à Reynier de se rendre à Belbéis avec deux demi-brigades et son artillerie. En vain Reynier tenta-t-il de lui suggérer d'autres résolutions, le priant de conduire les troupes à Aboukir et lui affirmant qu'il serait toujours possible de retomber ensuite sur les Turcs (2). « Vous recevrez de mes nouvelles à Belbéis, lui répondit le général en chef. Je ne vous laisserai rien ignorer et tout sera prévu. Vous devez veiller à la frontière de Syrie. Partez promptement (3). » Reynier, persuadé qu'on dédaignait son expérience, se jugea mortellement offensé ; il se demanda s'il n'était pas nécessaire de destituer l'incapable général « puisque celui-ci s'opiniâttrait à diviser l'armée ». Il ne renonça à ce dessein que par crainte des responsabilités : « seuls, de grands succès eussent justifié son acte et rien n'était préparé pour les obtenir (4). » Bien que Menou eût pensé faire preuve de grandeur d'âme en remettant à Reynier la

(1) Lagrange à Belliard, 13 ventôse (4 mars) : le prévient du départ de Lanusse pour le lendemain.

(2) REYNIER, p. 190-192 : l'original de sa lettre du 13 ventôse, qu'il publia page 190, note 1 de son livre, se trouve aux Archives de la Guerre.

(3) 13 ventôse.

(4) REYNIER, p. 192-193.

garde de la frontière et en acceptant d'employer activement Damas (1), la haine subsista, très violente, entre le chef et les lieutenants. Ni Français, ni Égyptiens ne l'ignorèrent (2); beaucoup redoutèrent dès lors qu'elle ne devint fatale.

Le 14 ventôse, à onze heures du matin, Menou n'avait pas reçu de nouvelles de Friant. Il résolut d'attendre encore et manda à Reynier que ce silence « le faisait bien augurer des événements ». Une lettre de Raffle, commandant à Belbéis, assurait que le vizir ne se mettrait en marche que dans quinze ou vingt jours (3). Menou se félicita de n'avoir plus rien à craindre. A neuf heures du soir survint un courrier de Friant (4): « L'escadre anglaise, écrivait le commandant d'Alexandrie, a fini de mouiller hier à onze heures du matin dans la baie d'Aboukir. J'étais en face d'elle il y a une heure. J'ose vous assurer que si elle effectue un débarquement, je la culbuterai. Envoyez-moi promptement un régiment de cavalerie et soyez tranquille. » Il exprimait le doute que les Anglais « eussent l'intention de débarquer »; ils venaient, selon lui, opérer une simple diversion tandis que les Turcs envahiraient l'Égypte (5).

Tous conclurent de cette lettre que Friant « était en mesure de recevoir l'ennemi (6) ». Menou en fut plus fortement convaincu que le danger viendrait de Syrie. Non seulement il ne bougea pas du Caire mais il y rappela la 88^e demi-brigade qui partait avec Lanusse. Rampon a plus tard accusé Friant d'avoir été la cause des premiers échecs (7); celui-ci s'en est vivement défendu :

(1) Damas à Menou et Menou à Damas, 14 ventôse.

(2) ABDURRAHMAN, p. 194-195; GALLAND, II, p. 48 et note.

(3) Raffle à Reynier, 13 ventôse. La lettre dut arriver au Caire le 14.

(4) Belliard à Reynier, 14 ventôse.

(5) Lettre du 12 ventôse.

(6) Belliard à Reynier, lettre du 14 ventôse.

(7) Note sur la situation de l'armée d'Égypte depuis la fin de l'an VII jusqu'au 12 floréal an IX, manuscrit de 14 pages in-folio, signé Rampon,

« Craignant, dit-il, que l'intention du général en chef fût de battre d'abord le vizir avant de lui [à Friant] envoyer des secours, quitte à venir ensuite en personne pour battre les Anglais, Friant lui écrivit qu'il eût à lui envoyer deux régiments de cavalerie et une demi-brigade d'infanterie et qu'il lui répondrait de la côte. Mais qui veut la fin veut les moyens. Peut-on à plaisir détacher une phrase d'une lettre pour la présenter comme un engagement (1)? »

Le 12 ventôse, Friant ne demandait ni demi-brigade, ni deuxième régiment de cavalerie. En envoyant vers Alexandrie Lanusse avec trois demi-brigades et le 22^e régiment de chasseurs sous la direction du général Bron (2), le général en chef estima qu'il pourvoyait à toute éventualité. Il eut tort assurément d'accorder à Friant trop de créance, de remettre au 14 ventôse le départ de Lanusse qui, dès le 13, eût dû être en route, et de retenir plus longtemps encore le régiment de cavalerie (3). Mais jusqu'à la dernière minute, Friant l'entretint dans ses illusions. Une lettre du 13, reçue au Caire le surlendemain, avertissait le général en chef que « le débarquement ennemi ne s'effectuerait qu'à l'instant où l'armée du grand vizir s'approcherait de l'Égypte ». Friant demandait deux bataillons d'infanterie, un régiment de cavalerie, et dix chevaux pour atteler trois pièces de 4. Les généraux Zayonschek et Delegorgue étaient à Edkou. Le chef de brigade Lefèvre devait y arriver dans deux jours. Il semblait à Friant qu'« avec le reste de l'armée, Menou pouvait battre aisément l'armée du vizir. »

lieutenant général. Sur le dernier feuillet : « Lettre du général Rampon au Premier Consul, » ces mots de la main de Menou.

(1) Rapport de Friant.

(2) REYNIER, p. 188-189.

(3) Cette dernière affirmation se fonde sur le dire de Rampon qui assure que, sans le retard, le régiment de cavalerie fût arrivé le 17 ventôse à Aboukir et sur une lettre de Lanusse à Menou, d'où il résulte que le 16 ventôse Lanusse attendait le 22^e chasseurs à Rahmaniéh.

Le général en chef prévint son divisionnaire qu'il avait donné ordre au général Lanusse de s'arrêter à Rahmaniéh avec deux demi-brigades et d'en envoyer une seule à Alexandrie. Cependant il laissait Friant libre de requérir le secours de toutes les forces de Lanusse (1).

« Les Anglais n'avaient encore rien tenté le 13 à Aboukir, écrivit-il à Reynier ; nous étions parfaitement en mesure dans tout le canton, la mer était affreuse. Un petit bâtiment grec qui a eu l'audace de traverser l'armée anglaise déclare que les Anglais n'ont que peu ou point de troupes de débarquement sur leur flotte, que la plus grande partie est restée à Rhodes, occupée à maintenir les habitants qui s'insurgent. » Menou avait envoyé quelques troupes au général Rampon pour prévenir une descente à Tinéh. Il « penchait toujours à croire que s'il se faisait quelque véritable mouvement, ce serait du côté de la Syrie ». Selon lui, les Anglais ne désiraient que l'anéantissement du grand vizir afin d'« entrer en partage » de l'empire turc (2).

Le 15 ventôse, Friant expédiait un nouveau courrier : « Si l'ennemi débarque à Aboukir, il sera battu, vous pouvez y compter. J'ai fait hier une répétition en cas d'attaque. Vite un régiment de cavalerie et deux bataillons d'infanterie. » Le 16, il déclarait que l'ennemi n'avait pas plus de 6000 soldats. « Il avait observé une partie des vaisseaux avec une longue-vue et certainement il n'y avait pas beaucoup de troupes. » Le même jour, il repoussait une tentative de descente de dix embarcations ennemies à la bouche du lac Madiéh (3).

Sur de telles assurances, Menou jouissait au Caire d'une parfaite tranquillité et se contentait de lancer des proclamations : « Soldats, une armée navale anglaise de

(1) 15 ventôse.

(2) Lettre du 16 ventôse.

(3) Friant à Menou, 15 ventôse

cent trente-cinq voiles est sur les côtes d'Égypte. Si des troupes débarquent, vous les culbuterez dans la mer. Une armée d'Osmanlis fait des mouvements vers El Arisch. Si elle marche sur l'Égypte, vous l'anéantirez dans le désert (1). »

§ II

Les Anglais envahirent l'Égypte le 17 ventôse an IX (8 mars 1801). Depuis le 11 ventôse, Friant était établi devant leurs vaisseaux avec 1 050 fantassins, 95 chevaux du 18^e dragons et 11 pièces de canon. Le 13, il avait reçu 210 hommes provenant de la *Régénérée*; le 16, 50 hommes de la 25^e demi-brigade et 55 dragons du 20^e; il opposait donc aux ennemis une force totale de 1 450 soldats, dont 150 cavaliers (2). Il avait laissé à Alexandrie 1 200 marins, 60 dragons non montés et 150 sapeurs. Le général Zayonschek restait posté à la Maison Carrée avec 500 hommes d'infanterie et le 3^e régiment de dragons. Lanusse n'était pas encore en mesure de secourir Friant; arrivé le 16 à Rahmanièh, il y attendait le 22^e chasseurs de la brigade Silly (3).

Six mille Anglais débarquèrent dans le plus grand ordre sur la plage d'Aboukir et repoussèrent les soldats de Friant trop inférieurs en nombre. Maître du littoral, Abercrombie fit prendre terre à toutes ses troupes et mit le siège devant le fort d'Aboukir. Friant se retira sur les hauteurs qui défendaient la porte de Rosette en avant d'Alexandrie. « Arrivez vite avec l'armée », manda-t-il

(1) Ordre du jour du 15 ventôse.

(2) Ce sont les chiffres donnés par Friant dans un « rapport sur tous les événements qui ont eu lieu dans le 5^e arrondissement depuis le 10 jusqu'au 29 ventôse an IX ». Reynier évalue les forces de son collègue à 1 550 fantassins, 180 cavaliers, 10 canons.

(3) Lanusse à Menou, 16 ventôse.

au général en chef (1). A trois reprises, il insista pour que Menou vint le joindre avec toute l'armée (2).

Le 20 ventôse, à cinq heures du soir, on apprend au Caire le débarquement des ennemis. « Je reçois à l'instant la nouvelle de la petite échouffourée des Anglais. S'ils veulent en faire autant tous les jours, ils mettront nos troupes en curée (3) », telle est la réponse assez peu émue du général en chef. Cependant, il se résout à agir : « L'ennemi est débarqué, écrit-il à Reynier ; il faut que vous pourvoyiez à la sûreté de Salahiéh, de Belbéis, et que vous envoyiez sur-le-champ une de vos demi-brigades au Caire. Je fais partir la 88^e, le 7^e de hussards et le 15^e de dragons ainsi que la 21^e. La 85^e se tiendra prête aussi à marcher sur Alexandrie. Je vais partir moi-même pour me rendre sur Aboukir. » Sur l'adresse, il ajoute que Reynier doit immédiatement dépêcher la 13^e demi-brigade à Rahmaniéh par la route du Delta (4).

Le commandement du Caire est confié à Belliard, qui s'unira à son collègue pour résister à l'invasion turque (5). Mais Reynier n'entend pas demeurer à Belbéis, tandis que l'armée combattrait sur les côtes. Sans s'arrêter aux ordres de Menou, il vient au Caire, accompagné de Damas et de Beaudot, amenant son artillerie et la 13^e demi-brigade, dont la marche à travers le Delta eût été retardée par les passages du Nil et des canaux (6). Menou semble fermer les yeux sur cette hardiesse. Il quitte le Caire le 21 ventôse (12 mars) avec cinq demi-brigades et toute la cavalerie. Ni Damiette, ni Lesbèh, ni la Haute-Égypte ne sont évacuées. Belliard est chargé tout à la fois de la défense du Caire et de la surveillance de la frontière

(1) Friant à Menou, 17 ventôse.

(2) Lettres du 17 ventôse.

(3) Menou à Friant, 20 ventôse. ROUSSEAU, II, n° 42.

(4) 20 ventôse.

(5) Menou à Belliard, 21 ventôse.

(6) Reynier à Menou, 21 ventôse. Cf. REYNIER, p. 200-201.

syrienne ; il ne garde que 2000 hommes à sa disposition.

Le 19 ventôse, Lanusse était parvenu sous les murs d'Alexandrie. Sa division et celle de Friant formaient un total de 5000 hommes. Établis sur les hauteurs qui courent de la mer à l'extrémité du lac Madièh, leur gauche au camp des Romains, leur droite appuyée sur la digue qui sépare le lac Madièh des bas-fonds du Maréotis, les deux généraux faisaient face aux 15000 hommes d'Abercrombie (1). En attendant l'arrivée du général en chef, toute leur tactique eût dû se borner à la défensive. Lors même qu'ils eussent été forcés dans leurs premières positions, les collines qui s'allongent en avant de la porte de Rosette leur eussent offert une seconde ligne de défense (2). S'il faut en croire les *Campagnes d'Egypte*, ce serait là le plan que le général Bertrand eût suggéré aux divisionnaires (3).

Friant et Lanusse s'y conformèrent-ils ? Nous sommes ici en présence de témoignages contradictoires. D'après Friant, l'ardeur impatiente de Lanusse eût tout promis.

Depuis son arrivée à Alexandrie, ce général manifestait son désir de se mesurer avec les Anglais. Quelle satisfaction d'amour-propre s'il parvient à les vaincre sans l'aide de Menou ! Il aura enlevé à son incapable chef la gloire de la campagne. Il ne contribuera pas, comme le craignait Reynier, au triomphe usurpé de ce guerrier pour rire. Dès qu'il voit l'aile gauche ennemie aventurée dans la plaine, il espère la culbuter par une attaque de front et de flanc avant que le reste de l'armée puisse la secourir. Des hauteurs de la gauche française, il fond obliquement sur l'ennemi avec le 22^e chasseurs et le 3^e dragons ; le

(1) Chiffre fourni par WALLS, appendice I, p. 305-306, d'après les pièces officielles.

(2) Rapport de Friant à Menou, 29 ventôse.

(3) *Campagnes d'Egypte*, II, p. 388.

centre anglais qui, dissimulé par un monticule, était plus proche de la gauche que Lanusse ne se l'imaginait, arrête son élan ; les Français en rompent la première ligne ; la deuxième les fait reculer. Friant se met en marche pour soutenir son collègue, lorsque Lanusse le prévient qu'il effectue sa retraite. Toutes les troupes françaises prennent position en arrière du camp des Romains, sur les hauteurs de la porte de Rosette (1).

Les Français auraient perdu cent tués, six cents blessés. Il s'agirait donc d'une bataille sérieuse, longuement disputée, quoique sans résultat stratégique très appréciable. (Car, à défaut de la route d'Aboukir, dont désormais les Anglais occupaient la tête, l'armée de Menou pouvait toujours se frayer un passage vers Alexandrie par le Maréotis.) Mais y eut-il réellement combat ?

Un ancien sous-officier de l'armée d'Orient, devenu le lieutenant-colonel Richardot, a prétendu en 1848 que la lutte du 22 ventôse était une pure fiction ; selon lui, les troupes anglaises se seraient avancées en une seule colonne de 8000 soldats dans un vallon situé entre la côte rocheuse de la mer, très élevée sur ce point, et une hauteur parallèle au lac Madièh. Rien n'aurait été plus facile que d'exterminer l'ennemi. Mais les généraux français se seraient peu souciés de prendre aucune disposition de combat ; ils s'entretenaient à l'écart des nouvelles de France et de leur avenir. On aurait aussitôt cédé la place à l'ennemi. Et Lanusse et Friant auraient à tête reposée imaginé un récit de bataille, soigneusement transcrit par le général Reynier dans son livre (2).

Or nous possédons aussi le témoignage du général San-

(1) 1^o Rapport de Friant sur les événements de ventôse ; 2^o manuscrit signé Reynier et « certifié conforme aux renseignements qui ont été fournis » à ce général sur l'affaire du 22 ventôse ; 3^o lettre de Bertrand à d'Hautpoul, du 22 ventôse.

(2) RICHARDOT, p. 388-408. L'auteur affirme s'être trouvé présent à l'affaire, dans la 2^e compagnie du 1^{er} régiment d'artillerie à cheval.

son qui ne concorde pas exactement avec ceux des divisionnaires. « L'ennemi, dit Sanson à Menou, a attaqué avec 15000 hommes. » Et il ajoute que la lutte n'a duré que *trois quarts d'heure* (1), tandis que Friant la prolonge de six heures du matin à une heure de l'après-midi et que Lanusse, dans une lettre à Lannes, affirme aussi qu'on se battit « plus de cinq heures (2) ».

Que conclure de ces dires? Richardot, écrivant trop longtemps après l'événement, a pu oublier la légère échauffourée du 21 ventôse; mais Friant, pour expliquer le rapide abandon de la première ligne de défense, a grossi à plaisir l'importance du combat et a jugé bon d'en faire peser la responsabilité sur son collègue. En réalité, les deux divisionnaires ont fait preuve, en cette journée, d'une nonchalance et d'un détachement très caractéristiques.

« La situation, comme Lanusse l'écrivait à Lannes, n'était pas désespérante, mais elle n'était pas belle. » Friant promettait à Menou de tenir aussi longtemps qu'il le faudrait. On attendait impatiemment la venue du général en chef pour livrer une bataille décisive. Menou, parti du Caire le 21, arrivait seulement le 27 à Damanhour, le 28 à Birket après avoir traversé le Maréotis, le 28 au soir au camp d'Alexandrie (3).

Il se trouvait enfin devant l'armée anglaise. Celle-ci avait eu le temps de faire capituler le fort d'Aboukir (27 ventôse) et de se fortifier sur les hauteurs abandonnées le 22 par les divisions françaises. Rien cependant n'était encore irrémédiable.

Menou eut d'abord soin de s'enquérir si l'on avait prévenu Ganteaume de la position des Anglais. Le préfet maritime, Le Roy, lui répondit qu'on avait dépêché

(1) Lettre du 22 ventôse. '

(2) *Id.*

(3) D'après les dates des ordres du jour.

l'*Osiris* à cet amiral et que toutes les mesures étaient prises pour assurer le débarquement des renforts.

§ III

D'après le général Reynier et l'empereur Napoléon (1), l'armée ennemie comptait au 29 ventôse (20 mars) 15 000 à 16 000 hommes et deux cents chevaux. L'Anglais Walls assure qu'Abercrombie ayant perdu 1 795 hommes dans les deux dernières batailles, il ne lui restait que 11 739 combattants (2). Menou avait réuni environ 10 000 hommes dont 1 500 cavaliers (3). L'armée française était certainement plus faible que les ennemis. En outre ceux-ci avaient sur elle la supériorité de la position ; leur droite, établie au camp des Romains, s'appuyait sur un mamelon ; leur centre était adossé à une falaise de sable qui allait en s'abaissant dans la direction du lac Madièh ; toute la ligne était défendue de bonnes redoutes.

Cependant, comme le dit Reynier, il fallait combattre. « Une victoire assurait la possession de l'Égypte ; elle donnait les moyens d'arrêter la marche du vizir et celle du corps anglais venu de l'Inde. Un échec ne pouvait rendre la position beaucoup plus mauvaise (4). »

Menou, paraît-il, envoya son chef d'état-major LAGRANGE demander à LANUSSE un plan de bataille, que LANUSSE concerta tout de suite avec REYNIER (5). Rédigé en forme d'ordre du jour, ce plan fut distribué aux généraux le 29 ventôse à 10 heures du soir. Il était ainsi conçu :

« L'armée attaquera demain, 30, les Anglais. En con-

(1) REYNIER, p. 212 ; *Campagnes d'Égypte*, II, p. 392.

(2) WALLS, p. 114.

(3) 12 000 d'après Napoléon I^{er}, *Campagnes d'Égypte*, II, p. 391 ; 9 700 d'après Reynier, p. 212 ; 50 pièces de canon selon l'un, 46 d'après l'autre.

(4) REYNIER, p. 210.

(5) *Id.*, p. 211, et lettre de Reynier à Moreau, du 30 ventôse.

séquence, toutes les troupes seront, à trois heures précises du matin, en bataille. L'attaque générale commencera une heure et demie précise avant le jour, c'est-à-dire à 4 heures et demie. L'armée sera placée dans l'ordre suivant : la division Reynier, composée des 13^e et 85^e demi-brigades, appuiera sa droite sur le pont qui est sur le canal d'Alexandrie en avant du camp actuel. A la gauche de la division Reynier sera la division Friant, composée des 25^e, 61^e et 75^e demi-brigades. A la gauche de la division Friant, et par conséquent au centre, sera la colonne commandée par le général Destaing, composée de la 21^e demi-brigade, de deux compagnies de grenadiers de la 25^e et des grenadiers grecs. Cette colonne est destinée à former l'avant-garde. A la gauche de la colonne Destaing sera la division Rampon, composée de la 32^e demi-brigade et de trois compagnies de carabiniers de la 2^e légère ; elle formera le centre de l'armée, conjointement avec la colonne du général Destaing. A la gauche de la division Rampon sera la division Lanusse composée de la 4^e demi-brigade légère et des 18^e, 69^e et 88^e de ligne, qui appuieront la gauche à la mer. »

L'ordre du combat ainsi réglé, les opérations devaient s'exécuter comme il suit :

« Un corps léger se portera sur la gauche de l'ennemi pour faire une fausse attaque qui commencera à la même heure que la véritable. Ce corps sera composé de trente hommes à cheval et du régiment des dromadaires. Trois cents hommes à cheval se porteront sur la droite de l'armée, au delà du canal, pour inquiéter aussi toute la gauche de l'ennemi en jetant continuellement des tirailleurs en avant. Leur manœuvre commencera en même temps que la fausse attaque faite par les dromadaires ; ils suivront les ordres du général Reynier. La grande attaque commencera par l'aile gauche de l'armée et par le centre. Ils marcheront sur les redoutes qui sont en

avant de leur position et s'en empareront à la baïonnette. En même temps, l'aile droite de l'armée, commandée par le général Reynier, refusera un peu jusqu'à ce que l'affaire soit vivement engagée par la gauche. Le centre secondera l'aile gauche et alors l'aile droite se portera en avant pour attaquer et culbuter tout ce qu'elle trouvera devant elle. Le mouvement sur la seconde ligne de l'ennemi commencera par l'aile gauche qui refusera un peu sa droite en tâchant de déborder l'ennemi. Le centre suivra le mouvement et l'aile droite tiendra en échec toute la gauche de l'ennemi. Le but de ce mouvement est de tâcher d'acculer les Anglais au lac Madiéh. Le général Roize profitera de toutes les circonstances favorables ainsi que du terrain pour se porter en avant et détruire tout ce qui aura été ébranlé par les attaques de l'infanterie. »

Les narrateurs de la bataille dite de Canope ou d'Alexandrie (30 ventôse an IX-21 mars 1801) se contredisent et méritent tous assez peu de créance : les uns, acteurs dans la lutte, ont intérêt à atténuer leurs fautes ; les autres, témoins de cette lutte, n'en ont pu voir qu'une partie. L'action terminée, chacun en a reconstitué l'ensemble au gré de ses passions et au hasard de ses souvenirs. Reynier, Doguereau et le *Dragon d'Egypte* rejettent sur l'ineptie du général en chef l'échec de l'armée d'Orient ; Menou (1), Rampon (2) et Lagrange (3) accusent formellement Reynier et Lanusse d'avoir perdu la journée.

La fausse attaque de droite s'exécuta comme on l'avait prévu : le chef de brigade Cavalier et ses dromadaires débouchèrent sur la digue et donnèrent l'alarme au camp

(1) Rapport de Menou à Bonaparte, du 4 floréal an IX.

(2) Rapport de Lagrange au ministre de la Guerre, 15 thermidor an IX.

(3) Mémoire de Rampon, cité page 295.

anglais. Abercrombie allait se porter sur sa gauche avec une partie des troupes de l'aile droite, lorsque Lanusse aborda les redoutes du camp des Romains. Il aurait, si l'on en croit Lagrange, commencé ce mouvement avant l'heure indiquée. La diversion de Cavalier en devint inutile. De plus — l'aveu est de Reynier — Lanusse, « toujours habitué à vaincre.. et ne connaissant rien d'impossible, crut que des tirailleurs suffiraient pour emporter la première redoute ennemie ; il garda ses troupes en colonne serrée afin de les avoir bien disponibles et de passer plus facilement les obstacles. Les tirailleurs ne purent pénétrer, les colonnes marchèrent ; surprises d'une résistance et de retranchements qu'elles ne comptaient pas rencontrer, elles donnèrent mal et ne suivirent pas la direction indiquée (1) ». C'est en ramenant à la charge une des colonnes que Lanusse fut mortellement atteint (2). Le général en chef s'étant approché, le blessé lui cria « avec une sorte de satisfaction qu'il était *foutu* ainsi que la colonie (3) ». Il mourut le soir même.

Le centre de l'armée française devait soutenir la gauche ; il était fractionné en deux corps ayant chacun son chef et cette subdivision nuisit beaucoup à l'unité des mouvements (4). Rampon et Destaing parvinrent à forcer un instant les lignes ennemies ; mais, trop faibles et trop isolés, ils ne purent se maintenir sur leurs positions. Presque tous les officiers supérieurs furent blessés, Destaing assez grièvement ; Rampon eut son habit criblé de balles.

Le plan de la bataille avait échoué. Était-il possible de rétablir les affaires ? Menou n'en douta point, Reynier n'en crut rien et leur dissentiment aggrava la défaite

(1) Mémoires de Reynier, n° 32. D, 4^e dossier : suite des opérations de l'armée d'Orient. Cf. Mémoire de Rampon.

(2) REYNIER, p. 214-215.

(3) Mémoire de Rampon.

(4) REYNIER, p. 213.

de l'armée française. « Avant l'action, écrit Reynier, on n'avait d'espérance que dans un premier choc. Les trois cinquièmes de l'armée dispersés ne pouvaient se réunir et s'organiser de nouveau sous le feu de l'ennemi pour entreprendre une nouvelle attaque. L'aile droite était trop inférieure pour attaquer seule le centre des Anglais, protégé par les feux de revers de la grande redoute du camp des Romains et de l'aile droite. Si on s'était retiré alors, la perte aurait été peu considérable, les Anglais auraient considéré cette affaire comme une grande reconnaissance et l'armée restait encore assez forte pour tenir la campagne et pour tenter une nouvelle attaque à la première occasion favorable (1). » Entêté de cette opinion, Reynier ne prit aucune initiative ; il soutint mollement les opérations du centre, puis demeura sur la défensive (2).

Menou se promenait en arrière de la ligne de bataille, abandonnant à ses lieutenants le soin d'exécuter le plan qu'ils avaient conçu. Lorsque la gauche et le centre eurent été repoussés, il pensa que la cavalerie pourrait faire brèche dans les rangs anglais. S'approchant du général Roize, il lui ordonna de charger : « Celui-ci, dit le *Dragon d'Egypte*, observait un peu en avant de notre ligne les péripéties du combat et sentant combien une action de cavalerie était inopportune, il regarda le général en chef avec stupéfaction et sans répondre. Le général Menou répéta alors son ordre d'un ton si sec que le brave Roize sentit le rouge lui monter au front. Il se borna à demander à Menou sur qui il devait charger : « Droit devant vous », répondit le général en chef. Droit devant nous, c'était le camp des Romains avec son large fossé, ses palissades, ses tentes dressées et derrière, le 42^e [régiment] anglais bien abrité par le retranchement et soutenu sur

(1) REYNIER, p. 217.

(2) Mémoire de Rampon.

son flanc gauche par le feu des redoutes (1). » — « On nous envoie à la gloire et à la mort, marchons ! » cria le général Roize. Toute la cavalerie s'ébranla.

Cette charge, quoique exécutée à regret, eût réussi, si Reynier l'eût soutenue. L'infanterie anglaise fut culbutée, ses lignes enfoncées, Abercrombie tomba mortellement blessé. Mais les rangs ennemis se reformèrent avant que le commandant de notre droite, trop hésitant ou trop lent, eût pu suivre le mouvement de la cavalerie (2). Parvenus au camp anglais, les chevaux s'embarrassèrent dans les cordes des tentes ; des excavations faites par un régiment qui avait bivouaqué obligèrent les dragons à rompre leur charge (3). Roize fut tué et plus de la moitié de la cavalerie détruite.

La bataille était définitivement perdue. Menou cependant ne donnait aucun ordre de retraite, et Reynier, étrangement résigné aux volontés de son chef, laissait les troupes exposées au feu des batteries. « Les affaires étaient trop désespérées pour prendre sur moi une nouvelle attaque, écrivit-il à Moreau, le soir de la bataille ; on fut plus de deux heures dans cet état d'indécision (4). » Enfin, vers 10 heures et demie du matin, l'armée française, laissant plus de 2 000 hommes sur le champ de bataille, prit position sur les hauteurs de Nicopolis. Les Anglais ne profitèrent pas de leur victoire et demeurèrent immobiles derrière leurs redoutes.

« Si le succès n'a pas couronné les efforts de nos troupes, déclare le général Rampon, elles le doivent aux mauvaises dispositions du général Lanusse et aux mauvaises intentions d'autres personnes qui, pour faire échouer le plan du général Menou et satisfaire leur vil intérêt et

(1) *Dragon d'Egypte*, p. 154-156.

(2) Rapport de Lagrange.

(3) WALLS, p. 109.

(4) Reynier à Moreau, 30 ventôse.

leur ambition, ont sacrifié l'intérêt de la France (1). » Ces accusations, le commandant en chef les reprend dans une lettre au Premier Consul : « Ceux qui, depuis longtemps, voulaient l'évacuation de l'Égypte, ont donné, dans cette mémorable journée, des preuves de leur inaltérable malveillance (2). » En Égypte et en France, Menou trouva assez facilement crédit : « Beaucoup de soldats, remarque Galland, attribuent le non-succès à la funeste mésintelligence des généraux. On nomme hautement Damas et Reynier comme n'ayant pas concouru à seconder les opérations du général en chef. On dit que le général Reynier a perdu beaucoup de monde sans brûler une amorce et que les soldats en étaient furieux (3). » L'un des témoins de la bataille, le chasseur Millet, qui combattait sous les ordres de Lagrange, assure que le centre demanda vainement le secours de la droite : « Les généraux qui la commandaient haïssaient le brave général Menou et furent les auteurs de la perte de l'Égypte (4). » Nous avons, dans Nakoula, l'écho des conversations entre indigènes : « Reynier et Damas ne voulurent pas obéir et refusèrent d'avancer ; ils firent même par animosité contre Menou battre le tambour, signal de la défaite et de la retraite (5). »

Le gouvernement français parut admettre la même thèse. Le *Moniteur* du 22 messidor an IX excita l'opinion publique contre les lieutenants de Menou : « Sans la division des généraux de l'armée, la bataille du 30 ventôse aurait entièrement détruit l'armée anglaise. Sans les divisions des généraux de l'armée, les Anglais n'auraient eu aucun succès. Lorsque les relations seront rétablies entre la France et l'armée d'Orient et que le gouverne-

(1) Rapport de Rampon.

(2) 4 floréal.

(3) GALLAND, p. 49-50.

(4) MILLET, p. 205-206.

(5) NAKOULA, p. 245.

ment pourra être à même de juger d'une manière certaine la conduite des différents officiers, tous les délits contre la discipline militaire seront jugés avec la sévérité qu'exige la gravité des circonstances. »

Il y eut, de la part de Reynier, mauvaise volonté, donc faute grave. Las, rebuté et déçu, persuadé dès la première heure que les dispositions de Menou ne laissaient aucun espoir de sauver l'Égypte (1), peu soucieux de vaincre pour la gloire d'autrui, il agit sans ardeur et sans héroïsme ; l'attaque manquée de Lanusse compromettait le sort de la journée ; l'erreur de Reynier fut de considérer comme infructueux tout nouvel effort.

Sans doute ce général avait eu affaire à un chef inexpérimenté ; mais, loin d'aider Menou, il l'embarrassa de son inertie. En Égypte comme plus tard en Espagne, les lieutenants de Bonaparte montrèrent qu'ils perdaient leurs vertus militaires dès que l'espérance de la gloire ne les soutenait plus.

(1) Le 29 ventôse, Reynier « craignait » d'être « forcé » de prendre le commandement et de perdre la bataille. (Lettre du 30 à Moreau.)

CHAPITRE II

L'ARMÉE D'ORIENT APRÈS LA DÉFAITE DE CANOPE

Le soir du 30 ventôse les Français vaincus se replièrent autour d'Alexandrie. Ils étaient accablés de la défaite ; à leurs yeux l'Égypte était déjà perdue. Pourquoi continuer une lutte vaine ? Mieux valait renouveler aussitôt l'« honorable capitulation » d'El Arisch. Ces rumeurs se répandaient parmi les troupes. Elles réveillaient d'anciens espoirs ; elles brisaient les courages. Les généraux de division les autorisaient de leurs discours.

Dès la première heure, Reynier et Damas ne pensèrent qu'à jeter l'alarme : Reynier prévint Bonaparte et Moreau de « la malheureuse position », du « triste sort » de l'armée ; il accusa « l'indécision, l'ineptie » de Menou (1). Damas manda à son frère que « les Français d'Égypte étaient à la veille d'un désastre (2) ». — « Quand, dit-il à Belliard, nous serons réduits à la dernière extrémité, il faudra bien se livrer pieds et poings liés si on ne veut pas commencer à traiter dès ce moment où nous avons encore quelque apparence de force (3). »

Les troupes du Caire avaient accueilli avec terreur la nouvelle de la victoire des Anglais : « On croirait que l'ennemi est aux portes, écrit Galland ; le général Belliard a ordonné qu'on déménageât la nuit même à la cita-

(1) A Bonaparte, 2 germinal (23 mars). A Moreau, 7 germinal.

(2) 2 germinal.

(3) 1^{er} germinal.

delle (1). » — « Les lettres particulières que l'on recevait de l'armée, dit Bricard, s'exprimaient ainsi : « Jetez vos équipages dans le Nil et fuyez (2). » Belliard témoignait lui-même que « plusieurs officiers avaient écrit au Caire pour « y répandre la consternation ». Ils semblaient « dire à leurs camarades : « Arrangez-vous comme vous pourrez ; « quant à nous, nous allons le faire avec les Anglais » ; cela avait produit le plus mauvais effet, tout le monde voulait partir (3). »

Mais le commandant du Caire n'avait pas meilleur espoir. Au moment où il recevait d'Alexandrie des lettres décourageantes, il s'ouvrait ainsi à Donzelot : « J'écris à Mourad-bey de descendre et de m'envoyer un bey qui pourra se rendre auprès du général en chef si, comme je le pense, on va entrer en négociations. Il ne faut pas s'abuser sur notre position, elle n'est pas belle. Les différentes affaires que nous avons eues nous ont coûté près de 3 000 hommes. Il paraît qu'il y a eu un grand mécontentement dans l'armée (4). »

Il était avec Reynier pareillement explicite : « Je pense que maintenant le général en chef ne s'abuse *plus* (5) sur notre position et que pendant qu'il est encore temps il entrera en négociations. » Il faut que les généraux demandent la réunion d'un conseil de guerre : « Nous serions coupables si après avoir travaillé pour le gouvernement en repoussant pendant trois ans les efforts de nos ennemis, nous ne nous occupions de sauver l'honneur de cette brave armée (6). »

(1) GALLAND, II, p. 47.

(2) BRICARD, p. 456.

(3) Belliard à Menou, 7 germinal.

(4) 5 germinal.

(5) Je souligne.

(6) 5 germinal. Les passages que je cite sont rayés dans l'original à grands traits de crayon : sans doute Reynier, qui voulait publier sa correspondance avec Belliard, a-t-il lui-même éliminé les passages contraires à sa thèse.

Les premiers revers ont suffi pour rendre aux partisans de l'évacuation toute leur influence et toute leur audace. « Je désire que nous touchions enfin au terme que nous cherchons à atteindre depuis si longtemps », s'écrie presque joyeusement le chef de brigade Goguet dans une lettre à Reynier (1). Qu'ils tentent maintenant de conseiller le général en chef sur la direction des opérations militaires. Menou, qui connaît leurs sentiments, peut-il s'en remettre à leur bonne foi? Reynier, le 1^{er} germinal, veut le déterminer à quitter Alexandrie pour tenir la campagne ; mais à peine les deux généraux sont-ils en présence que « leur conversation dégénère en dispute ; » ils s'accusent mutuellement de la perte de la bataille (2). Tout accord est impossible entre eux ; Reynier sans doute prodigue les conseils, mais du ton dédaigneux d'un génie méconnu, de l'air détaché d'un homme habile qui veut dire après l'événement : « Je l'avais bien prévu. » Il y mêle assez de reproches et de récriminations pour exaspérer Menou avant de le convaincre (3). Bien qu'il se rende parfois aux observations de son lieutenant (4), Menou tient celui-ci à l'écart ; il a tort, au gré de l'armée qui regarde Reynier et Damas comme « les officiers les plus actifs et les plus braves (5) ». Mais que valent leur activité et leur bravoure si leurs agissements ébranlent les résolutions des troupes?

Au commencement de germinal, l'armée d'Orient est battue, affaiblie par la perte de 3 000 hommes, disséminée à Alexandrie, au Caire, en Haute-Égypte, dans les places de la frontière et des côtes. Les principaux divisionnaires

(1) Lettre du 14 germinal (4 avril).

(2) Mémoires de Reynier, n° 32. D, dossier n° 4, feuille 1.

(3) Cf. lettre de Reynier du 23 germinal, REYNIER, p. 229-231.

(4) Lettre de Menou au général Sanson, du même jour : sur la nécessité de construire une redoute sur la droite ; il y reprend les expressions mêmes de Reynier.

(5) *Dragon d'Égypte*, p. 158.

souhaitent une capitulation prompte. Le général en chef estime de son devoir et de son honneur de prolonger la lutte ; mais il se défie de ses lieutenants, de son armée, de lui-même, il laisse sans ordres Belliard et les troupes du Caire (1) ; il n'attend rien que du temps, des événements d'Europe, de la politique et du Premier Consul (2). Ses adversaires, Reynier, Damas, l'attaquent sans ménagement ; ses amis, Friant, Rampon, ne lui sont pas d'un grand secours ; les soldats sont constamment témoins de la « fatale désunion (3) ». Quel parti prendre en un tel désarroi ?

§ I^{er}

Reynier proposait de laisser à Alexandrie, à la citadelle du Caire, à Lesbèh et au fort Jullien des garnisons suffisantes et de réunir l'armée à Rahmanièh ; de ce point on aurait surveillé les opérations des Anglais et des Turcs pour accabler l'ennemi au moment favorable (4). Les historiens de la campagne de 1801 ont en général approuvé ce plan qui théoriquement peut en effet passer pour le meilleur (5). J'incline à penser que Menou avait une raison sérieuse de ne pas l'admettre : le vœu des partisans de l'évacuation était d'aventurer l'armée en plaine ; si l'ennemi, écrivait Belliard, voulait, « au lieu de traiter honorablement, nous faire des conditions honteuses, il faudrait retourner à la charge, au moins l'armée serait réunie et subirait le même sort (6) ». Reynier et Damas n'auraient remporté de victoire que pour imposer au général en chef en même temps qu'aux Anglo-Turcs cette « honorable

(1) Belliard à Reynier, 13 germinal.

(2) Menou à Reynier, 2 germinal.

(3) BRICARD, p. 465.

(4) REYNIER, p. 222-223.

(5) REYBAUD, VI, p. 180-181 ; THIERS, III, p. 85 ; *Victoires et conquêtes*, VII, p. 397.

(6) Lettre à Reynier, du 6 germinal.

capitulation » où depuis un an tendaient tous leurs efforts. Menou se résignait donc à abandonner le pays à l'invasion ; il lui importait seulement, en conservant les places fortes, de garder les communications avec la France et de gagner assez de temps pour recevoir les secours promis par Bonaparte. Il prétendait « faire une guerre défensive (1) ».

Par ses ordres, les commandants du génie et de l'artillerie fortifièrent les positions de Nicopolis en avant d'Alexandrie, afin de présenter aux Anglais un front formidable (2). On avait des approvisionnements, des munitions, de l'argent (3) pour quelques mois. On communiquait avec l'intérieur par les chemins du Maréotis ; les Arabes fournissaient des vivres ; on espérait chaque jour que Ganteaume allait être signalé à l'horizon et qu'à l'aide des renforts venus de France, l'Égypte serait bientôt reconquise. L'inaction inconcevable d'Hutchinson, successeur d'Abercrombie, confirma le général en chef dans sa sécurité : « Les ennemis, écrivait-il à Belliard le 15 germinal, sont plus mal que nous en raison de leurs maladies et de leur manque de vivres. »

Abrité derrière ses retranchements, il finissait par oublier le reste de l'Égypte ; il se berçait d'illusions dangereuses : « Les Russes marchaient contre les Turcs, le grand vizir avait défendu de porter des vivres aux Anglais ; une escadre française allait amener à Damiette des troupes de débarquement (4). » Nouvelles fantaisies, répandues souvent par les ennemis, accréditées par le général en chef pour tromper l'attente des Français et pour se tromper lui-même.

Le 16 germinal, le général Spencer, avec 2 000 Anglais

(1) Menou à Belliard, 1^{er} germinal.

(2) *Id.*, 7 germinal.

(3) Estève écrit le 5 germinal au général en chef que les payeurs de Menou et de Séménoud vont lui porter plus de 400 000 livres.

(4) Menou à Fourier, *id.* au général commandant à Damiette, 15 germinal.

et 4 000 Turcs (1), marche d'Aboukir sur Rosette (2). La petite garnison de cette ville capitule et les ennemis sont assurés désormais de leurs approvisionnements. Les instances des généraux, l'opinion de l'armée forcent Menou à sortir de son immobilité ; mais, pour manquer le moins possible à ses résolutions de défensive, il n'envoie vers Rosette que de faibles détachements, incapables de reprendre la ville (3). Menou en prend facilement son parti et se contente de glisser la nouvelle dans une lettre à Belliard : « Même état des deux armées, cependant les Anglais se sont emparés de Rosette (4). »

A la fin du mois, les ennemis coupent la digue du lac Madièh : les eaux se répandent peu à peu dans les marécages du Maréotis, inondent plusieurs villages et bientôt l'armée d'Alexandrie sera enfermée dans une étroite presqu'île qui ne communiquera avec l'Égypte que par l'isthme lointain de la Tour des Arabes. Mais la droite des Français s'appuiera sur le nouveau lac et le blocus forcé ne pourra contrarier le plan du général en chef.

Tenir à Alexandrie, tenir au Caire, tenir dans toutes les places de l'Égypte, Menou n'a pas d'autre stratégie que celle-là. Il se fortifie « jusqu'aux dents » : que Belliard l'imite, que les commandants de Salahièh et de Belbéis « se défendent jusqu'à la dernière extrémité (5) ». L'armée d'Orient doit fatiguer l'ennemi par de longs sièges, éterniser la lutte en attendant les secours de France ou l'annonce de la paix européenne. Mais se résoudra-t-elle à cette guerre sans gloire ? Aura-t-elle assez de patience pour ne pas tenter une offensive qui en un jour achèverait son exil ?

Belliard, dès germinal, a désespéré de l'avenir. Comment

(1) Des troupes du capitan-pacha, récemment débarquées à Aboukir.

(2) Lettre du cheik d'Edkou au commandant de Rosette, 16 germinal.

(3) Commandés par Valentin, général assez inexpérimenté.

(4) Menou à Belliard, 30 germinal.

(5) Menou à Belliard, 7 germinal.

défendrait-il le Caire contre l'armée turque qui s'avance ? « Ses magasins sont vides ; on ne peut plus rien avoir des villages ; on doit compter sur un soulèvement du pays à l'approche des Osmanlis. On sera forcé d'abandonner l'intérieur de la ville. La peste fait de grands ravages. Du 9 au 13 germinal, il est entré 120 hommes au lazaret, 22 sont morts (1). » Pour avoir appris que quelques courriers ont été tués ou blessés, il affirme que les communications sont interrompues entre le Caire et Alexandrie ; il reste sans nouvelles de l'armée (2).

Agissant alors selon ses vues, il concentre au Caire les garnisons disséminées ; Donzelot quitte la Haute-Égypte et arrive dans la capitale le 18 germinal (3). Le 19, Salahieh est évacué.

Le général Morand qui commande à Damiette croit exécuter les instructions du général en chef en abandonnant cette ville dès l'annonce de la marche du vizir et se retire à Rahmaniéh, laissant 2 000 hommes dans les forts de Lesbèh (4).

Si les lettres de Reynier et de Damas parviennent au Caire, elles augmentent l'amertume et les dégoûts de Belliard. La situation empire chaque jour, d'après Damas ; Menou ne consulte personne. Friant et Rampon sont dupes sinon complices. Belliard est moins à plaindre que ses collègues ; encore un peu de temps et, les communications interceptées, il sera libre d'agir à sa guise (5). Autre lettre, autres conseils. A la dernière extrémité, Belliard « devra se rejeter sur l'armée afin de se décharger d'une responsabilité qu'on veut faire peser sur lui (6) ». C'est aussi l'opinion de Reynier : « Je pense que si vous vous

(1) Belliard à Menou, 14 germinal (4 avril).

(2) *Id.*, 10 germinal.

(3) *Journal de Malus*, p. 205-206.

(4) Morand à Belliard, 22 germinal.

(5) Damas à Belliard, 14 germinal.

(6) *Id.*, 20 germinal.

voyez dans l'impossibilité de défendre le Caire contre le vizir, vous vous déterminerez à venir joindre l'armée avec toutes les troupes disponibles ; toute l'armée étant réunie, on pourrait encore tenter la fortune ou dicter des conditions honorables (1). »

Aux avis confidentiels, Reynier et Damas mêlent le récit des « intrigues » et des querelles dans la ville assiégée ; Belliard s'afflige de cette désunion. Il engage le chef de l'état-major général à s'employer au rétablissement de la concorde : « Sans cesse auprès du général en chef dont vous avez la confiance, ne pouvez-vous pas travailler à des rapprochements entre lui et ses officiers généraux ? Ne sommes-nous pas dans une circonstance où on doit tout oublier pour marcher de concert (2) ? » Mais la pensée que les haines entre Français semblent se raviver devant l'ennemi le laisse sans ressort contre les difficultés.

Il désire des ordres précis du général en chef. Menou ne veut pas, ne peut pas lui en donner. Il l'entretient seulement de ses espoirs : « La désertion commence un peu parmi les auxiliaires des ennemis ; nous nous sommes fait des retranchements presque inattaquables. Au reste nous touchons à un grand dénouement, car M. Pitt et lord Grenville sont renvoyés du ministère, ce qui prouve évidemment la paix. C'est le lord Keith lui-même qui m'a fait passer ces nouvelles (3). » Mais que faire, si vient l'ennemi ? « Je doute fort qu'il vienne ; s'il avance, il faut le battre à plate couture » et puis envoyer des troupes à Alexandrie (4). Belliard devra-t-il attendre les Turcs dans les murs du Caire ? Pourra-t-il défendre toutes les parties de cette grande enceinte ? Non, peut-être ; Menou ne sait. « Voyez, dit-il à Belliard, consultez le général Robin, le

(1) Reynier à Belliard, 20 germinal.

(2) Belliard à Lagrange, 21 germinal.

(3) Menou à Belliard, 20 germinal.

(4) *Id.*, 25 germinal.

général Duranteau, l'adjudant-commandant Tareyre qui a une excellente tête... » Un seul point entendu : la citadelle du Caire, « encombrée de vivres et de munitions », défendue « par un homme comme Dupas, doit tenir quatre mois devant toutes les forces ». Un seul mot d'ordre : « En gagnant du temps nous gagnons tout... Gagnons du temps, gagnons du temps et nous nous tirerons d'affaire (1). » Idée fixe d'un homme qui, pour conserver plus longtemps l'Égypte, refuse de s'en remettre au sort d'une bataille ; au regard du commandant du Caire, simple aveu d'impuissance, nouveau motif de découragement.

L'esprit des Égyptiens était favorable aux Français. En quittant le Caire, Menou avait eu soin de faire conduire le cheik Sadat en otage à la citadelle (2) ; il avait rappelé aux habitants « la protection que Dieu avait toujours accordée aux armes des Français », les engageant à ne pas renouveler par une révolte imprudente les malheurs du dernier siège (3). Et quoique Abdurrahman ait plus tard prétendu que la peste seule avait empêché les troubles (4), on peut croire qu'en ventôse an IX les Égyptiens étaient résignés à leur sort. Le 28 de ce mois, les membres du divan écrivirent à Menou qu'ils faisaient des vœux pour son succès : Fourier était persuadé de leur bonne foi (5). Estève assurait que jamais les paysans n'avaient paru aussi disposés à acquitter leurs impositions (6). La nouvelle de la défaite du 30 ne changea pas cette attitude : « Ils sont fâchés que nous n'ayons pas réussi dans nos premières entreprises, écrivit Belliard à Menou ; il en est même qui ont pleuré. Ils craignent

(1) Menou à Belliard, 30 germinal, ROUSSEAU, II, n° 45.

(2) Menou à Belliard, 14 ventôse.

(3) Proclamation du 14 ventôse.

(4) ABDURRAHMAN, p. 192.

(5) Fourier à Menou, 28 ventôse.

(6) Estève à Menou, même date.

beaucoup que les Anglais ne prennent possession de ce pays (1). » Le 10 floréal, le Caire se comportait encore à merveille, selon l'expression de Garbé, officier du génie : « quoique les Osmanlis fussent pour ainsi dire aux portes de la ville, les habitants étaient dans la plus grande tranquillité. Quelques-uns des principaux étaient venus dire au général Belliard qu'ils avaient reconnu des endroits par où l'ennemi pouvait pénétrer (2). » Il semblait que le gouvernement de Menou eût enfin rapproché les Égyptiens de leurs vainqueurs (3). Mais Belliard doutait encore que cette fidélité résistât aux sommations du grand vizir.

§ II

Les Anglais, maîtres de la côte d'Aboukir à Rosette (4), allaient s'avancer dans l'intérieur du pays. On démontra au général Menou que, s'il ne leur barrait la route au point de Rahmaniéh, il se trouverait désormais coupé du Caire. Menou, résolu à ne pas abandonner Alexandrie, jugea cependant qu'il pouvait réunir 4 000 hommes contre Hutchinson. Le 25 germinal, le chef d'état-major Lagrange reçut l'ordre de s'établir à El-Aft sur la rive gauche du Nil, à mi-chemin entre Rosette et Rahmaniéh (5). Il traversa le Maréotis encore guéable et fit prendre à son artillerie le chemin de la Tour des Arabes.

Il emmenait, avec le 20^e régiment de dragons, la 13^e demi-brigade de ligne, dernière troupe laissée encore sous les ordres de Reynier : celui-ci demeurerait donc à Alexandrie sans commandement effectif (6). En même

(1) Lettre du 6 germinal.

(2) Lettre au général Sanson.

(3) NIELLO-SARGY, p. 392.

(4) Le fort Jullien, situé en avant de Rosette, capitula le 29 germinal.

(5) Rapport de Menou au Premier Consul, 4 floréal.

(6) Lagrange à Reynier, 25 germinal.

temps le général en chef nommait Friant et Rampon « lieutenants généraux de l'armée d'Orient (1) ».

C'était le début des suprêmes hostilités entre Menou et son rival. L'« opposition peu déguisée (2) » de Damas et de Reynier aurait lassé toute patience. Ils critiquaient hautement les opérations militaires ; ils censuraient l'attitude de Friant et de Rampon, coupables d'obéir au général en chef. Rampon, « par esprit de subordination », ne cherchait pas à prévoir les événements. Friant, caractère faible, « prenait toujours l'opinion de sa société » et Menou « lui avait fait peur en le menaçant de rejeter sur lui le débarquement des Anglais (3) ». — « Les sots faisaient la force du scélérat Menou (4). » Damas et Reynier, aveuglés par la haine, s'étonnaient que « tous les généraux s'éloignassent d'eux (5) ». Ils oubliaient que pour une armée assiégée leur conduite était un scandale. En retirant à Reynier ses derniers soldats, en nommant Rampon et Friant lieutenants généraux, Menou réduisait à néant l'autorité de ses ennemis intimes. Dans son rapport au Consul, il laissait entendre qu'il ne s'en tiendrait pas à ces premières mesures : « Le général en chef, y disait-il, prendra peut-être le parti de renvoyer en France tous ces malveillants. Dans les circonstances difficiles, il faut employer les grands remèdes (6). »

Il n'était pas sans danger de laisser Reynier et Damas observer les événements en spectateurs. Ce rôle leur agréait trop. Reynier se déclarait satisfait d'être relevé de ses fonctions ; il avait craint que Menou ne l'envoyât « du côté de Rosette, afin de le faire battre, de le compromettre et de pouvoir l'accuser. Puisque le général en

(1) Ordre du jour du 25 germinal.

(2) *Dragon d'Égypte*, p. 162.

(3) REYNIER, *Mémoires*, 33, D. 4^e dossier.

(4) Damas à Belliard, 20 germinal.

(5) *Id.*, 14 germinal.

(6) Rapport du 4 floréal.

chef « n'avait pas eu l'esprit de faire cette noirceur », Reynier lui abandonnait la place « pour mettre la dernière main à toutes les fautes (1) ». Il s'établissait avec Damas à Alexandrie et tous deux se proposaient « de juger des coups en attendant quelque nouvelle tracasserie qui les pousserait peut-être à bout (2) ». Désintéressés de l'issue de la lutte, ou plutôt assurés que l'Égypte était irrémédiablement perdue pour la République (3), il leur semblait permis de savourer sans remords le plaisir de la vengeance, de préparer les pièces du procès contre « l'infâme scélérat » qui était leur chef, de ne point reculer même devant la perspective d'une révolte.

Leurs critiques avaient un écho dans l'armée. L'obstination de Menou à ne rien voir au delà des retranchements de la ville bloquée, à ne rien espérer que d'un problématique secours de Ganteaume, irritait les esprits ; son plan défensif pouvait bien empêcher une capitulation immédiate, il n'en usait pas moins les courages. Exécuté maladroitement, il ne passait que pour la conception d'une cervelle un peu folle. Une lettre de René, sous-chef de l'état-major général, à Belliard, nous révèle, en termes fort spirituels et méchants, ces dispositions des officiers d'Alexandrie :

« Il paraît que l'épée flamboyante de l'ange exterminateur est diablement émoussée. Sans doute le temps de l'accomplissement des prophéties arrivera bientôt et nous devons espérer que *Dieu et son prophète* jetteront un coup d'œil favorable sur leur *fidèle serviteur*. C'est un singulier métier que la guerre, il y a toujours quelque chose à apprendre. Depuis près de dix ans que j'ai l'honneur d'y

(1) *Mémoires cités.*

(2) Reynier à Belliard, 25 germinal.

(3) Reynier se préoccupait déjà du retour en France : son frère le détournait de « se charger » de son esclave Zora, « fardeau qui lui serait infiniment lourd en Europe ». (Lettre de L. Reynier à son frère, du 29 germinal.)

figurer, je ne m'étais jamais douté qu'on pût la faire d'une manière aussi plaisante que celle qu'on nous a fait adopter. Nous faisons tout l'opposé de ce qu'il paraît que nous aurions dû faire. » Et René montre comment « la loyauté française » ne permit pas de s'opposer à la marche de l'ennemi vers l'intérieur ; comment, deux jours après la prise de Rosette, on prévint *heureusement* « que les Anglais se porteraient sur cette ville », comment « pour faire en tout quelque chose de nouveau » on fit « défiler en trois portions les troupes chargées de la reprendre, bon moyen de les faire battre si le génie de Valentin qui les commandait n'eût garanti un succès complet ». Il peint Lagrange, « accablé du poids de ses inutiles fonctions », Songis « qui ne parle pas », Zayonschek « qui ne pense pas », quelques-uns dénonciateurs, quelques autres dénoncés, « les optimistes berçant le général en chef de frivoles espérances », Menou « les écoutant avec complaisance », Reynier « commandant chez lui ». « Pour moi, conclut-il, je dis du plus profond de mon cœur : *Alla Kérim!* Je vois avec regret la *colonie naissante* entrer dans une cruelle agonie. Il faudrait que les perfides Anglais *fussent précipités dans les flots*, que les féroces Osmanlis *fussent étouffés sous les sables brûlants du désert*. Je doute que celui qui nous a promis tout cela puisse tenir parole. Adoptons la philosophie musulmane (1). »

En dépit du fatalisme qu'on lui supposait, Abdallah Menou parut enfin s'émouvoir des reproches de ses officiers. Les situations respectives des armées anglaise et française à la fin de germinal facilitaient l'exécution d'un nouveau plan stratégique ; la garnison d'Alexandrie était d'environ 6 000 hommes disponibles (2) contre 6 000 An-

(1) 25 germinal. Original aux Archives de la Guerre, Papiers de la succession Belliard.

(2) D'après l'état de situation du 14 fructidor (par conséquent, chiffre minimum).

glais du camp d'Alexandrie (1). Lagrange avait à El-Aft 3 900 hommes contre 7 000 Anglais et 6 000 Turcs. Au Caire, Belliard disposait d'environ 3 000 hommes contre l'armée du vizir (2).

On pouvait dès lors envisager plusieurs hypothèses : 1^o au moment où Hutchinson se porterait sur le Nil, la garnison d'Alexandrie attaquerait le camp anglais et reconquerrait la côte ; c'est le plan indiqué par Napoléon I^{er} dans les *Campagnes d'Égypte* (3) ; 2^o si Menou ne bougeait pas d'Alexandrie, Lagrange devait abandonner Rahmaniéh, « dérober quelques marches aux Anglais et aux Turcs et se joindre aux troupes du Caire pour battre le vizir » ; après avoir rejeté celui-ci dans le désert, Belliard et Lagrange réunis seraient redescendus vers Rahmaniéh et auraient livré bataille à Hutchinson. Reynier tient pour cette combinaison (4). Malus estime de même que c'était à Lagrange de tomber hardiment sur le vizir, tandis que les Anglais préparaient leur expédition du Caire (5) ; 3^o Friant présentait au général en chef un projet semblable : « Il faut, suivant les cas, disait-il, réunir les troupes de Rahmaniéh à celles du Caire et réciproquement. » Si les Osmanlis avancent, Lagrange joindra Belliard ; les deux généraux battront le vizir et reviendront ensuite sur Rahmaniéh. Si les Osmanlis ne bougent pas, Belliard joindra Lagrange, empêchera avec lui l'ennemi de pénétrer dans le Delta et lui coupera toute communication avec l'intérieur de l'Égypte. Friant ajoutait qu'on devait « regarder la côte comme prise et ne plus compter sur le secours d'une flotte ». Il était d'avis, si l'on ne pouvait approvisionner Alexandrie avant la prise de Rahmaniéh, d'abandonner la ville, de remonter

(1) D'après WALLS, p. 128.

(2) Chiffres donnés par Reynier, p. 235.

(3) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 445.

(4) REYNIER, p. 236-337.

(5) MALUS, p. 208-209.

sur Ouardan et même sur le Caire (1). Enfin, le 6 floréal, Lagrange pressait Menou de prendre un parti. Puisque les ennemis n'attaquaient pas Alexandrie, le général en chef, après avoir laissé dans cette place une garnison suffisante, devait se réunir à Lagrange, barrer aux Anglais la route du Nil ou remonter avant eux jusqu'à la capitale. Le 7 et le 11 floréal, le chef d'état-major communiquait à Belliard le projet soumis à l'approbation du général Menou.

En résumé, le corps de Rahmanièh devenait le pivot des opérations militaires contre le vizir et contre Hutchinson et le centre de ralliement de toute l'armée française. Menou le comprit un instant. Sans se résoudre à délaisser Alexandrie et sans perdre l'espoir d'un secours d'Europe, il parut se déterminer à sortir de la ville ; le 13 floréal, il écrivit à Belliard que « dans peu de jours, il se rendrait au Caire », dès que la dernière main aurait été mise aux retranchements d'Alexandrie. En même temps, il prévint Lagrange qu'il le rejoindrait dans deux jours avec des troupes.

Ces mouvements pouvaient sauver l'Égypte. « Les Turcs sont à Belbéis, disait Belliard à Reynier le 2 floréal ; il paraît qu'ils ne sont pas très entreprenants. Ils font tout ce qu'il faut pour nous donner le temps de nous mettre en mesure et de les battre en détail... Si l'on est heureux à Rosette et qu'on envoie des troupes au Caire, nous pourrions marcher sur les Turcs et les forcer à retourner en Syrie. Les troupes se porteront ensuite sur Rahmanièh et les Anglais seront forcés de se rembarquer. » Le 4 floréal, le commandant du Caire écrivait au général en chef que s'il avait assez de troupes pour former deux bons carrés de 1 200 hommes et une réserve, il marcherait avec succès contre les Turcs. Sinon il se

(1) Projet classé à tort au 22 germinal ; Friant s'y intitule lieutenant général.

verrait obligé d'attendre l'ennemi sous les murs de la ville.

Les ennemis donnaient à Menou tout le loisir d'exécuter ses plans. L'armée de Syrie se retranchait à Belbéis (1). Le 12 floréal, le vizir envoyait un officier anglais sommer Belliard de capituler (2); mais il ne devait agir que de concert avec Hutchinson. Cette prudence convenait à merveille à la lenteur du général français. Du 13 au 19 floréal, Menou aurait pu opérer sa jonction avec Lagrange. Il fut plus inactif encore que ses adversaires. A l'heure même où il assurait Belliard de sa prochaine arrivée au Caire, il tournait les yeux vers la Méditerranée, jamais déçu de son espoir, obstiné à attendre le salut non de lui-même, mais de Bonaparte :

« Ganteaume, Ganteaume, où est-il? qu'a-t-il fait? Parti de Brest vingt et un jours avant la *Régénérée* qui a appareillé de Rochefort le 24 pluviôse et n'a mis que dix-sept jours dans sa traversée, Ganteaume pouvait arriver ici longtemps avant elle. Il eût pris la petite croisière anglaise qui existait alors et il eût jeté ses troupes à terre. L'Égypte eût été sauvée (3)! »

Sans doute l'Égypte était perdue, puisque Menou renonçait à la défendre. Le 19 floréal, Lagrange, abandonné à ses propres ressources, évacuait Rahmaniéh après un honorable combat et, le 23, ralliait Belliard au Caire. Les Anglais étaient les maîtres du Nil. Les troupes françaises avaient de toute l'Égypte reflué aux deux points du Caire et d'Alexandrie. Séparés l'un de l'autre par les envahisseurs, isolés au milieu d'un pays étranger et peut-être hostile, Belliard et Menou ne comptaient plus désormais que sur la fortune; ils divisaient encore les

(1) Belliard à Menou, 10 floréal.

(2) *Id.*, 12 floréal.

(3) Menou à Forfait, ministre de la Marine, 13 floréal an IX, ROUSSEAU, II, n° 47.

forces des Anglo-Turcs, mais le premier qui céderait devait entraîner l'autre dans sa chute.

§ III

Menou se disposa à prolonger sa résistance. Il s'approvisionnait moins facilement depuis que la formation du lac Maréotis l'avait enfermé dans l'aride presque d'Alexandrie. Ses magasins de Rahmanièh étaient tombés aux mains des Anglais et les Arabes, qui en germinal lui avaient procuré des vivres, ne s'aventuraient plus guère vers la place assiégée.

Cependant le général en chef refusait de s'avouer vaincu. Avant quelques mois, la paix pouvait lui épargner la honte de la capitulation et arracher l'Égypte à l'Angleterre. Le régiment des dromadaires avait retrouvé près de la Tour des Arabes des dépêches adressées d'Ancone. Menou inséra les nouvelles à l'ordre du jour : le traité de Lunéville était signé, les ports de Naples et de Sicile fermés aux Anglais. « Bientôt des événements intéressants se feraient connaître à l'armée (1). » Le 17 floréal, on apprenait que « Joseph (*sic*) était à Londres de la part du Premier Consul ». Il était donc permis d'espérer la fin de la lutte avec l'Angleterre (2) !

« Courage, patience et énergie, braves soldats, concluait Menou ; rappelez-vous de quel poids est l'Égypte dans la balance des négociations. » Les troupes entendaient-elles ces avertissements ? Leur résignation muette, leur ardeur à travailler aux retranchements donnaient encore à leur chef le droit de compter sur elles. Il fallait assurer pour l'avenir cette obéissance.

Or Damas et Reynier étaient toujours dans Alexandrie. Oisifs, ils « jugeaient des coups » et dissertaient

(1) Ordre du jour du 1^{er} floréal (21 avril).

(2) *Id.* du 17 floréal.

sur les événements. Ils écrivaient aussi : lettres à Belliard, lettres à Moreau, lettres au Premier Consul ; tous leurs courriers retraçaient les fautes de Menou et de ses lieutenants, le « régime de terreur » établi à Alexandrie, l'état désespéré des affaires égyptiennes. Reynier affectait d'instruire Bonaparte de la situation, puisque, disait-il, depuis le 30 ventôse aucun bâtiment n'avait été expédié par le général en chef (1). Il se plaignait dans une lettre à Macdonald de ce que « trois années de privations dussent tourner au profit des Anglais... au moment où notre conquête devenait intéressante pour les négociations de paix (2) ». — « Tu ne peux, disait-il à Moreau, avoir idée d'un animal pareil à Menou : les généraux les plus bêtes que la Révolution ait produits valaient mieux que lui. » Mais Reynier ne s'en tient pas aux injures : il songe à préparer contre son chef un grand ouvrage ; il envoie à Moreau un précis de la campagne, des notes prises « journellement » ; il « désire les avoir en France » et prie son ami d'en adresser, le cas échéant, copie à Bonaparte (3).

Damas se réjouit à la pensée que « Menou sera traité dans Alexandrie comme un simple commandant de place » et que « la majorité de son armée devra se tirer d'affaire sans lui (4). » Reynier envisage l'hypothèse de l'abandon du Caire : avec beaucoup de justesse, il déclare que Belliard devra se retirer sur Alexandrie parce que « les Anglais veulent particulièrement avoir cette ville entre leurs mains (5). » Mais le monotone leitmotiv de toute sa correspondance, c'est le récit des « intrigues » du général en chef, et la lecture de ses lettres plonge les officiers du Caire dans une tristesse découragée (6).

(1) A Bonaparte, 3 floréal.

(2) 4 floréal.

(3) 3 floréal.

(4) Damas à son frère, 3 floréal.

(5) Reynier à Belliard, 5 floréal.

(6) Donzelot à Friant, 8 floréal.

Il était trop tard pour réconcilier Menou et ses deux lieutenants. Puisque le général en chef ne pouvait, puisque les divisionnaires ne voulaient venir à résipiscence, la situation allait se dénouer par un coup de force.

Les soldats, qui n'ignoraient rien des dissensions de leurs chefs (1), risquaient d'être partagés entre Reynier et Menou. Les vedettes anglaises faisaient miroiter aux yeux des Français l'espoir d'un prompt rapatriement (2) ; l'armée souhaitait déjà que « la nécessité obligeât Menou... à livrer la ville par capitulation » (3) : les ennuis d'un long siège aigriisaient les âmes ; on pouvait craindre qu'un soulèvement n'eût lieu en faveur de Reynier. La présence de ce général empêchait tout au moins la garnison d'Alexandrie de s'unir sans arrière-pensée autour de son commandant.

Vers le milieu de floréal, une rumeur vint troubler les soldats et accroître les défiances de Menou ; des officiers anglais, causant avec les nôtres aux avant-postes, leur avaient dit que le chef de brigade Clément, aide de camp du Premier Consul, tombé entre leurs mains, apportait à Reynier le brevet de lieutenant général. La nouvelle se répandit (4) ; le prestige de l'adversaire de Menou s'en trouvait relevé. Son attitude en fut plus arrogante. Ne tenait-il pas à lui de s'emparer du commandement ? Sans doute, il dédaignait de le faire et se souciait peu d'endosser la responsabilité des désastres ; mais il pouvait rappeler à ses fidèles que « s'il avait eu des torts en Égypte », c'était d'avoir toujours abandonné l'autorité à Menou « malgré les instances de ses collègues », en dépit de leurs propositions si franches « de le mettre à la place de l'ancienne ganache (5) ».

(1) DOGUEREAU, p. 420.

(2) *Dragon d'Égypte*, p. 159.

(3) *Soldat d'Égypte*, p. 99.

(4) Lettre d'un aide de camp de Reynier à Savary, 9 messidor (la signature a été coupée).

(5) Lettres de Reynier à Moreau et à Dugua, 9 et 16 messidor.

Assurément Reynier, Damas et leurs aides de camp murmuraient dans Alexandrie ces confidences, qui devaient, dès le retour en Europe, remplir leurs lettres.

Menou résolut d'en finir avec cette faction. Les généraux Rampon et Destaing lui affirmaient que le 30 ventôse Reynier et Damas avaient failli à leur devoir. Selon les partisans de Reynier, Friant se joignit à eux « par faiblesse » et consentit à signer une dénonciation (1).

Le 23 floréal, Novel, commandant de place, reçut l'ordre de s'emparer de Reynier, Damas, Daure, Boyer, Néraud, Bachelu et Delaître. Cavalerie, infanterie, sapeurs furent rassemblés. Menou, le sabre au côté, était au milieu des troupes. A huit heures du soir, Novel arriva devant la maison de Reynier et de Damas ; ceux-ci, prévenus, s'étaient enfermés chez eux, « décidés à se défendre plutôt qu'à se soumettre à quelque mesure atroce. » Un quart d'heure durant, Novel frappa à la porte d'une avant-cour, qui s'ouvrit enfin. Reynier apparut au guichet d'une seconde porte, parlementa, menaça de faire feu si l'on avançait davantage. Ses papiers une fois en sûreté, il consentit à laisser pénétrer Novel. Il commença une lettre à l'adresse de Menou, tout en déclarant « qu'il verrait ensuite quel parti prendre ». Comme le délégué de Menou montrait quelque impatience, il le fit taire d'un coup de poing sur le nez et continua à écrire. Enfin à dix heures et demie du soir, il quitta sa demeure et descendit vers le port (2).

Le lendemain, le général en chef recevait la lettre de son divisionnaire. Les injures ne lui étaient pas ménagées. Menou avait commis « un acte infâme », il avait établi « un régime semblable à celui de 93 » ; personnelle-

(1) Lettre sans signature adressée d'Alexandrie à Belliard, en juin 1801.

(2) *Mémoires de Reynier*, 32. D. 4^e dossier : « précis des opérations de l'armée d'Orient. »

ment, Reynier « devait désirer d'être éloigné d'un spectacle d'opérations dégoûtantes » et « des communications avec un homme qu'il méprisait sincèrement ».

Aux insultes se joignaient les menaces : les lettres des généraux avaient instruit la France de la situation de l'armée, des fautes du commandant en chef ; si la discipline forçait encore les soldats à se taire, « l'explosion » de leurs sentiments n'en serait que plus terrible !

Enfin Reynier rappelait à son ennemi que l'armée eût été sauvée si l'on eût suivi ses conseils. Il lui prédisait que Belliard et Lagrange succomberaient au Caire, et, tout en lui indiquant quelques travaux à exécuter pour la défense d'Alexandrie, tout en lui recommandant de faire bonne et longue résistance, il l'adjurait « de ne pas attendre que l'honneur de l'armée fût compromis par une capitulation avilissante. »

Cette exhortation suprême était destinée à la publicité (1). Le général s'y présentait en belle attitude de victime, oublieux de ses griefs personnels pour « ne songer qu'à la gloire de l'armée et aux intérêts de la République ». Il ne voulait s'appesantir sur « la conduite infâme » d'officiers tels que Friant, assez lâches pour « se liguier avec un vieil intrigant de la Révolution ». Il se contentait de les livrer « aux remords qui les rongeraient bientôt, au mépris dont ils seraient couverts en France (2). » Quant à lui, il quittait l'Égypte la tête haute et la conscience tranquille, résolu à dénoncer au Premier Consul les agissements d'Abdallah Menou.

A vrai dire, la décision du général en chef servait admirablement les projets de ses adversaires. Elle hâtait ce départ d'Égypte, qu'ils attendaient si impatiemment.

(1) Les Archives de la Guerre ont une copie de cette lettre, provenant des papiers du chef de bataillon Théviotte. Une autre copie a été envoyée à Friant. (Lettre de Reynier à Friant, floréal an IX.)

(2) Reynier à Friant, *lettre citée*.

« Je viens enfin, écrivait l'adjudant général Boyer au général Dugua, de faire mon *in exitu Israël de Ægypto* (1). » L'aveu de Reynier est plus important à retenir : « Il lui était, dit-il en parlant de lui-même, avantageux dans sa position de retourner en France, mais sans avoir l'air d'abandonner l'armée (2). » Il achevait un exil de trois mortelles années, il évitait la honte d'une capitulation certaine, au moment même où les troupes pouvaient le contraindre à se saisir de l'autorité (3). C'en était assez pour se plier une dernière fois aux ordres de Menou, pour renoncer à se prévaloir de cete nomination de lieutenant général dont Reynier affirmait cependant le caractère authentique (4).

Tout animé de la joie du retour, le général se croit à l'abri de la colère du Premier Consul. Sa conduite, pense-t-il, n'a pas besoin d'être justifiée. Ses amis, Moreau, Dugua, Saint-Cyr, le soutiendront de leur crédit. Il n'aura pas à plaider en sa faveur les circonstances atténuantes, mais bien à dresser contre celui qui le chasse un acte d'accusation formidable. « Je suis assuré, écrit-il à Menou, qu'arrivé en France je ne recevrai que des éloges ; vous serez traité comme vous le méritez (5). »

Le *Lodi* et le *Good-Union* font voile pour l'Europe, portant les adversaires d'Abdallah Menou et leurs espoirs de vengeance. Une lettre de Menou au ministre de la Guerre les dénonce comme « ayant cherché à troubler la colonie et l'armée... Je ne leur veux aucun mal particulier, ajoute le général en chef, content seulement qu'ils

(1) 9 messidor, de Toulon.

(2) REYNIER, p. 243.

(3) « Le général Reynier craignait moins une pareille violence (son arrestation) que d'autres événements qui pouvaient le conduire à prendre le commandement lorsqu'il n'y aurait plus que de faibles ressources. » (REYNIER, p. 243).

(4) Lettre du 23 floréal à Menou.

(5) *Id.*

évacuent la colonie. Je serais même le premier à solliciter pour eux toute sorte d'indulgence (1). »

Désormais, il n'a plus à craindre de rébellion et se prépare à défendre Alexandrie jusqu'à la mort : « Citoyen Consul, il faut se presser, si l'on veut sauver l'Égypte. Mais les restes de la brave armée d'Orient s'enterreront sous les ruines de la colonie si elle n'est pas secourue (2). »

(1) 24 floréal.

(2) Menou au Premier Consul, 23 floréal.

CHAPITRE III

LA CAPITULATION DU CAIRE

Il restait aux Français un dernier espoir : l'Égypte était reconquise si le vizir était vaincu. La défaite des Turcs de Syrie assurait la fidélité des indigènes et laissait les Anglais isolés entre les deux corps de l'armée d'Orient. Belliard devait courir cette chance.

§ I^{er}

Le commandant du Caire avait réuni autour de lui les garnisons de Salahièh, de Belbéis, de Damiette et de la Haute-Égypte et, dès le début de la campagne, donné à Mourad-bey ordre de le rejoindre (1). Mais le mamelouk avait été brusquement emporté par la peste qui ravageait le Saïd et son successeur Osman-bey garda une neutralité prudente. Le 23 floréal, Lagrange entra au Caire avec ses troupes. Dès lors, Belliard disposait de onze mille hommes environ, hormis les malades et les non-combattants (2).

Le 25 floréal, il assembla un conseil de guerre. Les volontés étaient irrésolues, les opinions hésitantes.

(1) Belliard à Mourad, 24 ventôse.

(2) D'après : 1^o le relevé de la situation des troupes du 3^e arrondissement à l'époque du 1^{er} messidor an IX (20 juin 1801) : 943 officiers et 10 225 soldats présents sous les armes; 2^o la répartition pour l'embarquement des troupes sous les ordres du général Belliard, 20 thermidor an IX (8 août 1801) : 12 672 hommes, tout compris. Belliard prit le commandement en qualité de plus ancien divisionnaire.

D'Hautpoul, commandant du génie, proposa de battre en retraite sur Damiette, position militaire facile à fortifier, abondante en vivres ; Belliard, selon d'Hautpoul, était tout près d'y consentir, mais il n'osait prendre sur lui l'évacuation du Caire et, tout en affirmant très haut que c'était folie de défendre l'enceinte de la ville, semblait incliner vers ce parti, par lassitude ou par fatalisme (1). Il se fixa à une détermination meilleure, la seule qui s'imposât manifestement et qu'il avait lui-même indiquée dans un mémoire adressé le 4 fructidor an VIII au général en chef : « Supposant l'armée partie, il faut occuper les forts et points capitaux autour du Caire et marcher, avec la colonne mobile qu'on organisera, sur les troupes qui se présenteraient. L'ennemi ne peut venir que sur deux points : ou par Mata-rièh (à l'est), ou par le vieux Caire (au sud). »

Dans l'après-midi du 25, il se dirigea vers l'armée turque à la tête des divisions Lagrange et Robin, environ 6 000 hommes ; 2 000 soldats valides, 3 000 hommes de dépôt, vétérans, malingres, ouvriers militaires étaient chargés de contenir la capitale et, au besoin, de repousser les attaques de l'ennemi (2). Laissant au Caire garnison aussi forte, Belliard montrait beaucoup de circonspection ; mais, comme l'a dit Napoléon, 6 000 Français pouvaient battre l'armée du vizir (3). Le plan était bien conçu ; il suffisait, pour vaincre, de l'exécuter sans défaillance.

Or, Belliard eut d'étranges timidités. Ayant couché le 25 à El Menayer après avoir chassé quelques détachements ennemis, il marcha le lendemain vers Belbéis ; c'était « le seul but raisonnable que l'on pût se proposer (4) »,

(1) *Mémoires historiques et militaires*, n° 30 : Journal des événements qui se sont passés en Egypte pendant le troisième trimestre de l'an IX (de d'HAUTPOUL, Arch. hist. Guerre).

(2) MALUS, p. 211-212. — Journal de d'Hautpoul. — Rapport de Belliard à Bonaparte, du 11 messidor an IX.

(3) *Campagnes d'Egypte*, II, p. 434.

(4) Journal cité.

et l'on ne devait pas penser revenir au Caire avant d'avoir enlevé à Youssef-Pacha son camp et ses approvisionnements. Les Turcs parurent à El Khancah. On les canonna tout un matin, mais ils semblaient vouloir se dérober. Le général « s'alarma mal à propos... Il vit Hutchinson sur le point d'entrer au Caire, quoique celui-ci en fût encore à six marches », il vit des cavaliers turcs se diriger sur la capitale (1). Constatant, dit-il à Bonaparte, « que l'ennemi était très décidé à ne point quitter l'Égypte..., qu'en guerroyant de la sorte j'usais mes munitions et je perdais des hommes sans en tirer aucun avantage, craignant qu'un corps de cavalerie assez nombreux qui avait disparu le matin après avoir poussé une charge vigoureuse ne fût venu sur le Caire..., je me décidai à revenir (2) ».

L'aventure de Nassif-Pacha après Héliopolis tourmentait l'imagination de Belliard (3). Au lieu de faire confiance aux 5 000 hommes qu'il avait laissés au Caire et de diriger hardiment sa pointe contre Belbéis et Salahiéh, le général se persuada que les Turcs ne s'enfuyaient que pour donner aux Anglais et à Hussein-Pacha le temps de les joindre ; c'était, de l'aveu même de Reynier (4), bien mal connaître les sentiments du vizir ; Youssef-Pacha aurait craint de se remettre aux mains du capitain-pacha, son rival ; d'autre part, il n'aurait pu rétrograder sans voir aussitôt se disperser ses hordes (5).

Si Belliard eût estimé de son devoir et de sa gloire de sauver la colonie d'Égypte, il eût certainement déployé plus de résolution et plus d'audace ; il agit avec les scrupules d'un trop vieux stratège, parce qu'il manquait de foi en sa mission. Le 26 floréal, il rentrait au Caire, déçu, découragé, dans l'attitude d'un vaincu. Dès lors,

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 401-402.

(2) Lettre du 11 messidor an IX.

(3) MALUS, p. 211-212.

(4) REYNIER, p. 246.

(5) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 402.

il se bornait à prescrire quelques mesures de défense, bien assuré de l'inanité de ses efforts, tout prêt à conclure cette convention d'évacuation qu'en germinal déjà il estimait inévitable.

La même résignation paralysait tous les courages. On en eut, dans le même temps, une preuve malheureusement décisive. Le 24 floréal, le chef de brigade Cavalier avait quitté Alexandrie avec le régiment des dromadaires pour enlever aux villages les grains nécessaires à l'approvisionnement de la garnison. La moisson n'était pas achevée. Pour ne pas rentrer dans Alexandrie les mains vides, Cavalier résolut de remonter au Caire, où il espérait trouver quelques ressources. Quoiqu'il fût convaincu que les Anglo-Turcs n'avaient pas dépassé Rahmaniéh, il marcha prudemment à la lisière du désert, mais l'incessante poursuite des Arabes l'empêcha de pousser des reconnaissances. S'étant, le 27 floréal, rapproché du Nil, il aperçut sur le fleuve un grand nombre de barques ennemies ; au plus vite, il s'enfonça vers l'ouest ; la cavalerie anglaise, commandée par le général Doyle, l'y joignit, Hutchinson s'acheminant derrière elle avec deux colonnes d'infanterie. Le chef de brigade avait cinq cents hommes ; il se prépara à combattre. Mais, le premier feu essuyé, les Anglais jugèrent habile d'envoyer un parlementaire : Cavalier fut assez faible pour engager les pourparlers. Le major Wilson lui proposait une capitulation « avec les honneurs de la guerre », belle formule qui calme la conscience et endort les scrupules des commandants militaires. Il ajoutait que les officiers et les soldats seraient conduits en France libres de leurs personnes, que tous leurs biens — et les « dromadaires » étaient riches — leur seraient conservés, qu'il leur serait permis de réclamer leurs effets aux généraux du Caire et d'Alexandrie. C'en était trop pour ne pas ébranler la fermeté des Français. « Cette offre de la patrie

au milieu des déserts » séduisit les cœurs (1), « l'ardeur des troupes en fut ralentie » et Cavalier signa la capitulation (2).

« Quand les armées, dit Napoléon, croient possible de sortir d'une position critique avec une convention sans se déshonorer, tout est perdu (3). » La constance de l'armée d'Orient n'avait pas résisté aux défaites ; de nouveau, les Français supportaient impatiemment leur exil. Après avoir, selon le mot de Belliard (4), « travaillé trois ans pour le gouvernement » en défendant l'Égypte, ils ne voulaient plus que « sauver leur honneur ». L'esprit de Kléber les animait encore et tous leurs vœux tendaient maintenant à remettre en vigueur cette convention d'El Arisch que dix-huit mois auparavant ils avaient accueillie avec tant d'enthousiasme.

Belliard n'organisa la défense que pour obtenir de l'ennemi la capitulation accordée à Kléber. Sa lettre au Premier Consul en est l'aveu : « Les généraux, les officiers, les soldats se mirent à creuser des fossés ; on releva des retranchements sur lesquels on plaça du canon ; le mouvement continu des troupes semblait les multiplier. Partout nous présentâmes une attitude imposante et une apparence de forces qui fit que nos ennemis jugèrent que, pour arriver au Caire, il fallait marcher sur nos cadavres. On vit bien que nous voulions périr tous ou *dicter les conditions de notre retraite* (5). »

On garde les apparences pour en imposer à l'ennemi. Mais Belliard ne veut compter que sur 6000 hommes pour occuper les six lieues de l'enceinte du Caire (6), il

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 402-403.

(2) Lettre de Cavalier à Menou, du 24 prairial : Lettre du même au ministre de la Guerre, de Marseille, le 10 fructidor an IX. Texte de la capitulation du 27 floréal, signée de Cavalier, Doyle et Hutchinson. Cf. WALLS, p. 145.

(3) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 438.

(4) Lettre à Reynier du 6 germinal.

(5) Lettre du 11 messidor (je souligne les derniers mots).

(6) MALUS, p. 214.

est convaincu de l'hostilité des habitants ; à ses yeux toute résistance est vaine ; ses dispositions prises, il attend les Anglo-Turcs les bras croisés. Il ne cherche ni à tenter une attaque contre Hutchinson ou contre le vizir ; ni à rejoindre Menou par la rive gauche du Nil (1) ; ni même à fortifier sérieusement la citadelle du Caire. Dupas, qui la commande, offre le 25 prairial sa démission : « Puisque je ne puis compter sur rien, écrit-il à Belliard, pour la défense de la place qui m'a été confiée par le général Bonaparte, recommandée par le général en chef Menou et ne voulant pas trahir leur confiance ni rester plus longtemps dans la cruelle position dans laquelle vous me tenez, veuillez, je vous prie, inviter le général en chef à me remplacer dans mon commandement. »

Tout le mois de prairial s'écoule dans cette attente passive de l'ennemi. Les troupes françaises, démoralisées par les succès, affaiblies par la peste qui a sévi en germinal, blotties derrière leurs retranchements élevés à la hâte, s'écrient qu'elles sont « définitivement abandonnées par la France », exagèrent le nombre de leurs adversaires, réduisent à plaisir le total de leurs propres forces (2). « L'on se plaint presque de la lenteur d'Hutchinson », car « on veut avant tout en finir (3) ».

Hutchinson marche à pas comptés. Parti le 24 floréal de Rahmaniéh, il met cinq semaines à remonter au Caire. Le 1^{er} prairial, on apprend qu'il est établi à Terranéh (4). Le 6, il s'est rendu de sa personne avec le capitain-pacha au camp du vizir (5). Le 8, Osman-bey rejoint les Anglo-Turcs avec 1500 mamelouks. Youssef-Pacha est alors à Digouët dans le Kélioubèh et la flottille anglo-turque au point nommé le Ventre de la Vache. Les Anglais

(1) *Campagnes d'Egypte*, II, p. 434-438.

(2) THURMAN, p. 204-205.

(3) *Id.*, p. 208.

(4) Lettre du général Alméras à Belliard, du 1^{er} prairial (21 mai).

(5) Alméras à Belliard, lettre du 6.

restent quelques jours immobiles. Les Turcs travaillent à la construction de roues, d'affûts, de chariots (1). Le 16 prairial, les armées combinées, longeant les deux rives du fleuve, s'avancent jusqu'à Ouardan. Le 27, les Anglais dressent leur camp sur la rive gauche à une demi-lieue d'Embabèh (2). Enfin, le 1^{er} messidor, le général de division Robin mande à Belliard que l'ennemi est établi devant le camp français et tout prêt, semble-t-il, à commencer la lutte.

§ II

Le 3 messidor, Belliard envoie aux Anglais un parlementaire, le chef de bataillon Tousard. Celui-ci demande une entrevue au général Hope et le prie d'avertir Hutchinsoni que le commandant du Caire « désire une conférence ». Le général anglais fixe cette conférence au lendemain matin (3).

Après avoir, de son seul fait, engagé sur-le-champ les négociations, Belliard réunit dans l'après-midi du 3 messidor un conseil de guerre. Des délibérations de cette assemblée, les archives du ministère de la Guerre n'ont gardé aucun procès-verbal officiel. Une « relation des événements du corps d'armée aux ordres du général de division Belliard » rédigée par le chef de brigade d'Hautpoul en conservait la teneur ; elle fut enlevée, « on ignore par qui » ; on s'aperçut de sa disparition le 9 décembre 1828 (4). Il faut noter en même temps que la lettre écrite par Belliard au Premier Consul, le 11 messidor an IX, et qui contient le récit des opérations militaires et l'exposé des motifs de la capitulation, ne nous est connue que par

(1) Morand à Belliard, lettres du 8 et du 14 prairial, de Gizèh.

(2) MALUS, p. 215.

(3) Morand à Belliard, Tousard à Morand, 3 messidor.

(4) Note à l'encre sur le bulletin analytique qui accompagnait la pièce.

une copie sans signature provenant des papiers du chef de bataillon Théviotte. Des lacunes d'une telle importance semblent révéler un parti pris d'effacer tout souvenir et toute preuve de la conduite du commandant du Caire en messidor an IX.

Lorsque après la mort de Belliard (1832) ses papiers furent versés au dépôt de la Guerre, on y retrouva une copie du journal d'Hautpoul (1). La publication de ce document dans les pièces justificatives des *Mémoires de Reynier* en 1827 fut peut-être faite d'après une autre copie ou d'après l'original encore existant. Nous avons là le principal témoignage qui nous permette de reconstituer la physionomie du conseil de guerre du 3 messidor.

Selon d'Hautpoul, le mamelouk Osman-bey Bardissi fit d'adroites ouvertures à l'agent civil Pétrucci et à Majou, aide de camp de Belliard, et les convainquit des dispositions libérales des Anglo-Turcs. Belliard avait cause gagnée auprès des ennemis ; il lui était facile d'entraîner les volontés de ses lieutenants.

Il avait, dit-il aux membres du conseil, envoyé des dromadaires à Alexandrie pour obtenir des instructions du général en chef. Dix jours suffisaient pour le retour de ces courriers. Passé ce délai, Belliard était résolu à traiter avec l'ennemi, parce qu'il estimait impossible de défendre le Caire. Il invitait les officiers à discuter avec calme.

Sur quels points devait porter la délibération ? Belliard se gardait bien de le préciser. Sa harangue « diffuse », de l'avis d'Hautpoul, ne posait aucune question. Quoi qu'il prétendit, le commandant du Caire ne songeait pas à attendre les ordres de Menou. En demandant un armis-

(1) Note au crayon sur le même bulletin (datée d'avril 1854). Cette copie a été classée dans les « *Mémoires historiques et militaires, armée d'Orient* » sous le n° 30. La signature de d'Hautpoul ne s'y trouve pas. C'est le bulletin analytique qui attribue le document à cet officier.

tice à Hutchinson, en déclarant à ses officiers l'impossibilité où il était de se maintenir dans la capitale, il affirmait implicitement sa résolution de capituler sans retard. Comme Kléber à la veille d'El Arisch, il n'assemblait un conseil que pour mettre en partage la responsabilité de ses actes.

« La discussion s'engagea vaguement et sans suite. » Lagrange fit observer que l'armistice était « prématuré ». Comme Dupas, Duranteau et Valentin, il jugeait qu'il fallait combattre. Dupas, dit Napoléon I^{er}, « n'admettait point qu'il fût possible à 10 000 Français de capituler et de rendre les armes ; à qui ? aux Turcs ou aux Anglais ? L'expérience avait prouvé qu'on devait compter les Turcs pour peu de chose ; quant aux Anglais, il n'était pas douteux qu'ils ne fussent devant Gizèh, mais on ignorait leur nombre, le seul moyen de les reconnaître était de les attaquer ; ils seraient obligés de se déployer et on les compterait à l'aise sur le champ de bataille ; s'ils étaient tellement nombreux qu'on ne pût les enfoncer, on soutiendrait le combat jusqu'à la nuit ; on rentrerait alors dans les retranchements ; on serait toujours à temps de négocier (1) ».

Donzelot proposa de tenir au Caire pendant quelques semaines, puis de remonter en Haute-Égypte. Belliard répondit que cette contrée n'offrait aucune position militaire, qu'elle était ravagée par la peste et qu'enfin l'ennemi ne laisserait pas le loisir d'organiser cette retraite (2).

Ayant ainsi repoussé les hypothèses d'un combat et d'une retraite en armes, il se décida à mettre aux voix la proposition suivante : « Se défendrait-on dans la ville du Caire ou traiterait-on avec l'ennemi ? » Réduire la question à ces deux termes équivalait à dicter la réponse du conseil de guerre. La majorité des officiers était en effet convaincue de la « folie » d'une défensive.

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 405.

(2) Lettre de Belliard au Premier Consul, du 11 messidor.

A la requête de Belliard, le commandant du génie d'Hautpoul se chargea de confirmer ses collègues dans leur opinion. « La ligne, dit-il, a 12 600 toises de développement. La batterie de l'île de la Quarantaine peut être détruite, puisqu'elle est dominée par le village d'Embabèh. La ligne de Boulâq est imparfaite sur plusieurs points. Au front de Rubelnass, les Turcs peuvent occuper les maisons qui sont en dehors des fortifications et de là pousser des rameaux de mines. Le fort Dupuy n'a pas assez de monde pour le défendre. La citadelle est une masse informe dominée par le Mokattam. Les murailles en sont peu épaisses. Le retranchement de Gizèh est faible. »

Le lendemain, le chef de bataillon Garbé rédigeait sous forme de mémoire les observations de son chef. Kléber, dit-il, voulait mettre le Caire en état de défense contre des partis de cavalerie. C'était la seule hypothèse envisagée. Mais il s'agit maintenant d'une armée considérable, occupant les deux rives du Nil et ayant sur le fleuve une flottille. L'île de Raoudah n'est pas défendue. Le front est trop étendu pour le nombre des troupes. Le camp retranché demande à lui seul plus de la moitié des troupes disponibles.

Garbé concluait : 1^o que « d'après la connaissance certaine où l'on était du nombre d'ennemis qui cernaient la ville et des moyens qu'ils déployaient pour s'en rendre maîtres, ils pouvaient attaquer sur quatre points en portant à chacun un nombre au moins égal à celui que l'on pourrait leur opposer si le corps d'armée s'y portait successivement en masse » ; 2^o que « vu la faiblesse des moyens de défense, on ne pouvait pratiquer cette manœuvre sans abandonner des ouvrages trop faibles pour résister par eux-mêmes. Dès lors il fallait songer à tout abandonner et à se retirer dans l'unique réduit de la citadelle ».

Mais, ajoutait-il, cette retraite serait fort difficile parce qu'on saurait trop tard par quel point l'ennemi avait pénétré dans la ville. Si toutefois elle s'effectuait, les ennemis, en établissant des batteries sur le Mokattam, auraient en dix ou douze jours raison de la citadelle que cette colline surplombe (1).

Le chef de bataillon Rutý, commandant l'artillerie, fut à son tour interrogé par Belliard. Il déclara que « la proposition de tout abandonner excepté la citadelle était insoutenable ». On pouvait en un jour consommer les deux tiers des munitions de campagne sans espoir de les remplacer. Il fit, ainsi qu'il suit, le calcul des moyens de défense :

134 bouches à feu en batterie.

Pièces de la citadelle : 260 coups par pièce ; du Caire, 90 ; de Gizèh et du camp, 120 ; de campagne, 280.

Il n'y avait pas de réserve de munitions (2).

La majorité du conseil était d'avance acquise au sentiment de Belliard ; on lui assurait que l'honneur sortirait sauf de la capitulation : elle approuva immédiatement son chef. En vain Lagrange croyait-il possible de tenir encore quinze jours : « il convenait que la position n'était pas bonne », mais il voulait qu'on usât des dernières ressources. « Combien de reproches l'armée n'aurait-elle pas à se faire si, la capitulation signée, il lui arrivait des renforts ? » On lui répondit « qu'on ferait en sorte de traîner les négociations » pendant le temps qu'il aurait voulu donner à la résistance (3).

Raisons de gens pressés d'en finir. Ils ont une solution, ils s'y tiennent, sans comparer plus longuement leurs forces et celles de leurs adversaires. Napoléon I^{er} estime

(1) Le double du mémoire, avec les conclusions, est signé Garbé, le mémoire sans le résumé final porte la signature de d'Hautpoul.

(2) « Opinion du chef de bataillon Rutý », document classé, aux Archives de la Guerre, en juin 1801.

(3) *Journal d'Hautpoul*.

que Belliard, « en s'étudiant à attaquer dans ses sorties spécialement les Anglais, fût venu à bout de détruire ce petit corps qui seul donnait de la consistance à l'armée alliée (1). » Reynier, envisageant le cas d'une grande sortie des Français contre l'une ou l'autre des armées ennemies, reconnaît qu'« un pareil mouvement pouvait réussir si les ennemis trompés sur la faiblesse des postes restés devant eux laissaient échapper cet avantage (2) ». Mais c'était là un coup d'audace ; et Belliard avait renoncé à tenter la fortune.

Si imparfaits que fussent en réalité les ouvrages de défense, la prudence des ennemis pouvait quelque temps hésiter devant leur « aspect formidable (3) ». Lagrange affirme, dans son rapport au ministre, que « les ouvrages extérieurs de Gizèh étaient finis et bien armés avec des pièces de très fort calibre, les fossés mêmes palissadés ainsi que les places d'armes des principales entrées (4) ». Il est incertain que les premiers assauts des ennemis eussent porté sur les points particulièrement faibles. Et Belliard eût-il arrêté l'ennemi pendant six semaines, « l'inondation couvrant tout le pays aurait obligé les Anglo-Turcs à cesser les opérations de siège pendant deux mois » (5).

Les munitions et les approvisionnements permettaient une assez longue résistance. Le commissaire des guerres Duprat avait déclaré au conseil que la citadelle contenait des vivres pour deux mois (6). L'Égyptien Abdurrahman note qu'« au départ des Français tous les forts étaient bien fournis de vivres (7) ».

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 434-438.

(2) REYNIER, p. 261-262.

(3) WALLS, p. 202.

(4) 15 thermidor an IX (3 août 1801).

(5) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 434-438.

(6) *Journal d'Hautpoul*.

(7) ABDURRAHMAN, p. 245.

Belliard assure, dans sa lettre au Premier Consul, qu' « il avait à peine 150 coups à tirer » par pièce de canon. Songis, communiquant à Menou « l'état des bouches à feu existantes au Caire et à Gizèh à l'époque de la convention (1) », donnait des chiffres tout différents : « Le chef de bataillon Rutty, disait-il au général en chef, lui avait mandé par une lettre du 25 prairial qu'il avait un approvisionnement double, c'est-à-dire de trois cents coups par pièce pour toutes les bouches à feu de campagne. Les pièces de position n'avaient pas un approvisionnement aussi fort, mais journellement il était augmenté, le citoyen Champy fournissant un millier de poudre par jour et la fonderie et les autres ateliers de Gizèh étant en pleine activité. Le citoyen Rutty ajoutait que tous les ouvrages alors construits étaient armés et que les plus essentiels l'étaient bien (2). »

L'épidémie de peste, qui avait régné de ventôse à floréal, était terminée. Le 25 prairial il ne restait que 128 malades dans les lazarets et presque tous convalescents (3). Le 9 messidor, le nombre total des soldats aux hôpitaux ne s'élevait qu'à 697 (4).

Belliard craignait que les habitants du Caire ne prissent le parti des assiégeants. Il avait, dit-il, « au milieu de son camp une population nombreuse et féroce » qui « ne recevant plus de vivres se fût sans doute concertée avec l'attaque » de l'ennemi (5). Le loyalisme musulman n'aurait-il pas, comme en l'an VIII, soulevé les Égyptiens contre les infidèles ? Mais ces craintes avaient peu de fondement. Depuis l'ouverture de la campagne militaire, les

(1) L' « état » lui-même a disparu.

(2) Lettre du 21 messidor an IX ; Songis était à Alexandrie.

(3) DESGENETTES, *Histoire médicale*, I, p. 224.

(4) *Id.*, p. 225-226. Cf. *Courier de l'Égypte* du 20 prairial, n° 116 : « L'épidémie continue à disparaître et il n'est mort dans la ville, dans cette seconde décade de prairial, d'après les déclarations, que 145 malades.

(5) Lettre au Premier Consul.

indigènes n'avaient cessé de faire des vœux pour le triomphe des Français. Dans les derniers jours de prairial, lorsque l'ennemi était aux portes, la tranquillité publique se maintint. Girard, ingénieur en chef des ponts et chaussées et commissaire près le divan (1), écrivit à Menou que le peuple paraissait voir l'approche des Osmanlis « avec une espèce d'indifférence ». Il estimait que le « séjour que les Turcs avaient fait au Caire l'an dernier et les vexations qu'ils y avaient exercées leur avaient enlevé beaucoup de leur crédit ». L'indifférence des Égyptiens pour le vizir se fortifiait de leur méfiance à l'égard des Anglais. A ces infidèles encore inconnus, ils préféraient les Français dont ils redoutaient toujours la puissance et dont ils n'avaient pas oublié les bienfaits (2).

Un homme, personnellement décidé à garder à la France sa conquête, eût trouvé assez de raisons de soutenir un siège. Si Belliard, avec les ressources dont il disposait au Caire, eût été le commandant d'une place rhénane, il eût sans doute moins pensé à sauver les débris de ses troupes qu'à prolonger jusqu'aux dernières limites sa résistance. Mais partisan de l'évacuation de l'Égypte, il ne crut pas que son devoir fût de se sacrifier en vain. Le général en chef ne lui avait envoyé aucun ordre positif, lui recommandant seulement de « harceler les Anglais et les Osmanlis (3) ». Le Premier Consul semblait lui-même avoir abandonné l'Égypte : « Depuis huit mois, lui écrit Belliard, vous connaissez l'expédition d'Abercrombie ; tous vos efforts [pour nous secourir] ont été infructueux. Depuis quatre mois, nous défendons l'Égypte pied à pied. Rien n'est arrivé, que pouvons-nous espérer ?

(1) Depuis le départ de Fourier pour Alexandrie.

(2) Girard à Menou, 26 prairial. Cf. *Courrier de l'Égypte*, n° 116 : « La tranquillité des habitants est toujours la même et il paraît bien difficile, d'après les témoignages multipliés de leur attachement, qu'elle puisse être altérée. »

(3) Menou à Belliard, 49 prairial an IX.

Les Anglais ne seraient pas, je crois, aux portes du Caire s'ils craignaient une escadre nombreuse dans la Méditerranée (1). » Puisque l'Égypte est virtuellement perdue, Belliard se juge autorisé à en accepter l'abandon.

§ III

Les généraux Morand et Donzelot, l'adjudant-commandant Tarayre sont choisis par Belliard comme plénipotentiaires. Ils se réunissent le 4 messidor au général Hope, à Osman-bey et à Isaac-bey et signent le même jour les articles préliminaires de la capitulation. On règle une suspension d'armes, pendant laquelle sera discutée « une convention ayant pour base l'évacuation de l'Égypte » par le corps de troupes françaises sous les ordres du général Belliard (2).

Le 8 messidor an IX (27 juin 1801), la capitulation du Caire est conclue, le 9 elle est ratifiée. « Les corps de l'armée française de terre et de mer, les troupes auxiliaires aux ordres du général de division Belliard évacueront la ville du Caire, la citadelle, les forts, Boulâq et Gizèh et toute la partie de l'Égypte qu'ils occupent en ce moment. » (Art. 1^{er}.) — Ils se retireront par terre à Rosette, suivant la rive gauche du Nil avec armes, bagages, artillerie de campagne, caissons et munitions pour y être embarqués dans les cinquante jours au plus tard. (Art. 2.) — Il sera remis immédiatement aux armées alliées le fort Sulkowski et la porte des Pyramides de la ville de Gizèh (Art. 3) et, douze jours après la ratification de la convention, la ville et la citadelle du Caire, la ville et les forts de Boulâq seront évacués par les Français. (Art. 4.) — Les commandants des troupes britanniques et ottomanes

(1) Lettre du 11 messidor.

(2) Articles préliminaires, du 4 messidor (23 juin), écrits au camp des conférences, entre le camp anglais et Gizèh.

s'engagent à fournir les subsistances et les moyens de transport. (Art. 4, 7, 8.) — Une escorte de bâtiments de guerre garantira la sûreté et protégera le retour de l'armée française. (Art. 10.) — Les administrateurs et les membres de la Commission des Sciences et Arts emporteront tous leurs papiers. (Art. 11.) — « Tout habitant de l'Égypte qui voudra suivre l'armée française sera libre de le faire sans qu'après son départ sa famille soit inquiétée ni ses biens séquestrés. » (Art. 12.) — Aucun habitant de l'Égypte, de quelque religion qu'il soit, ne pourra être inquiété ni dans sa personne ni dans ses biens pour les liaisons qu'il aurait eues avec les Français pendant leur occupation de l'Égypte. (Art. 13.)

Belliard obtenait les conditions que Kléber avait autrefois acceptées (1). Puisqu'il ramenait en Europe ses troupes libres et armées et qu'il obligeait les Turcs à reconnaître les droits des Égyptiens qui nous avaient servis, il ne pensait pas avoir failli à l'honneur.

La colonie nous était enlevée. Mais, au regard de l'armée d'Orient, nous l'avions perdue dès le jour de la défaite navale d'Aboukir. Bien peu avaient eu foi en l'avenir de cette « folle conquête ». En reproduisant le traité d'El Arisch, la capitulation du 9 messidor semblait à la plupart terminer logiquement la campagne d'Égypte.

Belliard le croyait si bien qu'il lui parut convenable de stipuler pour Menou le bénéfice du traité du Caire. Un article 20 porta « que la présente convention serait par un officier français communiquée au général en chef Menou à Alexandrie » et que « celui-ci serait libre de l'accepter pour les troupes françaises et auxiliaires de terre et de mer qui se trouvaient avec lui dans cette place, pourvu que cette acceptation fût notifiée au général

(1) De meilleures même; ainsi Kléber n'avait pu arracher au vizir la promesse que les Égyptiens pourraient librement suivre les troupes françaises en Europe.

commandant les troupes anglaises devant Alexandrie dans dix jours à compter de celui où la communication lui en aurait été faite (1) ».

Le 11 messidor, Belliard écrivit au Premier Consul une longue lettre justificative dans laquelle il se réclamait de l'exemple de Chevert à Prague (2).

A l'approche des ennemis, l'armée française s'était préparée à combattre. « Adieu, chers et bien-aimés père, frère, sœur..., écrit Thurman dans son journal, au début de messidor; il est probable que demain notre sort sera décidé (3). » La convention « causa autant de surprise que de satisfaction (4) ». On quittait l'Égypte où l'on avait tant souffert; « on fuyait » sans doute, mais après un traité « honorable (5) ».

Cependant, la joie du départ se nuancait chez quelques-uns d'un vague regret : cette Égypte « deux fois conquise », écrit Bricard, « devenait de plus en plus florissante et devait être un jour une des plus riches contrées de la France (6) ». On chercherait vainement dans les mémoires des soldats l'expression de pareils sentiments lors de la capitulation d'El Arisch. La politique du général Menou, servie par de plus grands talents et soutenue de toutes les fidélités, eût sans doute porté tous ses fruits.

Il n'était plus temps, désormais, de regarder en arrière. Lorsque, dans la nuit du 15 au 16 messidor, des dromadaires arrivèrent d'Alexandrie apportant de la part de Menou l'ordre « de vaincre ou de mourir », l'armée du Caire jugea que « cet ordre ne pouvait venir que d'un homme

(1) Convention (texte manuscrit aux Archives historiques de la Guerre) signée de Donzelot, Morand, Tarayre, Hope, Osman-bey, Isaac-bey. Ratifiée par Hutchinson, Stevenson (celui-ci au nom de lord Keith), Youssef-Pacha, Hussein-Pacha.

(2) Je cite des extraits de cette lettre aux paragraphes précédents.

(3) THURMAN, p. 208.

(4) BRICARD, p. 470.

(5) *Id.*, p. 473.

(6) *Id.*

dont les sens n'étaient pas rassés ». Elle refusa de se laisser « tailler en pièces pour procurer au général Menou l'occasion de faire une fanfaronnade auprès du gouvernement (1) ». Seul le chef de brigade Dupas se crut tenu à l'obéissance ; il envoya à Belliard la lettre par laquelle Menou lui ordonnait de se défendre « jusqu'à la mort (2) » et fit fermer les portes de la citadelle. Belliard le menaça de destitution s'il s'opposait à l'exécution du traité (3).

Plusieurs centaines d'Égyptiens, et parmi eux Mallem Yacoub, suivirent l'armée française. Les habitants semblaient regretter le départ de leurs maîtres (4). Le 17 messidor, Estève réunit le divan du Caire et lui adressa un discours d'adieu ; l'assemblée était très nombreuse ; outre les membres du divan, elle comprenait les seigneurs indigènes, les fonctionnaires turcs et beaucoup de Caireotes. Le directeur général des revenus publics parla de l'intérêt que les généraux Bonaparte et Menou avaient porté aux Égyptiens. Il énuméra les réformes que Menou eût accomplies si la guerre ne l'en avait empêché : refonte de l'impôt foncier et du cadastre, rétablissement du pèlerinage de la Mecque et de la foire de Tantah. Il formula l'espoir que les Français reviendraient un jour assurer le bonheur de l'Égypte (5).

En dépit du voisinage des Turcs, Estève reçut « des témoignages publics d'estime ». La plupart des chefs de la ville qui venaient l'embrasser « avaient les larmes aux yeux » et reflétaient sur leur visage « les inquiétudes... auxquelles le départ des Français les livraient (6) ».

A peine les indigènes furent-ils tombés sous la domination ottomane que le joug des infidèles leur parut en com-

(1) MALUS, p. 218.

(2) Dupas à Belliard, 16 messidor.

(3) GALLAND, II, p. 79-80.

(4) *Id.*, p. 78.

(5) Discours du 17 messidor (6 juillet).

(6) Lettre d'Estève à Menou du 8 thermidor (27 juillet).

paraison bien léger. En bons musulmans ils avaient crié : « Que Dieu rende le sultan victorieux ! » — « espérant qu'on s'en trouverait bien », ajoute Abdurrahman qui demeurerait sceptique (1). Bientôt les exactions de l'armée turque les irritèrent : « Tout le monde, écrit l'auteur arabe, et surtout les paysans regrettaient les Français (2). » Lorsqu'en vendémiaire de l'an XI, Sébastien fut envoyé en Orient pour examiner la situation du pays et peut-être pour préparer une nouvelle expédition d'Orient, il fut reçu au Caire avec enthousiasme : « Chefs, commerçants, ulémas, peuple, manda-t-il à Bonaparte, tout attend sa délivrance du Premier Consul, tout fait des vœux pour rentrer sous sa domination et il est certain qu'à l'apparition d'une armée française le pays se déclarera pour elle (3). »

Le 25 messidor an IX, le corps d'armée aux ordres du général Belliard quitta le Caire. A la prière de ses troupes, Belliard avait fait exhumer le corps de Kléber. Le jour où la dépouille du général en chef fut portée de la ferme d'Ibrahim-bey, où elle avait été déposée, à Gizèh, où elle devait être embarquée, toutes les troupes disponibles escortèrent le catafalque ; les soldats de service restèrent sous les armes pendant la durée de la cérémonie ; les salves d'artillerie des Anglais et des Turcs répondirent aux salves des Français ; une djerme pavoisée de noir reçut le cercueil ; pour la traversée de la Méditerranée, lord Keith fit préparer un navire où Kléber reposa, sous la garde d'une compagnie de grenadiers (4).

Cette exhumation solennelle était un symbole. L'ar-

(1) ABDURRAHMAN, p. 229.

(2) *Id.*, p. 245.

(3) Arch. Nationales, AF IV, 1687, Rapport fait au Premier Consul par le citoyen Sébastiani. *Sans date précise.*

(4) Note, aux Archives de la Guerre, probablement de la main de L. Reynier.

mée d'Orient, fidèle à ses affections, avait voulu que l'ombre de Kléber la ramenât en France (1).

(1) « Comparaison à faire avec la réception à son arrivée [de Kléber] en France. Le général Bonaparte ordonna que le corps de Kléber serait déposé dans le château d'If près Marseille où il est resté enfermé jusqu'à son départ [de Bonaparte] pour l'île d'Elbe. Il [le corps de Kléber] en sortit par ordre du roi Louis XVIII qui lui fit rendre les honneurs militaires et ordonna qu'il fût transporté à Strasbourg, sa ville natale. Il y fut déposé dans un caveau de la cathédrale. »

(Note de la main de Damas sur une feuille qui contient le récit de l'exhumation.)

CHAPITRE IV

LA CAPITULATION D'ALEXANDRIE

La chute du Caire enleva à Menou ses derniers espoirs. Maîtres de l'Égypte, les Anglo-Turcs purent réunir leurs forces contre Alexandrie. L'armée assiégée prolongea la résistance pour sauver l'honneur ; mais à l'instant où Belliard capitulait, elle avait manqué l'occasion de rompre le blocus et demeurait privée de tout secours de France.

§ 1^{er}

Par un ordre du jour du 29 floréal, Menou apprit aux troupes l'évacuation de Rahmaniéh. Coupé de ses communications avec l'intérieur, séparé de la moitié de son armée, il devenait, comme l'avait souhaité Damas, « un simple commandant de place ». Il sembla vouloir s'en tenir à ce rôle.

Six mille Anglais gardaient le camp devant Alexandrie (1). Ils n'avaient pas avancé d'une ligne depuis le 30 ventôse. Menou ne bougea pas plus que ses ennemis. Il était campé sur les hauteurs, hors de l'enceinte de la ville : ses retranchements, il l'écrivait au Premier Consul, étaient « formidables (2). » Mais, trop étendus, ils immobi-

(1) WALLS, p. 128.

(2) Menou au Premier Consul, 7 prairial an IX. ROUSSEAU, II, n° 51. Cf. dans le *Moniteur* du 12 thermidor an IX une lettre de Daure au ministre de la Guerre sur la situation de l'Égypte (datée de Livourne, 2 thermidor an IX).

lisaient l'armée à l'est (1) ; à l'ouest, le général en chef n'avait songé qu'à perfectionner les fortifications du poste du Marabout (2).

Dans une note sur la situation de l'armée d'Orient en floréal (3), Reynier affirmait au ministre de la Guerre que 3 900 hommes occupaient les hauteurs ; 300 hommes de la 21^e légère et 1 200 marins assuraient le service d'Alexandrie. Les approvisionnements, disait-il, étaient insuffisants : il n'existait plus de fourrage pour les chevaux, le blé et le riz devaient être épuisés au commencement de fructidor. Le trésor était réduit à cent mille livres.

En réalité, 9 000 hommes formaient la garnison d'Alexandrie. A l'époque du 14 fructidor, celle-ci, affaiblie par les combats et par une épidémie, comptait encore 7 362 officiers et soldats présents sous les armes ; le nombre des malades s'élevait alors à 1 737 (4). Le reliquat de la caisse était, le 10 prairial, de 95 997 livres (5). Ce jour-là même, Friant rassembla chez lui les négociants et leur fit promettre de ne pas hausser le prix de leurs denrées (6). Le 14 prairial, l'ordonnateur en chef avertit Menou que les fournitures de viande faites par les Arabes ne suffisaient plus à la consommation.

La situation était difficile et quelques bruits alarmants se répandaient parmi les soldats. « Des hommes sans honneur, disait un ordre du jour (7), vont jusqu'aux postes ennemis, et viennent ensuite jeter le découragement parmi nous. La guerre se compose de revers et de succès. Je vous ferai connaître exactement les uns et les autres. »

(1) *Campagnes d'Egypte*, II, p. 445-447.

(2) Menou à Sanson, 5 prairial.

(3) Jointe à une lettre au ministre de la Guerre, du 9 messidor.

(4) Situation des troupes et administrations présentes à Alexandrie le 14 fructidor, certifiée par l'ordonnateur en chef.

(5) Lettres du payeur du quartier général à Menou.

(6) Friant au commandant de la place d'Alexandrie, 11 prairial.

(7) Du 2 prairial.

Le général en chef avait-il lui-même confiance en l'avenir? Il cherchait à s'étourdir de mots, à se griser d'illusions. Voici le ton de ses billets au général Friant : « Mon cher général, de la patience, de l'énergie, du courage, nous nous tirerons de tous les Anglais du monde. L'ophtalmie, la dysenterie, la peste, le scorbut, la petite vérole les assiègent. Vive la République (1)! » Avec plus de franchise il avouait à Maret que si l'on n'envoyait aucun secours, « l'armée d'Orient finirait par être défunte ». Il en prenait son parti avec un étrange fatalisme : « Les Anglais s'en iront dans l'autre monde avec nous. Au reste c'est au gouvernement à tout prévoir et à tout pourvoir (2). » Il recommandait au Premier Consul sa femme et son fils, au cas où il viendrait à périr (3).

Flétrissant la capitulation de Cavalier par l'ordre du jour du 29 prairial, il jure de « ne souscrire à aucune condition qui puisse ternir la gloire de l'armée ». Ce sont là indignations très véhémentes et serments très solennels. Mais que fait Menou pour retarder sa ruine? Dans la seconde décade de prairial, Coote, commandant des troupes anglaises devant Alexandrie, reçoit l'ordre d'envoyer à Hutchinson deux régiments, 120 canonniers et 60 dragons montés; dès lors toutes ses forces se réduisent à 5 000 hommes, dont plus de 1 500 affectés d'ophtalmies et de fluxions; 3 000 ennemis seulement demeurent en état de combattre (4). Menou peut avec 6 000 hommes prendre l'offensive et dégager Alexandrie (5).

Il fallait moins attendre de son initiative. « C'était au gouvernement à tout prévoir »; ce sophisme, que le

(1) 17 prairial (6 juin).

(2) Lettre du 11 prairial, extraite d'un cahier provenant des papiers du général Reynier et contenant les copies de huit lettres de Destaing et de Menou.

(3) Lettre du 1^{er} messidor. ROUSSEAU, II, n° 54.

(4) WALLS, p. 188-189.

(5) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 445-447.

général énonçait dans ses lettres, réglait malheureusement toute sa conduite. « Deux petits bâtiments qu'on a pris, l'un anglais et l'autre turc, ont dit qu'une armée navale française et espagnole était dans la Méditerranée (1) » ; raison suffisante apparemment pour oublier l'armée ennemie et pour tenir ses regards fixés sur la mer, où l'on ne voit rien venir...

Enfin le 20 prairial une voile est signalée. La corvette *l'Héliopolis*, détachée de la flotte de Ganteaume, entre dans le port d'Alexandrie.

L'amiral avait quitté Toulon le 5 floréal (25 avril), sur l'ordre du Premier Consul (2). Il avait dû tout d'abord presser la reddition de l'île d'Elbe. Puis, une maladie épidémique s'étant déclarée sur les vaisseaux *Formidable*, *Indomptable* et *Desaix* et sur la frégate *la Muiron*, il avait renvoyé ces navires à Toulon avec le contre-amiral Linois, et le 5 prairial (25 mai), il faisait voile pour l'Égypte avec quatre vaisseaux de ligne, une frégate, un brick et deux transports (3). Les vents, qui favorisaient la flotte ennemie, empêchèrent Ganteaume d'approcher d'Alexandrie ; un débarquement à Derne lui parut également impossible.

L'*Héliopolis* apportait à l'armée d'Orient cette triste nouvelle et l'avertissait qu'il ne fallait plus désormais compter sur le secours de la flotte (4). Ganteaume rentra à Toulon après s'être emparé d'un navire anglais.

La perte de l'Égypte était dès lors irrévocable. En vain Bonaparte envoya-t-il Bruix à Rochefort pour y presser l'armement d'une nouvelle escadre qui, après avoir rallié deux divisions espagnoles au Ferrol et à Cadix et pris

(1) Menou au Premier Consul, 9 prairial. ROUSSEAU, II, n° 51.

(2) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Bonaparte au ministre de la Marine, n° 5440, 28 germinal.

(3) GUÉRIN, III, p. 639-641.

(4) Lettre de Meyer, commandant les troupes embarquées, à Menou, 18 prairial, et lettre du même à Ganteaume, 4 messidor.

à Otrante des troupes de débarquement, eût cinglé vers l'Égypte. Bruix, tombé gravement malade, dut renoncer à cette mission (1).

Le contre-amiral Linois, qui repartait de Toulon quelques jours avant le retour de Ganteaume (13 juin 1801), fut, semble-t-il, destiné lui aussi à secourir l'Égypte. Mais il devait d'abord rallier à Cadix une escadre espagnole : le 4 juillet (15 messidor), prévenu que Cadix était bloqué par les Anglais, il se jeta dans la baie d'Algésiras ; la victoire qu'il y remporta ne changea rien au sort de l'Orient (2).

L'expédition nécessaire pour reconquérir la colonie perdue, — la flotte qui eût battu la croisière anglaise, — l'armée qui, débarquant à l'embouchure du lac Madiéh, eût coupé les envahisseurs en deux corps, désarmé les assiégeants d'Alexandrie, défait les vainqueurs du Caire (3) — ne devaient jamais paraître en Égypte.

Les dernières illusions tombaient. Inlassablement Menou luttait contre le désespoir. S'il parlait, dans l'ordre du jour, de l'arrivée de l'*Héliopolis*, c'était pour instruire les troupes des événements heureux : « Le Premier Consul s'occupait avec la plus grande activité de tout ce qui intéressait l'Égypte et l'armée d'Orient. La France se trouvait dans l'état le plus brillant. Les ports de Naples et de Sicile étaient fermés aux Anglais. » Il accueillait, il répétait crédulement tous les bruits, pour peu que les courages en fussent relevés. « Une armée française de 60 000 hommes était entrée dans les États du Grand

(1) GUÉRIN, III, p. 632-633. Arch. Marine, BB⁴ 159, lettres de Bruix à Forfait, 27 ventôse (18 mars) : il est arrivé à Rochefort le 24 ventôse et n'a trouvé que trois vaisseaux désarmés. LECESTRE, I, n° 41 : le Premier Consul à Lucien Bonaparte, ambassadeur à Madrid : lui annonce la mission de Bruix. *Correspondance de Napoléon*, n° 5578 ; à Bruix, 29 floréal (19 mai) : se confie à ses talents pour secourir l'Égypte.

(2) GUÉRIN, III, p. 642-643 et p. 651-663.

(3) D'après REYNIER, Note sur la situation de l'armée d'Orient à la fin de floréal an IX.

Seigneur » qui sur-le-champ avait proposé un arrangement pacifique (1). Le 28 prairial il écrivait à Chaptal, ministre de l'Intérieur, que « les Turcs venaient d'être battus deux fois de suite ; le grand vizir commandait en personne à la seconde bataille » ; les Anglais avaient été défaits à Embabèh ; il n'avait pas encore de détails, mais les troupes ennemies du camp d'Alexandrie « convenaient elles-mêmes que la perte avait été considérable (2) ».

Il allait s'éveiller douloureusement de ce rêve.

§ II

Le bruit de la capitulation du Caire se répandit vite dans la garnison d'Alexandrie. Les officiers anglais parcouraient les avant-postes, annonçant aux vedettes que les troupes de Belliard s'embarquaient (3). Menou se hâta d'expédier un courrier au commandant du Caire, lui ordonnant « de vaincre ou de périr ». La citadelle devait « être encombrée de munitions de guerre et de bouche ; il fallait tomber sur l'ennemi s'il faisait un mouvement rétrograde ». Le chef de brigade Viala était chargé d'instructions verbales pour Belliard (4) ; on sait comment celui-ci accueillit les tardives injonctions du général en chef.

Le 18 messidor, lord Keith communiqua officiellement à Menou la convention passée entre les Anglo-Turcs et le corps d'armée français. Le général en chef n'hésita pas un instant à rejeter la clause qui lui permettait de bénéficier de la capitulation. Les généraux qu'il rassembla estimèrent eux aussi qu'il fallait prolonger la défense ; avant l'épuisement des dernières ressources, le Premier Consul

(1) Ordre du jour du 20 prairial.

(2) ROUSSEAU, II, n° 53.

(3) Lettre de Cassagne, chef de la 25^e demi-brigade, à Menou, 11 messidor an IX.

(4) Menou à Belliard, 11 messidor (30 juin).

pouvait encore envoyer quelques secours ou signer la paix avec l'Angleterre.

Le 20 messidor, Menou annonça en ces termes sa résolution : « Généraux, officiers, sous-officiers et soldats de toutes les armes, les troupes françaises qui étaient au Caire et forts environnants ont capitulé sans se battre, sans que la ville et les forts aient été attaqués régulièrement. Je ne me permets aucune réflexion sur cet événement, le plus extraordinaire qui soit peut-être arrivé à la guerre, parce que je craindrais d'envelopper dans le déshonneur des hommes qui jusqu'à présent s'étaient montrés dignes du nom français et républicain. Je vous déclare que j'ai rassemblé autour de moi les lieutenants généraux Friant et Rampon, les généraux de division Songis, Destaing, Zayonschek et le général de brigade Sanson ; tous ont été d'avis que nous devons nous conduire ici comme des hommes qui ne connaissent d'autres règles de conduite que l'honneur et l'attachement à leur patrie. Soldats, vous avez montré jusqu'à présent tant de dévouement, de patience et de courage que je ne vous fais pas l'affront de douter un seul instant de la conduite que vous tiendrez ; nous nous défendrons jusqu'à la mort (1). »

Un bâtiment fut expédié en France pour dénoncer au Premier Consul la capitulation de Belliard et l'instruire de la position du général en chef :

« Je frémis d'indignation, écrivait Menou à Bonaparte, en vous apprenant que l'iniquité tramée depuis votre départ pour l'évacuation de l'Égypte vient enfin d'être consommée. Les troupes qui étaient au Caire viennent de capituler sans se battre, sans avoir été attaquées, ayant pour au moins trois grands mois de vivres, ayant de très bonnes fortifications. La ville était dans le plus parfait état de tranquillité. L'impudeur a été poussée

(1) Supplément à l'ordre du jour du 20 messidor.

jusqu'à stipuler que je pourrais accéder à cet infâme traité si cela me convenait, comme si un général de division pouvait sans ordre stipuler pour un général en chef (1). »

Ce n'était pas seulement la perte de l'Égypte que consommait Belliard ; c'était la ruine morale de toute l'œuvre de Menou. La politique du successeur de Bonaparte s'écroulait en même temps que ses espoirs : la convention d'El Arisch était renouvelée et Kléber l'emportait enfin sur les colonistes ! Voilà sinon la justification, du moins l'excuse des pires insultes auxquelles se laisse entraîner le général en chef ; en toute vérité, il s'était montré assez inhabile, assez inactif pour prendre sa très large part des responsabilités.

La constance avec laquelle il défendait Alexandrie rachetait ses fautes ; il promettait à Bonaparte de résister encore trois mois s'il n'était pris d'assaut et si les troupes voulaient se battre. Mais pour sauver l'Égypte, il estimait que vingt-cinq vaisseaux de ligne et 12 000 hommes étaient nécessaires (2).

L'esprit des soldats était troublé. Lassés d'un long siège, les Français d'Alexandrie écoutaient sans répugnance les plaidoyers en faveur de Belliard et ne songeaient pas sans envie au sort de leurs camarades bientôt rapatriés. Les officiers anglais, qui venaient causer avec les nôtres aux avant-postes, leur démontraient facilement l'inutilité de la lutte. Le général en chef comprit tout le danger de tels regrets et de telles séductions. Il ne pouvait le conjurer qu'en flétrissant de nouveau la capitulation du Caire.

Il inséra dans l'ordre du jour du 27 messidor la lettre, datée du 12, par laquelle Belliard lui avait annoncé sa reddition :

(1) Menou au Premier Consul, 24 messidor (10 juillet). ROUSSEAU, II, n° 55.

(2) *Id.*

« Le 26 [prairial], mon général, Henry est parti du Caire pour se rendre à Alexandrie. Il vous a porté l'état de notre position. Mon aide de camp Rignoux l'a accompagné pour prendre vos dépêches. Je vous marquais que les trois armées étaient aux portes du Caire ; que la ligne que nous avions à défendre, vu l'ennemi que nous avions à combattre, malgré les travaux que nous avons faits, avait encore plusieurs points faibles susceptibles d'être enlevés de vive force. Le 1^{er} [messidor] l'ennemi s'est approché du Caire, ayant sa droite au Nil, au village de Chabralet où il a jeté un pont de bateaux du pays, sa gauche à Lakoubèh. Les armées anglaise et du capitana-pacha ont fait l'investissement de Gizèh, repoussé quelques-uns de nos avant-postes et commencé à établir des batteries. Le 3, nous avons eu suspension d'armes ; le 4, les négociations ont été entamées après la tenue d'un conseil de guerre. Je les ai allongées jusqu'au 8, espérant toujours revoir les dromadaires qui pouvaient être de retour le 5. Le 8, la convention a été signée et ratifiée le 9.

« Un des articles, ajoutait Menou, porte textuellement que le jour de la ratification le fort Sulkowski d'un côté, et de l'autre la Porte des Pyramides de Gizèh seraient livrés à l'ennemi.

« Jugez d'après cela, soldats, si une seule position de la ville du Caire et des forts et places qui l'entourent était entamée ; car tout le monde sait que le fort Sulkowski et la porte des Pyramides de Gizèh sont les deux points les plus saillants de tout ce qui environne le Caire. »

Menou mettait les troupes en garde contre les discours de l'ennemi : « On vient vous dire et l'on a vraisemblablement dit au Caire que c'est par humanité qu'il a été ou qu'il serait nécessaire de capituler, comme si l'humanité consistait à être traître ou lâche. »

Puis, rappelant le long siège soutenu par Nassif-Pacha,

il comparait cette défense d'« une troupe indisciplinée, n'ayant que huit ou dix mauvaises pièces de canon », à la conduite de l'armée française « nombreuse, ayant rempli tout l'univers de sa gloire, commandée par des chefs expérimentés, entourée de fortifications et de retranchements », pouvant compter sur trois cents pièces de canon et sur trois mois de vivres. « Il existe des criminels, concluait-il, et le crime est épouvantable. »

Encore une fois il exhortait les soldats à « conserver l'honneur et l'estime du monde entier ». Mais il se disait prêt « à donner des vaisseaux pour sortir d'Alexandrie » à ceux qui ne partageaient pas ses sentiments.

Le commodore Sydney Smith se plaignit que Menou l'accusât, dans ses ordres du jour, d'« intriguer » aux avant-postes et de flatter les espoirs des soldats français. Le général en chef lui répondit qu'il le félicitait de si bien connaître ce qui se passait à Alexandrie et ne cacha pas qu'il se défiait de ses conversations avec les vedettes : « Vous parliez, dites-vous, du désir qu'a chacun de voir terminer une lutte pénible pour tous et trop longtemps prolongée. Mais si vous avez cru de votre intérêt de venir nous attaquer et de terminer promptement, pourquoi ne voulez-vous pas croire que ceux des Français qui ne sont pas mus par des passions déshonorantes aient pensé pour la même raison que vous qu'il était de l'intérêt de la République de se défendre avec opiniâtreté et de prolonger la lutte? » Après « l'extraordinaire événement du Caire » il était naturel que Menou « cherchât à prémunir les troupes contre les insinuations » des assiégeants (1).

L'armée de Belliard était à la veille de s'embarquer. Pour bien montrer qu'il n'entendait adhérer sur aucun point à la capitulation et pour tenir ses soldats à l'abri d'un trop grand découragement et de regrets trop cruels,

(1) 30 messidor. ROUSSEAU, II, n° 58.

le général en chef refusa l'accès d'Alexandrie à tous les envoyés de son lieutenant. « L'affaire du Caire, écrivit-il à Lagrange, est la plus honteuse qui ait jamais eu lieu depuis qu'il existe des troupes françaises. L'honneur..., l'attachement à la patrie, la situation politique de la France dans le moment où elle traite de l'armée d'Orient, ont été foulés aux pieds. Comment se fait-il que deux généraux de division (1) n'aient pas eu assez d'énergie pour empêcher cet infâme événement (2)? »

Menou voulut donner une preuve éclatante de sa fermeté. Au moment où les Anglo-Turcs s'emparaient de Rosette, Mme Zobeïdah Menou, son fils Soleiman-Mourad et son frère Ali s'étaient échappés en grande hâte ; ils avaient trouvé refuge au Caire où le capitaine Alpheran, aide de camp du général en chef, veillait sur eux. Votre fils, écrivait-il à Menou, est « l'admiration de tous ceux qui le voient. Je n'ai pas encore passé un seul jour sans lui faire ma visite. Je console, j'encourage (3). Mais je trouve bien plus de raisons auprès de Mme Menou qu'auprès de son frère qui délire du matin au soir. Il n'est aucune folie que la peur ne lui inspire (4) ».

La famille égyptienne du général Abdallah suivit le sort de l'armée française et quitta le Caire après la capitulation. Allait-elle retrouver son chef ? Le 6 thermidor, une lettre de Menou à lord Keith parut à l'ordre du jour ; le général préférerait ne pas revoir sa femme et son fils plutôt que de paraître souscrire à un seul article de la capitulation de messidor (5). En même temps il envoyait à Zobeïdah ses recommandations suprêmes, lui conseillant d'élever leur fils « dans la crainte de Dieu, de le rendre

(1) Lagrange et Robin, partisans de Menou.

(2) 10 thermidor. ROUSSEAU, II, 59.

(3) Le capitaine Alpheran avait été, dit-on, grand vicaire d'Aix-en-Provence : son style garde des tournures ecclésiastiques.

(4) Lettre du 26 prairial.

(5) Supplément à l'ordre du jour du 6 thermidor.

riche de vertu et de droiture, non de la richesse du monde, car l'or corrompt et avilit tout (1) ».

Cette résolution laissait le commandant des troupes du Caire dans un grand embarras. Oublieux des injures et courtoisement chevaleresque, il proposa au général en chef d'installer Mme Menou dans la famille Belliard (2). Alpheran offrit de l'introduire dans la sienne. En tout cas, il estimait impossible de laisser la femme du général en chef à Rosette après le départ de l'armée et suppliait Menou de lui donner des ordres (3). Enfin Menou se décida à solliciter pour sa femme et son fils un passeport que lord Keith leur accorda sans difficulté (4).

Le général en chef eût désiré obtenir pour Estève la même autorisation. Il se heurta à ses propres édits. Lorsque le directeur des revenus publics se présenta aux avant-postes, les soldats, fidèles à la consigne, refusèrent de le recevoir. En vain Menou le réclama-t-il aux Anglais (5). Le 21 thermidor (6 août), Hutchinson annonça à son adversaire qu'Estève était parti pour la France.

Les principes intransigeants de Menou lui dictèrent une étrange conduite à l'égard des membres de l'Institut d'Égypte et de la Commission des Arts. Renvoyés du Caire au mois de germinal, les savants avaient été reçus par le général en chef d'assez mauvaise grâce ; ils étaient médiocrement satisfaits de leur séjour dans une ville bloquée et dès floréal ils sollicitaient la permission de revenir en Europe. Menou sembla tout prêt à la leur donner ; mais il exigea d'eux qu'ils lui laissassent toutes leurs collections (6). Le 1^{er} prairial, il se relâchait de cette rigueur et autorisait le transport des collections préparées.

(1) 10 thermidor an IX.

(2) 11 thermidor.

(3) 13 thermidor.

(4) 14 thermidor.

(5) Menou à Keith, 14 et 18 thermidor.

(6) Menou à Fourier, 29 floréal.

Le 14, un arrêté créait une commission chargée de recevoir les monuments des arts et les antiquités rassemblées par les savants français. Après une longue attente, ceux-ci s'embarquèrent sur l'*Oiseau*; le général en chef hésitait toujours à les laisser partir. Survint la nouvelle de la capitulation du Caire; les passagers de l'*Oiseau* redoublèrent d'instances. Menou n'osa manquer à ses promesses, mais craignant sans cesse de paraître adhérer à l'article 20 de la convention, il signifia aux savants que le voyage était à leurs risques et périls et ne prévint pas l'amiral anglais de leur départ (26 messidor-15 juillet).

Le capitaine du navire sortit à midi des passes du vieux port, fit hisser le pavillon britannique à côté du pavillon français et se rendit au premier commandement d'un vaisseau ennemi. Les passagers furent conduits devant lord Keith qui renvoya l'*Oiseau* à Alexandrie, « ne pouvant, écrivit-il à Menou, laisser sortir personne d'une place assiégée (1). » Le navire arrivait au port lorsqu'un canot l'accosta; le général en chef ordonnait à l'*Oiseau* de quitter immédiatement les eaux françaises, sous menace d'être coulé bas: déjà une frégate braquait ses canons sur lui. Quelques instants après, les passagers recevaient cette lettre:

« Si au lieu de sortir hier matin en plein jour vous fussiez sortis à la nuit; si au lieu d'arborer le pavillon anglais en sortant du port, ce qui, selon la loi, mériterait à votre capitaine d'être pendu, vous eussiez continué votre marche sous pavillon français ou même sans pavillon; si au lieu d'aller vous remettre vous-mêmes entre les mains des Anglais vous eussiez couru le risque d'être faits prisonniers après avoir reçu une bordée de coups de canon pour l'honneur du pavillon français et si en dernière analyse, au lieu d'aller vous jeter au-devant des ennemis

(1) Keith à Menou, 26 messidor.

de la République, vous fussiez rentrés hier dans le port, voyant que vous ne pouviez leur échapper, alors je vous eusse reçus comme on doit recevoir des Français. J'aime, j'honore, et j'estime les sciences et ceux qui les cultivent ; j'ai des sentiments plus particuliers encore pour quelques-uns d'entre vous que je connais, mais avant tout je suis attaché à l'honneur et à ma patrie. J'ai donné ordre que vous sortissiez à l'instant des ports et rades d'Alexandrie (1). »

Les savants répondirent au général en chef qu'ils avaient toujours gardé le pavillon français et rejetèrent sur le capitaine la faute d'avoir arboré le pavillon ennemi (2). Puis, repoussés par leurs compatriotes, ils allèrent retomber aux mains des Anglais.

Cette fois, Menou prévint lord Keith ; il lui manda qu'en obligeant l'*Oiseau* à sortir d'Alexandrie il avait voulu seulement « punir la légèreté avec laquelle les passagers » s'étaient conduits, mais « présumant que l'inexpérience avait plus de part à leur faute que la réflexion » il réclamait pour eux toute l'indulgence de l'amiral (3).

Malgré l'intervention de Sydney Smith, Keith se montra inflexible. Le 29 messidor (18 juillet), il écrivit à Menou que « les gentlemen embarqués sur l'*Oiseau* lui avaient remis *la lettre très extraordinaire* par laquelle le général français leur avait ordonné de partir ». Si celui-ci se refusait à les recevoir dans le port, le navire serait brûlé et les passagers jetés sur la côte. La conduite du général français l'exposait au blâme de son propre gouvernement et à la réprobation de toutes les nations civilisées (4).

(1) Menou aux citoyens français embarqués à bord de l'*Oiseau*, 27 messidor. ROUSSEAU, II, n° 57.

(2) Réponse du 27 messidor.

(3) Menou à lord Keith, 27 messidor. ROUSSEAU, II, n° 56.

(4) Keith à Menou, lettre originale en anglais aux Archives de la Guerre.

Le 2 thermidor, Menou répondit que le navire serait reçu à Alexandrie. Les savants rentrèrent dans la rade, mais ils attendirent huit jours encore l'ordre de débarquer ; après avoir, un mois durant, vécu sur ce navire où les déceptions, les alarmes, les querelles avaient aigri les caractères et brisé les énergies, ils furent incorporés dans la garde nationale chargée de la police de la ville. Le 10 thermidor, ils remercièrent Menou de l'accueil qu'il leur avait fait et l'assurèrent qu'ils « regardaient comme glorieux de partager les destinées de l'armée d'Orient (1) ».

§ III

La *Gazette de France* du 29 fructidor an IX publiait ce courrier anglais du 11 septembre : « Le ministre a reçu des nouvelles d'Égypte. On pense que le siège ou plutôt le blocus d'Alexandrie sera ennuyeux ; l'inondation a rendu impraticable toute opération de siège. Quand on réfléchit aux circonstances où se trouve Menou, on ne peut lui refuser un courage et une constance extraordinaires. Le non-succès de Ganteaume n'a pu éteindre dans son âme confiante et fière l'espoir de quelques nouveaux secours. » Comme l'écrivait le *Dragon d'Égypte*, « l'obstination de Menou sauvait au moins l'honneur ». Mais les troupes françaises usaient leurs dernières forces et, en dépit de ses proclamations, le général en chef de l'armée d'Orient allait bientôt en être réduit à capituler.

Il se refusait néanmoins à prévoir l'inévitable désastre. Villeneuve, commandant la division des frégates stationnées à Alexandrie, lui demandait l'autorisation d'emmener en France la *Justice*, l'*Égyptienne* et la *Régénérée*, qui, disait-il, « restant en Égypte étaient perdues pour la

(1) DE VILLIERS DU TERRAGE, p. 294-305, et *Journal de Jollis*.

République (1) ». Et, après avoir gardé plusieurs jours un silence entêté, Menou réprimandait Villeneuve, comme s'il eût été criminel de désespérer de l'avenir !

Dans cette garnison énervée par cinq mois de siège, les dissensions commençaient à renaître. Friant se plaignait de Destaing, l'éternel dénonciateur : « Sa haine ne l'épouvantait pas ; elle ne faisait qu'honneur à ses sentiments. Jamais il ne serait l'ami d'un homme qui s'était couvert de... (*sic*) en tous genres (2). » Le Polonais Zayonschek, que Menou avait fait général de division, n'était guère plus estimé de ses collègues : « il avait le mérite d'avoir dit les premières horreurs de Kléber », disait Damas à Dugua (3). Zayonschek et Destaing affectaient la plus grande admiration pour les talents du général en chef (4). Friant, Rampon, Songis et les généraux de brigade se taisaient, par discipline et par résignation.

Toute l'armée anglaise était alors réunie dans la presque île d'Aboukir (5), sauf le corps du général Baird qui, venu de l'Inde, n'avait atteint Kosséir que le 1^{er} thermidor et ne devait arriver sur la côte méditerranéenne qu'après la capitulation de Menou. Le général Hutchinson se résolut à bloquer plus étroitement Alexandrie en s'emparant du fort du Marabout qui commandait les passes du Port-Vieux. Tandis qu'une fausse attaque retenait le gros de l'armée française sur les hauteurs de Nicopolis, une flottille fut lancée sur le lac Maréotis et se dirigea vers l'île de Mariout (1^{er} fructidor).

Menou n'écouta pas Songis qui lui conseillait de négliger la fausse attaque et de réunir les troupes à l'ouest. « Il ne fit suivre la marche de la flottille que par un ba-

(1) Villeneuve à Menou, 23 thermidor.

(2) Friant à Menou, 17 thermidor.

(3) Lettre du 7 ventôse.

(4) Lettre de Zoyonschek à Menou du 2 fructidor.

(5) Il faut y ajouter le corps de troupes du capitán-pacha. Le grand vizir était resté au Caire.

taillon de la 21^e légère, 100 guides à pied et 120 dragons (1). « Les Anglais débarquèrent entre le Marabout et Alexandrie et bombardèrent le fort qui capitula le lendemain après une très belle défense. Le 4, ils s'avancèrent contre la ville et repoussèrent les Français dès les premiers engagements.

« Le siège, dit Napoléon I^{er}, commençait à peine et le général Coote, du côté de l'ouest, était encore éloigné de 700 toises du fort triangulaire lorsque le général Menou envoya un parlementaire pour négocier. » Quelle subite transformation s'était donc opérée dans l'âme du général en chef? Ne se souvenait-il plus qu'il avait juré de « s'en-sevelir sous les ruines de la place »? Il s'en souvenait peut-être, mais toute son armée le suppliait d'oublier ses serments.

« On était convaincu, écrit Reynier, que lors même qu'on pourrait encore défendre quelque temps Alexandrie, la famine forcerait bientôt à capituler et qu'il valait mieux s'y résoudre avant que les Anglais eussent resserré davantage la place et obtenu quelques succès, parce qu'on pourrait encore leur dicter les conditions de l'évacuation ; mais personne n'osait en parler au général Menou qui ne savait ni comment combattre ni comment capituler, qui quarante jours auparavant annonçait au gouvernement qu'il avait des vivres pour six mois et une inébranlable résolution de ne jamais capituler (2). »

Rampon s'enhardit à tenter une démarche. Menou s'indigna, s'emporta, céda enfin. Le 8 fructidor, il annonça sa résolution au lieutenant général : « Voyant la lâcheté, l'immoralité et l'oubli de tous les principes qui se sont emparés d'une grande partie de tout ce qui compose l'armée, connaissant les intrigues qui se font de toute part pour dégouter les soldats et les éloigner de leurs

(1) REYNIER, p. 294.

(2) *Id.*, p. 278.

devoirs », il traitera avec l'ennemi. Ces motifs seront mis à l'ordre du jour et « connus de l'univers entier ».

Un armistice de trois fois vingt-quatre heures fut sollicité d'Hutchinson pour préparer la capitulation. Sur le consentement du général anglais, cet armistice commença le 8 fructidor (26 août) à neuf heures du soir (1).

Le lendemain, Menou réunit « les pièces qui devaient être mises sous les yeux du gouvernement (2) ». Il ordonna à la commission des hôpitaux de lui présenter un rapport sur l'état sanitaire d'Alexandrie, sur le manque de remèdes et d'aliments pour les malades.

Le 10 fructidor, un conseil de guerre s'assembla chez le général Friant ; nous en avons le procès-verbal authentique.

Les deux lieutenants généraux assurèrent qu'il n'y avait pas plus de deux mille baïonnettes en activité. Le général Delegorgue, président de la direction des hôpitaux, donna le chiffre de 1 900 malades. Les officiers de santé déclaraient, selon lui, que le scorbut prenait tous les caractères d'une épidémie, que la peste était prochaine et serait très forte à cause des exhalaisons du nouveau lac Maréotis. Le général Darmagnac, président de la commission des subsistances, affirma que si l'on accordait aux malades du pain de pur froment, tout en mélangeant, pour les hommes valides, le riz à la farine, on n'aurait plus de grain au delà du 1^{er} vendémiaire. Les hôpitaux avaient de la viande de mouton, de chèvre et de cheval ; les troupes ne mangeaient plus que du cheval. D'après l'attestation du général Songis, commandant de l'artillerie, il y avait assez de bouches à feu et de munitions pour recevoir honorablement les attaques de l'ennemi ; mais les canonniers, marins ou grecs, étaient sans expérience. Sanson, commandant du génie, demanda 5 ou 6 000 hommes

(1) Hutchinson à Menou, 26 août.

(2) Menou à la direction des hôpitaux, 9 fructidor.

pour défendre les positions, forts et corps de place d'Alexandrie.

Le conseil de guerre, — prenant acte de ces témoignages, — constatant que « la reddition inattendue et extraordinaire du Caire avait donné le moyen aux puissances alliées de retirer toutes leurs forces contre la ville d'Alexandrie », et que l'armée d'Orient était bloquée par quarante bâtiments de guerre sur la Méditerranée, cent vingt chaloupes sur le Maréotis, deux camps formidables à l'est et à l'ouest, — estimant que du 9 fructidor au 1^{er} vendémiaire « il n'arriverait pas d'Europe des secours suffisants pour forcer l'ennemi à lever le siège », — invitait le général en chef à ouvrir des négociations avec le général Hutchinson.

« Chaque individu qui composait le conseil était libre en signant le procès-verbal d'y consigner par écrit son opinion particulière quand même elle eût été contraire à l'avis de la majorité ». Menou et Destaing usèrent seuls de ce droit. Destaing écrivit ces mots : « Désirant que le délai pour attendre des secours soit prolongé jusqu'au 1^{er} vendémiaire. » Menou rejeta une fois encore sur Belliard le désastre de la campagne de 1801 : « Mon opinion particulière est que la capitulation du Caire, à laquelle ne pouvait ni ne devait s'attendre la partie de l'armée stationnée à Alexandrie, a déterminé irrévocablement la prise d'Alexandrie. En effet le Caire devait tenir au moins deux mois et demi de plus qu'il n'a fait. Alors Alexandrie se serait approvisionnée, les fortifications se seraient perfectionnées ; les maladies auraient détruit l'armée ennemie et les Français auraient conservé l'Égypte (1). » Exact résumé des conceptions militaires du général en chef !

Le récit de la campagne d'Égypte, dicté par Napoléon I^{er} et publié par le général Bertrand, ajoute ce trait :

(1) Autographe à la suite de la signature sur le procès-verbal du conseil de guerre.

Le général du génie Bertrand refusa d'adhérer à la capitulation. Il répondit à tout que « les vues d'un gouverneur de place et d'un conseil de guerre n'e devaient pas s'étendre au delà des remparts. Avait-on des vivres, était-on menacé d'être enlevé d'assaut? C'étaient ces deux seules questions qu'il fallait traiter; que les maladies faisaient de grands ravages dans le camp anglais, que les derniers bâtimens qu'on avait reçus d'Europe faisaient connaître qu'on traitait de la paix, qu'en mettant toutes ces considérations de côté, l'honneur des armes voulait que la défense fût prolongée jusqu'aux derniers jours, que déjà l'acquisition de l'Égypte avait été trop facile aux ennemis, que les capitulations où les intérêts étaient stipulés avec le plus d'avantages n'étaient pas les plus honorables ».

Le procès-verbal ne fait aucune mention de ce discours. La signature du général Bertrand ne figure pas parmi celles des généraux de division et de brigade qui ont été convoqués au conseil; enfin le général Eppler a écrit à Belliard, le 6 brumaire an X, qu'« au conseil de guerre d'Alexandrie, Destaing et Delzons furent les seuls qui balancèrent l'opinion générale (1) ». Il est possible que Bertrand ait refusé de prendre part aux délibérations.

Menou eût volontiers traîné les négociations en longueur. Le 11 fructidor, il envoya à Hutchinson son aide de camp Habert pour lui proposer de faire examiner les clauses du traité par une commission mixte. L'armistice eût été prolongé pendant les conférences. Hutchinson refusa d'accorder un délai et déclara que, s'il ne recevait pas dans la journée du 11 la demande de capitulation, les hostilités reprendraient à minuit. Puis, à la prière de Menou, il voulut bien patienter vingt-quatre heures (2).

(1) En rade de Marseille, le 28 octobre 1801.

(2) Trois lettres d'Hutchinson à Menou et de Menou à Hutchinson, du 11 fructidor.

Lorsque le 12 fructidor les propositions du général en chef parvinrent au camp anglais, les ennemis les jugèrent inadmissibles. A dater de ce jour jusqu'au 30 fructidor courant (17 septembre 1801), Menou demandait « une continuation de trêve et suspension d'armes entre l'armée française et les armées combinées » des Anglo-Turcs. Il ne s'engageait à évacuer la ville que s'il n'était pas secouru avant l'époque fixée. Il exigeait que les vaisseaux de guerre fussent laissés au gouvernement français ; que tout bâtiment isolé qui, du 12 au 30 fructidor, se présenterait dans les ports ou rades d'Alexandrie fût compris dans la capitulation et renvoyé libre avec son équipage.

Hutchinson n'entra pas en discussion. Il écrivit *refusé* en marge, des articles inacceptables et signifia, en regard des propositions de Menou, les conditions qu'il entendait accorder : « Quarante-huit heures après la signature de la capitulation, les camps retranchés, les forts Leturcq et Duvivier seront remis aux troupes des puissances alliées, ce qui aura lieu le 15 fructidor (2 septembre 1801) à midi. Les troupes françaises recevront tous les honneurs de la guerre, emporteront armes et bagages, ne seront pas prisonnières de guerre ; elles auront en outre dix pièces de canon de 4 ou de 6 fournies des munitions nécessaires pour dix coups par pièce. Elles seront conduites dans un des ports français de la Méditerranée. »

Les vingt-deux articles de la capitulation, ainsi annotés par le général en chef de l'armée anglaise, furent signés de Keith, d'Hutchinson, de Menou et du capitán-pacha (1). Trois cent quatre-vingt-neuf pièces d'artillerie furent abandonnées aux ennemis ; les Anglais et les Turcs se partagèrent les seize bâtiments de guerre et les deux cents navires marchands stationnés dans les ports d'Alexandrie (2).

(1) Texte original aux Arch. hist. Guerre, 30 août 1801.

(2) Note du 14 fructidor (1^{er} septembre), Arch. Guerre. — Les bâtiments

Menou avait stipulé que les membres de l'Institut d'Égypte et de la Commission des Arts « emporteraient avec eux tous leurs papiers, plans, mémoires, collections d'histoire naturelle et tous les monuments d'arts et d'antiquités recueillis par eux en Égypte ». (Art. 16.) Inspiré par un sieur Hamilton, qui voulait s'approprier à peu de frais les travaux et la gloire de nos savants, Hutchinson exigea que toutes les collections fussent « à la disposition des généraux commandant l'armée combinée ». Menou protesta contre une prétention aussi exorbitante (1). Il n'obtint rien. Hutchinson lui enleva même la fameuse pierre trilingue de Rosette qui appartenait en propre au général en chef (2) et revendiqua jusqu'aux Corans de ce « vrai sectateur de l'islamisme (3) ». De guerre lasse, Menou parut céder ; il écrivit, sur un ton d'ironie furieuse, que si les « faiseurs de collections » jugeaient bon de s'empailler eux-mêmes pour mieux suivre partout leurs caisses, il ne les déroberait pas (4). Les savants se résolurent à défendre énergiquement leur cause ; ils déclarèrent à Hutchinson que plutôt que de lui abandonner le fruit de leurs travaux, ils jetteraient à la mer manuscrits et collections. L'univers apprendrait qu'un général anglais avait détruit une nouvelle bibliothèque d'Alexandrie ! Cette menace troubla Hutchinson et son obstination céda à la ferme volonté de Geoffroy Saint-Hilaire.

Le 24 fructidor, Menou apprit à Bonaparte que la perte de l'Égypte était consommée. « Citoyen Premier Consul... les ennemis de la République triomphent. La

de guerre livrés aux ennemis furent : le *Causse*, vaisseau de 64, désarmé ; les frégates *Egyptienne*, *Justice*, *Régénérée*, *Leoben*, *Mantoue* ; les corvettes *Bon*, *Héliopolis*, *Roize* ; la galère *la Victoire*, les avisos *Turbulent*, *Saint-Jean-Baptiste*, *Dégagé*, *Rosalie* ; le brick *Rosalie* ; le transport *le Prudent*. (Arch. Marine BB⁴ 157.)

(1) Menou à Hutchinson, 14 fructidor, ROUSSEAU, II, n° 61.

(2) *Id.*, 19 fructidor. *Ibid.*, n° 62.

(3) 26 fructidor. *Ibid.*, n° 64.

(4) *Ibid.*

reddition du Caire que vous devez connaître depuis longtemps a entraîné la perte d'Alexandrie. Accablé par les troupes réunies des Anglais et des Osmanlis, par les maladies, par la disette, par le manque de toute espèce de remèdes pour les hôpitaux, j'ai été obligé de capituler au moment où il ne me restait pas 2 000 soldats en état d'agir et qui même étaient presque tous atteints d'un commencement de scorbut. Citoyen Premier Consul, nous avons été malheureux, mais les troupes qui ont rendu Alexandrie ont conservé tout leur honneur. » Cette lettre était portée en France par le général Eppler : « Si, ajoutait Menou, tous les généraux ou autres s'étaient conduits comme cet excellent militaire, depuis longtemps les ennemis de la République ne seraient plus en Égypte (1). »

Il s'avouait donc vaincu sans ressources. Lui était-il impossible, en vérité, de continuer la lutte ?

Reynier pense qu'après la prise du Marabout il eût fallu considérer Alexandrie comme un camp retranché, se renfermer dans les ouvrages de la place, ne conserver en dehors d'eux que le fort Leturcq, les hauteurs de la colonne de Pompée, une partie de l'enceinte des Arabes et la redoute de Cléopâtre. On eût réuni au centre un gros corps disponible pour l'opposer à l'ennemi partout où l'enceinte eût été attaquée (2).

Mais, après les combats des premiers jours de fructidor, tout espoir de se défendre utilement se trouvait-il perdu ? Napoléon I^{er} a jugé prématurée la capitulation de Menou :

« Il eût été convenable, dit-il, de prolonger la défense jusqu'à la dernière extrémité ; cela eût été l'avis unanime de tous les officiers du conseil de guerre si on leur eût donné l'assurance qu'au 15 novembre ils auraient été secourus par une armée ou qu'ils auraient reçu la nouvelle des

(1) ROUSSEAU, II, n° 63.

(2) REYNIER, p. 277.

préliminaires de la paix. Il fallait tenir jusqu'à ce que l'enceinte des Arabes fût forcée, que le fort Crétin et le fort Caffarelli fussent pris et la brèche rendue praticable à la muraille de l'isthme. Alors seulement l'honneur eût été sauf (1). » L'Empereur affirme que Menou avait 8 920 combattants et que « l'ennemi trouva à Alexandrie 455 pièces de canon sur les batteries de terre, 80 sur les bâtiments, 200 milliers de poudre, 800 chameaux, 300 chevaux, des magasins considérables de riz, de café, d'huile ».

Exactement la garnison d'Alexandrie comprenait, au 14 fructidor, 9 507 hommes, dont 7 362 officiers et soldats sous les armes ; le reste, malades ou employés d'administration (2). Quant aux vivres, ils étaient peu abondants. Le 9 thermidor on comptait 7 237 livres de blé qui devaient conduire jusqu'au 30 fructidor ; il ne serait plus resté à cette dernière date que pour dix jours de riz (3). Le 10 fructidor, la caisse contenait encore 191 000 livres (4). Nous avons vu qu'on livra aux ennemis 389 pièces d'artillerie de terre ; les vaisseaux étaient armés de 264 canons.

De l'aveu des ennemis, les retranchements de l'est étaient presque inabordables (5). Les redoutes de Cléopâtre et de Pompée à l'ouest étaient de bons ouvrages ; le Phare avait une bonne artillerie. S'il fallait en croire Walls, les autres fortifications eussent été sans valeur et la ville n'aurait résisté que dix à douze jours (6). Mais Songis n'affirmait-il pas aux membres du conseil de guerre qu'il avait assez de bouches à feu et de munitions pour recevoir honorablement l'ennemi et Sanson ne se serait-il pas porté garant de l'efficacité d'une défensive si Menou

(1) *Campagnes d'Egypte*, p. 447.

(2) Voir p. 355, n° 4.

(3) Note de la commission des subsistances.

(4) Etat de la caisse, certifié par Lataste, payeur du quartier général.

(5) WALLS, p. 264-265.

(6) *Id.*, p. 265-266.

avait disposé seulement de 5 000 hommes? Or il y en avait 7 000 présents sous les armes.

Alexandrie eût donc tenu quelques semaines encore. Il est douteux cependant que Menou eût assez prolongé la résistance pour être délivré par les préliminaires de Londres.

Les soldats de l'armée d'Orient, épuisés de privations, usés de fatigues, moralement affaissés, acceptèrent leur sort sans révolte. Le 1^{er} vendémiaire leur général en chef leur adressa une proclamation très digne de ton et très juste de pensée. Bientôt le souci de ses responsabilités et le chagrin de son désastre brisèrent ses forces ; il fut atteint de la peste. Larrey le soigna à Aboukir et la traversée acheva de guérir le malade.

Toute l'armée était de retour en France, lorsque, le dernier, Jacques-Abdallah Menou quitta la terre d'Égypte.

CONCLUSION

LE RETOUR DE L'ARMÉE D'ORIENT

La défaite de Menou, supprimant l'objet du litige entre la France et l'Angleterre, hâta la conclusion de la paix. Dans la joie universelle suscitée par les préliminaires de Londres et par le traité d'Amiens, les Français oublièrent les malheurs des vaincus et le Premier Consul fit le silence sur les causes de leur ruine.

§ I^{er}

Le *Moniteur* du 25 germinal an IX annonça que le brick *l'Osiris*, parti d'Alexandrie le 25 ventôse, venait d'arriver à Toulon et apportait la nouvelle du débarquement d'Abercrombie et des fâcheuses affaires du 17 et du 22 ventôse. Le 10 floréal, le sous-commissaire des relations commerciales de la République française en Andalousie envoya de Cadix au ministre de la Marine la copie et la traduction d'un imprimé venu de Gibraltar et qui relatait la défaite du 30 ventôse (1). Le 12 enfin, des lettres de Constantinople apprirent à Londres « le désastre de l'armée française (2) ». Ces lettres, publiées à Paris dans le *Moniteur* du 17, disaient que 2 500 soldats de Menou avaient été tués ou faits prisonniers.

(1) Arch. Marine, BB⁴ 457.

(2) Arch. aff. étr. Angleterre, n^o 595, Otto au ministre, 12 floréal (2 mai).

Cependant les ennemis victorieux gardaient une étrange attitude. « Quarante-sept jours, écrivait Otto, se sont écoulés depuis la prétendue bataille d'Alexandrie et jusqu'à ce moment il est impossible d'en connaître les véritables détails. Comment les Anglais, maîtres de la mer, n'ont-ils pu faire répandre ces détails s'ils étaient à leur avantage? Pourquoi les dépêches de lord Abercrombie n'ont-elles été imprimées que par extrait? Ces questions se posent naturellement dans ce moment où le sort de l'Europe et de l'Asie va être décidé à Alexandrie (1). »

On pouvait croire encore que la défaite n'était pas irrémédiable. « Jusqu'à ce qu'il fût connu ce qui avait été décidé de l'Égypte », Talleyrand ajournait toute discussion diplomatique (2). Le 25 floréal (15 mai), à 5 heures du matin, des dépêches parvinrent à Londres; elles ne furent publiées qu'après minuit. Otto en manda la nouvelle à son ministre; Abercrombie était mort de ses blessures, Hutchinson qui lui succédait était encore le 5 avril à quatre milles d'Alexandrie. « Il ne rendait compte que d'une affaire très sanglante du 21 mars dans laquelle il supposait que notre armée avait été complètement défaite (3). »

Il fallait aussitôt prévenir les résultats de ces événements inattendus, en atténuer l'importance et conclure un accord avant que l'Égypte nous eût entièrement échappé. Ce fut l'objet d'une note présentée par Otto au gouvernement britannique le 12 prairial (1^{er} juin). La France ne pouvait « se convaincre que des événements militaires quelconques et surtout les opérations de quelques petites armées, si peu proportionnées aux forces réelles et disponibles des deux pays, dussent influencer essentielle-

(1) Arch. aff. étr., Angleterre, n° 595, Otto à Talleyrand, 18 floréal (8 mai).

(2) *Id.*, Talleyrand à Otto, 19 floréal.

(3) *Id.*, Otto à Talleyrand, 26 floréal.

ment » sur le rétablissement de la paix : « quel que fût le sort des forces employées sur le Nil, sur le Tage ou sur tout autre point, il était incontestable que les prétentions et les intérêts respectifs resteraient les mêmes. » Aussi le gouvernement français désirait-il que « les négociations prissent un caractère plus officiel et que le ministère britannique voulût communiquer à Otto par écrit les propositions qu'il était disposé à faire (1) ». Hawkesbury répondit le 6 juin qu'il se référait aux principes formulés dans le mémoire du 12 avril, « renonçant ainsi à se prévaloir des avantages acquis depuis deux mois ». C'était affirmer que l'évacuation de l'Égypte demeurerait la condition essentielle des préliminaires de la paix. Le Premier Consul allait-il enfin se résoudre à ce sacrifice ?

Au commencement de messidor, le général Reynier abordait à Nice et avertissait le gouvernement de l'état désespéré où se trouvaient réduits les soldats d'Orient. Le 9 de ce mois, 29 juin, il adressa à Bonaparte et au ministre de la Guerre un précis de la campagne, le plan du débarquement des Anglais et des combats de ventôse. Il estimait qu'après « les sottises multipliées » du général Menou, une victoire de Belliard sur le vizir pouvait seule donner quelque espérance (2). « Fort de la pureté de sa conduite », Reynier « ne pensait pas que la manière dont Menou l'avait forcé à partir pût lui faire aucun tort dans l'esprit du gouvernement. Il avait trop de faits à citer et de preuves à montrer » pour ne pas dissiper les préventions (3).

Ce retour inattendu excita cependant quelque surprise. Menou n'avait pu, sans raison grave, se priver de son meilleur lieutenant et le général Dugua, préfet du Calvados, opinait qu'en cette affaire « tout homme raisonnable

(1) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 595.

(2) Lettres du 9 et du 16 messidor.

(3) Reynier à Moreau, 9 messidor.

devait suspendre son jugement ». Il était impossible, ajoutait-il, « de se dissimuler que la division des généraux n'eût amené les désastres (1) ». Le Premier Consul fit connaître à Reynier et à l'adjudant général Boyer son « étonnement d'apprendre que des officiers qui jusqu'à cette heure s'étaient si bien comportés et avaient mérité à tant de titres le rang distingué qu'ils avaient dans l'armée française avaient quitté une armée au moment où elle était aux prises avec une armée anglaise ». Le ministre devait exiger d'eux un mémoire sur les événements d'Égypte et sur les raisons de leur départ (2).

Après avoir lu leurs lettres, Bonaparte fit écrire dans le *Moniteur* que la division des généraux avait causé les revers de la campagne (3). Sur la protestation de Reynier, qui réclamait un jugement solennel (4), il chargea le ministre de la Guerre d'avertir cet officier « qu'il ne serait possible au gouvernement de se faire une idée précise de ce qui s'était passé en Égypte que lorsque les communications avec l'armée d'Orient seraient rouvertes ». En attendant, Reynier était autorisé à se rendre dans sa commune (5) où il jouirait du traitement d'activité affecté à son grade (6).

Désormais le Premier Consul était fixé sur le sort de sa conquête. « Nouvelles d'Égypte mélancoliques. On tiendra huit ou dix mois à Alexandrie », mandait-il à Talleyrand le 18 messidor (7). Le même jour, Otto déclara

(1) Dugua à Néraud (officier revenu avec Reynier), *id.*, à Boyer, 22 messidor (11 juillet).

(2) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5628.

(3) *Moniteur* du 22 messidor. De l'avis du ministre de la Guerre, les dépêches de Reynier « donnaient à croire que l'imprévoyance et les demi-mesures du général Menou avaient été les causes majeures de nos revers en Egypte, mais ne détruisaient pas l'opinion que les divisions entre les officiers de l'armée y avaient contribué. » (Berthier au Premier Consul, 25 thermidor (15 août), Arch. hist. Guerre.)

(4) Reynier au ministre de la Guerre, 29 messidor.

(5) *Correspondance de Napoléon I^{er}*. A Berthier, n° 5669.

(6) Arch. admin. de la Guerre, dossier Reynier, Berthier à Reynier, 14 thermidor au IX.

(7) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5629.

rait au ministre que dans l'état actuel des choses il paraissait impossible d'obtenir du gouvernement anglais plus que ce que celui-ci avait offert. Seul, ajoutait notre plénipotentiaire, un succès de Menou pouvait « modérer les prétentions qui s'opposent à la paix ». Or il ne fallait plus compter sur une victoire en Égypte : « Nous regardons ce pays comme conquis », avait proclamé Hawkesbury avec un sourire de satisfaction (1).

Aussi, le 4 thermidor an IX (23 juillet 1801), Bonaparte se résigna-t-il à la démarche définitive : « L'Égypte sera restituée à la Porte » ; tel est l'article inséré dans une nouvelle note à remettre à lord Hawkesbury (2). En envoyant cette note à Otto, le ministre des relations extérieures insiste sur l'importance de la concession : « Vous répéterez que les Anglais ne sont pas maîtres de l'Égypte ; que nous avons des nouvelles certaines qu'Alexandrie peut tenir encore plus d'une année et le lord Hawkesbury est trop éclairé pour ne pas savoir que l'Égypte est dans Alexandrie (3). »

L'abandon de l'Orient, même sous le coup d'une défaite, paraît au gouvernement français « le plus grand et le plus pénible des sacrifices ». Il l'estime à si haut prix qu'il se refuse à rien céder de plus (4). Il consentira seulement à ne pas réclamer Ceylan pour la Hollande.

Le 8 thermidor (27 juillet), le ministre anglais riposte que, si l'on s'en tient là, la négociation est rompue. Le 17 cependant il accorde l'évacuation de Malte par la garnison anglaise et ne demande que « quelques îles d'Amérique pour rétablir les choses ».

Sur ces entrefaites, le bruit de la capitulation du Caire courut dans Londres. Un pareil succès pouvait hausser

(1) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 595, Otto à Talleyrand, 27 messidor.

(2) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5649.

(3) Aff. étr. Angleterre, n° 595, à Otto, 4 thermidor.

(4) *Id.*, Otto à Talleyrand, 7 thermidor.

les prétentions anglaises. Aussitôt notre envoyé écrivit à Talleyrand que « si cette nouvelle affligeante était vraie ou seulement vraisemblable », il le conjurait de l'autoriser à céder Sainte-Lucie et Tabago. Il pensait encore obtenir la restitution des villes de la Guyane hollandaise, sous la condition d'un commerce libre. « Mais si les nouvelles d'Égypte devenaient plus mauvaises, il ne répondrait pas de cette concession et dans le cas d'une défaite totale il ne répondrait de rien. Il ne resterait plus alors que le cruel expédient d'une guerre directe. » Otto jugeait de son devoir d'avertir le gouvernement français que « si l'Égypte tombait avant la fin des négociations, il ne serait plus au pouvoir du ministère anglais de faire ce qu'il voudrait : la nation serait enivrée et il pourrait en résulter des maux incalculables (1) ».

Il fallait donc prendre un parti. Non seulement le Caire était aux mains des ennemis, mais Alexandrie était à la veille de se rendre. Berthier, transmettant au Premier Consul les dépêches de Reynier, observait que « selon cet officier la place n'avait de blé et de riz que jusqu'au commencement de fructidor (2) ». Le 3 fructidor (12 août), le ministre des Relations extérieures envoya à Otto le texte des articles préliminaires. Ceylan et la Trinité étaient abandonnées à la Grande-Bretagne (3).

Les discussions s'attardèrent cependant au sujet de Malte et de Tabago. Hawkesbury maintenait ses prétentions et menaçait de les accroître « si l'évacuation totale de l'Égypte était le résultat immédiat des succès » d'Hutchinson (4). Le 30 fructidor, Bonaparte pressa Talleyrand de conclure. Il faut, lui dit-il, que les préliminaires soient signés dans la première décade de vendémiaire ou

(1) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 595, Otto à Talleyrand. 25 thermidor, 2 lettres.

(2) Lettre du 13 thermidor (1^{er} août).

(3) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 595.

(4) Arch. aff. -étr. Angleterre, n° 595, Otto à Talleyrand, 7 fructidor.

que les négociations soient rompues. Réfléchissez qu'il est « possible que Menou ne puisse tenir au delà du 1^{er} vendémiaire (1) ». Force était de ne pas le secourir puisque le départ des escadres était suspendu pendant les pourparlers.

Le 22 septembre (5^e jour complémentaire), on s'était — au moins en apparence — entendu sur la question de Malte. Un point de détail restait seul à régler : le gouvernement de la République *ne s'opposait pas* à l'occupation de la Trinité et de Ceylan par l'Angleterre, tandis que Hawkesbury voulait que la France *cédât* ce qui appartenait à la Hollande et à l'Espagne (2).

Le 1^{er} octobre 1801 (9 vendémiaire an X), les préliminaires de Londres furent signés. Huit heures après leur signature, arrivait un courrier avec des dépêches d'Égypte. Il annonçait que les Anglais s'étaient emparés des hauteurs d'Alexandrie et que le général Menou avait envoyé un parlementaire au camp ennemi (3).

Le 12 vendémiaire, Decrès, nommé le même jour ministre de la Marine, donna l'ordre d'expédier en Égypte un bâtiment parlementaire. Il avisait Menou de l'accord passé entre la République et la Grande-Bretagne. « Le Premier Consul pensait prévenir par la célérité de cet avis une inutile effusion de sang entre les armées en présence (4). »

§ II

Lorsque l'armée d'Orient aborda dans les ports de la Méditerranée, la paix était donc à la veille d'être rétablie. Chacun se sentait prêt à oublier le passé, à taire les récriminations, à sanctionner les faits accomplis.

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5749.

(2) Arch. aff. étr. Angleterre, n° 595, Otto à Talleyrand, 5^e jour complémentaire.

(3) Otto à Talleyrand, 10 vendémiaire.

(4) Decrès à Menou, 4 octobre.

Aux soldats du fort d'Aboukir, rendus par les Anglais, le Premier Consul avait écrit « qu'ils étaient de dignes enfants de la 61^e » et « qu'ils n'avaient jamais été vaincus (1) ». Le chef de brigade Cavalier fut absous de sa capitulation en rase campagne, quoique Bonaparte ait plus tard assuré qu'il eût dû le traduire devant un conseil de guerre (2).

Belliard profita de ces dispositions généreuses. La reddition du Caire avait été la cause dernière de la perte de l'Égypte. « Tout ce que le général alléguait dans son rapport pour justifier sa conduite en faisant valoir des considérations politiques ne pouvait être admis », écrit Napoléon : « il avait reçu de la République le droit de faire tuer ses soldats pour sa défense, mais non celui de les sauver au détriment de la chose publique. » C'était « bien abuser des mots que de comparer cette conduite honteuse à la conduite glorieuse que tint Chevert à Prague ».

Mais le Premier Consul avait plus de motifs de pardonner que de prétextes à sévir. « Le général Belliard était un officier très distingué, il avait rendu de grands services dans cette même campagne ; il avait montré une grande intrépidité dans la campagne d'Italie ; à Arcole il avait couvert de son corps Napoléon ; son opinion — Bonaparte croyait pouvoir l'affirmer — était très prononcée pour la conservation de l'Égypte et très opposée à la convention d'El Arisch. Sa marche sur El Khancah prouve qu'il avait bien vu ce qu'il fallait faire ». Et surtout « il ne convenait pas de faire des enquêtes déshonorantes sur des braves, alors que la République était dans une position brillante (3) ».

Belliard fut donc reçu comme l'eût été Kléber en ger-

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5632, 21 messidor.

(2) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 433-434.

(3) *Ibid.*, II, p. 439-441.

minal an VIII : « Je m'empresse, lui écrivit le ministre de la Guerre, de vous annoncer que le Premier Consul a été sensible à l'attention que vous avez eue de ramener en France, en signe d'honneur, plusieurs pièces d'artillerie et les restes du général Kléber. Il me charge de vous en témoigner sa satisfaction. Il désire aussi que vous fassiez connaître aux différents corps de troupes de l'armée d'Orient qui sont revenus d'Égypte avec vous que le gouvernement apprécie le zèle, le courage et le dévouement qu'ils ont déployés pour soutenir l'honneur des armes françaises et que des ordres sont donnés pour qu'il soit pourvu à leurs besoins afin de les mettre à portée de se refaire de leurs longues et glorieuses fatigues (1). »

Cependant Belliard se plaignit de ce que, « dans le supplément au *Moniteur* du 4 vendémiaire, on eût représenté que la situation des troupes de l'armée d'Orient dans le troisième arrondissement seulement, à l'époque du 1^{er} messidor an IX, se montait à 12 188 hommes », alors que le nombre des combattants n'atteignait pas la moitié (2). Cette plainte fut transmise au Premier Consul qui se contenta de répondre : « Le ministre de la Guerre fera connaître au général Belliard qu'il serait utile qu'il fit un rapport général sur son voyage depuis le départ du Caire jusqu'à Toulon dans lequel rapport il aurait occasion de parler du nombre des troupes qui composaient son corps et en en faisant l'énumération, il désignera le nombre des troupes en état de service (3). »

Mais si Belliard échappait aux sévérités du Consul, le général en chef n'allait-il pas payer pour tous ? « Il avait

(1) Cette lettre, qui est datée de « ... vendémiaire an X », est insérée dans les *Mémoires de Belliard*, t. III, p. 87-88. Je ne l'ai pas retrouvée aux Archives historiques de la Guerre.

(2) Belliard aux rédacteurs du *Moniteur*, 19 vendémiaire an X (11 octobre 1801).

(3) Arch. nationales, AF^{IV}, 204, n° 2658. Lettre du 29 vendémiaire an X.

abandonné Belliard sans lui donner aucun ordre. Le mécontentement et le désespoir qu'avaient produits dans l'armée sa lenteur, son irrésolution et son défaut de talents militaires avaient banni toute confiance. Il était préférable d'attribuer tout ce qui arrivait à la fatalité et à la nullité du chef (1). » Fallait-il donc tenir rigueur à Menou de ses insuccès ?

Le 24 brumaire an X (15 novembre 1801), le parlementaire la *Didon*, ayant à bord le général en chef de l'armée d'Orient, entra dans la grande rade de Toulon (2). Le 10 frimaire, le Premier Consul écrivit en ces termes à son lieutenant malheureux : « Je sais qu'il n'a pas tenu à votre volonté et à votre amour pour les belles contrées de l'Égypte que cette conquête ne restât à la République. Votre longue résistance à Alexandrie a été utile aux négociations. Vous m'annoncez une relation de tout ce qui s'est passé depuis le débarquement des Anglais ; je la lirai avec l'intérêt que je porte à ce qui vous regarde et aux grandes destinées qui étaient liées à la conservation de ce centre de l'ancien monde (3). »

Dans un discours adressé quelques jours auparavant au Corps législatif, Bonaparte, commentant les défaites des soldats d'Orient, disait que ceux-ci avaient « cédé aux circonstances plus qu'aux forces de la Turquie et de l'Angleterre » et que « certainement ils eussent vaincu s'ils avaient combattu réunis (4) ».

Le 5 pluviôse an X (25 janvier 1802), les vieilles troupes d'Égypte acclamaient à Lyon le Premier Consul, qui « par un soleil de floréal » les passait en revue sur la place Bellecour (5). « Elles rentraient dans leur patrie avec la

(1) *Campagnes d'Égypte*, II, p. 441.

(2) Arch. Marine, BB¹ 157, Lettre de Le Roy au ministre.

(3) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n^o 5887.

(4) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n^o 5874, 1^{er} frimaire an X (21 novembre 1801).

(5) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n^o 5932, aux consuls Cambacérès et Lebrun.

gloire qui était due à quatre années de courage et de travaux, ayant laissé en Égypte d'immortels souvenirs (1). » « Le 17 pluviôse, un arrêté ordonnait la publication aux frais de l'État des travaux scientifiques de l'expédition (2). »

Cependant Reynier n'avait pas renoncé à sa vengeance. Depuis son retour, il préparait l'« histoire de l'administration de Menou » (3). Le livre fut publié dès les premiers mois de l'an X. Menou jugea « la diatribe extrêmement plate » et promit d'y répondre « sans sottises ni invectives dès qu'il aurait reçu la sanction du gouvernement (4) ». Bonaparte, résolu à mettre fin à toutes les querelles, ne le lui permit pas sans doute ; il estimait aussi impolitique que contraire à son intérêt personnel de remettre en question les causes de nos malheurs en Égypte. Il ordonna la saisie du pamphlet de Reynier.

Ce général, ami de Kléber et de Moreau, ne lui avait jamais inspiré de sympathie ; il lui fut désormais suspect. Les réponses des officiers que le Premier Consul interrogea à Lyon « lui parurent confirmer les rapports qui avaient été faits » contre certains divisionnaires de l'armée d'Orient (5). Un dernier scandale fit éclater sa colère ; Reynier, ayant provoqué en duel le général Destaing, son accusateur, le tua le 15 floréal au bois de Boulogne ; le même sort sembla réservé au général Menou (6).

Aussitôt Bonaparte exila Reynier à trente lieues de Paris : « Le duel qu'il avait eu et qui avait privé la patrie d'un de ses plus braves généraux était un deuil public

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5874.

(2) *Id.*, n° 5946.

(3) Reynier à Moreau, 27 messidor an IX.

(4) Menou à Friant, 6 frimaire an X.

(5) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 5930, aux consuls Cambacérès et Lebrun, 3 pluviôse an X.

(6) AULARD, *Paris sous le Consulat*, t. III, p. 40-41, Rapport de la préfecture de police du 17 floréal an X.

et il était à craindre que de pareilles scènes ne se renouvelassent encore (1). »

Reynier ne rentra en grâce que pendant l'Empire ; il prit part aux guerres d'Espagne, de Russie et à la campagne de 1813 et reçut le titre de comte ; fait prisonnier à Leipsick, il venait de regagner la France lorsqu'il mourut de la goutte le 27 février 1814 (2).

Des adversaires de Menou, Reynier ne fut pas seul frappé. Damas, rentré en France à la fin de l'an IX après avoir été capturé par les Anglais, se vit refuser la confirmation du grade de général de division, qui lui avait été conféré provisoirement par Kléber. Le 9 fructidor an XII, il fut admis à la retraite avec la solde de général de brigade. Sous l'Empire il s'attacha à la fortune de Murat, grand-duc de Berg. Il ne fut admis dans la Légion d'honneur que le 22 juin 1811 et ne fut autorisé à rentrer dans l'armée française comme général de division que le 25 novembre 1813 (3).

Au moment même où Reynier prétendait lancer contre son ennemi le plus accablant des réquisitoires, le gouvernement arrêta que Menou continuerait à jouir du

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 6078, à Berthier, 17 floréal an X.

(2) Arch. admin. Guerre, dossier Reynier. Reynier épousa, le 30 janvier 1812, la fille du baron de Chambaudoin, préfet de l'Eure. Pendant la campagne de Saxe, il manqua encourir de nouveau la disgrâce de Napoléon en abandonnant sans permission le commandement du 7^e corps pour se rendre auprès de sa femme à Breuilpont (Eure).

Après la mort du général, l'Empereur écrivit à Clarke le 12 mars 1814, de Soissons : « Je suis surpris que rien n'ait encore été fait pour honorer la mémoire du général Reynier qui a eu une carrière si distinguée. Faites mettre dans le *Moniteur* l'oraison funèbre qu'a prononcée le pasteur Marron... Faites faire aussi au ministère de la Guerre une notice : qu'on jette quelques fleurs sur la tombe d'un homme qui a bien servi, qui était honnête homme et dont la mort est une perte pour la France et pour moi. » (*Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 21469.)

Reynier a été inhumé au Panthéon.

(3) Arch. nationales, AF, pl. 577, 4413, 6618, 6661. Arch. hist. Guerre, lettre du général Damas au général Dupont, ministre de la Guerre, 22 mai 1814, exposé de ses services (Registre de Damas, cartons 3a/8).

traitement de général en chef (arrêté du 7 floréal an X) (1). Le 17 de ce mois, le Premier Consul recevait son ancien compagnon d'armes :

« En vous voyant, lui dit Menou, ma douleur se renouvelle d'avoir perdu votre belle conquête.

« — Je connais bien, repartit Bonaparte, tout ce qui s'est passé à votre armée. Vos malheurs ont été grands, sans doute, mais ils ne vous ont rien fait perdre de mon estime et je m'empresserai de le témoigner hautement afin qu'aucune clameur ne puisse entacher votre conduite (2). »

Le 27 floréal, Menou est nommé membre du Tribunat. Le 10 frimaire an XI (1^{er} décembre 1802), on l'envoie en Italie, comme « administrateur des six départements de la 27^e division militaire (3) ». En cette qualité, puis avec le titre de commandant général des départements au delà des Alpes (24 floréal an XIII-14 mai 1805) (4), il gouverne le Piémont pendant cinq ans et demi. Il est membre de la Légion d'honneur le 11 décembre 1803, grand officier de l'Ordre le 14 juin 1804, chevalier de la Couronne de Fer le 23 décembre 1807 (5). L'ex-baron devient comte de l'Empire. Le 17 mai 1808, Napoléon lui confie le soin d'organiser la Toscane. Président de la Junte, Menou rend toute une série d'arrêtés utiles et bienfaisants (6). Enfin le 28 septembre 1809, il devient gouverneur de Venise.

Il eût laissé en Italie meilleure réputation si à une intelligence ouverte et à ses connaissances administratives, il eût joint une haute dignité de vie. Le général

(1) Arch. admin. Guerre. Lettre du ministre à Menou, 13 floréal an X.

(2) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 6076.

(3) Arch. nationales, AF pl. 447.

(4) *Id.*, pl. 996.

(5) Arch. admin., Guerre, dossier Menou, détail des services du général.

(6) Menou en Toscane, par MARMOTTAN, *Carnet de la Sabretache*, année 1903, p. 79 à 90 et 182 à 188.

comte de Menou pratiquait malheureusement une morale facile : délaissant à Turin Sitti Zobeidah, il vivait publiquement avec des danseuses et des comédiennes. A Florence, dans les réunions officielles, il faisait escorter sa maîtresse par un piquet de cavalerie et l'introduisait le 15 août dans la cathédrale, au milieu des fonctionnaires et des membres de la Cour d'appel. Il jetait l'or à pleines mains, en des fêtes « d'un luxe asiatique (1) ».

Les réclamations de ses créanciers se multipliaient auprès du ministre de la Guerre : il était impossible d'obtenir de Menou le moindre acompte ; à Turin, aucun avoué, aucun huissier n'avait voulu se prêter à des poursuites contre le trop puissant débiteur (2). En 1810, le montant des créances réclamées s'élevait à plus de 153 000 francs (3).

L'Empereur avait longtemps souri des frasques de son « vieil Égyptien ». Mais sa patience eut une limite. Le 15 juillet 1810, il écrivit à Eugène-Napoléon, vice-roi d'Italie : « Menou est tombé à Venise dans une parfaite déconsidération. Donnez-lui l'ordre de se rendre à Paris. J'ai accordé une gratification de 50 000 francs pour payer ses dettes. Faites-lui donner sur le trésor d'Italie une somme de 30 000 francs afin que toutes ses dettes soient soldées (4) ». Le 23 juillet, le ministre de la Guerre prévenait le gouverneur de Venise qu'il était autorisé à rentrer en France. Un témoignage de satisfaction, d'abord ajouté à la minute de cette lettre, était ensuite rayé (5).

(1) Lettre de Bossi, résident de la République italienne à Turin, citée par Marmottan.

(2) Arch. admin. Guerre, lettre du fondé de pouvoirs du sieur de la Salle, juge de paix à Tournon (24 ventôse an XIII) au ministre.

(3) *Id.* Etat des réclamations parvenues contre M. le général Menou.

(4) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, n° 16662.

(5) Arch. admin. Guerre, dossier Menou.

Menou connut à peine cette disgrâce. Le 13 août 1810 il mourut d'une fièvre violente à la villa Corneso, près Mestre (1).

Il n'eût tenu qu'à lui de conserver jusqu'à son dernier jour la faveur impériale. Bonaparte, dit-on, demeurerait toujours reconnaissant des services rendus ; or, au 13 vendémiaire, Menou avait servi sa fortune, en cédant — involontairement, sans doute, mais de bonne grâce — sa place au jeune général et en lui donnant les explications utiles à la conduite des troupes. En Égypte, il s'était montré le chaud partisan des projets du général en chef. Sous le commandement de Kléber, il avait représenté le parti du Premier Consul contre les généraux frondeurs ou méfiants dont le dévouement n'était pas pleinement acquis au nouveau gouvernement de la France.

Lors même que les sentiments personnels de Bonaparte à l'égard de Menou eussent suffi à expliquer l'accueil reçu par le vaincu d'Alexandrie, devrait-on oublier que les actes du général en chef de l'armée d'Orient méritaient bien pareille justification ? Seul des officiers de son époque, il avait compris l'importance de la possession de l'Égypte. Devenu gouverneur de la colonie nouvelle, il avait tenté de la civiliser et de l'attacher à la France ; il avait continué l'œuvre de Bonaparte. La paix qui définitivement nous avait enlevé l'Égypte avait, comme l'écrivit Reynier, « replongé cette contrée dans la barbarie ».

Peut-être un génie plus puissant eût-il surmonté les difficultés. Cependant est-il téméraire d'affirmer que l'Égypte fût demeurée française si l'armée d'Orient eût,

(1) *Id.* Lettre des aides de camp de Menou au ministre, 13 août 1810.

Le fils de Menou, Jacques-Soleïman-Mourad, hérita du titre de comte. (*Dictionnaire de la noblesse impériale.*)

Le nom du général comte de Menou est inscrit au côté sud de l'arc de Triomphe de l'Etoile.

aussi bien que son dernier chef, entendu les intérêts coloniaux de la France, si quelques-uns des généraux n'eussent, dès le début de l'expédition, « moralement abandonné » la conquête?

FIN

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

L'*Expédition d'Égypte* du commandant de La Jonquière. — Le livre du général Reynier. — Les *Campagnes d'Égypte et de Syrie* de Napoléon. — La politique coloniale en France. — Caractère et rôle du général Menou. — Plan de l'ouvrage.. I

BIBLIOGRAPHIE..... IX

LIVRE PREMIER

KLÉBER ET MENOU

CHAPITRE PREMIER

KLÉBER ET L'ARMÉE D'ORIENT

- § I^{er}. — Kléber et Bonaparte. — Nouvel esprit de l'armée. — Impressions produites par le départ de Bonaparte. — Popularité de Kléber..... 1
- § II. — Enthousiasme des troupes au départ de France. — La grande déception. — Maladies, misère. — Indiscipline, pillage, cruauté. — La vie en Égypte. — La nostalgie. — « Que faisons-nous en Égypte? » — Espoir du retour encouragé par Kléber..... 7
- § III. — Situation de l'armée : force numérique, munitions, finances. — Dispositions des indigènes : politique musulmane de Bonaparte ; insurrection du Caire ; révoltes dans les provinces. — Position difficile, mais non désespérée. — Lettre de Kléber au Directoire. — État d'esprit de Kléber..... 13

CHAPITRE II

LE GÉNÉRAL MENOÙ

- § I^{er}. — Kléber propose à Menou de le choisir comme négociateur.
 — Menou se déclare en faveur de la conservation de l'Égypte.
 — Le « mémoire militaire et statistique sur l'Égypte »..... 23
- § II. — Famille de Menou. — Le château de Boussay. — Carrière militaire de Menou avant 1789. — Menou député aux États généraux et à l'Assemblée constituante. — Guerre de Vendée, 13 vendémiaire..... 30
- § III. — Menou à l'armée d'Orient. — Portrait du général. — Menou gouverneur de Rosette : son enthousiasme pour l'expédition d'Égypte. — Le mariage et la « conversion » d'Abdallah Menou. — Menou et Bonaparte..... 39

CHAPITRE III

LA CONVENTION D'EL ARISCH

- § I^{er}. — Lettres de Kléber au grand vizir et à Sydney Smith. — Combat victorieux de Damiette et conseils de Desaix au général en chef. — Kléber se montre décidé à évacuer l'Égypte. — Insurrections des troupes à Damiette et à Alexandrie. — Conseils de Dugua et de Tallien. — Mesures provisoires d'administration..... 47
- § II. — Ouverture des négociations. — Instructions de Kléber à ses plénipotentiaires Desaix et Poussielgue. — Kléber les annule presque aussitôt. — Il propose directement au grand vizir l'évacuation de l'Égypte. — Reproches de Desaix à Kléber. — Kléber autorise ses plénipotentiaires à traiter de l'évacuation pure et simple. — Conseil de guerre du 20 janvier 1800..... 55
- § III. — La convention d'El Arisch (24 janvier 1800). — Attitude de Kléber : sa lettre au « Directoire ». — Proclamations de Kléber aux troupes : joie des soldats. — Menou blâme la conduite du général en chef. — Les adversaires de la convention d'El Arisch. — Nouvelles de France. — Embarras de Kléber : railleries et insolences à l'adresse du Premier Consul. — Rupture de la convention : Héliopolis..... 62

CHAPITRE IV

APRÈS HÉLIOPOLIS

- § I^{er}. — Au lendemain de la victoire, le système d'évacuation prédomine encore. — Silence gardé envers le gouvernement français. — Traité avec Mourad-bey. — Nouvelles propositions

adressées à la Turquie. — Entrée triomphale de Kléber au Caire	72
§ II. — Actes administratifs : contribution du Caire, confiscation des navires turcs, création d'un comité administratif. — Projets de réforme. — Organisation de l'armée. — Les ruines disparaissent. — Menou félicite Kléber de sa nouvelle politique. — Kléber lui répond qu'il n'a pas changé de système.....	76
§ III. — « Impossibilité de terminer la campagne d'Égypte. » — Rupture complète avec les Anglais. — Refus d'entrer en pourparlers avec les Turcs. — Joie de Menou : lettre de réconciliation adressée par lui à Kléber. — Kléber n'est que résigné : il laisse l'armée dans l'incertitude. — Projet de rapprochement avec la Porte	81

LIVRE II

LE GOUVERNEMENT DU GÉNÉRAL MENOUE

CHAPITRE PREMIER

LA PROCLAMATION DU 5 MESSIDOR AN VIII

§ I ^{er} . — Assassinat de Kléber. — Menou et Reynier déclinent le commandement. — Menou est obligé de l'accepter. — Regrets de Reynier, après réflexion. — Carrière et portrait de ce général. — Il conteste les droits de Menou au commandement. — Son hostilité à l'égard du nouveau chef.....	89
§ II. — Douleur de l'armée à la nouvelle de la mort de Kléber. — Impopularité de Menou. — Désir de quitter l'Égypte. — Proclamation du 5 messidor : motifs de l'expédition ; nécessité de conserver l'Égypte : le gouvernement seul a le droit de ratifier ou de rejeter les traités conclus ; promesse d'assurer le paiement de la solde. — L'armée se déclare satisfaite. — Colère de Damas, chef d'état-major et ami de Kléber. — Discussion de Menou avec Lanusse, partisan de l'abandon de l'Égypte. — Attitude des généraux de l'armée d'Orient.....	94
§ III. — Application des principes de la proclamation aux relations diplomatiques. — Lettres à Sydney Smith. — Lettre au grand vizir. — Rapports avec le capitán-pacha. — Appréciation de cette conduite.....	106

CHAPITRE II

ORGANISATION DE L'ÉGYPTE FRANÇAISE

Principes de gouvernement du général Menou : l'Égypte, colonie française 111

§ I^{er}. — *Réformes administratives.*

- A) *Réformes des abus* : Négligences et malversations des administrateurs. — Vols des Cophtes. — Allures indépendantes des généraux commandants de province. — Examen des comptes et commission de vérification. — Mesures prises à l'égard des Cophtes..... 112
- B) *Réorganisation des cadres administratifs* : Le comité administratif. — Sa suppression et son remplacement par un conseil privé. — Attributions de ce conseil. — Pourquoi il ne fut jamais réuni. — Organisation de l'administration des finances. 119
- C) L'Institut d'Égypte et le général Menou..... 124

§ II. — *Gestion financière.*

Revenus de l'Égypte. — Détresse des fellahs. — Emploi de la contribution extraordinaire du Caire. — Nouveaux impôts : droit des cheiks-el-beled, emprunts aux non-musulmans, droits de douane, droit de « beit-el-mal », impôts sur les corporations, etc... — Emploi de la réserve de Kléber..... 127

§ III. — *Défense militaire.*

Nombre et positions des troupes. — Les généraux. — Artillerie. — Cavalerie. — Corps auxiliaires. — Marine. — Fortifications. — Approvisionnements. — Appréciation de Reynier sur l'état de l'armée d'Orient en 1800-1801..... 136

§ IV. — *Gouvernement des indigènes.*

- A) Le fanatisme musulman. — Dispositions des indigènes au Caire, dans la province de Menzalèh, à Alexandrie, à Rosette. — Psychologie des Égyptiens. — Politique de Menou à leur égard 142
- B) Pouvoirs des généraux français dans les provinces. — Le commandement du Caire. — Organisation des pouvoirs locaux : les cheiks-el-beled ; ordre du jour du 5 fructidor an VIII. — Défaut de cette mesure. — Création des divans par Bonaparte. — L'ordre du jour du 10 vendémiaire an IX : organisation de la justice. — Attributions importantes conférées au

divan du Caire. — Situation des non-musulmans. — Proclamation de Menou aux Égyptiens. — Actes du divan. — Le <i>Tambyeh</i>	146
C) Traités avec les Arabes nomades. — Maintien de l'alliance avec Mourad-bey. — Causes de dissentiment entre le mame-louk et Menou.....	161

§ V. — *Agriculture, industrie, relations commerciales.*

A) État des canaux d'irrigation : mesures prises par le général en chef. — Mise en valeur du sol.....	165
B) Création d'une manufacture de drap. — Discussion entre Menou et les membres du Comité administratif : devait-on admettre des indigènes dans les ateliers? — Essais divers.	169
C) La guerre a ruiné le commerce de l'Égypte. — Efforts du général en chef pour le relever. — Relations des Grecs avec l'Égypte. — Envois de navires de commerce en France. — Intentions de Menou sur le port de Suez : rapport de L. Reynier. — Relations avec le chérif de la Mecque, avec le Sennaar, le Darfour, avec les États barbaresques.....	173
Mérite des règlements de Menou.....	180

CHAPITRE III

LA DÉMARCHE DES DIVISIONNAIRES

§ I ^{er} . — Menou se pose en adversaire de Kléber. — Tallien juriste de l'« anticolonisme ». — Tallien et Menou. — Le mémoire sur l'impôt du « beit-el-mal ». — L'Égypte n'est pas une colonie française	182
§ II. — Lanusse et Menou : les dilapidations à Alexandrie. — Menou demande à Lanusse des explications. — Lanusse nomme une commission d'enquête. — Le général en chef lui rend justice, mais le rappelle au Caire. — Irritation de Lanusse.	
Damas et Menou : premiers froissements, lettre injurieuse de Damas. — Menou retire à Damas ses fonctions de chef d'état-major. — Damas réclame le jugement d'un conseil de guerre. — Intervention de Reynier et de Friant. — Hostilité avouée de la majorité des divisionnaires contre le général en chef.	
Daure, ordonnateur en chef, et Menou : leurs dissentiments. — Menou propose à Daure la place d'inspecteur général aux revues et ne lui donne que celle de simple inspecteur. — Protestation de Daure. — Menou revient sur sa décision. — Daure refuse tout accommodement et conteste les pouvoirs du général en chef. — « Lettre d'un Français non employé » (Tallien)....	187
§ III. — L'autorité de Menou est discutée. — Les divisionnaires agitent la question de pourvoir à son remplacement. — Reynier	

hésite à tenter un coup de force. — La démarche des divisionnaires (6 brumaire an IX) : discours de Reynier ; lecture d'une « note ». On reproche à Menou de gouverner l'Égypte comme une colonie. — Énoncé des griefs personnels ; discussion violente. — Le général en chef cède sur quelques points secondaires. — La nouvelle de sa confirmation dans le commandement est connue au Caire. — Menou envoie le général Vial apprendre au Premier Consul les événements d'Égypte. — Attitude des généraux : leur désir d'abandonner l'Égypte. — Ils ne veulent partir « que tous ensemble ». — Le général Verdier les quitte. — Accusations portées par eux contre le général en chef. 198

CHAPITRE IV

L'ÉGYPTE ET LE PREMIER CONSUL

- Confirmation du général Menou dans le commandement en chef. — Motifs qui déterminent le choix du Premier Consul. — Menou est le représentant de sa politique en Orient. 210
- § I^{er}. — Bonaparte partisan de la conservation de l'Égypte. — Ordres donnés et mesures prises dans ce but au lendemain du 18 brumaire. — Mission de Descorches. — Pourquoi échouèrent les efforts du Premier Consul de brumaire à germinal an VIII. — Mission de Bruix. — Nouvelle de la capitulation de Kléber. — Attitude du gouvernement. — Bonaparte veut se soustraire à la responsabilité de la perte de l'Égypte. — Après Héliopolis, il adjure Kléber de se maintenir en Orient. 213
- § II. — Négociations diplomatiques concernant l'Égypte. — Discussion, à Londres, d'un projet d'armistice qui eût permis de secourir l'armée d'Orient. — Les Anglais refusent de consentir à cet armistice (septembre 1800). — Démarches à Constantinople 221
- § III. — Envois de secours en Égypte. — Nouvelles reçues d'Égypte. — Mesures prises au sujet de l'armée d'Orient. — Expéditions diverses. — Croisière de Ganteaume 226
- § IV. — Bonaparte et le tsar Paul. — Les négociations à Londres pour les préliminaires de la paix : la question capitale : l'Égypte. — Le sort de l'armée d'Orient est entre les mains de l'armée elle-même 234

CHAPITRE V

LE GRAND PROJET DU GÉNÉRAL MENOÙ

- Menou, approuvé par le gouvernement, veut achever son œuvre d'organisation par la réforme de l'impôt foncier. 240
- § I^{er}. — Situation financière de l'armée d'Orient en frimaire an IX.

- Recettes : le droit des cheiks-el-beled. — Situation en pluviôse : acompte levé sur l'impôt foncier de l'an de l'hégire 1215. — Rentrée des contributions en nature..... 241
- § II. — Fonctionnement de l'impôt foncier ou *miry*. — Les « notes recueillies de Mallem Yacoub ». — Mémoires écrits sur ce sujet. — Les *moultezims* : caractère de leur droit de propriété. — Les *fellahs* : caractère de leur droit à la terre et des redevances payées par eux. — L'organisation sociale de l'Égypte reposait sur le système fiscal..... 244
- § III. — Projet de Bonaparte. — Fâcheux résultat de la puissance financière des Coptes. — Projets soumis à Menou. — Protestation des moultezims auprès du divan du Caire. — Réponse du général en chef..... 248
- § IV. — Le projet du 30 nivôse an IX. — Unification de l'impôt foncier. — Abolition de la suzeraineté des moultezims : une indemnité pécuniaire leur est accordée. — Égalité des terres devant l'impôt. — Évaluation du revenu annuel. — Suppression des intendants coptes. — Commission du cadastre. — Conclusion sur l'œuvre administrative du général Menou..... 253

CHAPITRE VI

L'ORDRE DU JOUR DU 23 PLUVIOSE AN IX

- § I^{er}. — Efforts de Menou pour soutenir le moral de l'armée. — Promotions. — Ordres du jour. — Insertions des nouvelles de France. — Tristesse et abattement. — Multiplication des communications avec l'Europe à partir de brumaire. — Vie des soldats en Égypte. — Nostalgie. — Énervement et aigreur. 261
- § II. — Antipathie entre Menou et les divisionnaires. — Calomnies mutuelles. — Menou dénonce les généraux au gouvernement. — Attaques à la mémoire de Kléber. — Reynier suspect. — Les lettres officielles de Menou sont connues en Égypte. — État moral de l'armée française..... 266
- § III. — Le n° 1017 de la *Gazette de France*. — Important article concernant les affaires d'Égypte. — « La convention d'El Arisch ne pourrait se renouveler que par une insurrection des troupes françaises. » — Lettre de Menou au ministre de la Guerre incriminant les généraux à propos de cet article. — Pourquoi l'article est inséré dans l'ordre du jour du 23 pluviôse. — Teneur de cet ordre du jour..... 271
- § IV. — Les divisionnaires hostiles à Menou se croient visés par la proclamation. — Ils supposent que le général a fabriqué l'article de toutes pièces. — Ils exigent un désaveu par des lettres injurieuses. — Réponse de Menou repoussant l'interprétation donnée par ses lieutenants à l'ordre du jour. — Reynier ne s'en co_n.

tente pas. — Demi-publicité donnée par les généraux à leurs lettres. — Ils accusent Menou auprès du gouvernement et de leurs amis de France. — L'union des volontés est irrémédiablement brisée.. 277

LIVRE III

LA CAMPAGNE DE 1801

CHAPITRE PREMIER

LA CAMPAGNE DE VENTÔSE

La prochaine attaque des Anglais et des Turcs est connue en Égypte. — Offres de négociations faites à Menou par l'intermédiaire de Mourad-bey. — Le général en chef suppose qu'il sera attaqué à la fois sur les côtes et sur la frontière d'Asie.. 287

§ Ier. — L'apparition de la flotte anglaise est connue au Caire le 13 ventôse. — Pourquoi Menou ne part pas. — Il envoie Reynier à Belbéis. — Courrier de Friant arrivé au Caire le 14 ventôse : le commandant d'Alexandrie ne demande qu'un léger renfort. — Envoi de Lanusse avec trois demi-brigades et de Bron avec un régiment de cavalerie. — Confiance du général en chef.. 290

§ II. — Débarquement des Anglais. — Échec de Friant, connu au Caire le 20 ventôse. — Dispositions prises par Menou. — Celui-ci quitte le Caire le 21. — Combat livré le 22 par Lanusse et par Friant à Abercrombie. — Quelle fut son importance réelle? — Marche de Menou. — Il arrive à Alexandrie le 28 ventôse au soir.... 295

§ III. — Position des armées adverses. — Plan de bataille. — Récits de la bataille de Canope. — Échec de Lanusse à gauche. — Échec du centre. — Reynier ne prend aucune initiative. — Menou lance la cavalerie, que Reynier ne soutient pas. — Inaction de ce dernier. — Accusations portées contre lui. — Ses responsabilités .. 300

CHAPITRE II

L'ARMÉE D'ORIENT APRÈS LA DÉFAITE DE CANOPE

Sentiments de l'armée d'Orient le soir de la défaite. — Panique au Caire. — Belliard pense qu'on va aussitôt entrer en négociations. — Attitude des partisans de l'évacuation..... 308

- § I^{er}. — Plan de campagne proposé par Reynier. — Menou s'en tient à une « guerre défensive » : motifs de cette conduite. — Sentiments de Belliard : correspondance de Reynier et de Damas avec lui : ordres vagues donnés par le général en chef. — Etat d'esprit des Égyptiens..... 311
- § II. — Départ de Lagrange avec quatre mille hommes pour El-Aft. — Reynier est laissé à Alexandrie sans commandement. — Il s'apprête à « juger des coups » en spectateur. — Ses critiques trouvent un écho dans l'armée. — Lettre du sous-chef d'état-major René à Belliard. — Nouveaux projets de campagne. — Menou semble les adopter mais en définitive ne bouge pas d'Alexandrie et met tout son espoir dans un secours d'Europe. — Lagrange est obligé d'évacuer Rahmanieh et remonte au Caire. — L'armée d'Orient est coupée en deux..... 317
- § III. — Menou est décidé à prolonger la résistance. — Embarras que lui cause la présence de Reynier et de Damas. — Arrestation de ces généraux. — Lettre de Reynier à Menou. — Satisfaction des adversaires de Menou au moment où ils quittent l'Égypte. — Menou promet au Premier Consul de défendre l'Égypte jusqu'à la mort..... 324

CHAPITRE III

LA CAPITULATION DU CAIRE

- § I^{er}. — Effectif des troupes aux ordres de Belliard. — Conseil de guerre du 25 floréal. — Belliard se dirige sur l'armée turque. — Combat d'El Khancah. — Alarmes du général français qui rentre au Caire, découragé. — Capitulation en rase campagne du chef de brigade Cavalier et du régiment des dromadaires. — On prépare la défense du Caire afin de « dicter à l'ennemi les conditions de notre retraite ». — Attente passive. — Marche des Anglais et des Turcs..... 331
- § II. — Le général Belliard envoie immédiatement un parlementaire. — Conseil de guerre du 3 messidor. — Discours diffus de Belliard. — Discussion sans suite. — Belliard pose ainsi la question : « Se défendra-t-on dans la ville du Caire ou traitera-t-on avec l'ennemi? » — Les commandants du génie et de l'artillerie concluent à l'impossibilité de la défense. — Belliard se refuse à tenter la fortune. — Moyens de défense qui subsistaient réellement. — Tranquillité des habitants du Caire. — Raisons de la conduite du général français..... 337
- § III. — Convention de Gizèh (9 messidor an IX-28 juin 1801). — Les troupes françaises rentreront en Europe libres et armées. — Il est stipulé que Menou pourra bénéficier de la convention. — La capitulation suscite de la joie et de la surprise parmi les

soldats. — Regrets manifestés par les Égyptiens. — Exhumation du corps de Kléber..... 345

CHAPITRE IV

LA CAPITULATION D'ALEXANDRIE

- § I^{er}. — Situation d'Alexandrie après le 29 floréal. — Inaction de Menou en face des six mille Anglais qui le bloquent. — Il apprend que Ganteaume ne peut le secourir. — Croisière de cet amiral. — Échec des expéditions destinées à l'Égypte. — Dernières illusions de Menou..... 351
- § II. — La capitulation du Caire est connue à Alexandrie. — Menou l'annonce aux soldats et déclare qu'il est résolu, ainsi que ses lieutenants, à se défendre jusqu'à la mort. — Il accuse Belliard auprès du Premier Consul. — Danger moral de la capitulation du Caire pour les troupes d'Alexandrie. — Le général en chef flétrit la conduite de Belliard. — Il refuse de recevoir à Alexandrie aucun des bénéficiaires de la convention et hésite même à y introduire sa femme et son fils. — Étrange conduite de Menou envers les membres de la Commission des sciences et arts : aventures de *l'Oiseau*..... 356
- § III. — Ténacité de Menou. — Malaises dans la garnison d'Alexandrie. — Prise du fort du Marabout par les Anglais et engagements à l'ouest d'Alexandrie. — Rampon parle au général en chef de capitulation. — Conseil de guerre du 10 fructidor. — Le général en chef est invité à ouvrir des négociations avec Hutchinson. — Menou accuse une dernière fois Belliard de sa ruine. — Conditions dictées par le général anglais (30 août 1801). — L'armée française quitte l'Égypte avec armes et bagages. — Incident relatif aux ouvrages et collections des savants. — La capitulation était-elle prématurée? — Possibilités de tenir quelques semaines encore. — Menou quitte le dernier l'Égypte 365

CONCLUSION

LE RETOUR DE L'ARMÉE D'ORIENT

- § I^{er}. — Annonce en Europe des défaites des Français en Égypte. — Talleyrand presse les pourparlers avec les ministres de la Grande-Bretagne. — L'évacuation de l'Égypte demeure la condition essentielle aux yeux des Anglais. — Arrivée du général Reynier en France : surprise causée par ce retour. — Le général instruit le gouvernement de l'état désespéré des affaires d'Égypte.

— Bonaparte se résigne à renoncer à sa conquête. — Nouvelle de la capitulation du Caire. — Elle hâte la conclusion des pourparlers. — Signature des préliminaires de Londres (1 ^{er} octobre 1801). — La capitulation d'Alexandrie est connue quelques heures après	376
§ II. — Dispositions de la France et du Premier Consul au retour de l'armée d'Orient. — Belliard est absous. — Menou est reçu avec mansuétude. — Saisie du livre de Reynier. — Après un duel où Destaing est tué, Reynier est disgracié. — Disgrâce de Damas. — Carrière de Menou de 1801 à 1810. — Causes de sa longue faveur. — Conclusion	382
TABLE DES MATIÈRES.....	393

Vu

le 3 janvier 1911.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

Vu et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}

Rue Garancière, 8
